

L'abcès afghan

Moscou vient de subir un revers diplomatique avec l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU d'une résolution réclamant « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'Afghanistan » : 122 États membres ont voté, le mercredi 13 novembre, ce texte présenté par le Pakistan avec l'appui de 45 autres pays, alors qu'un texte similaire avait recueilli 119 voix contre 20 l'an dernier. L'un des opposants a fait défection, le Mozambique n'a pas participé au scrutin.

Pour les Soviétiques, ce vote est d'autant plus inopportun qu'il intervient à la veille du sommet Reagan-Gorbatchev et que la résolution adoptée préconise, comme les années précédentes, une solution fondée sur l'indépendance politique et le caractère non aligné de l'Afghanistan, l'autodétermination de son peuple sans ingérence étrangère et le droit des réfugiés afghans à regagner leur pays.

Sur le fond, les trois jours de débats qui ont précédé le vote n'ont guère apporté d'éléments nouveaux. De très vifs propos ont été échangés par les États-Unis et l'Union soviétique, qui se sont renvoyés la responsabilité de l'aggravation des combats. Si les pourparlers indirects entre le Pakistan et l'Afghanistan — par l'intermédiaire de l'ONU — ont enregistré des progrès cette année, l'impasse demeure sur le principal problème : le calendrier du retrait des forces soviétiques.

Sur le terrain, l'évolution de la situation n'a pas de quoi ravir les stratèges du Kremlin. En dépit des grandes offensives menées par les forces soviéto-afghanes, la résistance n'a pas perdu pied. La capitale a été ces derniers temps bombardée régulièrement, et dans le reste du pays les combats demeurent isolés au sein d'une population hostile.

Six années d'intervention militaire n'ont donc débouché que sur une escalade dangereuse du conflit. Le quart de la population afghane a déjà trouvé refuge à l'étranger, surtout au Pakistan, par où transitent les armes destinées aux résistants et avec lequel les incidents de frontière sont devenus plus fréquents et plus sérieux.

La multiplication des grandes opérations soviétiques n'a eu pour effet que de renforcer l'aide américaine à l'insurrection. Enfin, l'URSS n'a manifestement pas pu exploiter les divisions de la résistance pour tenter de renforcer le régime de Kaboul, dont l'audience paraît très limitée.

Il est vrai que jusqu'à présent le conflit afghan n'est pas devenu le principal champ clos de la rivalité Est-Ouest : Soviétiques et Américains ne s'y affrontent pas directement. Les premiers tirant les leçons de la guerre du Vietnam, semblent avoir fixé à leur engagement sur le terrain un seuil à ne pas dépasser. Quant aux seconds, même s'ils fournissent à la guérilla des armes de meilleure qualité, ils se sont gardés jusqu'à présent de lui livrer les missiles sol-air qui provoqueraient une hécatombe parmi les avions et les hélicoptères soviétiques.

Le but de Washington semble être en fait de maintenir la pression sur Moscou pour contraindre l'URSS à une négociation. On saura après le sommet de Genève si M. Gorbatchev entend mieux ce langage que ses prédécesseurs.

L'AFFRONTLEMENT PÉRÈS-SHARON

Le gouvernement israélien menacé d'écèlement

Le cabinet d'union nationale Likoud-iravvillistes, qui gouverne Israël depuis l'été 1984, est menacé d'écèlement. Le premier ministre, M. Pérès, veut destituer M. Sharon s'il n'en obtient pas de « vraies excuses » pour des « propos insultants » contre son « plan de paix ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Le sort du gouvernement israélien d'union nationale est entre les mains de celui qui l'a plongé dans la crise, le général Ariel Sharon. Tel était le constat paradoxal que l'on pouvait faire le jeudi 14 novembre, au lendemain d'une de ces journées haletantes qu'affectionne Israël et où le jeu politique tourne au psychodrame.

Le premier ministre, M. Shimon Pérès, a en effet demandé à M. Sharon de lui présenter des excuses « claires et sans équivoque » avant la mi-journée de jeudi. Faute d'obtenir un tel geste de réconciliation, M. Pérès lui adressera sa lettre de destitution, laquelle prendra effet quarante-huit heures plus tard. Les chefs du Likoud ayant apparemment décidé de rester solidaires de leur bouillant collègue, la coalition gouvernementale pourrait donc voler en éclats pendant le prochain week-end. Mais d'ici là, plus d'un retournement est possible.

Tout avait commencé mercredi matin par un tête-à-tête entre les deux chefs de la coalition, MM. Pérès et Shamir. Une rencontre qui s'acheva sur un constat de désaccord, les deux hommes campant sur leurs positions. Pour M. Pérès, la cause semblait entendue : par ses attaques multiples et féroces depuis plusieurs mois contre la personne du premier ministre, M. Ariel Sharon s'était exclu de lui-même du gouvernement. Sa destitution devenait inévitable.

Dans la dernière en date de ses diatribes lancées lors d'un meeting à Haïfa, M. Sharon avait fustigé notamment « le cynisme sans précédent » du premier ministre, « son mépris pour un gouvernement qu'il conduisait sur une voie tortueuse », « sa ruse vile », « son manque d'amour-propre et son attitude obséquieuse envers l'hypocrite d'Amman » (le roi Hussein). « Il y a toujours eu des zélotes et des extrémistes parmi le peuple juif », devait riposter M. Pérès. Mais cette fois le ton de M. Sharon est inacceptable.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 21 NOVEMBRE

M. Mitterrand invitera à voter pour « la France qui gagne »

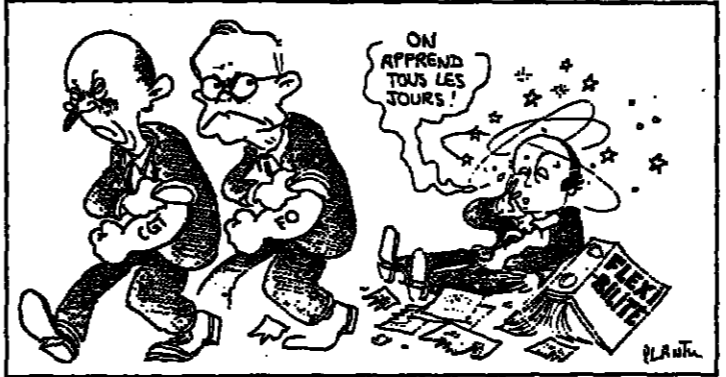
M. François Mitterrand a décidé de réunir, le jeudi 21 novembre, au palais de l'Élysée, la quatrième conférence de presse de son septennat. La précédente, consacrée à la modernisation et aux restructurations industrielles, avait eu lieu le 4 avril 1984.

Au palais de l'Élysée, le chef de l'État devrait expliquer longuement sa vision du choix qui sera soumis aux Français en mars 1986. M. Mitterrand souhaite marquer clairement ses préférences et faire comprendre que les Français devront trancher entre le progrès avec les socialistes et un retour brutal en arrière avec « les responsables de tout ce qui a été manqué » avant 1981. Le chef de l'État devrait ainsi prendre le relais de son premier ministre qui tarde à combler les espoirs qu'il avait placés en lui. Lorsqu'il l'a choisi, M. Mitterrand se disait assuré que M. Fabius saurait, le

moment venu, s'engager fortement dans une bataille droite-gauche.

Le président de la République aura d'autres occasions de s'expliquer avant l'ouverture de la campagne officielle de 1986. Il devrait donner à son allocution de vœux du 1^{er} janvier un tour plus politique qu'à l'ordinaire. Il organisera peut-être, début 1986, un ou deux meetings en province, du type de celui qu'il avait tenu le 1^{er} février dernier à Rennes.

(Lire page 8 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU.)



Les Etats-Unis dérangés par la réforme monétaire

De notre envoyé spécial

Washington. — Il existe désormais un accord pour réclamer une réforme du système monétaire international. Telle est la principale conclusion que l'on doit tirer de la réunion organisée par deux parlementaires influents, MM. Jack Kemp, représentant républicain, et Bill Bradley, sénateur démocrate.

Ce que des dizaines d'articles de journaux, de colloques, de livres, d'initiatives étrangères, et notamment françaises, préconisent l'étude d'une réforme monétaire n'avaient pas réussi à faire, les dommages causés par l'ascension du dollar à des secteurs entiers de l'industrie et de l'agriculture américaine l'ont accompli : convaincre les représentants

du peuple américain qu'il y avait décidément quelque chose de pourri au royaume de la monnaie.

M. Jack Kemp, qui est avec le président Bush un candidat potentiel du Parti républicain pour l'élection présidentielle de 1988, est allé jusqu'à dire : il faut organiser une conférence monétaire avant de commencer la conférence commerciale au GATT (organisme chargé de suivre l'accord international sur les tarifs et le commerce).

Quant à M. Bradley, il voudrait que le groupe des Dix soit maintenant chargé d'explorer les voies d'une telle réforme, et le chef de la majorité (démocrate) de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, a pour sa part affirmé : « Un consensus politique existe désormais au Congrès en faveur de cette réforme », dont

il attend notamment une baisse des taux d'intérêt.

La deuxième chose qui a frappé les participants à cette réunion est l'attention que lui a portée, contrairement à ce qui était prévu au départ, le gouvernement américain. Le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, a prononcé un discours de bienvenue, et son assistant, M. Richard Tarman, a participé pendant les deux jours aux différents travaux.

Les positions défendues par M. Tarman ont paru à plusieurs reprises en retrait par rapport à celles des parlementaires en ce qui concerne notamment l'interprétation à donner à l'accord des Cinq (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon) sur l'opportunité d'organiser des interventions concertées pour corriger les anomalies — entendez les

niveau trop élevé du dollar — du marché des changes.

M. Tarman, c'était le moins qu'il pouvait faire, a rappelé que les interventions n'étaient pas elles-mêmes une conclusion, mais que celle-ci était à trouver dans une plus grande coordination politique, monétaire et économique. Il est du reste apparu que c'est sous la pression des parlementaires que l'administration a décidé le 22 septembre dernier de convoquer la conférence imprévue des Cinq.

Un autre fait saillant a été la critique extrêmement sévère faite par les hommes d'affaires et les patrons des grandes entreprises américaines de l'actuel système des changes.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 40.)

ÉLECTIONS MUNICIPALES AU BRÉSIL

Le retour de l'homme au balai

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les Brésiliens vont élire, le vendredi 15 novembre, deux cent un nouveaux maires, dont ceux des principales villes du pays. Mais ils n'ont d'yeux que pour le match exemplaire qui va se livrer à São Paulo. Du côté du PMDB, le parti du centre gauche au pouvoir, se présente en effet dans cette ville un homme considéré fréquemment comme la seule « révélation politique » des vingt dernières années : M. Fernando Henrique Cardoso, sociologue de cinquante-quatre ans, qui a enseigné un temps à l'université de Nanterre, quand le Brésil était victime de la chasse aux sorcières.

Face à lui, un revenant. Et quel revenant ! M. Janio Quadros lui-même, l'homme qui devint célèbre à la fin des années 50, en faisant du balai son emblème. Et que J.-J. Servan-Schreiber traita de « salaud » dans un éditorial de l'Express, parce que, élu président de la République avec une

majorité inédite, il démissionna sept mois après sa prise de fonctions. A soixante-huit ans, M. Janio Quadros ne ressemble plus à Groucho Marx, comme du temps où, les yeux exorbités et les cheveux en bataille, il mettait ce pays sens dessus dessous, et gagnait seul contre tous à chaque élection.

Son visage vieilli, affaissé, ne s'anime plus qu'à la tribune, dans de courts instants de trances. Rien de plus facile alors pour les photographes que de le surprendre les poings serrés, le regard apocalyptique, et de le ridiculiser dans cette position. Ridicule, il l'est, sauf pour ceux qui le suivent et qui, à un quart de siècle de distance, ont encore la naïveté de prendre pour enseigne le balai du tribun populiste. « Ménagères, je vous emprunte ce balai qui vous sert à nettoyer les ordures pour chasser du gouvernement les voleurs qui le pillent. » Il fallait être dans le Brésil ingénu de la première moitié du siècle pour prendre au pied de la lettre ce propos de préau d'école.

De la mairie de São Paulo à la présidence de la République, M. Janio Quadros ne met pas plus de cinq ans pour parcourir alors un trajet qui coûte aux autres des décennies. Il prend tout le monde à revers : candidat d'un petit parti démocrate-chrétien, il a au départ contre lui les grandes formations, et la grande presse. Et avec son visage disgracié, son veston huileux, son col couvert de pellicules, il est un héros exemplaire.

Il se donne alors l'image de l'homme pressé, du politique trop occupé par la chose publique pour s'occuper des apparences et de sa santé. On le voit sur l'estrade, déjeuner de sandwichs au saucisson et se faire faire des piqûres après un évanouissement, vrai ou simulé.

Il ne parle pas, mais scande dans un portugais archaïque des philippiques contre l'immoralité du pouvoir et la paresse de l'administration.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 7.)

Sanctions contre Pretoria

La France décide de réduire ses achats de charbon.

PAGE 39

Exportation d'armes

Deux clients — l'Irak et les États-Unis — feront en 1985 l'embellie du commerce français.

PAGE 14

Le procès du commissaire

Inculpé de corruption pour avoir reçu 51 000 F d'un dirigeant de boîtes de nuit.

PAGE 13

Un entretien avec M. Guichard

Pour l'ancien président de la DATAR, « l'aménagement du territoire est en déroute ».

PAGE 12

Le Monde

DES LIVRES

- Michel Serres et la philosophie du chahut.
- Le testament d'Heinrich Böll.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

(Pages 27 à 33)

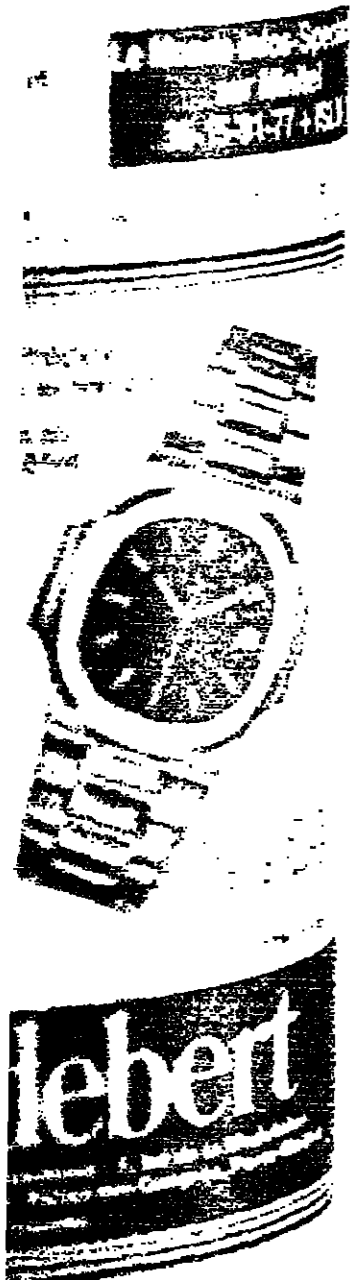
Débats : Procréation artificielle (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 à 12) • Société (13 et 14) • Culture (34) • Communication (36) • Économie (39 à 43)

Programmes des spectacles (35) • Radio-télévision (36) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (37 et 38) • Carnet (38) • Annonces classées (37)

Tourgueniev par Troyat.
Portrait d'un géant au cœur tendre.

204 pages
Broché 19 F
Rein 28 F

Grandes Biographies Flammarion.



هكذا من الأصل

débats

Procréation artificielle

La vague d'espoir et d'inquiétude suscitée par les nouvelles techniques de reproduction humaine n'est pas près de retomber. Roger Pruvost se demande si la prise en charge d'enfants confiés à l'aide sociale n'est pas une réponse à la stérilité du couple. Pour Yvonne Knibiehler, il faut replacer ce sujet sous la lumière de l'histoire des idées depuis un siècle.

La maternité échappera-t-elle aux femmes ?

Mères porteuses au tiers-monde, eugénisme, gestation in vitro, aboutissements de trois courants socio-culturels

LES nouvelles technologies apparaissent portées par trois grands courants socio-culturels.

Le premier courant, c'est l'inquiétude démographique. Les pouvoirs publics prennent conscience en 1970 de notre « dépeuplement », de notre « dénatalité », et mettent en place des mesures de répression et de stimulation. Avec des résultats toujours incertains...

Pendant ce temps, les populations du tiers-monde prolifèrent dans la misère et deviennent envahissantes. Comment n'a-t-on pas encore pensé à utiliser les nouvelles technologies de reproduction pour résoudre les deux problèmes à la fois ? Embryons congelés et mères porteuses offrent, au point de vue démographique, comme au point de vue économique, les perspectives les plus attrayantes.

Pourquoi ne pas implanter nos embryons chez les femmes du tiers-monde ? La grossesse et l'accouchement ne leur font pas peur. Leur payer 50 000 F pour chaque enfantement, ce serait mettre fin à leur misère (il leur faut dix ans et plus pour gagner pareille somme). Et pour nous ce serait la solution à nos problèmes d'immigration. Nous exporterions nos embryons congelés et nous recevions en retour des jeunes, aisément adaptables, aisément assimilables. Quel merveilleux « transfert de technologie » !

Le second courant favorable, c'est l'eugénisme. Lui aussi s'est structuré il y a une centaine d'années, comme désir de perfectionner la race humaine, par sélection des meilleurs reproducteurs à l'image de ce qu'on faisait depuis longtemps dans le monde animal. Hitler a jeté une ombre sinistre sur cet objectif. Mais ce que les médecins de Hitler n'ont pas pu imposer, nos respectables biologistes le réalisent discrètement, à la demande des parents eux-mêmes. On trie les spermatozoïdes, les ovocytes, les embryons, les mères « porteuses ». Celles-ci seront choisies bien « portantes », jolies, sereines ; on leur donnera un label. Eh oui ! Le dix-neuvième siècle avait chassé l'amour maternel comme le sentiment le plus pur, le plus généreux, le plus héroïque ; les poètes l'avaient porté aux nues ; Freud en avait montré l'extrême complexité, l'effrayante ambiguïté. Les nouvelles technologies nous ramènent à la phase de la reproduction et nous rappellent, mesdames, que nous sommes d'abord des femmes.

Rien de honteux à cela, mais encore beaucoup d'inconvénients. Tant que l'enfant devra passer par le ventre d'une femme, il sera en danger. Car une femme, même sélectionnée, c'est encore un être humain, sujet à des émotions, à des maladies, à des malheurs ; c'est une matrice pleine d'aléas et d'incertitudes.

C'est ici que l'on rencontre le troisième courant socio-culturel, celui du progrès scientifique et technique. Dès qu'elle se redresse, dès qu'elle s'humanise, notre espèce invente des outils, des instruments, des

par Y. KNIBIEHLER (*)

machines, qui réduisent le travail de notre corps et le relèvent dans ses fonctions. La biologie humaine est entrée dans l'âge technique ; elle invente des prothèses qui remplacent nos organes ; elle invente (dans cent ans, dans deux cents ans ?) une matrice artificielle.

L'ère du bocal

L'idéal des gynécologues ne peut être que d'écarter cette femme encombrante et d'accéder le plus tôt possible à la gestation in vitro. La fécondation in vitro est déjà banale ; on saura bientôt prolonger la vie de l'embryon in vitro jusqu'à la gestation complète. Ce n'est nullement de la science-fiction : des équipes de chercheurs sont d'ores et déjà en compétition pour atteindre ce but.

Là encore, rien de fâcheux. Les femmes ont beaucoup gémé contre le lourd fardeau que la reproduction

(*) Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Provence.

impose à leur sexe ; débarrassées de cette sujétion, nos arrière-petites-filles pourront consacrer plus de temps à leur carrière ou à leurs loisirs.

Quant aux bébés, quelle chance pour eux ! La naissance est de nos jours tellement dramatisée, grâce à l'échographie, au monitoring, etc., qu'elle semble infliger à l'enfant qui naît les épreuves et les risques les plus redoutables. Ce sera tellement plus facile de le sortir d'un bocal ! A ce moment-là, une femme qui aurait envie d'être enceinte et d'accoucher apparaîtra comme une maniaque un peu obsédée, et surtout comme une martire : on lui objectera « l'intérêt de l'enfant », et elle s'inclinera, parce que nous nous inclinons toujours devant cet argument-là.

La maternité, qui constituait, encore au dix-neuvième siècle, la spécificité du sexe féminin, son pouvoir propre, sa dignité propre, est en train de se morceler, de s'éparpiller, de tomber tout entière sous contrôle médical et social. Est-ce dire qu'elle échappe aux femmes ? Peut-être que non, mais il faudra sans doute la réinventer. Et désormais le temps presse.

Renoncer à la loi française

La position du « grand recteur » de la mosquée de Paris, à propos du problème des enfants de père algérien et de mère française doit faire mention de la loi du 6 novembre, appelée à mon avis deux observations :

1) Les mères françaises divorcées ou séparées ne « réclament » pas la garde de leurs enfants mais, en général, elles demandent l'application d'une décision de justice qui leur a confié cette garde et que les pères algériens refusent de respecter en violation du principe de l'autorité de la chose jugée.

2) Pourquoi faudrait-il que ce soit la « future mère » épousant un Algérien qui renonce aux droits et garanties que lui donne la loi française si elle se marie en France, devant un officier d'état civil français, et sous l'emprise de la loi française justement ?

GEORGES ANDRÉ (Bots-Columbes).

Sans trop se fatiguer

Dans son intéressant article « Moderniser l'Etat » publié dans le Monde du 5 novembre 1985, Michel Crozier estime que les succès des trente années de développement — les trente « glorieuses » — qui suivirent la Libération sont principalement attribuables aux équipes qui, dans les entreprises, furent capables de saisir les opportunités ouvertes

par le mouvement général de croissance de l'Europe.

J'ai été pendant plus de vingt ans analyste financier dans une banque moyenne. A la lumière des nom-

breux contacts que j'ai pu avoir alors avec des entreprises importantes pendant cette période, j'ai une vue plus nuancée du rôle des entreprises françaises. Pendant plus de vingt ans, les entreprises entrai-

« LES CINQ ERREURS », d'Alain Cotta

Une leçon de modestie

AUSSEI longtemps qu'une bonne et saine croissance ne sera pas revenue dans tout l'Occident, des lectures variées de la crise nous seront proposées. Celle d'Alain Cotta est originale. Il dépouille son discours de tout l'appareil du savant professeur qu'il est, pour aller droit au but, et nous propose cinq cibles d'erreurs qu'il nous commise aussi bien les économistes que les gouvernements et notamment ceux de notre pays dans ce parcours de ces douze ans qui nous séparent du premier choc pétrolier.

La volonté de se voir la face devant ses conséquences est précisément la première faute du pouvoir d'aujourd'hui qui conduit à la relance Chirac de 1975, cause d'une détérioration grave de notre balance commerciale en 1976. La relance de 1981 aura des effets plus néfastes encore, conduisant la gauche au virage qu'on sait.

Notre auteur avait au reste bien senti dès 1974 ce péché d'une volonté de croissance à tout prix. Il aurait fallu enrayer la fringale de consommation, comme on le sait aujourd'hui. Mais Alain Cotta soutient la thèse selon laquelle c'est un trop fort courant d'investissement qui alimentait l'inflation, et J.-P. Fourcade, alors ministre des finances, s'en inspira pour peser sur eux. Ce n'était sans doute pas la démarche la plus appropriée. Alain Cotta n'aurait-il pu revenir sur le sujet ?

Excellent chapitre sur l'espoir d'une réduction spontanée des inégalités dans le monde grâce à l'accroissement du prix du pétrole. Autre illusion qui n'a d'égalité que celle d'un affaiblissement durable de l'économie américaine. On voudrait en dire autant de la thèse sur le recul européen, mais hélas ! il nous manque encore pas mal d'arguments.

La séduction persistante du protectionnisme fait partie de ces courants profonds d'erreurs qu'Alain Cotta a bien raison d'épingler, remontant au corporatisme. Ou une fraction de socialistes ait subi cette tentation et plaidé trop pour la « reconquête du marché intérieur »,

nous n'en disconviençons pas. Tous, heureusement, ne mangent pas de ce pain-là.

Notre auteur a tout à fait raison d'épingler le protectionnisme qui alimente les observateurs d'aujourd'hui. Cette psychose s'alimente à deux sources : la fluctuation croissante des taux de change (or, ce marché est plus contrôlé qu'on ne le croit) et la croissance démesurée de l'endettement mondial. Il est sûr que les plus gros débiteurs ne paieront pas. Mais les Américains aideront à trouver une solution qui, en dernier ressort, sera de rendre explicite la médiation de l'aide aux pays engagés dans la voie de l'industrialisation, actuellement implicite. C'est donc du côté des contribuables qu'il faut regarder.

Le vrai danger est, selon Alain Cotta, dans la renouveau des rentiers et des placements moins mérités. En 1984, l'encours du marché obligataire français atteignait 1 300 milliards de francs, c'est-à-dire 31 % du produit national, soit le double de ce qu'il était en 1973. Mieux il existe de plus en plus d'« euro-rentiers ». Les paradis fiscaux ne datent pas d'hier, mais depuis dix ans ils voient passer de plus en plus de fortunes détenues par des individus à l'extérieur de la nation où ils exercent leur activité, gérées dans ce but et soigneusement entretenues.

Plus connue enfin est l'erreur qui consiste à croire que l'on pourra continuer à consacrer tous les jours plus d'argent à la santé et à ce qu'Alain Cotta appelle la « survie ». A moins que ce « surplus » de vie soit payé d'une baisse... du niveau de vie.

On ne s'ennuie pas à feuilleter en compagnie d'Alain Cotta le catalogue des erreurs de la science et de la pratique économique. Une leçon salubre de modestie. Si elle pouvait être entendue par la classe politique !

PIERRE DROUIN.

* Editions Olivier Orban, 252 p., 89 F.

Nouvelles technologies, nouvelles solidarités

La réponse à la souffrance des couples stériles ne peut-elle se trouver ailleurs que dans le recours aux « prêts d'utérus » ?

par ROGER PRUVOST (*)

L'AFFAIRE des « mères porteuses » ou des « prêts d'utérus » est d'actualité, si chargée d'interrogations qu'elle choque plus d'un. Même le Comité national d'éthique n'a pu faire autre chose que proposer de ne pas légiférer pour rendre licite une manière de répondre à l'infécondité, motif pris des risques pour l'enfant, pour le couple demandeur et pour la « mère porteuse ».

Certes, l'infécondité est intolérable à certains, pour qui elle est une souffrance de chaque instant. Certes, la plupart des couples désirent donner naissance à un enfant. Mais peut-on parler de droit à l'enfant, comme on parle de droit à la santé ?

Jadis, les couples désirant un enfant avaient quelque chance de pouvoir adopter un des petits abandonnés, alors au nombre de plusieurs dizaines de milliers. Les statistiques du ministère de la santé démontrent que la politique familiale mise en place, la légalisation de l'IVG, ont progressivement diminué le nombre des enfants abandonnés et donc des enfants adoptables. En France, en 1984, on dénombrait seulement quatorze mille cinq cents pupilles de l'Etat, environ.

Ce chiffre est à la fois vrai et faux ; vrai statistiquement ; faux humainement. En effet, le couple en désir d'adoption veut un petit enfant, un bébé à prendre dans les bras, un bébé pour qui le contact

physique est déjà expression d'amour. Or les quelques milliers d'enfants adoptables ne comptent que très peu de jeunes enfants. Si bien qu'actuellement un seul couple sur dix désirant une adoption a quelque chance d'adopter un bébé français. L'adoption d'enfants étrangers n'a que partiellement comblé cette lacune.

Tout va comme si une donnée séculaire avait disparu : la relation abandon-adoption. La question posée est de savoir si à un fait social il faut une réponse technique, le prêt d'utérus, ou si, au contraire, cette réponse ne se trouve pas dans le développement de nouvelles solidarités ?

La voie du « parrainage »

Qui, en dehors des spécialistes, sait que, en 1984 en France, cinq cent cinquante mille enfants environ ont été pris en charge par l'aide sociale sans que, pour autant, le lien légal et affectif ait été rompu avec leur famille naturelle, que ces enfants restent dans leur famille ou soient placés en établissements sociaux ?

(*) Sous-directeur des services centraux de l'Assistance publique à Paris, professeur honoraire à l'Ecole nationale de la santé publique.

Les nazis et la proportionnelle

M. Giraud (le Monde, 22 octobre) croit que la proportionnelle a produit l'essor d'Hitler. Il se trompe. En 1929, je travaillais en Allemagne et il était évident que les électeurs étaient prêts à voter pour un parti qui leur promettait une amélioration de l'état lamentable de l'économie. Si les nazis avaient déjà quelques sièges ou non n'aurait rien à voir avec la question.

Etant vite devenu le plus grand parti, les nazis gagnaient le plus grand nombre de sièges, mais jamais la majorité. Sous un système majoritaire, ils auraient sûrement eu une majorité écrasante.

MIS ENID LAKEMAN, (Londres).

RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article de Jean Toulait. « Le droit à la vie » (le Monde du 8 novembre, page 2). Nos livraisons d'armes ont été évaluées à 30 milliards de dollars. C'est évidemment 30 milliards de francs qu'il fallait lire.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Daniel Vernet (1969-1982) Jacques Faure (1982-1985) André Laurens (1985-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sals.

« LE MONDE » PUBLICITÉ SA

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 9 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; Yougoslavie, 110 ml.

GRAND PRIX DE L'HISTOIRE

Moët-Hennessy

Elisabeth Labrousse
LA REVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

Un vol. 95 F

PAYOT

étranger

AFRIQUE

Tunisie

UNE VISITE A LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Notre sécurité, c'est Bourguiba. Mais après lui ?

De notre envoyée spéciale

Tunis. — Appelons-la Khamsou. Il est grand, le sobriétaire rond et jovial sous une épaisse crinière blanche. Il s'est déplacé pour nous parler : « C'est plus prudent. Khamsou est juif tunisien et, depuis le bombardement israélien du QG palestinien et l'incident de Djerba, il est encore moins à l'aise. »

Sa communauté a connu des dates fatidiques : la première, à l'époque contemporaine, est 1948, création de l'Etat d'Israël ; puis 1967, guerre des six jours ; 1973, guerre du Kippour ; 1982, invasion du Liban. A chacune de ces étapes, la communauté juive s'est un peu plus dispersée. L'indépendance de la Tunisie, la crise de Bizerte, quand circulaient des rumeurs de collaboration entre juifs et Français, le mouvement des coopératives, ont aussi pesé sur la présence juive. De 120 000 à la création de l'Etat d'Israël, les juifs ne sont plus aujourd'hui que 3 400 à 4 000. Un chiffre difficile à préciser, souligne un membre de la communauté car, souvent, les jeunes sont partis et beaucoup de couples âgés vont et viennent, au gré des visites aux enfants — installés pour la plupart en France ou en Israël.

Une quarantaine de synagogues sont encore en activité, dont quinze à Djerba, où réside la plus grosse partie de la communauté, et autant à Tunis et dans ses environs. Quelques familles demeurent encore à Zarzis, Sfax, Nabeul et Gabès. Des écoles, des centres sociaux et d'assistance subsistent et sont subventionnés par l'Etat.

Khamsou vit seul dans la banlieue de Tunis. Le jour du bombardement israélien, il a regagné précipitamment sa maison, craignant des réactions hostiles. Un magasin appartenant à des juifs a été brûlé le jour même au souk, et des passants ont été pris à partie. Des « informations » relayées par un ou deux journaux avaient évoqué une « complicité » des juifs tunisiens avec les Israéliens.

Quelques centaines de juifs se sont précipités à l'aéroport pour s'embarquer sur le premier avion. « C'est courant », dit Khamsou ; beaucoup d'entre nous ont tou-

jours en poche leur billet d'avion, une sorte d'assurance en cas de drame. » La plupart de ces fuyards sont revenus depuis lors. Le drame de Djerba quand un policier « fou » a tiré à l'intérieur de la synagogue de la Ghriba, tuant deux personnes sur le coup, a créé un nouveau mouvement de panique, l'exode s'arrêtant cette fois à Tunis, où la tension s'était alors apaisée. « Mais, précise Khamsou, nous sommes bien conscients qu'il faut nous préparer. Le dernier grand départ suivra la disparition de Bourguiba. C'est notre dernier rempart. Notre sécurité ne repose plus que sur lui. Nous avons tous peur des jeunes. »

Les temps heureux

Avec nostalgie, Khamsou parle des temps heureux où la Tunisie avait des ministres, des députés, des conseillers municipaux juifs. « Un ministre juif, c'est inconcevable maintenant, dit-il. J'avais un jeune ami médecin qui avait été nommé à l'hôpital militaire. Quand il se sont aperçus qu'il était juif, il a été immédiatement déplacé. Depuis, il s'est exilé. »

Il reste à Tunis une dizaine de médecins ou d'avocats juifs, mais beaucoup de jeunes préfèrent poursuivre leurs études à l'étranger, sachant ou pressentant qu'ils n'ont plus d'avenir en Tunisie. Certaines grosses affaires sont encore aux mains de juifs, mais les enfants, étant partis, elles sont vendues à des Tunisiens musulmans quand l'heure de la retraite arrive.

Dans l'avenue de la Liberté, en plein centre de la capitale, devant la grande synagogue toute blanche, un car de police est en faction. Depuis 1967, certains bâtiments juifs sont gardés et, en cas de besoin, cette surveillance est renforcée. Cela a été le cas au mois d'août après le retour des travailleurs de Libye, que l'on savait « conditionnés » par la très violente propagande du colonel Kadhafi. Emmanant de Libye, le Radio de la haine sacrée, très bien entendu dans tout le Sud tunisien, exhortait les habitants de Djerba à « chasser les juifs » dont certains étaient nominalement désignés. C'est pourquoi le synagogue de la Ghriba, haut lieu historique des juifs de Tunisie, était gardée par des poli-

ciers. La « Haine sacrée » a cessé d'émettre, mais Radio-Tripoli est toujours mieux captée dans le Sud que Radio-Tunis, souvent inaudible.

Derrière la synagogue, le grand rabbinat, dont l'entrée sur la rue de Palestine a été condamnée, est lui aussi discrètement protégé. Fonctionnaire de l'Etat, le grand rabbin reçoit dans un petit bureau austère sous un portrait du président Bourguiba jeune. Originaire de Djerba, le grand rabbin Haïm Mader ne s'exprime qu'en arabe. Entouré de quelques membres de son conseil, il ne fait pas de difficultés pour parler des problèmes de sa communauté. Quels problèmes ? L'incident de Djerba ? « Un événement qui a fait isoler. Les jets de pierres contre des juifs qui se sont produits plusieurs jours durant dans l'île ? » « Le fait de petits voyous que la police va punir. » « D'ailleurs, ajoute l'un des assistants, nous sommes très rassurés par l'attitude du gouvernement, qui nous a promis que tout serait mis en œuvre pour que cela ne se renouvelle pas. »

Pas de véritable antisémitisme

Lors de leur entretien au ministère de l'intérieur avec un haut fonctionnaire, le grand rabbin et des membres de son conseil ont pu aussi rencontrer le nouveau ministre délégué chargé de la sécurité, M. Ben Ali. « Il nous a demandé, dit l'un des assistants, notre concours pour prévenir les attentats de toute menace dont nous serions l'objet. Nous avons les moyens de l'avertir à toute heure. » Khamsou, pour sa part, rappelle qu'en 1982, après les incidents de Zarzis (1) le président Bourguiba lui-même avait reçu le grand rabbin. « Aujourd'hui, dit-il, ce n'est même pas le premier ministre, et la rencontre avec M. Ben Ali était fortuite. Peut-être ne veulent-ils pas trop en faire à cause de la menace libyenne et du bombardement israélien. Mais quand même, c'est peut-être un signe. »

La menace du premier ministre israélien de « venger » les juifs tunisiens après l'incident de Djerba ? « Ça nous gêne, dit un responsable de la communauté, huit mois, quinze à un an, deux à six mois avec sursis. »

Algérie

Trente et une condamnations après les incidents de Tizi-Ouzou

De notre correspondant

Alger. — Les personnes interpellées à la suite des incidents récents à Tizi-Ouzou, toujours détenues, ont été jugées mardi 12 novembre par le tribunal de la ville siégeant en l'honneur de la fête de l'indépendance. Trente et une condamnations ont été prononcées à l'encontre, écrit l'agence officielle Algérie Presse Service (APS) « des auteurs de dégradations de biens publics et privés : véhicules incendiés, bus de ramassage scolaire saquegés, édifices publics endommagés ». Neuf personnes ont été condamnées à deux ans de prison ferme, cinq à dix-

huit mois, quinze à un an, deux à six mois avec sursis. « Quinze personnes ont vu leur jugement différé pour complément d'information », ajoute l'APS et six autres ont été relaxées. Ces arrestations étaient intervenues après les échauffourées qui avaient éclaté spontanément à la suite de la manifestation de la jeunesse de Tizi-Ouzou le 21 octobre, où plusieurs milliers de personnes venaient d'assister à une rencontre entre la très populaire équipe locale, la JET, et Bouffarik, et qui s'étaient prolongées pendant plusieurs jours, gagnant d'autres villes de la wilaya (département).

La semaine précédente, déjà, des mouvements de grève dans des éta-

blissements scolaires de la région et des manifestations de lycéens et d'étudiants qui réclamaient la libération de membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme, du Mouvement culturel berbère et des associations de fils de chouchou (martyrs de la guerre d'indépendance) avaient eu lieu, signe d'une effervescence qui a dégénéré après la condamnation, le 29 octobre, du chanteur kabyle Ait Menguellet à trois ans de prison pour détention illégale d'armes de chasse et de guerre.

En dépit de la volonté sensible des autorités locales et des représentants des contestataires de régler les problèmes par la concertation, la Kabylie, généralement prompt à s'enflammer, pourrait considérer ces condamnations comme une provocation du pouvoir. Comment réagira-t-elle ? La question inquiète les autorités à l'approche d'échéances politiques importantes : la réunion du comité central du parti à la fin du mois et un congrès extraordinaire, en décembre, qui viendra clore plus de quatre mois de débats sur l'enrichissement de la Charte nationale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

République sud-africaine

● Libération de quatre prisonniers blancs. — Les autorités sud-africaines ont libéré, mardi 12 novembre, les quatre Blancs détenus depuis juillet dernier en vertu de l'état d'urgence, ainsi que M. Rashid Saloojee, président du Front démocratique uni (UDF) pour la province du Transvaal. Ils sont tenus de ne pas quitter le district de Johannesburg et il leur est interdit de participer à toute activité syndicale ou anti-apartheid. D'autre part, près de trois cents détenus de toutes races auraient commencé mercredi une grève de la faim à la prison Victor-Verster, près du Cap, selon la famille de l'un d'entre eux. — (AFP, Reuters.)

APRÈS LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AU LIBÉRIA

Le gouvernement met en cause des « mercenaires cubains et sierra-léonais »

Un calme précaire régnait mercredi après-midi 13 novembre à Monrovia, au lendemain de la tentative de coup d'Etat contre le président Samuel K. Doe. Des combats sporadiques ont eu lieu dans la matinée, notamment sur la route de l'aéroport de Robertsville, distant d'une soixantaine de kilomètres du centre de la capitale. C'est sur cette route qu'est situé le camp militaire Schiefflin où sont basées, pour l'essentiel, les troupes fidèles au président Doe. Selon des sources diplomatiques, des combats se seraient également déroulés dans certains quartiers de Monrovia, où une nette tension persistait dans les rues, quadrillées par les troupes loyalistes. La population reste confinée chez elle, et la plupart des magasins demeurent fermés.

Le nombre des victimes, que le ministre de la justice, M. Jenkins Scott, a évalué à une quinzaine (dont dix putschistes) pourrait, selon certains témoignages, être beaucoup plus important. La population de la capitale a, en effet, été invitée par des communiqués radio-diffusés à aller dans les hôpitaux de la ville pour y faire des dons de sang. En outre, tous les médecins disponi-

bles ont été priés de se rendre d'urgence dans les établissements hospitaliers. Bien que certains signes de normalisation soient perceptibles — la radio privée religieuse Elwa a repris ses émissions habituelles, les liaisons téléphoniques et télex internationales fonctionnent normalement, — une intense chasse aux « rebelles » a été entreprise, et tout trafic demeure interdit à l'aéroport, tandis que les frontières terrestres demeurent fermées et que le couvre-feu est maintenu de 18 heures à l'aube. Le chef des putschistes, le général Quowonke, serait en fuite.

Mardi soir, dans son message à la nation, le président Doe avait indiqué que tous les membres du gouvernement capturés par les putschistes avaient pu être libérés, et que dix « rebelles » avaient été tués et seize autres arrêtés, notamment le major Anthony Marquie. Le général Dubar, chef des forces armées libériennes, a affirmé, mercredi, que des « mercenaires cubains et sierra-léonais » avaient participé à la tentative de coup d'Etat et a annoncé l'arrestation de plusieurs Cubains, suscitant, ce jeudi, un démenti catégorique de la Havane. — (AFP, Reuters, UPI.)

FRANÇOIS DE CLOSETS
Prix Aujourd'hui 1985

Un maître de la sociologie contemporaine.
Jean-François Revel/Le Point
La «syndicatie» comme dit De Closets a pris le pas sur la démocratie.
Jean-François Kahn/L'Événement du Jeudi
Un livre bombe.
Franz-Olivier Giesbert/Le Nouvel Observateur
Pas de livre plus important à méditer que "Tous ensemble". Michel Crozier/Le Figaro
Un débat capital. Pierre Rosanvallon/L'Expansion
La démonstration est féroce... Avec une patience d'entomologiste, il regarde vivre notre société, et c'est l'accumulation de «petits faits vrais» qui constitue son arme la plus redoutable.
Pierre Drouin/Le Monde

François de Closets
TOUS ENSEMBLE
Pour en finir avec la syndicatie

La crise syndicale

M. ALLOUCHE ASSURE L'INTÉRIM DE M. ACHOUR A LATÈTE DE L'UGTT

(De notre correspondant.)

Tunis. — Le bureau exécutif de l'UGTT a désigné, mercredi 13 novembre, l'un de ses membres, M. Sadok Alouche, pour assurer l'intérim du secrétariat général de la centrale ouvrière à la suite de la mesure d'isolement prise par le gouvernement à l'encontre de M. Habib Achour (le Monde daté 10-11 novembre). Après cinquante-neuf ans, M. Alouche est membre du bureau exécutif depuis 1973. Il était jusqu'alors chargé des relations extérieures et député. Homme discret à la réputation de modéré, il s'est généralement tenu à l'écart des dissensions que la direction de la centrale a connues ces dernières années. Sa nomination — conforme aux statuts et aux règlements de l'UGTT — pourrait faciliter les négociations engagées la semaine dernière avec le gouvernement.

Les dirigeants de l'UGTT se sont d'ailleurs prononcés pour une reprise « dans les meilleurs délais » des pourparlers, afin de chercher des solutions aux différentes questions en suspens. Pour les syndicalistes, il s'agit, dans un premier temps, du délogeage des comptes de l'UGTT, de la libération des cadres et militants qui demeurent en état d'arrestation, de la réintégration dans leur emploi des grévistes licenciés et de l'évacuation des locaux de l'organisation occupés par les comités provisoires « imposés par la force » durant ces dernières semaines et auxquels ils dénie toute légitimité.

Ce dernier point risque d'être le plus épineux car, apparemment, nombre de ces comités provisoires, désignés dans des conditions plutôt obscures, ne semblent pas disposés à se démettre. Bien au contraire, certains d'entre eux s'en sont pris mardi au bureau exécutif, exigeant que, « dans un délai d'une semaine », il se désolidarise de M. Achour.

M. D.

CORRESPONDANCE

Arrestations et droits de l'homme au Togo

M. Geouffre de la Pradelle, du barreau de Paris, nous écrit :

Cité à deux reprises dans l'article paru dans le Monde du 30 octobre, sous le titre « Arrestations et droits de l'homme », je tiens à préciser les raisons pour lesquelles je me trouvais à Lomé.

C'est, à ma connaissance, en raison des informations incontrolées données à Amnesty International, que cette organisation a été invitée par le chef de l'Etat togolais à se rendre à Lomé.

Etant le conseil habituel des autorités togolaises pour le contentieux international courant, j'ai été moi-même invité pour apporter témoignage et conseils dans le souci du président Eyadéma d'avoir les avis d'un internationaliste occidental indépendant et sans préjugé. C'est ainsi que j'ai assisté aux réunions avec les délégués d'Amnesty International.

Je ne puis que constater l'interprétation donnée par le Monde sur la nature des pièces à conviction qui ont été présentées, et dans des conditions qui excluent toute forgerie, par la police togolaise. Les tracts saisis ne se bornent pas à critiquer le gouvernement ; mais les uns appellent les militaires à la révolte et le peuple

au soulèvement, d'autres incitent au meurtre du chef de l'Etat. Il n'y a pas que des tracts, mais aussi des caisses en provenance de Paris saisies à l'aéroport, contenant détonateurs et plastique.

Les délégués d'Amnesty n'ont nullement contesté la légitimité des poursuites, ces tracts ayant accompagné plusieurs attentats à la bombe contre des édifices publics. Il est vrai que les délégués n'ont pas pu photographier ni parler aux personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête. Mais laisse-t-on en France, pour ne citer que notre pays, commettre des tirs et des étrangers avec des détenus ?

Enfin, je tiens à préciser que le président de la République a ordonné la libération des membres de la famille du professeur Gu-Konu et celle de M. Occansey dont on avait annoncé la mort.

[Rappelons qu'Amnesty International a affirmé, pour sa part (le Monde du 30 octobre), avoir envoyé une mission au Togo « à sa initiative » et non à l'invitation du gouvernement de Lomé. D'autre part, en ce qui concerne les « pièces à conviction », l'interprétation n'a pas été donnée par le Monde mais par Amnesty International, dont le sérieux, en la matière, n'est plus à démontrer.]

(Suite de la première page.)

Il y eut ensuite un très long intermède en attendant la réunion en début de soirée du conseil des ministres convoqué en séance extraordinaire. Le premier rôle revint au rabbin Itzhak Peretz, ministre de l'intérieur et chef du petit parti orthodoxe et sépharade Shas. Il mit à profit cette pause pour s'adresser en rouillasse, avec le souci de déamorcer la crise. Son objectif : arracher des excuses publiques à M. Sharon. Il n'y parvint qu'à moitié. M. Sharon, qui n'est pas homme à battre sa coulpe, consentit à émettre un semblant de regret mais refusa de renouveler expressément sa confiance au premier ministre, comme le lui demandait le rabbin médiateur.

Tout le monde se retrouva à la table du conseil des ministres. D'entrée de jeu, M. Pérois confirma son intention de destituer M. Sharon et présenta un document en six points justifiant sa décision. Dans ce texte, le premier ministre fait l'inventaire des critiques émises par M. Sharon, lesquelles visent, estime-t-il, à saboter les efforts de paix du gouvernement. M. Sharon, relèvent notamment le document, a accusé le premier ministre de « vouloir faire couler le sang », « De telles choses, déclara M. Pérois, n'ont jamais été dites à

Réplique de M. Shamir : « Si vous démettez Sharon, ce sera en violation de l'accord de coalition. Si vous voulez la rupture du gouvernement, vous feriez mieux d'aller tout de suite chez le président de l'Etat, et nous aurons des élections. » Pour sa part, M. Sharon répéta ses « excuses », en soulignant qu'il ne revenait pas sur ses récentes déclarations.

La crainte des élections

Ce qui frappe dans cette nouvelle crise — de loin, la plus sérieuse survenue en quatorze mois d'union nationale — c'est qu'aucun des protagonistes — hormis peut-être M. Pérois — n'a envie de la laisser dégénérer jusqu'à un terme fatal. Le premier ministre répète à l'envi que sa seule cible est M. Sharon et qu'il souhaite poursuivre la cohabitation avec le Likoud. M. Shamir ne souhaite pas se lancer dans une bataille électorale alors qu'il lui est si commode d'attendre l'échéance d'octobre 1986 et que la popularité du chef travailliste est en hausse régulière.

Dernier point : la crise alimentaire est une controverse juridique. Que M. Pérès invoque à l'appui de son initiative l'article de la Loi fondamentale (qui tient lieu en Israël de Constitution) lui donnant le droit de limoger un ministre. Le Likoud conteste ce droit en citant une clause de l'accord de coalition. Celle-ci empêche M. Pérès de destituer un membre du Likoud sauf avec l'accord de M. Shamir. Le premier ministre a balayé l'objection en soulignant que la Loi a force suprême. Si le limogage de M. Sharon devient effectif, ce sera un précédent. L'usage du droit de destitution ne fut introduit qu'en 1981 à l'initiative de M. Begin. Auparavant, seuls les ministres qui violentaient contre le gouvernement à la Knesset pouvaient être congédiés.

J.-P. LANGELLIER

L'E.N.E.
VOUS PROPOSE :

Ecole Nationale d'Exportation

Formation de techniciens, cadres et dirigeants.
C.P.C.E : Date limite des inscriptions le 10/12/85.
0 avenue d'Iéna - 75016 Paris - Tél. (1) 45.05.35.00
Télex : 611934 E

Désire recevoir le programme du cycle
C.P.C.E. accompagné du dossier de candidature.

Voici la composition actuelle de la Knesset :

- Mizrahi (Parti travailliste et Mami) : 44 ;
- Likoud (Hébreu et Parti Hébreu) : 41 ;
- Tehiya (extrême droite) : 5 ;
- Parti national religieux : 4 ;
- Hadash (Parti communiste Rakah et Panthéisme noirs) : 4 ;
- Shas (Association juive des sectes de la Torah) : 4 ;
- Mouvement des droits civiques : 3 ;
- Yahad (formation centristes) : 3 ;
- Shirit (mouvement pour le changement) : 3 ;
- Liste progressiste pour la paix : 2 ;
- Agoudat Israël : 2 ;
- Morasha (religieux nationaux) : 2 ;
- Tami (mouvement pour la tradition d'Israël) : 1 ;
- Ometz (dirigé par l'ancien ministre des ressources humaines) : 1 ;
- Kadima (Parti d'extrême droite du rabbin Meir Kahane) : 1 ;

Ou bien, ou bien...

Où bien les choses restent en l'état. Dans cette hypothèse, les jours du gouvernement d'union nationale sont comptés. En effet, tout porte à croire que le Likoud restera solidaire de M. Sharon. *« Je ne peux pas supporter l'idée que Pères puisse limoger un ministre du Likoud, fut-ce Sharon »*, avait mercredi un député de ce parti. *« Pères a eu ses excuses. Que veut-il de plus ? »*, observait pour sa part M. Moshe Arens, ministre sans portefeuille et ténor du Likoud.

Baroudeur politique autant que militaire, « Arik » Sharon n'en est pas à sa première bataille. A cinquante-sept ans, une vie publique aussi tumultueuse que controversée lui vaut d'être traité de « monstre » par ses ennemis, de « roi d'Israël » par ses admirateurs.

« menteur » et d'« hypocrite ». D'insultes en critiques, on en arrive à la crise de cette semaine.

C'est sans doute un épisode de plus dans une carrière jalonnée de coups d'éclat et de scandales, sur les champs de bataille comme dans l'arène politique.

Pour expliquer le comportement d'« Arik », on rappelle souvent que, dès son plus jeune âge — il est né en 1928 — il a vécu



dans un climat de conflits. Sa mère aurait été peu sensible aux idéaux sionistes de son père. Ce couple d'intellectuels, les Shernerman — leur nom a ensuite été hébraïsé pour devenir Sharon — aurait eu peine à s'intégrer dans la communauté du mochar (coopérative agricole) où ils avaient choisi de s'installer... Plus tard, des drames familiaux ont éprouvé le général Sharon : sa première femme a été tuée dans un accident de voiture en 1961, et l'un de ses fils est mort en 1969 en manipulant un fusil de chasse.

C'est d'abord dans la carrière militaire qu'il s'illustra. Engagé dans la Haganah au début des années 40, il est grièvement blessé lors de la première guerre d'indépendance. En 1951, il est désigné pour former l'unité 101, chargée de mener des opérations de représailles après les raids de commando palestiniens. Ne recu-

E NÉGOCIATION DIRECTE
et la Jordanie des
internationale in

Le document ne mentionne pas l'accord pour l'initiative de paix jordano-palestinienne conclue en février dernier entre M. Arafat et le roi Hussein, démarche que la Syrie n'a cessé de condamner, y voyant la porte ouverte à un accord séparé avec Israël.

Ce rapprochement spectaculaire entre la Jordanie et la Syrie — en tant que chef de l'O.L.P. — ne peut qu'inquiéter M. Arafat et expliquer sans doute l'arrivée inopinée de son dernier, mardi soir à Amman.

● Au Caire, le président Moubarak a indiqué mercredi qu'il avait dressé des messages à MM. Rea-

tant pour des coups des basses
cannonées, ce corps d'élite, et tout
particulièrement son chef,
s'écroula par ses accusations
de comportement brutal et expé-
ditif. En 1956, à la tête d'une brigade
de parachutistes, il participe
à la première invasion du Sinaï et
donne libre cours à son audace :
au lieu de se contenter de tenir les
sables du col de Mitla, il s'y
engouffra. De là date la méfiance
que lui témoignent nombre d'offi-
ciers. Personne n'oublie
qu'« Ark » est enclin à outrepasser
ses ordres.

En 1967, durant la guerre de
six jours, il fait une campagne
plus « classique ». En 1973, sa
brusquerie perçue au-delà du canal
de Suez lui vaut un triomphe. Il
exploite immédiatement sur le
plan politique, quittant l'armée et
se faisant élire à la Knesset dans
les rangs du Likoud, la droite
nationaliste. Tout auréolé de ses
succès militaires, ce foucarré
crinière blanche, cou de taureau,
croire massif — sa lance aussi
dans l'agriculture — : de riches
administrateurs américains lui per-
mettent de s'acheter un « ranch »
aux confins du Néguev.

Mais son objectif reste politique : prendre le contrôle du Koud et imposer des conceptions nouvelles quant au règlement du problème des réfugiés. Il s'agit donc le renversement de la monarchie hachémite et l'installation de l'OLP à Amman - la Jordanie devenant un Etat au pouvoir des Palestiniens, la contestation le la mannisra israélienne sur la Cisjordanie et Gaza deviendrait l'objectif sinon possible.

Lors de la formation du premier gouvernement de Yasser Arafat à Beyrouth, en juin 1977, il brigue le portefeuille de la défense, sans obtenir. « Il serait capable de tuer des chars autour de mon bureau », déclare avec humour A. Begin. Ses proches pour lui expliquer son refus, il est nommé à l'agriculture où, responsable des implantations dans les territoires occupés, il multiplie les points de sauplement. Ce zèle aura raison des dernières hésitations de A. Begin, qui le nomme à la défense après les élections de fin 1981.

E AVEC ISRAËL

mandant cluant l'URSS

an et Gorbatchev sur - la nécessité
de réunir une conférence internationale
sur le Proche-Orient, avec la
participation de l'O.L.P. et de résor-
ver une partie de leurs entretiens au
procès de paix - dans la région.

Un responsable égyptien a
annoncé que l'Egypte et Israël allaient
prendre dans la deuxième quin-
zaine de décembre leurs pourparlers
sur l'enclave de Taba. Ils avaient été
suspendus par l'Egypte à la suite du
raid israélien contre l'O.L.P. en Tuni-
sie, le 1^{er} octobre dernier.

● Enfin, en Cisjordanie, les autorités militaires israéliennes, assurant agir avec l'accord de l'UNWRA, ont rasé quelque cinq mille habitations insalubres dans deux camps palestiniens proches de Jericho. — AFP, AP

A l'occasion des 40 ans de l'ENA, J.-F. Kesler présente :

Avec « l'ENA, la Société, l'Etat » qui vient de paraître chez Berger-Levrault, Jean-François Kesler, Directeur-Adjoint de l'ENA a réalisé l'étude la plus complète et la moins complaisante, jamais publiée à ce jour, sur l'ENA, les énarques et l'énarchie.

Avec autorité, intelligence et compétence, l'auteur fait le point sur le passé, le présent et l'avenir de l'ENA.

583 pages, 295 F
Collection « L'Administration nouvelle »
Éditions Berger-Levrault.

**Bernard
Leveau**
229, Boulevard Saint-Germain - 75007 Paris
T. 01 47 33 10 10 - F. 01 47 33 10 11

La Syrie et la Jordanie demandent une conférence internationale incluant l'URSS

La Syrie et la Jordanie se sont prononcées, mercredi 13 novembre, contre toute négociation de paix séparée avec Israël, indique un communiqué commun publié à l'issue de la visite de vingt-quatre heures à Damas du premier ministre jordanien, M. Zeid Rifai. Ce dernier a eu, mardi, six heures de conversations avec le président Assad.

Le communiqué souligne que les deux pays refusent « des solutions partielles ou séparées et des négociations directes avec Israël ». « La question palestinienne, poursuit le document, est la question fondamentale et nationale arabe » et la recherche de la paix « ne peut se faire qu'avec la tenue d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies, à laquelle participeraient toutes les parties

Le document ne mentionne pas formellement l'OLP ni l'accord pour une initiative de paix jordanopalestinienne conclu en février der-

Le rapprochement spectaculaire entre la Jordanie et la Syrie — ennemi juré du chef de l'OLP — ne put qu'inquiéter M. Arafat et explique sans doute l'arrivée inopinée de ce dernier, mardi soir à Amman.

● Au Caire, le président Moubarak a indiqué mercredi qu'il avait dressé des messages à MM. Rea-

pan et Gorbatchev sur - la nécessité de réunir une conférence internationale sur le Proche-Orient, avec la participation de l'O.L.P. et de réserver une partie de leurs entretiens au processus de paix - dans la région.

Un responsable égyptien a annoncé que l'Egypte et Israël allaient reprendre dans la deuxième quinzaine de décembre leurs pourparlers sur l'enclave de Taba. Ils avaient été suspendus par l'Egypte à la suite du raid israélien contre l'OLP en Tunisie, le 1^{er} octobre dernier.

● Enfin, en Cisjordanie, les autorités militaires israéliennes, assurant agir avec l'accord de l'UNWRA, ont rasé quelque cinq mille habitations insalubres dans deux camps palestiniens proches de Jericho. — AFP, AP

[illegible][illegible]

Le nouveau niveau pour les m
le contre-espionnage

Bonne pour être
bons, surpris
accusé de proce-
dure par (Bou-
ner à l'effort de
des industriels
fait don en 1978
somme de 500
1500000 F), et
don à la lettre
même

Il faut dire que
milleux, patre-
s-aments avien-
touchés par les
fraction armée
à Bader ». En je
prédécesseur de
nais à la tête
Bank avait été
conculc, et quel-
rard, en octobre
tour du « pétrole
ce RFA, M. H.
Schweyer, d'Es-
abattu par un
RAF...

Néanmoins, dit le **quart fédéral de B** de ces **procédés** avait engagé contre une procédure, m'arrêtée sur l'infirmité du **SND** Directeur du **SND** ke, supposé ho m le ministère de le m avant fait va magistrats l'arrêta le président Sark sont en de et 4 terministes apprendre qu'il face le **SND**. Une état besoin que Klavet des sera d

thème général à l'Europe. L'ambassadeur à Paris, M. de Noé, et l'écrivain sont notamment très intéressés par plusieurs un des actes des espagnols.

DIPLOMATIE

AVANT LE SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN

M. Gorbatchev : « Nous ne nous rendons pas à Genève les mains vides »

De notre correspondant

Moscou. — A moins d'une semaine de sa rencontre avec le président Reagan, M. Gorbatchev a démontré une fois de plus qu'il savait admirablement s'adresser aux Occidentaux par le biais d'événements médiatiques soigneusement organisés. La délégation des lauréats du prix Nobel qu'il a reçu mercredi 13 novembre au Kremlin lui a fourni, en effet, l'occasion de se poser en interlocuteur de bonne volonté, prêt à un dialogue sincère et même à une coopération scientifique et technique d'envergure avec les Etats-Unis.

« Nous nous préparons à cette rencontre en toute humilité et franchise. Nous partons à Genève pleinement conscients de la responsabilité qui incombe certes aux dirigeants de tous les pays, mais en premier lieu à ceux de l'URSS et des Etats-Unis. Nous nous y rendons en vue d'un travail sérieux et productif et, je veux le souligner, pas les mains vides », a déclaré M. Gorbatchev. Sur un ton à la fois conciliant et passionné, le secrétaire général a énuméré les buts qu'il fixait à ce sommet : la « consolidation de la paix et de la sécurité internationale, l'assainissement des relations avec les Etats-Unis, l'arrêt de la course aux armements et la prévention de son irruption dans les immensités de l'espace ».

M. Gorbatchev a donc évité de mettre en tête de sa liste le désarmement, répondant ainsi implicitement au vœu de M. Reagan qui souhaite aborder en priorité la situation internationale à travers les crises régionales et envisager globalement les relations entre Moscou et Washington sans se polariser sur les problèmes stratégiques. Il s'agit là d'un

inflexion de l'attitude soviétique, qui doit à penser que les blocages sur l'établissement d'un ordre du jour ont été enfin levés. Cette évolution incite à un certain optimisme concernant la rencontre de Genève, même si l'on ne fait aucun doute que, dans l'esprit de M. Gorbatchev, la question du contrôle des armements, surtout dans l'espace, reste de loin la plus importante.

Le message que les lauréats du prix Nobel, conduits par l'éditeur néerlandais Theo Knippenberg, ont remis à M. Gorbatchev et qu'ils s'apprêtent également à adresser au président Reagan, est d'ailleurs presque entièrement consacré à la prévention de la guerre nucléaire. Les Nobel invitent ardemment les dirigeants deux pays « à ne pas quitter Genève avant qu'un accord ne soit conclu sur un plan concret de désarmement général ».

« Un niveau mou de tension »

M. Gorbatchev avait donc un auditoire tout trouvé, dont la nature lui permettait de dépasser les considérations immédiates et de décrire sur le mode de l'indignation morale les dangers d'un monde encombré d'armes de toutes sortes : « Imaginez donc la planète dans dix ou vingt ans. Il y aura des flots d'armes offensives partout, depuis les limites de l'atmosphère jusqu'à une centaine de kilomètres d'altitude », remarque M. Gorbatchev.

Le secrétaire général estime que la réponse à la question : « Les armes offensives seront-elles ou non déployées dans l'espace ? (...) » déterminera l'évolution du monde pour de longues années. Il prévoit, au cas où celles-ci seraient finale-

ment mises en place, un « niveau mou de tension » entre l'URSS et les Etats-Unis. Non sans habileté, il s'interroge enfin sur « la réaction des simples Américains qui ne sont pas encore habitués à la présence d'armes d'air et à leurs frontières », lorsqu'ils seront menacés par des engins circulant au-dessus de leur tête...

M. Gorbatchev envisage en effet, comme il l'a déjà dit à plusieurs reprises, que l'URSS se dote à son tour d'un programme militaire spatial si les Etats-Unis persistent dans la voie de la « guerre des étoiles ». « L'URSS trouvera une réponse efficace, conforme à nos conceptions des besoins du maintien de l'équilibre stratégique. Mais il s'agira dans ce cas d'un nouveau tour de la course aux armements », indique le secrétaire général.

M. Gorbatchev préfère espérer que ce « nouveau tour » n'aura pas lieu. Il tend d'ailleurs part la main aux Américains pour une « coopération pacifique dans l'espace ». Il rappelle enfin la proposition qu'il avait rendue publique à Paris d'un programme international en matière de fusion thermonucléaire. Il s'agit de développer le projet de réacteur thermonucléaire expérimental international Tomahawk dont il est question depuis 1978. L'URSS est à l'origine de cette initiative à laquelle participent « des savants de plusieurs pays occidentaux, des Etats-Unis et du Japon ». On ne pouvait trouver meilleur sujet pour séduire les nombreux lauréats du prix Nobel de physique, qui se sont associés à cette démarche de leurs collègues en faveur du désarmement auprès de MM. Gorbatchev et Reagan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Reagan compte proposer de « nouvelles idées » sur plusieurs sujets

M. Reagan compte présenter à Genève à M. Gorbatchev de nouvelles propositions dans une série de domaines, a affirmé mercredi soir 13 novembre à Washington un haut fonctionnaire américain qui a requis l'anonymat. « Dans chacun des quatre volets [désarmement, conflits régionaux, questions bilatérales et droits de l'homme] que les Etats-Unis comptent discuter à Genève, il y a des propositions que nous comptons faire et qui, je pense, seront intéressantes pour l'Union soviétique », a déclaré ce haut fonctionnaire, qui a ajouté qu'une « douzaine » d'entre elles concerneront les relations bilatérales soviéto-américaines. Une partie de ces « nouvelles idées » pourraient être annoncées ce jeudi soir lors du dis-

cours télévisé que doit prononcer le président américain, d'autres seront tenues en réserve pour plus tard. « Nous n'allons pas faire de publicité sur les bonnes choses que nous n'avons pas annoncées », a encore déclaré ce responsable.

L'une de ces propositions pourrait être l'adoption d'un texte commun engageant les deux parties à continuer de respecter les clauses du traité SALT 2, conclu en 1979 mais non ratifié par les Etats-Unis. Selon le Washington Post, Washington aurait informé Moscou, dès la semaine dernière, de son intention à cet égard. En juin dernier, passant outre l'avis de certains responsables du Pentagone, le président Reagan avait déjà proclamé cette intention

et ordonné le démantèlement d'un sous-marin lance-missiles Poseidon afin de respecter les plafonds fixés par le traité. Toujours selon le Washington Post, les Soviétiques ont proposé de leur côté un projet de déclaration commune allant dans le même sens, mais rédigé dans d'autres termes.

Tandis que le Parlement néerlandais confirmait le feu vert donné par le premier ministre M. Lubbers au déploiement des 48 missiles de l'OTAN aux Pays-Bas en repoussant par 80 voix contre 69 une motion hostile déposée par l'opposition, la Pravda consacrait, mercredi, un long article au problème des euro-missiles. Selon le quotidien soviétique, l'URSS dispose actuellement de 373 missiles à moyenne portée dans la partie européenne de son territoire, dont 243 SS-20, alors que poursuit-il, on compte en Europe occidentale 396 missiles nucléaires, dont 218 américains.

A Bonn, d'autre part, M. Zagladine, haut responsable du comité central du PC soviétique en visite en RFA, à l'invitation du Parti communiste allemand, a averti les autorités ouest-allemandes que leur coopération avec l'initiative américaine de défense stratégique risquait de compromettre les chances du sommet de Genève : « Le chancelier Kohl dit qu'il veut un succès à Genève, a dit M. Zagladine, mais ce qu'il fait ruine les chances de ce succès ».

Un ton également dur a été adopté par M. Gromyko dans un discours prononcé à Gorki et dont rend compte l'agence Tass. L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, aujourd'hui chef de l'Etat, critique vivement l'« impérialisme américain », qui « a entrepris un accroissement sans précédent de ses stocks d'armement ». Il invite le « peuple soviétique » à faire preuve de « beaucoup de vigilance » et à « renforcer au maximum la défense du pays ». — (AFP.)

Un procès-verbal public pour les conversations « secrètes » ?

L'association européenne Droit contre raison d'Etat (1) vient de saisir le tribunal de première instance de Genève d'une requête pour le moins originale : il s'agit de faire désigner par les magistrats « un huissier judiciaire pour assister à la totalité des entretiens qu'auront, les 19 et 20 novembre prochains à Genève, MM. Mikhail Gorbatchev et Ronald Reagan, pour enregistrer ces entretiens et pour en rendre le contenu intégral public et accessible sans délai aux médias et aux populations du monde entier ».

L'association considère en effet que si la diplomatie secrète « est souvent justifiée, et parfois fructueuse, en cas d'hostilités ouvertes », elle est en revanche « incompatible avec les problèmes Est-Ouest, et notamment avec ceux du désarmement, gérés avec force publicité depuis plus de quarante ans ».

Droit contre raison d'Etat, qui rassemble des juristes, mais aussi des sociologues et des politologues, n'en est pas à son coup d'essai. Elle avait déjà, toujours sous forme d'actions en justice, déposé une plainte pour association de malfaiteurs contre MM. Shultz et Gromyko, pour apologie du crime, à l'occasion de leur rencontre à Genève en janvier dernier ; et une autre pour publicité mensongère contre « une émission de télévision qui, en France, vantait et venait la « guerre des étoiles » comme un produit miracle » (il s'agissait de « La guerre en face », présentée par Yves Montand).

Son actif comporte encore quelques autres opérations de ce type : et son passé, « quelques centaines de francs, nouveaux, voire suisses », précise-t-elle.

(1) 48 bis, rue de Rivoli, 75004 Paris.

EUROPE

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC EN VISITE A MOSCOU

Ankara souhaite renégocier ses accords avec les Etats-Unis

De notre correspondant

Ankara. — Au moment où les accords de coopération turco-américains en matière de défense et d'économie, signés en 1980, font l'objet d'une demande d'annulation de la part du gouvernement turc — qui se déclare « insatisfait » d'un bilan quinquennal « déséquilibré » à ses dépens, — le voyage de quatre jours que le général Urug, chef d'état-major turc, effectue cette semaine à Moscou, depuis lundi 11 novembre, n'a évidemment pas manqué de susciter des commentaires divers à Ankara.

C'est la première fois, en effet, qu'un chef d'état-major turc se rend en Union soviétique. Officiellement, M. Urug répond à une visite du maréchal Ogarkov, alors chef d'état-major soviétique, qui avait séjourné en Turquie en 1978.

Rappelons cependant que le général Evren, chef d'état-major adjoint à l'époque, avait lui aussi visité l'URSS en 1976 au moment de l'embargo d'armes imposé à la Turquie par les Etats-Unis (jusqu'en 1979). Certes, Ankara, qui entretient avec Moscou une politique réaliste de bon

voisinage et de coopération économique depuis les années 60, ne s'oppose nullement à pratiquer une politique de surenchère entre les Etats-Unis et l'URSS. Les dirigeants turcs n'ont aucune envie de quitter le giron de l'alliance atlantique et encore moins de dénoncer l'accord de défense bilatéral signé avec les Etats-Unis.

Le voyage à Moscou du général Urug n'en a pas moins son importance. N'est-il pas destiné à obtenir des Etats-Unis qu'ils se montrent plus attentifs aux desiderata turcs ? C'est plausible, commentent certains observateurs. En effet, les Turcs ont officiellement demandé aux Américains une assistance militaire accrue, entre 1,2 et 1,5 milliard

de dollars, indispensable pour moderniser leur armée, au lieu des quelque 700 millions de dollars actuels.

Le Turcs se plaignent également de l'échec quasi complet des projets de fabrication en commun du matériel de défense et aussi du retard apporté dans des transferts des technologies pourtant promis dans l'accord signé en 1980.

Enfin, Ankara est également mécontent des quotas d'importation imposés aux textiles turcs par l'administration américaine, au moment où les échanges commerciaux sont nettement déficitaires (800 millions de dollars en faveur des Etats-Unis) et d'autant plus que la Turquie doit payer environ 400 millions de dollars chaque année à Washington pour rembourser des crédits accordés au taux exorbitant de 16,5 % pour l'achat de matériel militaire américain.

Bref, pour la première fois, Ankara se montre désireux d'aborder les relations turco-américaines d'une manière globale, tous leurs aspects, militaires, économiques et commerciaux étant pris en considération. Un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères a précisé : « Non, nous ne voulons pas faire de bluff, mais nous sommes obligés d'être enfin réalistes et de tenir compte de nos propres intérêts dans le cadre de l'alliance. »

ARTUN UNSAL.

RFA

Un nouveau créneau pour les mécènes : la contre-espionnage

Les industriels mécènes subventionnant les arts ou les sports sont devenus, si l'on ose dire, monnaie courante. C'est admis, et même de mieux en mieux accepté dans les sociétés modernes. On tolère également le penchant de certains patrons à faire profiter de leurs largesses des formations politiques qui leur semblent les plus aptes à faire prévaloir leurs intérêts. Ce n'est pas très moral, mais c'est humain, et surtout très difficile à empêcher en période électorale. Mais un groupe financier subventionnant le service de contre-espionnage d'un grand pays démocratique, voilà qui dépasse les bornes communément admises.

C'est pourtant ce qui ressort d'une enquête menée en RFA par des journalistes de la Westdeutsche Rundfunk. L'ancien président de la Dresdner Bank, M. Hans Friderichs, déjà impliqué dans le scandale Flick — une affaire de pots-de-vin qui a déjà causé la chute de deux hauts personnalités, le comte Lambdorff et M. Reiner Banzel — aurait, en 1980, versé une somme de 500 000 marks (150 000 F) au BND, le service ouest-allemand de contre-espionnage. Cette donation était destinée à financer une équipe de détectives spécialement chargée de surveiller l'action de terroristes allemands à l'étranger.

Dans ce genre de « bonnes œuvres » très spéciales, M. Hans Friderichs est loin d'être un cas isolé : en effet, la commission de contrôle parlementaire des services secrets s'est réunie d'urgence, lundi 11 novembre à

Bonn, pour étudier les révélations surprenantes du principal accusé du procès Flick, M. Eberhard von Brauchitsch. Ce dernier a affirmé qu'un groupe de dix industriels allemands avait fait don en 1978 au BND d'une somme de 500 000 marks (150 000 F), comme contribution à la lutte contre le terrorisme.

Il faut dire que, à l'époque, les milieux patronaux ouest-allemands avaient été durement touchés par les actions de la Fraction armée rouge, la « bande à Baader ». En janvier 1977, le prédécesseur de M. Hans Friderichs à la tête de la Dresdner Bank avait été assassiné à son domicile, et quelques mois plus tard, en octobre 1977, c'était au tour du « patron des patrons » de RFA, M. Hanns Martin Schleyer, d'être enlevé, puis abattu par un commando de la RAF...

Néanmoins, dès 1980, le parquet fédéral de Bonn s'était ému de ces procédés inhabituels et avait engagé contre M. Friderichs une procédure, mais qui avait été arrêtée sur l'intervention du directeur du BND, M. Klaus Kinkel, aujourd'hui secrétaire d'Etat au ministère de la justice. Ce dernier avait fait valoir auprès des magistrats l'argument selon lequel le président de la Dresdner Bank serait en danger de mort si les « terroristes » venaient à apprendre qu'il avait « sponsorisé » le BND. Une preuve, s'il en était besoin, que l'argent versé n'avait pas servi à grand-chose...

L.R.

« Un débat sur l'Espagne et l'Europe ». L'Association des amis de la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine) organise, lundi 18 novembre, à 14 h 30, au siège de la bibliothèque (centre universitaire, 92001 Nanterre Cedex, tél. : 47-21-40-22), une rencontre-débat consacrée au

thème général : « L'Espagne vers l'Europe ». L'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Joan Reventos Carner, et l'écrivain Jorge Semprun donneront notamment y intervenir, ainsi que plusieurs universitaires et spécialistes des relations euro-espagnoles.

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION

Licite sans surseoir
Par autorisation préfectorale d'Octobre 1985, selon la loi du 30 Décembre 1985

MARCHAL

fabricant de vêtements de loisirs en peau
43, rue du Sauter - 75082 Paris - (Métro Sauter ou Basse Neuville)

Vente à des prix imposés par l'urgence
de nos collections de vêtements de loisirs en peau
de haute qualité pour HOMMES et FEMMES

Un aperçu des prix :	Valeur	Sacré
BLOUSONS peau de porc ou mouton velours	2200	1500F
VESTES peau de porc ou mouton velours	2400	2200F
BLOUSONS agneau glacé	3000	1800F
VESTES agneau glacé	4000	2900F
VESTES agneau glacé, lisse	4200	3400F
PARDESSUS agneau glacé	2800	4000F
PARDESSUS agneau glacé, lisse	2600	5000F
BLOUSONS agneau glacé, traitement protecteur	5600	3600F
BLOUSONS mouton retourné, lustré	4500	2900F
3/4 mouton retourné, lustré	5800	3200F
PARDESSUS mouton retourné, lustré, lisse	2800	5900F

Une multitude d'articles déclassés et sacrifiés durant inventaire

OUVERT sans interruption de 9 h à 19 h
fermé le dimanche et le lundi matin

ENTRÉE LIBRE

COLLECTION EXPLORER

Des mots, des images pour mieux connaître des peuples de légende

220x280 mm - 128 p.
64 p. photos couleurs

- Les maasais
- Les touaregs

Editions BERGER-LEVRAULT

PLUS QUE 3 JOURS POUR CONNAÎTRE LES DERNIÈRES INNOVATIONS TECHNIQUES DU BATIMENT.

batimat 85

15^e salon international de la construction et des industries du second œuvre.

8-17 Novembre

PARIS
Porte de Versailles

Vendredi nocturne jusqu'à 21 h

Organisé conjointement avec INTERCIMA

141 av. de Wagram
75017 PARIS
Tel. (1) 47.66.03.44

هكذا من الأصل

LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS D'ORDINATEURS ONT MAINTENANT A LEUR DISPOSITION LE MICROPROCESSEUR LE PLUS PUISSANT SUR LE MARCHÉ MONDIAL.

Un ordinateur peut vous étonner par sa mémoire, vous enchanter par son graphisme et vous surprendre par sa vitesse, mais derrière cette puissance, le cerveau de cet ordinateur est son microprocesseur.

Le MC68020 de Motorola est le plus puissant microprocesseur pour ordinateur actuellement disponible sur le marché mondial.

Cette stupéfiante puce "32-bits" permet d'accéder à plus de 4 milliards d'octets de données. Avec plus de 2,5 millions de commandes par seconde, sa capacité de traitement est également prodigieuse. Totalement compatible avec notre unité antérieure de 16-bits, elle complète l'évolution de la famille des microprocesseurs Motorola: le 8-bits, le 16-bits et maintenant le 32-bits! Ceci permet aux responsables de la conception des équipements d'augmenter les capacités des produits existants sans subir les conséquences d'une nouvelle conception.

Le MC68020 est promis à un grand avenir. Il jouera très probablement un rôle déterminant dans les applications de la robotique de la prochaine génération. Ses capacités de graphisme ultra-rapide et de résolution d'équations mathématiques complexes le rendent idéal pour le traitement de données de grand volume, la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CAO) ainsi que pour les ordinateurs à usage multiple de la prochaine génération.

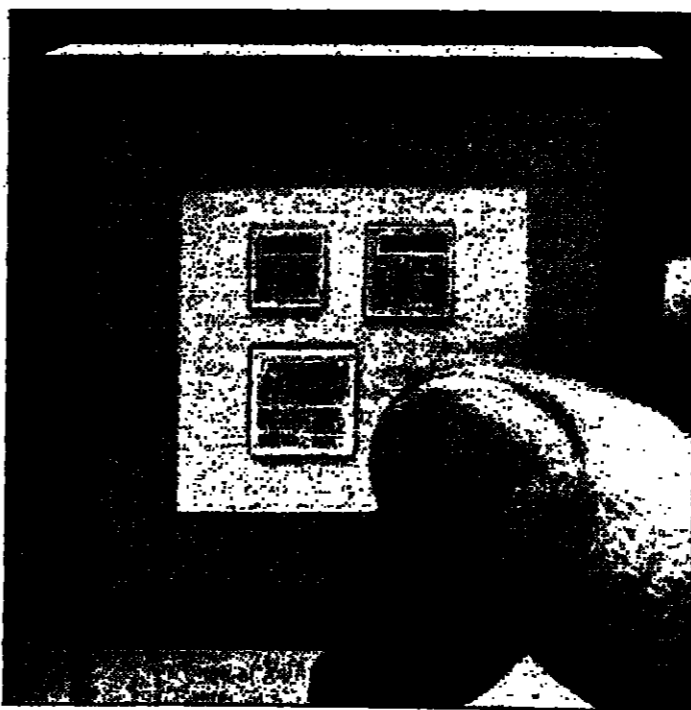
Nous sommes convaincus que ce microprocesseur peut apporter une contribution significative dans la participation déjà importante de la France à "l'ère de l'information" dans laquelle nous avons un intérêt vital.

A Toulouse, nous avons une grande usine de production de semiconducteurs, tandis qu'à Angers nous construisons des modules électroniques pour l'automobile. En France, Motorola a 15 agences commerciales pour assurer le service auprès de sa clientèle.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires global de 52,8 milliards de francs est active sur cinq continents dans le domaine des télécommunications (phonie et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun: le service auprès de nos clients.



MOTOROLA Un leader mondial dans l'électronique de pointe



Notre portrait de famille

Haïti Abolition de la peine pour crime politique

Le 14 novembre, le parlement haïtien a voté la loi n° 100-017 du 14 novembre 1985, abolissant la peine de mort pour les crimes politiques. Cette loi, qui a été adoptée à l'unanimité, marque une étape importante dans la lutte contre la violence politique en Haïti. Elle prévoit que les personnes accusées de crimes politiques ne pourront être condamnées à mort, mais pourront être emprisonnées pour une durée maximale de 15 ans.

AFGHANISTAN La résistance et les femmes

Les femmes afghanes jouent un rôle de plus en plus important dans la résistance contre les forces soviétiques. Elles participent à la distribution de nourriture, à la fabrication de vêtements et à la transmission de messages. Leur courage et leur dévouement sont une source d'inspiration pour les combattants. Les autorités soviétiques ont tenté de les décourager, mais elles continuent de jouer un rôle essentiel dans la lutte pour l'indépendance de leur pays.

SRI-LANKA Augmentation du budget de la défense

Le gouvernement sri-lankais a annoncé une augmentation significative du budget de la défense pour l'année 1986. Cette décision est motivée par la situation géopolitique de la région et la nécessité de moderniser l'armée nationale. Les fonds supplémentaires seront utilisés pour l'achat d'équipement militaire et pour la formation des soldats.

CHILI Les évêques contre la violence de l'Etat

Les évêques chiliens ont exprimé leur opposition à la violence exercée par l'Etat contre la population. Ils ont appelé à une réconciliation nationale et à la mise en œuvre de réformes politiques. Leur message est clair: la violence ne résout aucun problème et elle ne peut que conduire à la destruction du pays. Ils espèrent que les autorités civiles prendront en compte leurs préoccupations.

ARGENTINE Réquisitoire dans le « procès des Malouines »

Le procureur argentin a présenté un réquisitoire dans le cadre du procès des Malouines. Il a accusé le gouvernement britannique de violations graves du droit international. Le réquisitoire détaille les actions militaires et politiques menées par le Royaume-Uni pour occuper les îles. Les arguments sont présentés de manière claire et concise, appuyés sur des preuves factuelles.

ROUMANIE Trois nouveaux secrétaires du PC

Le Parti communiste roumain (PCR) a élu trois nouveaux membres à son bureau politique. Cette décision a été prise lors d'une session plénière du parti. Les nouveaux élus sont des cadres expérimentés et compétents, qui ont travaillé avec succès dans divers domaines de la politique et de l'économie. Leur nomination est considérée comme une victoire pour le parti et pour le pays.

AMÉRIQUES

ÉLECTIONS MUNICIPALES AU BRÉSIL

Le retour de l'homme au balai

(Suite de la première page.)

Président de la République, il déroute ses amis comme ses adversaires. Les conservateurs, qui l'ont fait élire, tombent des nues lorsqu'il tresse des couronnes au castrisme et entreprend une normalisation diplomatique avec les pays communistes. Plus encore lorsqu'il remet au Che Guevara la plus grande décoration brésilienne. Mais sa politique financière, d'une stricte orthodoxie, rassure les nantis et les créanciers étrangers.

Il déroute surtout par ses excentricités. Il interdit tout à tour les défilés de « Miss » en maillots de bains trop échantés, les courses hippiques les jours de semaine, les combats de coqs, l'usage des lance-parfums dans les bals de carnaval ainsi que la participation de mineurs à des programmes de radio et de télévision.

Colombie

CORRESPONDANCE

Plaidoyer pour le président Betancur

A la suite de l'attaque du palais de justice de Bogotá par les guérilleros du M 19 et du refus de négociation du président Betancur lors de la prise d'otages qui a suivi, le directeur du Centre d'études catalanes de Paris nous a fait parvenir une lettre dont voici les principaux extraits :

(...) Ne perdons jamais de vue que l'Amérique andine n'est pas l'Europe occidentale et que la prise du palais de justice de Bogotá par le M 19 n'a rien de comparable avec la prise de la Sorbonne par les étudiants de 1968. La Colombie moderne n'est pas un Eldorado, si l'on en croit Bolívar, son fondateur, dans un de ses derniers écrits : « Ce pays tombera infailliblement entre les mains de la multitude déchaînée pour passer après en celles de petits tyrans. (...) La réaction soudaine de l'idéologie exagérée va nous mener de tous les maux qui nous menacent... » (1830). Parole prophétique qui s'applique admirablement à la situation présente.

Le M 19 est né d'une dissidence de l'ANAPO, le parti du général Rojas Pinilla, le dernier en date des tyrans militaires colombiens, amené au pouvoir par une situation populaire insurrectionnelle (le « Bogotazo »), consécutive à l'assassinat en 1948 du principal leader progressiste, Jorge Eliecer Gaitán. Depuis lors la violence a connu des accalmies, mais elle n'a jamais vraiment pris fin dans le pays.

Disons-le nettement, à la place du président Betancur, au lendemain de son élection en 1982, la plupart des chefs d'Etat de la région auraient décrété l'état de siège, avec le couvre-feu, les rafles de police, etc. Faisant preuve d'un courage politique admirable, Betancur — comme on l'appelle dans le pays — a entamé un dialogue long et difficile avec les diverses guérillas et enfin abouti à une trêve. Cette trêve a été rompue à plusieurs reprises — au mois de juillet dernier — alors que je me trouvais à Bogotá, par l'attaque d'une petite ville, puis du marché central de la capitale. La « saisie » du palais de justice est donc une provocation, qui a fait suite à d'autres, mais qui, cette fois-ci, dépassait ce qu'un Etat peut accepter d'une faction, sans perdre toute crédibilité.

Dans cette affaire, le président Betancur a révélé à la fois du jugement et de la patience, car il a longtemps différé l'assaut que les chefs militaires étaient prêts à donner dès la première heure. Ceux d'entre nous qui ont connu la guerre d'Algérie, le putsch des généraux et l'OAS, devraient se souvenir que même un chef historique comme le général de Gaulle a été déstabilisé et a failli payer de sa vie son opposition aux thèses jusqu'aboutistes des officiers du corps expéditionnaire. La République française a été vraiment en danger au début des années 60. La République de Colombie est plus fragile (pour des raisons sociologiques qu'il est impossible d'exposer ici), menacée sur sa droite par une armée qui combat la guérilla depuis environ trente-cinq ans, sur sa gauche par des mouvements de guérilleros qui, comme le M 19, ont peut-être huit mille hommes en armes et contrôlent partiellement la vallée du Cauca — c'est-à-dire une région aussi vitale pour la Colombie que la vallée du Rhône pour la France. Dans ces conditions, quelle était la marge de manœuvre du président Betancur ?

Regardons aussi de près le plan de la ville de Bogotá. Imaginons par analogie que le palais de justice de Paris soit à la place du Grand Palais — à quelques centaines de mètres de l'Elysée — et que le Front de libération de la Corse s'en empare grâce à une cinquantaine de faux CRS, armés d'armes automatiques, prunis en otage le président de la

Pourtant, il n'y a pas de quoi rire. La démission inopinée de l'homme au balai ouvre une crise politique qui débouchera, moins de trois ans plus tard, sur le putsch des généraux, et vingt et un ans de régime militaire.

Les nouveaux maîtres « cassent » les droits politiques de M. Janio Quadros et de beaucoup d'autres. L'ancien chef de l'Etat, pourtant, a approuvé l'investiture de Castello Branco, le premier des généraux-présidents. Il aura, à l'égard du régime militaire, une attitude souvent ambiguë. Ses préférences vont à une démocratie « forte », et il se dit l'admirateur du dernier chef d'Etat étoilé, le général Figueiredo.

Le voici donc briguant la mairie de São Paulo, trente ans après s'y être installé une première fois. Candidat, comme à l'époque, d'une petite formation, le Parti travailliste brésilien, de caractère populiste, il a cette fois derrière lui le ban et l'arrière-ban de la droite. Depuis M. Delfim M. Neto, grand argentier des généraux, jusqu'à M. Olavo Setubal, banquier et actuel ministre des relations extérieures, en passant par M. Paulo Maluf, candidat de l'ancien système contre Tancredus Neves pour la présidence de la République, et devant qui le balai de M. Janio Quadros semble s'être arrêté, bien qu'il soit unanimement considéré comme un modèle de corruption.

Contradictions

M. Setubal appartient au Parti du front libéral, qui fait partie de la coalition de l'Alliance démocratique pour le pouvoir. Comme tel, il devrait appuyer M. Fernando Henrique Cardoso, présenté par l'autre pilière de l'Alliance, le PMDB. Il se trouve cependant dans l'autre camp. L'élection fait donc éclater au grand jour les contradictions d'une coalition

hétérogène, où la droite et la gauche ne sont réunies que le temps de la transition.

Elle fait aussi affleurer les ambitions personnelles. C'est à São Paulo que le PMDB possède son bastion et qu'il recrutera sans doute le candidat à la succession de M. Sarney. La bataille pour la mairie n'est donc qu'une première bataille, mais elle est une étape décisive sur la route du pouvoir.

L'élection de M. Cardoso signifierait que l'esprit des réformes l'emporte, et les classes possédantes seraient alors en droit de redouter des bouleversements. Les partisans du modèle économique intact, ou à peine modifié, laissé par les généraux, ont donc misé sur M. Janio Quadros. Non pas sur l'homme politique, qui a fait faillite — et il les a trop souvent désarçonnés par ses retournements — mais sur le tribun capable de faire barrage aux forces du changement. « Je ne veux pas voir la faucille et le marteau sur le drapeau national », dit M. Quadros avec une belle simplicité. La même simplicité qui le conduit à traiter M. Cardoso de « candidat de la marijuana », faute d'argument plus consistant.

Les mimiques du vieil acteur feront-elles encore de l'effet ? Les sondages donnent un léger avantage à M. Cardoso. São Paulo a beaucoup changé en trente ans. Les classes moyennes, qui se reconnaissent dans l'homme au balai, ont appris à leurs dépens ce que valaient les hérauts de la morale quand ils ne s'appuyaient pas sur un contrat moral précis. La classe ouvrière aussi a grandi et mûri. Les étudiants se sont multipliés. Autant de facteurs qui jouent pour le renouvellement du message politique et de la classe dirigeante. Si l'attente est la même qu'autrefois, la crédibilité est moindre.

CHARLES VANHECKE.



Pour déduire, j'agis maintenant.

En matière de déductions fiscales, certains placements sont plus intéressants que d'autres.

Mais pour en tirer le meilleur parti, il faut agir maintenant : après le 31 décembre, il sera trop tard.

C'est pour cela que, chaque fin d'année, le Guide du Placement publié par le Journal des Finances est pour moi irremplaçable.

Grâce à ses indications judicieuses sur les avantages et les inconvénients de chaque type de placement, je peux modifier à temps la composition de mon patrimoine, et bénéficier ainsi d'avantages fiscaux non négligeables.

Chaque année, le Guide du Placement se révèle être pour moi un excellent investissement.

LE JOURNAL DES FINANCES
JE LE LIS, J'AGIS.

Un numéro hors série du Journal des Finances en vente chez tous les marchands de journaux, 29 F.

Haïti

Abolition de la peine de mort pour crime politique

Port-au-Prince (AFP). — La peine de mort pour crime politique a été officiellement abolie à Haïti, excepté en cas de trahison, a annoncé, mercredi 13 novembre, le ministère de l'Information. Le décret d'abolition, publié dans la dernière édition du journal officiel le *Moniteur*, prévoit que la peine de mort pour les crimes politiques est désormais remplacée par une peine de détention « de dix ans au moins et de vingt ans au plus ». Le décret prévoit vingt ans pour les « attentats et complots » contre le chef d'Etat

ou un membre de sa famille, quinze ans contre un membre du pouvoir exécutif et de dix à douze ans contre un militaire ou un haut fonctionnaire civil. Ces nouvelles dispositions rendent caduque une loi datant de la présidence du docteur François Duvalier qui prévoyait la peine de mort pour les personnes accusées d'activités communistes. Le principe de cette abolition avait été adopté par le Parlement haïtien en août 1983 en même temps que la nouvelle Constitution.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

La résistance et les femmes médecins

Islamabad. — L'envoi d'équipes médicales occidentales en Afghanistan comprend des femmes pose des problèmes aux organisations de moujahidins, soumise à l'influence croissante de musulmans intégristes qui les poussent à refuser la présence de « kefs » (infidèles) dans le « djihad » (guerre sainte) et, à plus forte raison, celle de femmes. Les organisations humanitaires, notamment MSF (Médecins sans frontières), font valoir, de leur côté, que la présence des femmes est indispensable, car près de 70 % de leurs activités consistent à soigner des femmes et des enfants. Jamais, constatent-elles, les Afghans n'autorisent leurs femmes à être soignées par des hommes. Les départs de deux équipes de MSF ont été annulés en octobre et une autre équipe attend toujours son place. Un porte-parole de l'un des principaux mouvements de résistance, le Jamiat islami, a affirmé, mercredi 13 novembre, que le problème était « à l'étude ». — (AFP.)

SRI-LANKA

Augmentation du budget de la défense

Le ministre des finances a déclaré, mercredi 13 novembre, que le budget de la défense serait, l'an prochain, en augmentation de 10 % dans la perspective d'un éventuel échec des pourparlers en cours avec les séparatistes tamouls. D'autre part, dans le nord et l'est du pays, dix-sept séparatistes tamouls ont été tués mercredi par les forces de l'ordre au cours de deux accrochages. — (AFP, Reuter.)

CHILI

Les évêques

contre la « violence de l'Etat »

Santiago-du-Chili. — Les évêques catholiques chiliens déplorent la violence politique qui règne au Chili, mais considèrent comme « plus grave » la violence de l'Etat. Dans un document publié mercredi 13 novembre par la conférence épiscopale, ils estiment que le recours à la violence est une aberration insupportable. « Il y a une volonté politique derrière cette violence, affirment les évêques. La violence est dans les détentions arbitraires, l'exil intérieur et extérieur, la pratique des enlèvements, des intimidations et des meurtres politiques. »

Les évêques soulignent, d'autre part, dans ce document qui fixe les orientations de l'Eglise chilienne pour les trois années à venir, que les tensions sont causées par « le manque de liberté politique et l'augmentation de la misère ». Ils estiment que la réconciliation nationale est « une mission permanente de l'Eglise », qui « aspire à la démocratie ». Le jour même où l'Eglise publiait ce document, les six dirigeants syndicaux emprisonnés depuis la fin septembre ont suspendu la grève de la faim qu'ils observaient depuis le 30 octobre. — (AFP, Reuter.)

ARGENTINE

Réquisitoire

dans le « procès des Malouines »

Buenos-Aires. — Le procureur militaire, le général de brigade Hector Canale, a terminé, mardi 12 novembre, son réquisitoire contre les seize militaires jugés dans le procès sur les responsabilités dans l'invasion des îles Malouines en avril 1982. Il a réclaté l'acquiescement pour huit d'entre eux, dont l'enseigne de vaisseau Alfredo Astiz, et des sanctions disciplinaires pour deux autres. Le procureur militaire a, en revanche, requis douze ans de réclusion contre le général Galtieri, président de la junta militaire à cette époque, et des peines de douze et huit ans pour l'amiral Anaya et le général d'aviation Lami Dozo, les deux autres membres de la junte. Des peines de prison ont également été requises pour le gouverneur par intérim des îles et l'ancien responsable des opérations maritimes de l'Atlantique sud. Les plaidoiries de la défense ont commencé après les réquisitions du procureur. Le tribunal devrait rendre son verdict en décembre. — (AFP.)

ROUMANIE

Trois nouveaux secrétaires du PC

Bucarest. — Le comité central du PC roumain, réuni mercredi en session plénière, a procédé à plusieurs changements dans la composition de son secrétariat. L'agence Agerpress annonce la nomination dans cet organisme de M. Stefan Andrei, qui avait été relevé lundi de ses fonctions de ministre des affaires étrangères.

Deux personnalités quittent, en revanche, le secrétariat : M. Ion Radu et M. Ilie Verdet, ancien premier ministre et titulaire depuis le mois dernier du ministère des mines. Ils sont remplacés par M. Cornel Pacoste et M^{me} Maria Ghitulica.

Le comité central du PC roumain compte désormais dix secrétaires. — (AFP.)

● M^{me} Halimi à la présidence d'un comité de l'UNESCO. — L'ambassadrice de France auprès de l'UNESCO, M^{me} Gisèle Halimi, a été élue à la présidence du comité des conventions et des recommandations de l'organisation. Le comité se consacre principalement à l'examen des recommandations relatives à des

violations massives ou individuelles des droits de l'homme. Cette élection, acquiescée par environ 80 % des suffrages au sein du conseil exécutif, permet à la France de retrouver un siège au bureau de cet organe de l'UNESCO, après deux années d'absence.

هكذا من الأصل

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Mitterrand prend le relais du premier ministre

« On apprend tous les jours » : bon joueur, alors qu'on le croyait mauvais perdant, M. Laurent Fabius admet, après son échec télévisé face à M. Jacques Chirac, ce qui, pour d'autres, est une évidence. M. François Mitterrand non plus n'est pas à l'abri d'une défaillance technique, à l'occasion, mais il reste difficile de le prendre en défaut sur l'expression de ses convictions : on devrait s'en apercevoir jeudi 21 novembre au cours de la conférence de presse qu'il a décidé d'organiser, au palais de l'Élysée, pour la quatrième fois depuis 1981. But de l'opération : montrer que, chef de l'État, il n'a certes pas l'intention de participer au corps-à-corps de la campagne législative 1986, mais qu'il ne veut pas non plus planer éternellement sur son petit nuage élyséen. Il lui appartient aussi, pense-t-il, d'exposer aux Français les données du choix qui

leur sera soumis en mars 1986, et ce qu'il pense des conséquences de ce choix. M. Mitterrand a déjà exprimé son sentiment, à maintes reprises, au cours de ses visites, en province notamment, mais il s'agit pour lui de le réaffirmer plus solennellement.

Le cérémonial de la conférence de presse style V^e République s'y prête. Si l'on s'en tient aux plus récents propos qu'il a tenus sur ce sujet - en Bretagne au début du mois d'octobre - le choix de 1986 s'organise ainsi : d'un côté la « France qui gagne », celle du redressement par « l'effort, l'intelligence, l'audace », celle du progrès dans la justice sociale ; de l'autre - « quelle déstabilisation ! - les « responsables de tout ce qui a été manqué » avant 1981 et qui « prétendent incarner l'avenir ». Bref, la continuité dans le progrès social et la réussite économique, ou le retour brutal en arrière. Un des-

sein pour demain, ou la nostalgie d'un passé lointain.

C'est cela, justement, que le premier ministre - malgré son excellente prestation à usage militant du congrès socialiste de Toulouse - ne parvient pas à vendre. Sa carence, sur ce terrain, face à M. Chirac, a été criante. A s'en tenir jusqu'à l'absurde au « lui c'est lui, moi c'est moi » qui, dans son esprit, doit le distinguer à jamais de M. Mitterrand, le « très remarquable premier ministre » - selon l'expression utilisée par le chef de l'État - a délaissé les leçons du maître.

Lorsqu'il a choisi M. Fabius pour succéder à M. Mauroy, le président de la République avait établi, à usage de ses collaborateurs, une liste de qualités indispensables à ses yeux. Outre la jeunesse et l'image de la modernité incarnées, M. Fabius était censé aller au charbon électo-

ral, le moment venu, pour un violent combat droite-gauche. M. Mitterrand, compte tenu des compétences manifestées par son lieutenant Fabius lorsqu'il s'agissait, avant 1981, de régler les comptes dans les batailles internes du Parti socialiste, pensait que son premier ministre saurait tirer parti de l'expérience ainsi acquise pour porter le fer au-delà du PS, contre la droite.

Pourquoi s'inquiéter, au cours des premiers mois de gouvernement Fabius ? Le premier ministre avait choisi d'exister tout seul, en passant au travers des gouttes de l'orage politique. Lisse, toujours plus lisse, il n'aurait guère de prise à l'adversaire et tirait d'un langage simple, modeste, gestionnaire et sans agressivité, une popularité qui, somme toute, pouvait à la longue profiter à tous les socialistes.

Trois mois de calme politique, six mois de sourires discrets, neuf mois de modernité. Le printemps 1985 viendrait à l'été. Il commençait à être temps de préparer le printemps 1986. A trop liser son profil, M. Mitterrand, on s'en rend compte, vient un moment où le débat politique doit se cristalliser sur des idées, et il convient, dès lors, d'être porteur d'un projet. A bien observer M. Fabius, il semblait que ce moment ne viendrait pas.

M. Mitterrand s'inquiétait un peu, partagé entre la fascination pour son premier ministre qui, se distinguant de lui, tirait profit d'une situation politique dommageable à presque tous les autres socialistes, et l'irritation envers un jeune homme qui ne retenait de ses leçons que ce qu'il avait envie d'apprendre.

Comme M. Fabius ne paraissait pas enthousiasmé pour défendre l'ensemble du bilan de la gauche, et singulièrement la première période du septennat, M. Mitterrand dit gentiment ce qu'il en pensait, au beau milieu de la querelle avec M. Jospin, le 26 juin : « Il veut rassembler et il a raison. Mais sur la base d'une politique claire que nous menons depuis quatre ans ». Comme M. Fabius paraissait hésiter à déployer franchement le drapeau socialiste, il a aimablement remarqué que lui, en 1981, ne s'était pas « contenté d'être un arbitre ». « Tout le monde savait que j'étais socialiste, et j'ai obtenu deux fois plus de voix au second tour qu'un premier », M. Fabius est jeune. Il a le temps de se reprendre. Il aurait pu être à la pointe du combat. Il a obligé le président à le rattraper.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. FABIOUS A « PARLONS FRANCE »

Se reprendre

« Si le courant passe... », avait dit M. Laurent Fabius, le 4 septembre dernier, à l'« Heure de vérité ». Le 27 octobre, face à M. Jacques Chirac, le premier ministre n'a pas fait passer le courant. Du coup, le climat a changé, et autour de lui, comme l'a montré, à la fin de la semaine dernière, la convention nationale du Parti socialiste. Le chef du gouvernement se voit affaibli à quatre mois de la première grande bataille politique qu'il doit conclure. Comment se reprendre ?

Dans leur débat télévisé, MM. Chirac et Fabius ont joué à contre-emploi. Le président du RPR calme en dépit des efforts de son adversaire, et le premier ministre émergeant - et vainement - agressif. Le premier ministre cherche donc à récupérer le personnage qu'il avait imposé avec bonheur depuis juillet 1984.

« Il faut être soi-même », a-t-il dit, mercredi, au cours de l'émission « Parlons France ». Souvenez-vous : il n'avait pas été lui-même face au maire de Paris. Tout le monde avait vu qu'il n'était pas le même. Il affirme : « Je suis Fabius, c'est l'autre, celui qui peut dire : « On apprend tous les jours » et reconnaître ainsi, la mine contrite, son erreur. Le public - son public - est invité à la connivence avec ce beau joueur. Quel jeune homme brillant n'a jamais cédé à la grisaille

du succès et mis à côté de la plaque ?

Le gouvernement, ensuite. Il travaille. Il s'occupe de l'avenir autant que de la vie quotidienne des Français. Les décisions importantes ne prennent à Matignon. En voici une à prendre rapidement : l'aménagement du temps de travail. Le gouvernement peut-il encourir les reproches des syndicats en mettant en cause certaines garanties acquises ? Peut-être, à l'inverse, choisir l'immobilisme alors même que M. Fabius ne cesse d'expliquer qu'on ne combattra pas le chômage sans partage de l'emploi ?

Face à des syndicats qui rechignent à concéder un peu aujourd'hui, de peur de baisser leur garde face à ce que la droite cherchera à leur imposer demain, le gouvernement est dans une situation difficile. C'est pourtant la « modernisation sociale » prônée par M. Fabius qui est en jeu.

Le parti, enfin. Le 29 novembre, M. Fabius et les chefs du PS secret réunis, à Paris, pour lancer la campagne. Le premier ministre, à partir de la fin de la session parlementaire, sera en première ligne face à l'opposition. Démontrer que celle-ci aura « beaucoup à démolir », telle sera sa tâche. Quant à ce que le Parti socialiste propose de construire, tout n'est pas encore dit.

PATRICK JARREAU.

EN DÉSACCORD AVEC LE PS

Le MRG fait de la surenchère

Après les socialistes, c'était au tour des radicaux de gauche de se retrouver, le mercredi 13 novembre, dans la salle de réunion du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, pour discuter des propositions d'accord avec le PS. Le comité directeur a renvoyé la copie proposée par le président du MRG, M. François Doublin, avec les mentions « insuffisant » et « inacceptable ».

Après une longue après-midi de débats parfois houleux, le comité directeur a chargé son président de reprendre les discussions avec le PS jusqu'à satisfaction de plusieurs revendications. Au premier rang de ces dernières figure la possibilité pour le MRG de présenter des listes autonomes dans un nombre de départements plus grand que celui arrêté avec le PS. Avant toute rediscussion, le PS laissait son partenaire partir sous sa propre bannière dans dix-sept départements (1).

« Mal choisis », ont répondu certains présidents de fédérations, comme celui de l'Oise qui a expliqué qu'il n'était pas dans les intentions des radicaux du département de se lancer seuls dans la bataille. En outre, certains craignent que des candidats rocardiens en position d'éligibles sur les listes socialistes ne voient leur siège menacé par la présence d'une liste autonome du MRG. Les mêmes citent comme exemple le cas de M. Yves Taverrier dans l'Essonne, de M. Freddy Deschamps-Beaune dans l'Eure. Au PS, on conteste cette remarque en observant que les départements ont bien été choisis pour ne faire courir aucun risque à un candidat socialiste.

« Trop peu nombreux », ont ajouté d'autres membres du comité directeur. Plusieurs fédérations ont réaffirmé leur souhait d'entrer en lice, comme le Rhône, la Saône-et-Loire, l'Isère, l'Indre. La liste est loin d'être exhaustive. Nombreux ont été ceux à remarquer dans le huis clos du comité directeur que les zones urbaines étaient sous-représentées et qu'il n'était pas compris certains des lieux de tradition radicale.

Le Lot est le plus gros écueil : la détermination de M. Bernard Charles, député sortant, élu en décembre 1983 après avoir devancé au premier tour le candidat socialiste, a été largement partagée. M. Charles est décidé à être candidat, refusant que le seul siège gagnable par la gauche dans ce département échoit au secrétaire d'État à l'énergie, M. Martin Malvy (PS), investi par son parti pour conduire la

« M^{me} Marie-France Garand, ancien conseiller de Georges Pompidou a déclaré devant « le Club de la Bretagne » à Paris le 13 novembre qu'elle souhaitait « dès 1986 » une réforme institutionnelle aux termes de laquelle l'État conserverait « la primauté dans le domaine de la paix intérieure et extérieure » alors que « chacune des provinces aurait des institutions identiques avec un législatif et un exécutif élus au suffrage universel et avec des compétences exclusives que chaque région gèrerait à sa manière ».

liste. Il a décidé d'être candidat, quitte à être exclu du MRG. Pour le PS, la règle veut que soient « protégés » les membres du gouvernement. C'est ainsi qu'il a convenu que M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux relations extérieures, soit chef de file dans le Tarn-et-Garonne. M. Baylet, président d'honneur du MRG, nie qu'il y ait une sorte de troc entre le Tarn-et-Garonne et le Lot, puisque, dit-il, des compensations ont été prévues pour le PS au bureau du conseil général qu'il préside et pour les sénatoriales de septembre 1986. Pour le PS, ces « compensations » sont destinées à « apurer » un passé lourd de contentieux entre les deux partis.

Le « goutte à goutte » socialiste

M. Doublin est en outre mandaté par le comité directeur pour avoir la confirmation que M. Jean-Pierre Defontaine, député sortant du Pas-de-Calais, figure, contrairement aux listes publiées par le PS, en sixième position sur la liste législative, lui donnant ainsi toute chance d'être réélu. Ce point ne devrait pas faire de difficulté. Enfin, M. Doublin doit lier le bouclage des investitures pour les législatives avec celui des listes régionales. De cette façon, estiment certains, les velléités de candidatures pourraient se trouver satisfaites. Quant à la demande de création d'un second siège à Mayotte qui permettrait à M. Jean-François Florcy, sortant d'être assuré de conserver son siège, elle apparaît

d'autant plus aléatoire qu'il faudrait le vote d'une loi spécifique.

La menace de M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, de quitter le gouvernement si n'était pas signé un accord politique avec le PS, n'a guère ébranlé les frondeurs. Les trois membres du gouvernement appartenant au MRG (MM. Baylet, Répeau et M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'État aux universités) ont pris position en faveur d'un accord avec le PS. En plaçant la barre très haut, le « parlement » du MRG dans sa majorité a décidé de prendre le risque d'un non-accord avec son allié traditionnel.

La voie de l'autonomie préconisée depuis plusieurs mois par la direction du MRG est visiblement et dorénavant celle souhaitée par une grande partie du mouvement qui a d'ores et déjà décidé de la poursuivre. N'est-ce pas l'un des membres du secrétariat national qui affirme préférer « mourir tout de suite plutôt que de continuer à survivre grâce au goutte à goutte socialiste » ?

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Dans les dix-sept départements suivants, le MRG peut présenter des listes autonomes dans le cadre d'un accord avec le PS : Ailier, Charente, Eure, Eure-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Lot-et-Cher, Loire-Atlantique, Lot, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Oise, Pyrénées-Atlantiques, Somme, Vaucluse, Vendée, Essonne et Hauts-de-Seine.

Le PS plaque une affiche publicitaire de gauche sur une pratique de droite

déclare M. Paul Laurent

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a résumé pour la presse, mercredi 13 novembre, le rapport qu'il avait présenté la veille au comité central (le 14 novembre). Estimant que le Parti socialiste, lors de sa convention nationale, « a plaqué un placard publicitaire de gauche sur une pratique de droite, d'austérité et de chômage », M. Laurent a expli-

qué que le PCF s'affirme, face à la « convergence du PS et de la droite », comme « la force vive pour s'en sortir ».

Quant au résultat visé par le PCF, M. Laurent s'est borné à indiquer qu'un score électoral supérieur aux 11,28 % des élections européennes serait « un progrès ». Il a présenté, d'autre part, les têtes de liste du parti pour les

élections législatives et régionales, l'ensemble des candidatures ayant été ratifiées par le comité central.

M. Pierre Juquin, ancien député, ancien membre du bureau politique, membre du comité central, qui ne figure pas sur ces listes, a déclaré sur Radio-France internationale, mercredi, que cette exclusion peut être interprétée comme « une sorte de sanction », mais qu'il s'agit là d'un « problème très secondaire à ses yeux ».

Les têtes de liste du PCF

Ain. - M. Guy Jacquin, premier secrétaire fédéral.
Allier. - M. Daniel Le Mear, d. Allier.
Alpes-de-Haute-Provence. - M. Pierre Girardot, c. g. a. d.
Alpes-Maritimes. - M. Charles Carasso, premier secrétaire fédéral.
Ardennes. - M. René Visse, a. d. c. g., premier secrétaire fédéral.
Ariège. - M. Gilbert Séguela.
Aube. - M. Georges Didier, maire de Romilly.
Aude. - M. Maurice Martin.
Aveyron. - M. Michel Fages.
Bouches-du-Rhône. - M. Guy Hermier, d., membre du bureau politique.
Calvados. - M. Marc Bellet, premier secrétaire fédéral.
Cantal. - M. Nils Balanche.
Charente. - M. André Soury, d. c. g., maire de Pressignac.
Charente-Maritime. - M. Jacques Bessière, premier secrétaire fédéral.
Cher. - M. Jacques Rimbaud, d., maire de Bourges.
Corrèze. - M. Jean Combastell, d., maire de Tulle.
Corse-du-Sud. - M. Dominique Bucchini, c. r., maire de Sartène.

Haute-Corse. - M. Alphonse Tamburini, c. r.
Côte-d'Or. - M. Alain Bardot, maire de Magny-Saint-Médard.
Cher. - M. Félix Leizour, c. g.
Creuse. - M. René Debesson.
Dordogne. - M. Lucien Dutard, d. m. de Boulazac.
Doubs. - M. Martial Bourquin, premier secrétaire fédéral.
Drôme. - M. Michel Quenin, premier secrétaire fédéral.
Eure. - M. Marcel Larnanou, c. g., m. de Gisors.
Eure-et-Loire. - M. André Essirard, premier secrétaire fédéral.
Finistère. - M. Sylvie Le Roux.
Gard. - M. Bernard Deschamps, c. g., d.
Haute-Garonne. - M. René Piquet, représentant à l'Assemblée européenne, membre du bureau politique.
Gers. - M. Joseph Lamothe, c. g.
Gironde. - M. Michel Peyre.
Hérault. - M. Jacques Roux.
Ille-et-Vilaine. - M. Christian Benoist.
Indre. - M. Emile Legresy, premier secrétaire fédéral.
Indre-et-Loire. - M. M. Marie-France Beaulieu, c. g., m. de Saint-Pierre-des-Forêts.
Isère. - M. Jean Giard.
Jura. - M. Maurice Faivre-Picon, c. g., m. de Damparis.

Landes. - M. Michel Lerrat, premier secrétaire fédéral.
Loire-et-Cher. - M. Jean-Louis Le Moing, premier secrétaire fédéral.
Loire. - M. Paul Chomat, d. c. g.
Haute-Loire. - M. Gérard Guvier.
Loire-Atlantique. - M. Michel Moreau.
Lot. - M. André Chânes, c. g., m. de Fleury-les-Aubrais.
Lot-et-Garonne. - M. Jean-Claude François, premier secrétaire fédéral.
Lozère. - M. Marc Loupin.
Maine-et-Loire. - M. Jean Bertholet, m. de Trélazé.
Manche. - M. Jean-Claude Forafio, premier secrétaire fédéral.
Marne. - M. Jean Reysier, c. g., m. de Châlons-sur-Marne.
Haute-Marne. - M. Marius Cartier, m. de Saint-Dizier.
Mayenne. - M. Jacques Poirier.
Meurthe-et-Moselle. - M. M. Colette Gauriot, d. m. de Jœuf.
Meuse. - M. Daniel Meyer, c. g., m. de Boulogny.
Morbihan. - M. Jean Maurice, c. g., m. de Lanester.
Moselle. - M. Claude Lamm, c. g.
Nièvre. - M. André Perinard.
Nord. - M. Gustave Ansart, d., membre du bureau politique.

Oise. - M. Gilles Masure, c. g.
Orne. - M. Pierre Frenet.
Pas-de-Calais. - M. Rémy Auché, premier secrétaire fédéral.
Puy-de-Dôme. - M. Jean-Claude Jacob.
Pyrénées-Atlantiques. - M. André Cazezian, m. de Mouroux.
Hautes-Pyrénées. - M. Raymond Errapart, m. de Tarbes.
Pyrénées-Orientales. - M. André Tourné, d.
Bas-Rhin. - M. René Bailleux, premier secrétaire fédéral.
Haut-Rhin. - M. Guy Buecher.
Rhône. - M. Charles Fitermann, ancien ministre, membre du secrétariat du comité central.
Haute-Saône. - M. Hubert Guerin, c. g.
Saône-et-Loire. - M. Lucien Bossu.
Sartre. - M. Daniel Boulay, c. g., a. d., premier secrétaire fédéral.
Savoie. - M. Alain Bouvier, c. g., m. de Saint-Georges-d'Hurtières.
Haute-Savoie. - M. Jean Moget, M. de Meythet.
Paris. - M. Gisèle Moreau, a. d., membre du secrétariat du comité central.
Seine-Maritime. - M. Roland Leroy, a. d., membre du bureau politique.
Seine-et-Marne. - M. Gérard Bordu, a. d.

Yvelines. - M. Jackie Hoffmann, représentante à l'Assemblée européenne.
Deux-Sèvres. - Robert Léon.
Somme. - M. Maxime Gremetz, représentant à l'Assemblée européenne, a. d., membre du secrétariat du comité central.
Tarn. - M. Nelly Foissac.
Tarn-et-Garonne. - M. Michel Bonnet, premier secrétaire fédéral.
Var. - M. Danielle Demarch, représentante à l'Assemblée européenne, premier secrétaire fédéral.
Vaucluse. - M. Fernand Marin, a. d., m. de Sorgues.
Vendée. - M. André Tardivel.
Vienne. - M. Paul Fromontel.
Haute-Vienne. - M. Marcel Rigout, ancien ministre, a. d.
Vosges. - M. Jean-Pierre Ferry.
Yonne. - M. Jean Cordillier, c. g.
Territoire de Belfort. - M. Arlette Clerc.
Essonne. - M. Roger Combrison, c. g., a. d., m. de Corbeil-Essonne.
Hauts-de-Seine. - M. Guy Ducloux, d., c. g.
Seine-Saint-Denis. - M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central.
Val-de-Marne. - M. Georges Marchais, d., représentant à l'Assemblée européenne, secrétaire général.
Val-d'Oise. - M. Robert Montdargent, d., m. d'Argenteuil.

BENNETON
CHEVALIERES
GRAVEES
75, bd Malesherbes
Paris 8. Tel. 387.57.39

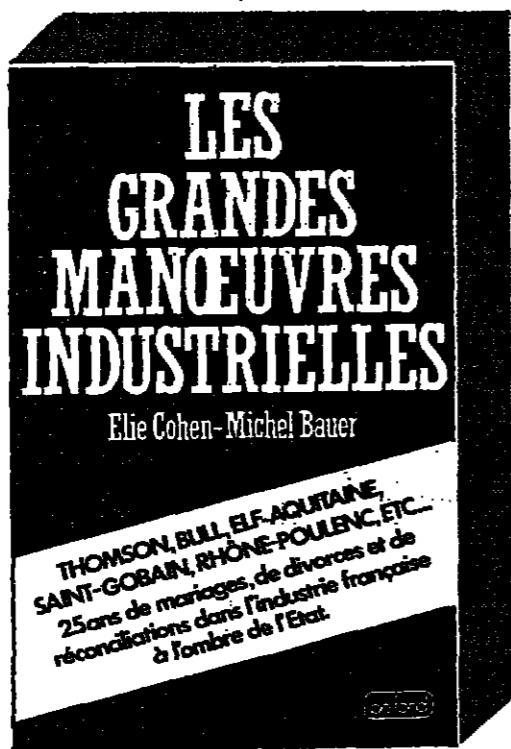
GRANDES MANOEUVRES INDUSTRIELLES
UNION BELL ET ADUTTAINE
PROBANT, RHONE-POULENC, ETC.
des méthodes de travaux et de
séances de l'industrie française
à l'échelle de l'Etat.
Collet - Michel Bauer.
GRANDES MANOEUVRES
INDUSTRIELLES
des méthodes de travaux : une
éducation de 25 années de
l'industrie française.

مكتبة الادب

belfond

Y a-t-il quelque chose de commun entre le destin d'un ancien ministre des Finances devenu président de la Commission européenne, un texte "inédit" de Machiavel sur les princes de notre époque, les choix et les errements industriels de la V^e République et le cri d'alarme - demain 3 500 000 chômeurs ? - lancé par le rédacteur en chef économique du Figaro ?

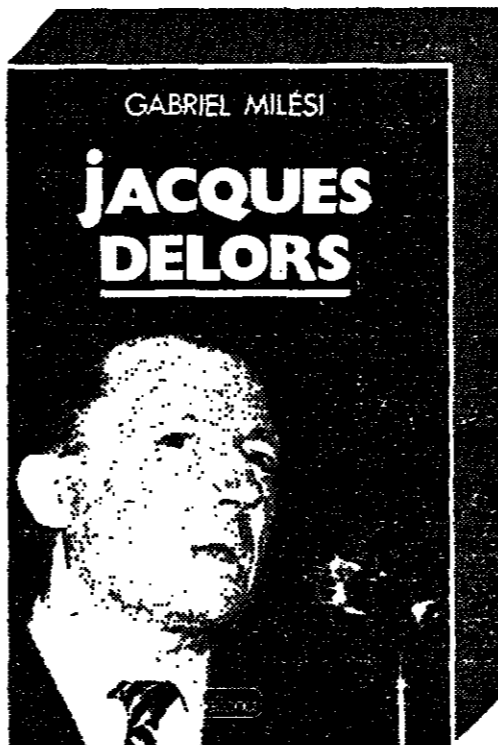
Oui : 4 livres. A lire d'urgence.



Elie Cohen - Michel Bauer.
LES GRANDES MANOEUVRES INDUSTRIELLES
Mesures et contre-mesures : une analyse décapante de 25 années de politiques industrielles.



Machiavel.
(Préface de Jean-Guillaume Richard).
LE PATRON
Un pamphlet "retrouvé" par l'auteur du Prince... qui sera présent, le 15 novembre, sur le plateau d'APOSTROPHES !



Gabriel Milési.
JACQUES DELORS
La première biographie d'un "homme d'influence," à la fois idéaliste et fin tacticien.



Philippe Vasseur.
LE CHOMAGE, C'EST LES AUTRES
Une thèse provocante et argumentée qui ne sera pas du goût de tout le monde.

Collection "Documents" dirigée par Alexandre Wickham.

belfond

Publiscopie

هكذا من الأصل

POLITIQUE

SITUATIONS 86

M. Brice Lalonde candidat écologiste à Lyon

Le Rhône déborde...

De notre correspondant régional

Lyon. — Au cours d'une rencontre au Club de la presse de Lyon, mercredi 13 novembre, M. Brice Lalonde, candidat au scrutin présidentiel de 1981, a annoncé son intention de présenter, « à la demande de nombreux écologistes du département », une liste pour le scrutin législatif du 16 mars 1986. Lyon étant devenu à ses yeux la « capitale politique de la France », M. Lalonde a convaincu une part des militants écologistes du Rhône de la nécessité de sa présence pour mener un « débat politique » de haut niveau face à M. Barre, Noir, Fiterman et, bien sûr, Hérnu. C'est la candidature de ce dernier, chef de file du PS, qui lui permet les plus belles envolées.

Au cours de la campagne, M. Lalonde tentera de faire entendre sa conception de la « morale politique ». L'affaire du Rainbow Warrior aurait, selon lui, dû imposer aux « responsables désignés » — et donc à M. Charles Hérnu — une « période de veuvage politique ». Il aurait été « convenable et digne » que M. Hérnu s'efface, même si, à poursuivre le leader écologiste, « il bénéficie d'une solidarité de toute la classe politique pour ne pas parler de l'affaire Greenpeace ». Plus curieusement, M. Lalonde invoque son nationalisme : « Je suis presque sûr par le nationalisme... ». Ne pas comprendre que cette affaire est un crime et que cela altère l'image de la France, c'est faire preuve de provincialisme... » Au lieu de

regretter l'ordre, on regrette l'extinction.

Ce feu nourri anti-Hérnu n'empêche pas M. Lalonde de prôner toujours aussi nettement ses distances avec le mouvement des « verts », notamment avec les Allemands, accusés de dérive « gauchiste ». Il entend ne pas « dénigrer » Murrone « Il n'y a pas eu là-bas de pollution considérable » ni l'armée française (« Même si j'ai entendu beaucoup de canchales caricaturales »). Ses thèmes de campagne seront d'ailleurs modérés : « l'entente politique » et ouverture en direction de tous les candidats, dont M. Raymond Barre, pour discuter d'éventuels accords entre « des socialistes, démocrates et des libéraux inquiets de la montée de l'intolérance ».

Le parachutage de M. Lalonde provoque des remous. Au cours de son entretien avec la presse, il s'est vu décerner par un membre des Amis de la Terre une « médaille spéciale » pour son « slogan électoral ». Les « verts » officiels restent fidèles au candidat investi localement et confirmé nationalement, M. Jean Brière. En revanche, M. Lalonde a indiqué qu'il ne se présenterait pas pour le scrutin régional et qu'il soutiendrait la liste conduite par M. Philippe Lebreton.

Avec deux listes distinctes, l'élection à l'Assemblée nationale d'un candidat de sensibilité écologiste paraît très problématique dans un département où chaque élu « pèse » 7 % des voix. Il reste qu'avant même la confirmation de la candidature « socioprofessionnelle » de M. Emile Véron, le Rhône électoral est bel et bien en crise.

CLAUDE RÉGENT.

Doubs : union et malaise de l'opposition

De notre correspondant

Innombrables ont été les démarches publiques ou privées de M. Edgar Faure, ces derniers mois, pour arriver à la constitution de listes uniques UDF-RPR aux élections de mars 1986. Il a d'une certaine façon fini par obtenir satisfaction.

Le président du conseil régional de Franche-Comté, qui vient par ailleurs de déposer les statuts d'une « UDF » de Franche-Comté, estime qu'une présentation groupée aux législatives pourrait donner à l'opposition quatre sièges de député dans le Doubs au lieu des trois que rapporterait un combat mené en ordre dispersé (il y a cinq sièges à pourvoir dans le département).

HAUTES-PYRÉNÉES : la grogne du RPR

(De notre correspondant)

Tarbes. — Président de la fédération du PR et de l'UDF des Hautes-Pyrénées, M. Gérard Trémège, est considéré par le noyau dur du RPR comme un usurpateur parce qu'il occupe la deuxième place sur la liste UDF-RPR imposée par les instances nationales des deux mouvements. Tête de liste devant M. Trémège, le docteur Pierre Bleuer (CDS), maire, conseiller général de Lannemezan, espère prendre enfin sa revanche après avoir été barré à de nombreuses reprises par les radicaux lors des précédents scrutins.

M. Trémège avait l'ambition d'être tête de liste. Le RPR l'aurait accepté, à l'extrême rigueur, à condition que le secrétaire général de la fédération de ce mouvement, M. José Marthe, conseiller général de Lourdes-Ouest, vienne en deuxième position. Mais M. Bleuer lui a été préféré dans l'accord national. M. Marthe se retrouve donc en troisième place, sans le moindre espoir d'être élu. La compensation — il est tête de liste d'union RPR-UDF pour les régionales — ne le satisfait que très partiellement. Par deux fois suppléant de José Marthe lors des législatives (reportées par François Abadie, devenu sénateur), M. Jacques Longuet, président du comité départemental du RPR, n'accepte pas l'accord des états-majors parisiens favorisant l'UDF. Il a donné sa démission vendredi 8 novembre. Il proteste contre la solution de compensation qu'on voudrait offrir pour les régionales à son ami José Marthe. M. Longuet redoute un transfert sur le Front national « d'électeurs et d'électeurs mécontents ». Il n'exclut pas de constituer une liste RPR autonome.

G. D.

L'argument a probablement été entendu puisqu'il paraît désormais acquis qu'UDF et RPR feront liste commune. L'accord, cependant, ne porte que sur les trois premiers noms de la liste : MM. Roland Vuillaume, député (RPR) de la circonscription de Pau, Michel Jacquemin (CDS), président de la chambre de commerce du Doubs et de la chambre régionale de commerce et d'industrie, et M. Gérard Kuster (RPR), conseiller général, membre du conseil régional.

Si M. Faure peut revendiquer la paternité d'une union qui est tout sauf sacrée (on murmure, par exemple, que le RPR y a finalement vu l'occasion de masquer sa faiblesse dans la circonscription de M. Vuillaume), la combinaison n'est pas celle préparée selon la recette concoctée par l'ancien président du conseil et risque de lui laisser un arrière-goût d'amertume.

La principale victime reste toutefois M. Marcel Pochard (CDS), directeur des services régionaux. Confiant dans la destinée nationale que paraissait lui préparer M. Edgar Faure, qui a dû ensuite y renoncer, il avait déjà loué un appartement à Paris. On lui avait bien entendu trouvé un successeur à la tête des services régionaux, qu'il devait quitter le 6 novembre. L'indiscipline (longtemps contenue, il est vrai) des amis de M. Edgar Faure lui vaut de rentrer dans le rang alors qu'il s'était déjà mis en route.

M. Pochard se consola peut-être en pensant qu'il a des chances de ne pas être le seul « dépit » du Doubs, la bataille pour la quatrième place « éligible » devant encore faire des victimes dont on ne sait pas si elles seront UDF ou RPR. Au demeurant, les choses ne sont pas simples non plus dans le camp RPR. Des divergences ont secoué le mouvement et M. Christian Nachin, ancien secrétaire fédéral en disgrâce, vient de créer le Rassemblement pour la Franche-Comté (RPF), en entraînant un certain nombre de dissidents qui tout à la fois se réclament de l'héritage gaulliste et reprochent à M. Toubon « de vouloir bienôt nommer jusqu'aux gardes champêtres ».

M. Nachin avait été démis de ses fonctions fédérales par les instances nationales du parti pour avoir organisé des « primaires » entre deux candidats à la candidature, M. Gérard Kuster et M. Guy Picard, également conseiller général. Si le RPF entend être présent aux élections régionales, il ne semble cependant pas qu'il soit disposé à présenter sa propre liste aux élections législatives.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 13 novembre. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● CRÉATION DE CHAMBRES ADJOINTES AU CONSEIL D'ÉTAT

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi créant des chambres adjointes au Conseil d'Etat.

L'augmentation continue du nombre des recours contentieux affecte le Conseil d'Etat comme l'ensemble des juridictions tant en France que dans les autres pays développés. Malgré un doublement en dix ans de sa capacité de jugement, l'écart entre le nombre des recours enregistrés et celui des affaires jugées n'a cessé de croître. Le nombre des affaires en instance atteint aujourd'hui 21 000 dossiers et le délai moyen de jugement d'un pourvoi s'élève à trois ans.

Pour remédier à cette situation sans compromettre l'équilibre entre la mission juridictionnelle et la mission consultative du Conseil d'Etat, une réforme a été proposée par le Conseil lui-même et acceptée par le gouvernement. Elle consiste en la création de trois chambres adjointes, compétentes pour connaître des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux administratifs dans les litiges individuels relatifs à la fiscalité, à la fonction publique et aux travaux publics. Ces affaires représentent, à l'heure actuelle, environ 45 % du contentieux soumis au Conseil d'Etat.

Les membres des chambres adjointes appartiendront soit au Conseil d'Etat, soit au corps des conseillers de tribunaux administratifs. Ces chambres seront présidées par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Celui-ci pourra renvoyer à l'assemblée ou à la section du contentieux du Conseil d'Etat le jugement de certaines affaires, notamment en vue d'assurer l'unité de la jurisprudence.

Les règles applicables à l'introduction, à l'instruction et au jugement des recours seront celles suivies devant la section du contentieux.

La mise en place des chambres se fera progressivement dans un délai maximal de cinq ans. Pour faciliter leur constitution initiale, un recrutement exceptionnel de conseillers des tribunaux administratifs sera organisé parmi les magistrats et fonctionnaires de haut niveau, sur la proposition de commissions comprenant en majorité des membres du Conseil d'Etat et des tribunaux administratifs.

Parallèlement, les tribunaux administratifs pourront continuer à bénéficier pendant cinq ans du recrutement complémentaire par voie de concours prévu par la loi n° 80-511 du 7 juillet 1980.

● L'INDEPENDANCE DES MEMBRES DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi fixant, en application de l'article 9 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, les règles qui garantiront l'indépendance des membres des tribunaux administratifs.

L'insamovibilité des magistrats administratifs sera désormais consacrée par la loi : ils ne pourront être mutés, même en avancement, sans leur consentement. Les incompatibilités applicables aux magistrats de l'ordre judiciaire leur seront étendues.

Un conseil supérieur des tribunaux administratifs, présidé par le vice-président du Conseil d'Etat et composé pour moitié de représentants du corps, sera créé.

● NOUVELLE-CALÉDONIE ORDONNANCES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

1. — Sur proposition du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, le conseil des ministres a adopté huit ordonnances relatives au développement de ce territoire.

Ces textes sont pris en application de la loi du 23 août 1985 qui a autorisé le gouvernement à fixer par ordonnances, avant le 15 novembre 1985, les réformes institutionnelles, économiques, sociales et financières destinées à assurer le développement de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Une première ordonnance relative à l'organisation et au fonctionne-

ment des régions est intervenue le 20 septembre 1985.

Les huit ordonnances adoptées ce jour concernent les domaines suivants : l'indemnisation des victimes ; le droit du travail ; la fiscalité directe ; la fiscalité régionale ; le développement économique ; la réforme foncière ; l'action sanitaire et sociale ; l'enseignement, la culture et la formation professionnelle.

L'ordonnance relative à l'indemnisation des victimes offre une solution équitable et rapide aux personnes victimes de dommages liés aux événements politiques postérieurs au 29 octobre 1984.

L'ordonnance relative au droit du travail définit les principes directeurs de ce droit qui, en vertu du statut du territoire, relève de la compétence de l'Etat. Elle concilie la protection des travailleurs avec l'adaptation du droit aux particularités locales pour assurer le développement du commerce, de l'artisanat, du tourisme et de l'industrie.

L'ordonnance sur la fiscalité directe modernise et coordonne la réglementation en vigueur en instaurant plus de justice sociale.

L'ordonnance sur la fiscalité régionale définit les modalités de perception par les régions de la contribution foncière et de la contribution des patentes.

L'ordonnance sur le développement économique crée des moyens d'intervention adaptés aux réalités régionales : office de développement des régions, fonds de régulation et de garantie des prix agricoles, fonds spécial de développement, société coopérative d'exploitation en commun, contrats de programmes avec l'Etat, etc. A partir de ces différents instruments, les régions définiront et contrôleront leur politique de développement dans le cadre d'un plan général établi par l'Etat.

L'ordonnance sur la réforme foncière organise la coexistence des droits coutumiers et des droits de statut civil. L'organisation coutumière participe activement à la définition des droits d'usage coutumiers sur les terres. Ces droits sont reconnus, après avis d'une commission foncière communale, par le haut commissaire et attribués par le conseil de région. Dans le même temps, l'ordonnance donne aux propriétaires et aux exploitants de droit civil toutes garanties sous le contrôle de l'Etat. Elle prévoit enfin la mise en valeur des terres pour assurer l'indispensable développement agricole du territoire.

L'ordonnance relative à l'action sanitaire et sociale donne aux régions un rôle déterminant en matière d'action préventive. Les régions distribueront désormais les prestations sociales non contributives.

DES MODIFICATIONS TECHNIQUES

Les huit ordonnances doivent être promulguées le 15 novembre au Journal officiel. Le gouvernement a apporté peu de retouches aux textes qu'il avait soumis à l'examen des commissions du Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Quelques modifications ont été effectuées pour tenir compte des suggestions techniques de ces commissions et des avis juridiques du Conseil d'Etat.

Elles ne changent pas la philosophie de l'ensemble du plan de réforme tel qu'il avait été rendu public le mois dernier (le Monde du 12 octobre).

En revanche, le gouvernement n'a pas donné suite à son nouveau projet d'ordonnance relative aux « droits et obligations des fonctionnaires appartenant à la fonction publique du territoire ». Il a renoncé à ce texte pour suivre l'avis du Conseil d'Etat, qui avait souligné que les dispositions de la loi du 23 août 1985 apparaissent suffisantes pour garantir l'égalité des droits entre les Canaques et les membres des autres communautés ethniques, ainsi que la liberté d'opinion et la liberté syndicale de chacun.

De son côté, M. Jacques Laffleur, député RPR de Nouvelle-Calédonie et président du RPR, s'est dit « tout à fait scandalisé » par le projet d'ordonnance, ajoutant : « On ne perd pas de cette façon les crimes commis en Nouvelle-Calédonie, au lieu de chercher à ramener la paix dans les esprits en ramenant l'ordre. Le gouvernement veut faire un dernier cadeau au FLNKS. » M. Laffleur a estimé que « les ordonnances seraient inapplicables dans les quelques mois qui restent au pouvoir socialiste ».

L'ordonnance relative à l'enseignement, la culture et la formation professionnelle tend à réduire les inégalités profondes d'accès à la culture en Nouvelle-Calédonie, en donnant à chacun la possibilité d'obtenir les connaissances, les diplômes et les fonctions que tous n'ont pas aujourd'hui.

Ces textes concernent la quasi-totalité de la vie administrative, sociale et économique de la Nouvelle-Calédonie. Ils doivent permettre aux institutions régionales issues des élections du 29 septembre 1985 de vivre, de se développer et d'assumer leurs nouvelles responsabilités politiques. Ils respectent la diversité exprimée par ce scrutin dans la nécessaire unité du territoire.

II. — Par ailleurs, le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie.

Ce projet de loi propose d'amnistier les infractions commises jusqu'au 29 septembre 1985, date des élections aux conseils de région et au congrès du territoire, en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie. Les infractions contre les agents de la force publique dans l'exercice de leur fonction ainsi que les actes criminels contre les personnes sont exclus du bénéfice de l'amnistie.

Loi d'apaisement, ce texte manifeste la volonté du gouvernement de voir les Calédoniens travailler ensemble pour leur développement.

● CONSEIL SUPÉRIEUR DES UNIVERSITÉS ET COMMISSIONS DE SPÉCIALITÉ ET D'ÉTABLISSEMENT DES UNIVERSITÉS

Le secrétaire d'Etat chargé des universités a présenté au conseil des ministres trois projets de décret visant à modifier certaines dispositions concernant le conseil supérieur des universités et les commissions de spécialité et d'établissement des universités.

Le conseil d'Etat avait annulé, le 19 avril dernier, certaines dispositions du décret instituant le Conseil supérieur des universités (CSU). Il estimait, notamment, que les assistants titulaires ne pouvaient participer à l'élection des représentants des maîtres de conférences (ex-maîtres-assistants) dans cette instance. Les projets de décret actuellement à l'étude visent à mettre les textes en conformité. Ces décrets devront être publiés rapidement pour que les élections puissent avoir lieu au mois de février.

● L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Madame le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur l'aide au développement des petites et moyennes entreprises.

1. — Les mesures prises depuis 1981 pour encourager la création d'entreprises et le renouvellement du tissu industriel portent leurs fruits.

Cette action permanente et prioritaire du gouvernement permet aujourd'hui d'enregistrer une augmentation sensible du nombre annuel des créations d'entreprises, passé de 73 000 en 1980 à 88 000 en 1984. Cette tendance est confirmée pour les trois premiers trimestres de 1985 (plus 20 % par rapport à la période équivalente de 1984).

II. — Pour conforter cette action, le gouvernement a décidé de renforcer le dispositif actuel.

1) Encourager l'investissement immatériel et le recours aux compétences extérieures :

— La contribution de l'Etat aux fonds régionaux d'aide au conseil, qui sont opérationnels depuis la fin de 1984, sera doublée et portée à 100 millions de francs en 1986.

— Un appui financier sera accordé à des opérations régionales de formation des dirigeants et cadres d'entreprise (en matière de stratégie d'entreprise et d'action commerciale notamment).

2) Faciliter la création d'entreprises :

— La mise en place de pépinières d'entreprises destinées à aplanir les difficultés auxquelles se heurte le créateur d'entreprise dans la phase de développement du projet, sera encouragée. En 1986, vingt pépinières seront soutenues par l'Etat.

— Une réflexion sera lancée avec les régions pour améliorer l'efficacité des aides à la création, notamment la prime régionale à la création d'entreprise.

3) Améliorer la situation de trésorerie des entreprises :

— Une expérience d'accélération des procédures administratives de

remboursement de la TVA, visant à les raccourcir d'environ un mois, sera réalisée.

— D'autre part, des dispositions ont été mises en place ou proposées au Parlement afin que désormais les administrations publiques qui ne payent pas leurs travaux et fournitures dans les délais prescrits par le code des marchés soient automatiquement astreintes au paiement des intérêts de retard.

● LA TRANSMISSION DES ENTREPRISES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Il s'agit de permettre aux commerçants et artisans qui le souhaitent de transmettre la propriété de leur entreprise dans des conditions assurant leur pérennité et leur développement.

Le gouvernement a décidé de renforcer ce dispositif en faveur de la transmission d'entreprises du commerce et de l'artisanat par trois mesures nouvelles.

— Les opérations de restructuration d'entreprises par cession de blocs de parts sociales ou d'actions ne seront plus, dans le cas général, traitées comme des cessions d'entreprises. Elles bénéficieront donc le plus souvent du taux d'enregistrement réduit de 4,80 %.

— Le crédit-bail pourra désormais être utilisé pour acquérir un fonds de commerce ou une entreprise artisanale.

— Les concours bancaires accompagnant la transmission d'une petite entreprise commerciale implantée en milieu rural sont dorénavant « éligibles » au fonds de garantie géré par la Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (Sofaris).

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

— M. Bernard Leterrier est nommé administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna.

Le conseil des ministres a prononcé, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, la dissolution du conseil municipal de la commune d'Alonne (Oise).

DÉCÈS DE JEAN VEILLET ANCIEN MAIRE DE DIJON

Le docteur Jean Veillet, ancien maire de Dijon, est décédé à la fin de la semaine dernière, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il avait souhaité que la nouvelle de sa disparition ne soit connue qu'après ses obsèques qui ont eu lieu mardi 12 novembre.

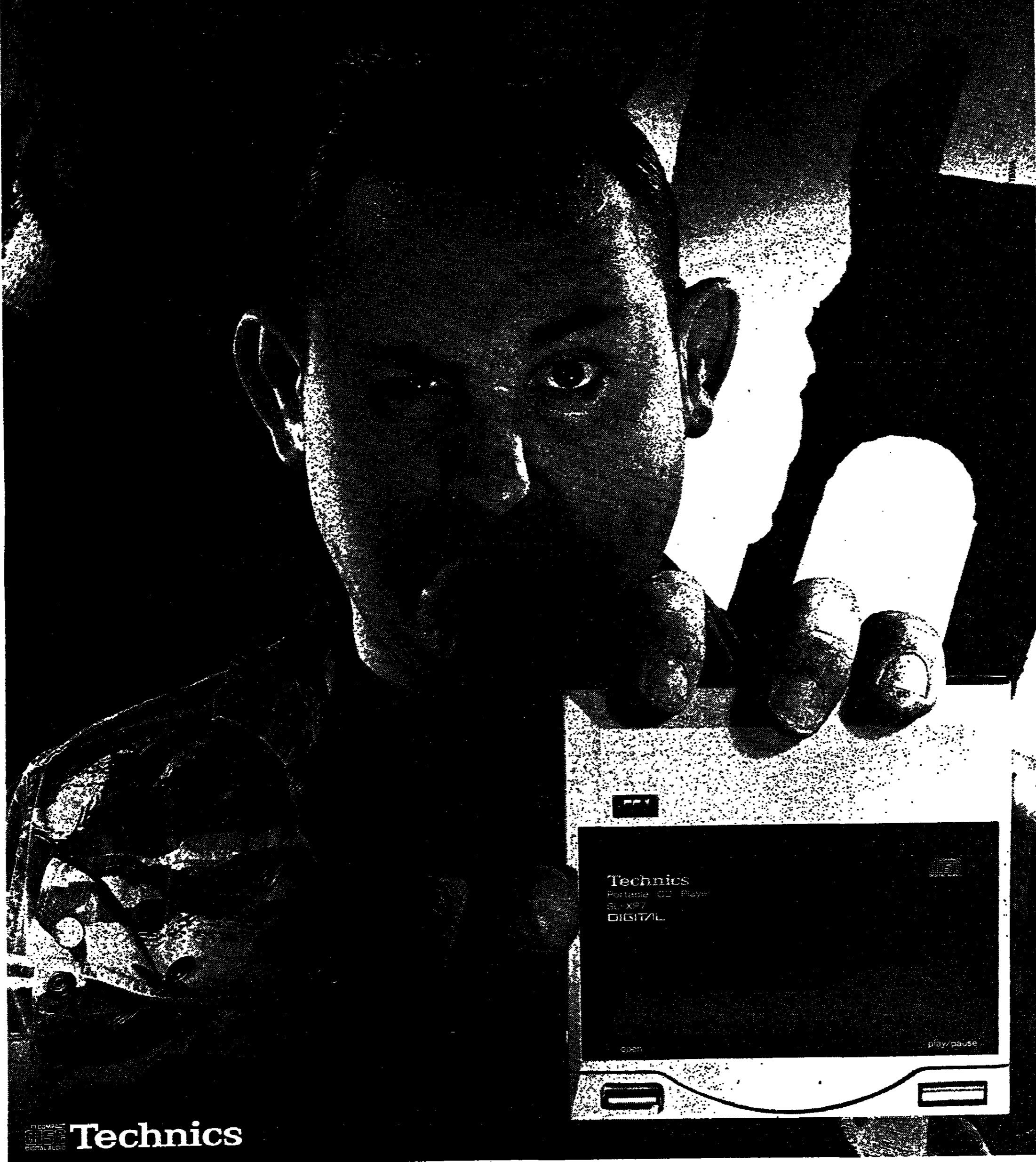
[Né le 14 mars 1901 à Dijon (Côte-d'Or), Jean Veillet, ancien résistant, ancien interne des hôpitaux, occupa les fonctions de chef de service à l'hôpital de Dijon et de chargé de cours à l'École de médecine. Elu conseiller municipal de sa ville natale en 1946, sous l'étiquette République indépendante, il devint premier adjoint en 1965, puis maire en 1968 à l'occasion d'une élection partielle. Il ne se représenta pas lors des élections municipales de 1971 et fut remplacé par M. Pierre Poujade toujours en poste aujourd'hui. Conseiller général du canton de Dijon-Est depuis 1945, il fut élu président du conseil général de la Côte-d'Or en 1966 et le demeura jusqu'en 1975, date à laquelle il démissionna pour raisons de santé. Président de la commission départementale de 1947 à 1966, il fut nommé conseiller économique et social en 1971 et resta jusqu'en 1974.]

Jean Veillet était officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques et chevalier de la sainte publique et du mérite civil.]

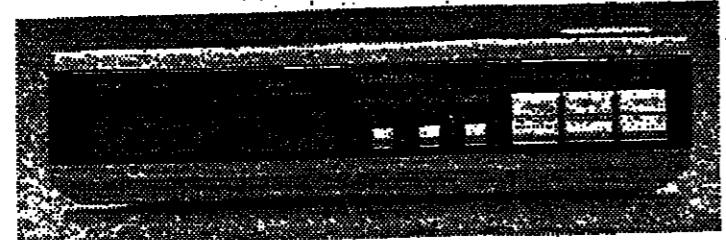
● A l'ENA. — A l'occasion du quarantième anniversaire de la fondation de l'Ecole nationale d'administration, l'Association des anciens élèves a publié un numéro spécial de sa revue « ENA mensuel ». M. Laurent Fabius, lui-même ancien élève (promotion 73), y écrit notamment : « L'ENA a dû amplifier son esprit d'adaptation, d'innovation et d'ouverture sociale. Elle devra vivre davantage la mutation nécessaire de l'Etat : un Etat plus efficace mais plus discret... De nombreux articles sont consacrés au rôle de l'ENA, notamment à l'étranger.

● En vente (25 francs) à l'Association des anciens ENA, 24, rue de l'Université, 75007 Paris.

MARCHONS, MARCHONS, QU'UN SON TRES PUR ABREUVE NOS SILLONS.



Si vous aimez la marche, la vraie, vous saluerez les performances du lecteur laser portatif SL-XP 7, celui qui marche encore quand vous, vous en êtes déjà à



ramper. Un stratagème affreusement ingénieux permet au mécanisme de déplacement du capteur d'utiliser une suspension flottante. Avantage majeur, c'est que vous pouvez défiler sans interrompre celui de la musique et ceci même au pas cadencé.

En général, sur un disque, vous n'aimez pas certains morceaux. Le SL-XP 7 vous libère de l'obligation

de les écouter. Vous programmez uniquement ceux que vous préférez. Et en plus, il est à répétition. Vous appuyez sur la touche et votre plaisir est sans fin.

L'affichage à cristaux liquides vous indique tout ce que vous devriez savoir, de manière claire et précise. Si votre engagement pour la musique est total, sachez que ce lecteur est bon pour le service, les petits gars!

TECHNICS. LE MECHANT MATERIEL.

حکومت اسلامی

société

... LE MONDE - Vendredi 15 novembre 1985 - Page 13

UN POLICIER DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Le commissaire Soleil et l'empire de la nuit

Ses subordonnés le surnommaient Louis XIV. Commissaire divisionnaire sorti du rang, après trente ans de carrière, il avait reçu la charge du commissariat du huitième arrondissement de Paris, arrondissement tenu pour prestigieux. Mais voilà que le 4 janvier 1984 Rémy Leclair était interpellé à l'Élysée même, où il venait présenter ses vœux et allait être inculpé de corruption pour avoir, au cours de l'année 1983, reçu d'un patron de plusieurs boîtes de nuit, une somme totale de 51 000 francs pour prix d'une surveillance de ses établissements par l'un de ses subordonnés auquel il en aurait donné l'ordre exprès.

Alors, assurément, à l'heure du procès devant le dix-septième chambre correctionnelle de Paris, mercredi 13 novembre, c'était une belle affiche. En quelque sorte : le commissaire Soleil et l'empire de la nuit.

A quoi pourtant tient, après cette audience de cinq heures, le sentiment d'une frustration ? Peut-être d'abord - et même essentiellement - à l'absence parmi les témoins de celui qui reste la clé de voûte de l'accusation, le brigadier-chef Le Bars. C'est-à-dire celui-là même qui a toujours dit avoir été contraint par M. Leclair à cette protection. Comme le 31 décembre 1983 le patron de L'Apollon, un cabaret de la rue François-I^{er}, M. Michel Ammel, lui avait remis une enveloppe, M. Le Bars se garda bien de l'ouvrir, mais s'en fut rapporter au contrôleur général de Matteis. On y trouva 5 000 francs.

« Un cadeau à votre épouse »

Ce fut dès lors un jeu d'enfant de questionner M. Ammel, qui confirma sans peine, ajoutant que d'autres remises avaient été effectuées et, celles-là, au commissaire Leclair lui-même. M. Marc Domingo, représentant du ministère public, devait expliquer pourquoi il n'avait pas cité M. Le Bars. Il a jugé que ce policier, ayant répété maintes fois ses accusations à l'instruction et toujours dans les mêmes termes, n'aurait rien apporté de neuf.

Certes, mais il aurait pu répondre à M. Leclair comme à M. Ammel. Car le commissaire assure, lui, qu'il n'a jamais donné à son subordonné les ordres que ce dernier prétend avoir reçus, et même « d'un ton cassant ». Il ajoute en outre que si le brigadier-chef venait bien régulièrement dans les établissements de M. Ammel, c'est qu'il s'y plaisait. Et M. Ammel renchérit, assurant que ce Le Bars lui coûtait les yeux de la tête avec sa façon de se faire servir gratis champagne et whisky, quand ce n'était pas saumon et caviar.

Est-ce à dire que le commissaire Leclair n'avait reçu quoi que ce soit de M. Ammel ? Nullement. S'il conteste deux versements, l'un de 21 000 francs au début de 1983, l'autre de

Le commissaire du VIII^e arrondissement recevait des pots-de-vin d'un animateur de boîtes de nuit. Mais, au procès, le principal témoin était absent.

10 000 francs le 6 décembre de la même année, il admet les autres, l'un de 1 500 francs, deux de 5 000 francs et un dernier de 10 000 francs. Pourtant, il ne se considère pas comme un corrompu. Il a longuement expliqué pourquoi. Car M. Leclair ne marque, assurément, ni d'allure ni d'aisance.

Mais, de son côté, M^{me} Jacqueline Clavery s'est montrée à son encontre un président sans complaisance. Elle trouve singulier pour commencer qu'un commissaire divisionnaire puisse frayer, comme le fit celui-là, avec des patrons de boîtes de nuit et qu'on aille d'emblée au tutoiement. La pauvre ! Ne saurait-elle pas que « dans ce monde de la nuit, tous les gens, et venant de tous les milieux, se tutoient pour un oui pour un non, sans que cela signifie pour autant qu'on soit ami » ?

Ami ou pas, M. Leclair reconnaît bien pourtant avoir reçu en un an au moins 21 500 francs. Trouve-t-il cela normal ? Normal ? M. Leclair ne va pas jusque-là. Mais, explique-t-il, « Ammel m'a dit un jour : je veux faire un cadeau à votre épouse. Je vous laisse le soin de le lui offrir. Prenez cette somme. Ça m'a surpris, mais j'ai accepté ». Ce jour-là, la somme était de 1 500 francs.

Quelles raisons pouvait avoir M. Ammel ? « Sans doute, dit encore le commissaire, voulait-il me remercier de quelques conseils que je lui avais donnés pour obtenir des autorisations d'ouverture de nuit ou pour l'embauche de certains collaborateurs. Mais je ne lui ai jamais rien demandé. Donc, je ne le privilégiais pas. »

Vous le privilégiez quand même en envoyant le brigadier Le Bars, dont vous avez exigé qu'il passe chaque jour, et même, à la fin, deux fois par jour. Vous n'avez pas été étonné de recevoir vous-même plus de 20 000 francs, alors que Le Bars allait, lui, se révolter quand il sentit qu'on lui versait 5 000 francs ? Le commissaire le dit et le répète : il n'a jamais envoyé Le Bars, qui, chargé de la voie publique, n'avait d'ailleurs pas à mettre les pieds dans un établissement de nuit.

Il ajoute : « J'ai d'ailleurs appris depuis mon inculpation qu'il fréquentait tous les établissements de l'arrondissement. Si j'avais voulu, comme on le prétend, privilégier M. Ammel, il y avait un moyen tout simple. Il suffisait qu'il me fasse une demande officielle de protection à laquelle j'aurais donné un avis favorable. »

Il n'empêche que la venue quotidienne du brigadier Le Bars ne déplaisait pas à M. Ammel.

Même si ce flic subalterne avait la fâcheuse habitude de se montrer en blouson, sa présence assurait une tranquillité en dissuadant les loubaris ou les vendeurs de drogue de venir rôder à L'Apollon ou au Garage.

« Pour un pot de nouvelle année »

Quant aux deux versements, l'un de 20 000 francs, l'autre de 10 000 francs, que M. Leclair nie avoir reçus, il y a quelques présomptions. Peu après la date du premier, le commissaire a déposé à sa banque deux fois 10 000 francs. Pour le second versement, que M. Ammel fit porter par un employé le 6 décembre 1983, on a retrouvé dans l'agenda du commissaire à cette même date mention d'un rendez-vous avec cet employé.

La dernière somme incriminée - 10 000 francs le 29 décembre 1983 - le commissaire admet l'avoir reçue. L'argent fut d'ailleurs retrouvé dans un tiroir de son bureau. Qu'allait-il en faire ? « Je n'ai pas pensé un instant, dit-il, qu'il pouvait s'agir d'une rétribution. Je me suis dit que si M. Ammel était généreux avec moi, eh bien, ce serait mon personnel qui en profiterait, et je comptais offrir à mes collaborateurs un pot de nouvelle année de meilleure facture que ceux que l'on peut faire d'ordinaire. Ce fut, je le reconnais, une imprudence, mais croyez bien que je n'aurais pas brisé ma carrière pour de telles histoires louches de pots-de-vin. »

Cependant, il est dans cette affaire un troisième prévenu. C'est M. Louis Victor Caminet. C'est par lui, autre animateur de boîtes de nuit, que M. Ammel a connu le commissaire Leclair. Et

ce serait lui qui, lorsque le policier fut nommé au commissariat du huitième arrondissement, aurait fait comprendre à Ammel qu'un geste serait bien venu. Il se garda bien de préciser quelle devait être la nature du geste. Mais, lorsque M. Ammel parla de 20 000 francs, M. Caminet, car M. Caminet ne déguise pas et qualifie son collègue de « beau menteur ».

Mais M. Caminet, qui semble avoir des relations, a raconté une histoire singulière. Ami du contrôleur général de Matteis, celui-là même auquel le brigadier Le Bars vint se confier, M. Caminet assure avoir reçu du contrôleur cette confidence : « Le ministre de l'intérieur a donné l'ordre de se débarrasser de Leclair à tout prix. »

Cette hypothèse d'un coup monté n'a pourtant pas produit les effets escomptés. Si M^{me} René-Henri Garaud, défenseur personnel de M. Leclair, en a tiré ce qu'il pouvait M^{me} Clavery ni le substitut, M. Domingo, n'ont paru y prêter une grande attention. Cela se conçoit dans la mesure où, de toute façon, M. Leclair reconnaît avoir reçu pour le moins 21 500 francs et où il faudrait, dès lors, décider que les pratiques qu'on lui reproche ne seraient pas exceptionnelles, mais permettraient seulement d'avoir barre sur tel ou tel.

Finalement, M. Domingo a laissé au tribunal le soin d'apprécier le cas de M. Caminet, complice plus hypothétique que certain, et demandé un an de prison avec sursis et mise à l'épreuve contre M. Ammel et dix-huit mois fermes contre M. Leclair. La défense, elle, avec M^{me} Alain Marabout, Bernard Prévoist et René-Henri Garaud, s'est surtout employée à combattre juridiquement l'accusation de corruption en soutenant que les sommes versées ne l'auraient pas été en vue d'obtenir du policier un acte de sa fonction puisque les versements furent postérieurs à ces actes.

Jugement le 4 décembre.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

L'AFFAIRE GREENPEACE

La famille de Fernando Pereira ne se satisfait pas des excuses de M. Quilès

La famille de Fernando Pereira, le photographe tué dans l'attentat contre le Rainbow Warrior, ne se satisfait pas des excuses écrites que lui a présentées M. Paul Quilès. Elle s'apprête à écrire au ministre de la Défense pour exiger, une nouvelle fois, le châtiment de ceux qui ont coulé le navire de Greenpeace et qui ont donné l'ordre de perpétrer cet attentat. Toutefois, la famille du photographe a accepté les compensations financières que lui a offertes le gouvernement français.

D'origine portugaise, mais de nationalité française, Fernando Pereira était divorcé d'une infirmière, M^{me} Joanna Van den Boomen, dont il avait deux enfants, Marcelle, huit ans, et Paul, cinq ans. Depuis ce divorce, il subvenait à leur éducation.

En même temps que des réparations financières, M^{me} Van den Boomen exigeait des excuses du gouvernement français. Celles-ci lui sont parvenues sous forme d'une lettre que lui a adressée, le 7 novembre, M. Quilès, lequel que ses avocats, M^{me} Leo Spitt (Amsterdam) et Jacques de Jongh-Ducastel (Paris), ont rendue publique mercredi 13 novembre.

Voici le texte de cette lettre : « Madame, »

« Vous avez bien voulu appeler l'attention de M. le président de la République sur les conséquences tragiques de l'attentat commis contre le Rainbow Warrior au cours duquel M. Pereira est décédé. Le chef de l'Etat qui, dès le 7 août, déclarait à quel point il reprochait cet attentat criminel et qu'aucune raison ne saurait excuser, ma chargé de vous répondre. »

« Il résulte des investigations auxquelles le gouvernement français a fait procéder que le navire Rainbow Warrior a, le 10 juillet 1985, été coulé par des agents français. A cette occasion, M. Pereira, père de vos enfants Marcelle et Paul, a malheureusement trouvé la mort. Le gouvernement français regrette vivement cette conséquence déplorable d'un acte qu'il condamne. J'ai donné instruction à l'avocat chargé de cette affaire, M^{me} Daniel Soulez-Larivière d'entrer immédiatement en rapport avec les proches de M. Pereira afin que toutes les mesures soient prises pour leur venir en aide. Ces dispositions témoignent du souci du président de la République et du gouver-

nement que sa famille reçoive, dans la mesure du possible, une juste et équitable réparation. »

« Je tiens à vous présenter, ainsi qu'à vos deux enfants et à l'ensemble de votre famille, mes plus sincères condoléances et vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments attristés. »

Macred, les avocats de M^{me} van den Boomen ont indiqué que cette missive ne répondait qu'imparfaitement aux exigences de leur cliente. Celle-ci souhaite que les coupables, commanditaires et exécutants, soient punis.

C'est ce qu'elle avait écrit le 27 septembre à M. François Mitterrand dans une lettre où elle réclamait aussi des réparations. « Votre gouvernement a admis avoir donné l'ordre à ses services secrets d'attaquer le navire mais il est totalement impensable qu'on puisse liquider l'affaire avec le limogement de l'amiral Lacoste et la démission du ministre de la Défense, M. Hermu et une déclaration du premier ministre, M. Fabius. Il est scandaleux que ceux qui ont donné les ordres et ceux qui les ont exécutés ne soient pas poursuivis. Celui qui s'imaginait qu'il puisse disculper ces subordonnés en faisant croire qu'un ordre est un ordre le réduit à l'état de robot. Cette manière d'agir pourrait presque faire penser à ceux qui après la guerre se trouvaient sur le banc des accusés. Pour ceux qui croient en la justice, la culpabilité des responsables doit être établie. »

Parallèlement à la lettre qu'elle s'apprête à envoyer à M. Quilès, M^{me} Van den Boomen demande au ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, d'intervenir auprès du gouvernement français pour obtenir le châtiment des coupables.

Malgré ses protestations, M^{me} Van den Boomen est disposée à accepter l'arrangement financier intervenu entre ses avocats et celui du gouvernement français, M^{me} Soulez-Larivière. De part et d'autre on a cependant décidé de tenir secret le montant de la somme qui lui sera versée au bénéfice de ses enfants. On sait seulement qu'ils la touchèrent en une fois et qu'elle a été calculée en fonction du barème qu'appliquent les tribunaux en cas d'accident de la circulation...

B. L. G.

A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Le procès d'Amadeo Milone est de nouveau renvoyé et... le président Giresse annonce son départ

Le procès d'Amadeo Milone, que la cour d'assises de Paris, sous la présidence de M. André Giresse, avait tenu de reprendre après un précédent renvoi, mardi 12 novembre (Le Monde du 14 novembre), a finalement été de nouveau renvoyé mercredi. Cette décision a été prise après que M^{me} Raymond Dohet - commis d'office pour assister l'accusé en l'absence de son défenseur normal, M^{me} Jean-Louis Pelletier, retenu aux assises du Val-de-Marne - aient fait savoir qu'il ne pouvait remplir son office et que sa conscience lui ordonnait de quitter son banc.

M^{me} Dohet ayant donc, comme il l'avait dit, déserté la salle, et M^{me} Lev Forster, délégué par le conseil de l'ordre, ayant mené en coulisse quelques négociations délicates, la cour a rendu un arrêt ordonnant de nouveau le renvoi. Cet arrêt constate la carence de la défense, qui n'est la faute ni de la cour ni du ministère public. Mais, tout en « stigmatisant cette entrave manifeste au cours normal de la justice en spéculant sur une composition différente de la cour », il considère néanmoins qu'il ne serait pas opportun de juger sans la présence d'un avocat.

Peu après, le président Giresse invitait la presse à venir le voir et annonçait aux chroniqueurs judiciaires qu'il avait demandé une mise en congé spécial au mois d'août dernier en sa qualité d'ancien magistrat ayant été en poste outre-mer et que cette mise en congé serait publiée au

Journal officiel du 16 décembre prochain.

Il devait ajouter : « J'exerce un magnifique métier depuis maintenant quarante ans, j'y ai éprouvé de grandes satisfactions professionnelles. J'ai aujourd'hui soixante-trois ans, et je pense pouvoir mener après mon départ un combat et m'exprimer en tant que simple citoyen sur les affaires judiciaires sans être tenu par l'obligation de réserve. Je n'ai pas voulu qu'on dise que je m'acharnais contre un client de M^{me} Pelletier. Certains pouvaient dire : Giresse est répressif. C'est à voir... D'autres pouvaient penser que j'en voulais personnellement à M^{me} Pelletier, ce qui est dérisoire. Je constate seulement que les avocats de la presse font la loi dans les prétoires et pèsent sur le cours de la justice. C'est la leçon affligeante de ce procès. »

Ainsi s'achève donc un bras de fer qui durait depuis longtemps. Milone est assuré de comparaître maintenant devant une cour d'assise qui ne sera pas présidée par M. Giresse. Mais les ultimes propos de ce magistrat, qui présidait la première section de la cour d'assise de Paris depuis onze ans et qui avait eu entre autres à conduire les débats de l'affaire de Broglie, et de l'affaire Philippe Maurice - le dernier en date des condamnés à mort que devait gracier M. François Mitterrand - vont encore faire parler le microcassette du palais de justice parisien.

J.-M. Th.

A LA COUR D'APPEL

La chambre d'accusation est favorable à l'extradition d'un malfaiteur allemand

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mercredi 13 novembre, un arrêt par lequel elle exprime un avis favorable à l'extradition, vers la République fédérale d'Allemagne, d'Odried Hepp, néo-nazi devenu membre du Front de libération de la Palestine (Tunisie). Toutefois, cette juridiction a rejeté une partie des infractions présentées par la RFA à l'appui d'une première demande, et se prononcera ultérieurement sur une seconde demande pour laquelle elle souhaite obtenir des renseignements complémentaires.

La RFA avait transmis un second dossier d'extradition, en invoquant la participation de Hepp à une fabrication de faux dollars dans un camp du Fatah à Beyrouth, où le jeune homme se serait également rendu coupable de divers sévices, contre des ressortissants allemands. Pour ces derniers faits, la chambre d'accusation a ordonné un complément d'information.

M.P.

BIBLIOGRAPHIE

La prison vue par un « maton »

Les témoignages de détenus ne manquent pas, encore qu'ils se fassent rares ces temps-ci. Les livres écrits par des surveillants de prison font, eux, pratiquement défaut. La corporation n'a pas la plume facile ni l'état d'âme communicatif. Les « matons » ont pourtant soit de la compréhension et plus encore de la considération. Cela a incité l'un d'eux à prendre le stylo pour raconter l'ordinaire des prisons, son ordinaire à lui, gardien du bas de l'échelle, en butte à l'hostilité des détenus autant qu'à la méfiance d'une hiérarchie sourcilieuse.

Vincent Antoine - c'est un pseudonyme - est surveillant à la maison d'arrêt de Loos-la-Ville. Il a imprimé, relié et dédié lui-même ce petit livre, écrit avec l'espoir, dit-il, d'améliorer l'image que les journaux donnent de son métier, un métier dont le public ignore les servitudes parce qu'il le voit sans grandeur.

Profession, gardien de prison, ne prétend pas à l'œuvre littéraire. C'est un témoignage sur un métier rarement embrassé par vocation mais exercé « pour gagner de quoi élever sa famille », avec ses lourdes contraintes et ses règlements pointilleux. Surtout qu'il existe cinq sortes de fouilles qui obéissent chacune à un code précis : la fouille à corps - chevelure, bouche, oreilles, aisselles, anus, etc. - n'humilie-t-elle pas aussi celui qui la pratique ?

Surveillant depuis dix ans, Vincent Antoine s'exerce à une typologie de ses semblables (le gardien bête et méchant, le gardien blasé, le gardien humain) ainsi qu'à un classement des détenus en adaptés, inadaptés et suradaptés. Ce sont les mille pages de ce livre sans prétention, de celles qui aident à mieux comprendre l'univers souvent incompréhensible des prisons.

- B.L.G.

4 Vincent Antoine, Profession, gardien de prison. Edition Vincent Antoine, BP 33, 62640 Montigny-en-Gohelle, 171 p., 30 F franco de port.

APRÈS L'ARRESTATION D'UNE CENTAINE DE TRAFICANTS DE DROGUE

« L'efficacité du harcèlement de la revente »

Avec le démantèlement de trois réseaux différents de trafic d'héroïne à Marseille, Paris et en Suisse, les policiers français (Le Monde du 14 novembre) ont interpellé près de cent personnes. « Ces trois affaires sont totalement différentes les unes des autres, et c'est un pur hasard si on a pu les effectuer en même temps », a déclaré le commissaire Jacques Franquet, patron de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS). En revanche, ces succès démontrent « l'efficacité du harcèlement de la revente », une méthode de plus en plus utilisée par les policiers français, de préférence à l'arrestation systématique des consommateurs.

La police française a travaillé en collaboration avec ses homologues turques, espagnols et américains. C'est cette coopération qui a facilité la découverte d'un laboratoire clandestin en Suisse, où quinze kilos d'héroïne ont été saisis. Cette action a demandé plusieurs années de travail et a permis d'arrêter Pierre Wiesgrill, trente-cinq ans, et François Scapula, quarante ans, liés au milieu rimois, et un Suisse, Charles Altieri, vingt-sept ans. En juillet 1982, Scapula, l'un des chefs de la Franco-Sicilien Connection, avait été

condamné à vingt-deux ans de prison par défaut.

Après la découverte par la police italienne d'un grand laboratoire clandestin à Palermo, en Sicile, Wiesgrill et Scapula, en fuite, avaient repris leurs activités au Liban dans la plaine de la Bekaa, contrôlée par l'Armée syrienne. Les enquêteurs français n'avaient pu intervenir. Or, récemment, les spécialistes français et espagnols apprennent que ces deux trafiquants s'apprêtaient à installer deux laboratoires clandestins, l'un en Europe, l'autre en Inde. Aussitôt, et tandis que les policiers français de l'OCRTIS procédaient à des filatures parmi les trafiquants et revendeurs français, les autorités judiciaires espagnoles, néerlandaises, suisses et américaines procédaient de leur côté à des vérifications.

Dans le même temps, M. Philippe Jeannin, juge d'instruction à Paris, ouvrait une information et délivrait une commission rogatoire à l'OCRTIS. Le laboratoire était découvert le 11 novembre. Aussitôt une quinzaine de trafiquants étaient interpellés à Anvers, Paris, Nîmes, Marseille et La Ciotat. L'enquête va continuer en Suisse, en Espagne, aux Pays-Bas et aux États-Unis.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

M. Joxe conteste le chiffre des clandestins

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a démenti, mercredi 13 novembre, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le chiffre récemment cité dans la presse, selon lequel, il y aurait en France 300 000 immigrés clandestins. « On ne peut pas dire qu'il soit exact », a dit M. Joxe. En 1981-1982, quand nous avons proposé aux clandestins de régulariser leur situation, 140 000 se sont présentés. Comment passer de ce chiffre à celui qu'on a cité ? Par définition, il ne saurait exister aucune statistique sur les clandestins, on ne peut avancer qu'un ordre de grandeur. Ce chiffre de 300 000 résulte d'une erreur. A moins qu'il ne s'agisse d'une faiblesse colportée pour des motifs politiques ou racistes, notre politique consiste à intégrer les étrangers, qui sont dans notre pays souvent depuis longtemps, et à éviter qu'il en vienne trop. »

ENVIRONNEMENT

Le défrichage de la forêt suisse s'accroît

36 % des arbres des forêts suisses sont atteints par le dépérissement contre 34 % l'an dernier. Les dégâts causés par la pollution atmosphérique aux massifs helvétiques s'accroissent. C'est ce que vient de révéler une enquête nationale effectuée dans tous les cantons de la Confédération aux moyens de photos aériennes infrarouges. « Le dépérissement de nos forêts risque de s'étendre inexorablement si on ne réduit pas la pollution de l'air de manière drastique », estime M. Walther Bosshard, directeur de l'institut de recherche fédéral sur la forêt.

En janvier dernier le gouvernement helvétique a déjà abaissé la limitation de vitesse pour réduire les gaz d'échappement, et certains cantons incitent leurs conducteurs à s'équiper de pots d'échappement non polluants.

ÉDITION

Des propositions pour les sciences humaines

Après l'engouement des années 60 et 70, dû à la fois au foisonnement des idées et à l'explosion des effectifs universitaires, la production éditoriale en sciences humaines connaît un net ralentissement. En chiffre d'affaires, en nombre de titres édités et d'exemplaires vendus, la tendance est à la baisse depuis 1977. Le groupe des éditeurs de sciences humaines et sociales qui vient de se constituer au Syndicat national de l'édition, sous la direction de M. Marcel Prigent, des PUF, a fait une enquête parmi ses membres (au nombre de quarante-huit) et une quarantaine d'auteurs et de directeurs de collection, pour tenter de trouver des remèdes à cette fâcheuse situation (1).

Il relève qu'un effort est nécessaire pour améliorer l'image des livres dans ce domaine, souvent considérés comme érudits et ennuyeux, oscillant entre une vulgarisation jargonnante et une vulgarisation simpliste aux caprices des modes. Il préconise une collaboration plus étroite entre chercheurs et éditeurs pour concevoir des « produits » nouveaux qui ne se contentent pas de reproduire des thèses, des séminaires universitaires ou des actes de colloques. De même, une stratégie de communication devrait être mise en œuvre, prenant en compte à la fois les relations avec la presse et les programmes publicitaires.

Le groupe suggère la création d'une émission de télévision réservée à ce type d'ouvrages et insiste sur le rôle des revues, menacées par la photocopie et les diminutions de crédits des bibliothèques universitaires. Une politique intelligente de subvention, privilégiant la responsabilité éditoriale plutôt que l'assis-

(1) Syndicat national de l'édition, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75279 Paris Cedex 06.

Les évêques français préparent une déclaration sur l'économie

A l'initiative de l'épiscopat français, 280 militants chrétiens, parmi lesquels des cadres, des ouvriers et des syndicalistes, viennent de se réunir pendant trois jours à Chantilly pour confronter leurs expériences. Cette rencontre hebdomadaire, qui s'inscrit dans une réflexion en cours depuis plusieurs mois, devrait déboucher prochainement sur une déclaration des évêques intitulée « Église et société économique ». A l'image d'un autre texte, qui avait fait un certain bruit à sa sortie en septembre 1982, intitulé « Pour de nouveaux modes de vie ».

La rencontre de Chantilly a servi, en premier lieu, d'écho à des expériences qui, chacune à leur manière, traduisent l'application sur le terrain des « nouveaux modes de vie » face à la crise. Elle a réuni des chrétiens d'origine différente, qu'il est rare, même dans l'Église, de voir collaborer : des militants de l'Action catholique ouvrière, des patrons et des cadres chrétiens, des représentants de paroisses, de communautés de base et un bon nombre de charismatiques.

Les critiques avaient plu, en 1982, sur le texte de l'épiscopat : manque de concertation, incompréhension économique, partialité politique. Pour une fois, des évêques étaient sortis du discours classique de l'Église en matière sociale : généralité et redistribution. Le partage des revenus, l'aménagement du temps de travail, le non-cumul d'un emploi et d'une retraite, des placements d'argent selon leur « utilité sociale » et non leur « rentabilité financière » : autant de propositions qui avaient été jugées courageuses par les uns, mais choquantes par d'autres.

Le patronat et l'opposition reprochaient aux évêques de parler de « partage » et non de « création de richesses », tandis qu'une partie de la gauche politique et syndicale les accusait de cautionner la politique socialiste de rigueur et d'effort. N'avait-on pas dit, à l'époque, que Jacques Delors lui-même, alors ministre de l'économie, avait conseillé les auteurs de ce document ?

Trois ans après cette polémique qui a eu des conséquences à l'intérieur de l'Église elle-même, la ligne de défense de l'épiscopat français est restée la même. A Chantilly, on a entendu cette formule de Mgr Joseph Rostier, évêque de Poitiers et président sortant de la commission sociale : « Une économie qui oublie les biens matériels est une mystification ; une économie qui oublie les hommes est une imposture. »

Des laïcs, comme Michel Falise, recteur de l'université catholique de Lille, l'économiste Michel Albert, Gabriel Marc, président du comité catholique contre la faim et pour le développement, et Jacques Méraud, conseiller économique et social, ont beaucoup contribué, chacun dans sa spécialité, à faire progresser l'idée d'une nécessaire « éthique » de l'économie, que la crise actuelle a rendue, selon eux, plus urgente.

Une nouvelle éthique des rapports sociaux

C'est vers l'adoption d'un document qui, précisément, les voies d'une « pratique chrétienne de l'économie » que s'achève l'épiscopat. Celui-ci se sent aujourd'hui conforté pour plusieurs raisons : dans un contexte idéologique plus dur, les évêques américains se sont lancés eux-mêmes dans la rédaction d'une lettre pastorale sur l'économie (un deuxième projet, encore soumis à amendements, a été publié début octobre à Washington), critiquant à bien des égards le système capitaliste et alertant l'opinion américaine sur l'extension de la pauvreté et des déséquilibres soufferts par le tiers-monde. De même, les Églises catholique et évangélique d'Allemagne fédérale ont publié, en septembre dernier, un texte proposant aussi des formules de partage du travail pour contrecarrer la crise et réduire le chômage.

Bien plus, les discussions autour des « nouveaux modes de vie » et l'échange d'expériences qui vient d'avoir lieu à Chantilly donnent aux évêques français une idée plus précise du type d'intervention qu'ils peuvent faire dans le domaine économique et social. Leur conviction est désormais faite qu'ils ont un triple rôle à jouer : celui d'éveil de la conscience éthique des acteurs économiques ; d'alerte lorsque des seuils sont dépassés, et de proposition de changements à opérer. Pourrait-on leur reprocher, ici, de sortir de leur rôle ?

HENRI TINCQ.

LES STATISTIQUES DU COMMERCE DES ARMES

Un ministre discret

Les ministres de la défense se suivent et ne se ressemblent pas. A la différence de son prédécesseur, M. Charles Hernu, l'actuel ministre de la défense, M. Paul Quilès, n'a pas souhaité diffuser largement le montant des commandes d'armements reçus, à l'exportation, par la France durant les six premiers mois de cette année. Un montant de l'ordre de 10,7 milliards de francs, en chute libre par rapport aux mêmes estimations calculées durant la même période de 1984.

En 1982, M. Hernu s'était engagé à faire connaître, par lettre personnelle au président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le détail des commandes étrangères d'armes d'un semestre sur l'autre. Ses services diffusaient ces statistiques à la presse, une fois respectée l'information préalable du Parlement. La procédure a été constamment suivie, depuis, jusqu'au changement de méthode, soigneusement introduite par M. Quilès à sa nomination au ministère.

Le 8 novembre dernier, le ministre a adressé sa lettre semestrielle au président de la commission de la défense du Palais-Bourbon. Il n'y a eu aucune communication à la presse. A son cabinet, on indique, mercredi soir 13 novembre, que l'information attendue ne serait pas donnée et que M. Quilès se réserverait la possibilité de diffuser, probablement en février prochain, les résultats de l'ensemble de l'année 1985.

Dans la lettre qu'il a fait parvenir à M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche et président de la commission de la défense, le ministre indique que la France a reçu, durant les six premiers mois de 1985, un montant total de 10,7 milliards de francs de commandes étrangères et que cette même évaluation, arrêtée à la mi-septembre, fait état de 21 milliards de francs. Il semble, mais M. Quilès ne le précise pas, que cette soudaine augmentation du simple au double, en l'espace de quelques semaines, entre juin et septembre, est due à la conclusion de l'important contrat entre la France et l'Irak sur la vente de vingt-quatre avions Mirage F-1.

Ce montant du premier semestre de 1985 se répartit ainsi : 4,9 milliards de francs

pour les armements terrestres ; 3,9 milliards de francs pour des équipements aéronautiques et 1,9 milliard de francs pour des matériels navals. L'importance relative des armements terrestres est liée à la commande par l'Arabie saoudite de certains approvisionnements nécessaires à l'exécution du contrat Al Khatab (des blindés porteurs de missiles anti-aériens) signé en 1984 pour un montant global, à l'époque, de 30 milliards de francs à lui seul.

Déjà détentrice de ce marché-record en 1984, l'Arabie saoudite a persévéré durant le premier semestre de 1985 puisque sa part est de 21 % de l'ensemble des commandes terrestres. Par zones géographiques, les commandes se répartissent ainsi : 5,3 milliards de francs (soit 49,2 %) au Maghreb et au Proche-Orient ; 2,19 milliards de francs (soit 20,3 %) en Amérique latine et aux Caraïbes ; 1,26 milliard de francs (soit 11,7 %) en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord ; 960 millions de francs (soit 8,9 %) en Afrique noire ; 800 millions de francs (soit 7,4 %) en Extrême-Orient et 270 millions de francs (soit 2,5 %) pour l'Europe de l'Est et divers pays.

M. Quilès ne donne pas davantage de précisions géographiques aux dépens, se contentant d'indiquer cependant que le Brésil a commandé, à lui seul, pour la moitié du montant total des commandes enregistrées par la France en Amérique latine.

L'effondrement observé, durant les six premiers mois de 1985, dans les commandes enregistrées n'est pas très significatif dès lors que les deux contrats intervenus dans les mois suivants, comme l'achat de six avions Mirage F-1 par l'Irak ou comme la vente du système de transmissions RITA aux États-Unis, auront pour effet de « gonfler » les statistiques établies pour la fin de l'année et théoriquement connues en février prochain, si le ministre de la défense tient les promesses de son propre cabinet. On n'en mesure pas moins, à cette occasion, l'extrême dépendance du commerce français des armes envers de certains gros clients géographiquement très localisés.

JACQUES ISNARD.

SPORTS

FÉDÉRATION DE TENNIS ET SOCIÉTÉS PRIVÉES EN PROCÈS

L'arbitrage des champions

Le Conseil international de tennis professionnel (MIPTC) vient d'assigner devant le tribunal de New-York deux des plus importantes sociétés internationales de promotion sportive, l'IMGT McCormack et Proserv de Donald Dell et Ray Boston, ainsi que la firme

automobile suédoise Volvo, ancienne commanditaire du Grand Prix.

Dans un dossier de cent pages, le Conseil accuse notamment ces sociétés « de tenir le tennis en otage et de chercher à l'étranger dans une toile d'araignée de conflits per-

manents, d'intimidation, de fraude et de corruption ». Il s'agit, en fait, d'une contre-attaque au procès intenté en avril contre le Conseil, son administrateur Marshall Happer et son président Philippe Chatrier, pour violation de la loi antitrust.

La bataille juridique qui vient de s'engager à New-York sera décisive pour l'organisation future des sports professionnels. Il s'agit, en effet, de savoir si un organisme officiel peut avoir une autorité unique pour réglementer une discipline ou bien si n'importe qui peut faire n'importe quoi. En d'autres termes, le sport professionnel est-il influencé par le bon ou le mal de la bourse, ou trois fédérations internationales (WBA, WBC, IBF) brandent quelque quarante-huit titres mondiaux ?

La loi américaine considère le sport professionnel comme une activité de spectacle ordinaire. La concurrence pure et simple est de règle. Pour organiser un championnat aux États-Unis, il suffit d'avoir l'argent nécessaire. Selon les cir-

constances, il existe des ligues concurrentes de football ou de basket-ball qui n'appliquent pas les mêmes règles sur le terrain. Cela ne pose pas de problèmes pour les sports essentiellement pratiqués outre-Atlantique. Les difficultés surgissent avec les sports d'audience internationale.

En Europe, en particulier, les fédérations sont investies d'une mission de service public pour l'organisation et le développement de leur sport. Cela leur confère un monopole de fait. Dans le cas du tennis, les rapports entre l'Ancien et le Nouveau Monde ont été compliqués par le fait que l'instance internationale, d'obédience européenne, a longtemps été farouchement hostile au professionnalisme qui a commencé à se développer aux États-Unis à partir de 1945. Depuis, dans la coulisse des courts, les intérêts privés et les organes officiels se sont livrés une lutte âpre. L'officialisation en 1968 du professionnalisme et la création peu après d'un Grand Prix, devaient donner la prééminence au jeu officiel. Les matches interviennent où une équipe pouvait changer de joueur pendant un set perdirent rapidement leurs spectateurs. Après de multiples péripéties, le circuit WTC du milliardaire texan Lamar Hunt a fini par être intégré dans le Grand Prix officiel.

Bref, les agents, notamment McCormack et Donald Dell, qui sont à l'origine, des avocats américains, ont eu naturellement l'idée de s'appuyer sur la loi antitrust pour attaquer le conseil professionnel, en avril dernier, lorsque celui-ci reprochait à Volvo d'abuser de sa situation d'ancien commanditaire du Grand Prix.

S'ils ont gain de cause, il n'y aura plus d'autorité mondiale sur les jeux. Mais ce n'est pas tout. Depuis longtemps, ils reprochaient aux agents de tirer les plus gros bénéfices de joueurs formés chèrement par les fédérations nationales bénévoles. Le poids de plus en plus important de ces agents dans l'organisation même des tournois officiels

les a fait passer à la contre-attaque. En substance, ils accusent les agents de prendre le montant des épreuves, en menaçant notamment de ne pas inscrire les joueurs vedettes qu'ils ont sous contrat.

Il est difficile de préjuger dans quel sens la justice américaine va trancher. D'autant qu'une transaction n'est pas impossible entre les plaignants, compte tenu de l'énormité des frais de procédure engagés. Toutefois, il sera intéressant de suivre la position des joueurs : excepté McEnroe, représenté par son père, et Becker, lié à Ion Tiriac, les dix premiers mondiaux sont sous contrat avec McCormack ou Donald Dell. Mais ils sont aussi représentés au conseil international, qui est parti en guerre contre ces agents.

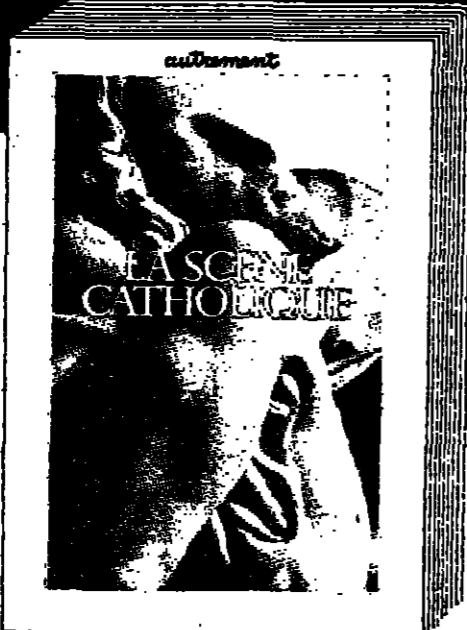
En privilégiant leurs intérêts particuliers immédiats ou l'intérêt à long terme du jeu, les joueurs feront pencher les plateaux de la balance d'un côté ou de l'autre. Il y a quinze ans, leurs aînés avaient eu la sagesse de favoriser la création d'un grand prix. Cela a été la poule aux œufs d'or envoyée aujourd'hui par tous les autres sportifs. Mais pour combien de temps encore ?

A. G.

● TENNIS : Tournoi de Wimbledon. — Le Français Thierry Tulasne a été éliminé au premier tour du Tournoi de Wimbledon par le Suédois Stefan Edberg (6-3, 7-6). Guy Forget, lui, a été sorti au deuxième tour par Joakim Nystrom (6-4, 6-3).

● FOOTBALL : Coupe de l'UEFA. — A la demande des dirigeants nationaux et après l'accord des Soviétiques, l'ordre des rencontres Nantes-Spartak Moscou, comptant pour les huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, a été inversé. Le match aller aura lieu à Tbilissi le 27 novembre et le retour à Nantes le 11 décembre.

Moins de religion plus de religieux ?



LA SCÈNE CATHOLIQUE
Revue Autrement n° 73

Catholicisme années 80 : un incontestable retour à des valeurs de tradition et, en contrepoint, une forte déchristianisation de la société : comment le catholicisme gère-t-il ce paradoxe ?

232 p. 75 F. En librairie

Autrement

DIEU PEUT ÊTRE POUR VOUS UNE RÉALITÉ

Un membre du Conseil des conférences de la science chrétienne

Marianne BAUER C.S.

Traitera ce sujet

SAMEDI 16 NOVEMBRE

En anglais à 14 h 30

En français à 16 h

HOTEL HILTON

18, avenue de Suffren

75015 PARIS

Chacun est chaleureusement invité

ENTRÉE LIBRE

VILLES AU FUTUR RENNES

Entre Paris, Nantes...

On ne refait pas la géographie. Et l'ennui, pour Rennes, c'est qu'elle se trouve aussi près de Paris - en temps de parcours - que de Brest ou Quimper... sans parler d'Orléans. L'arrivée dans quelques années du TGV - la ville et la SNCF vont en profiter pour construire une gare flamboyante neuve - accentuera le déséquilibre.

De là à soupçonner ou à accuser la métropole régionale de Bre-

Dans la grande vague de décentralisation des années 1960-1975, Rennes et son agglomération ont largement pris leur part : nombreux centres de recherche, grandes écoles, services administratifs (paiement de la redevance TV par exemple), usines automobiles (Citroën emploie 12 000 salariés), industrie électronique. Le contrat de plan signé entre l'Etat et la région pour la période 1984-1988 et le plan de développement du pays de

solemnité : mais il y a beaucoup à parcourir encore entre la démarche incantatoire et la réalité.

Quand on sait que Rennes n'a pas eu à souffrir ces dernières années de l'effondrement de l'acier ou du charbon puisque la Bretagne en est privée, que l'automobile y est représentée par des usines performantes, que le secteur tertiaire fleurit (les administrations d'Etat emploient plus de trente mille fonctionnaires en Ille-et-Vilaine, la plupart concentrées

...et les autres

tagne de sceller son développement à celui de la région parisienne et de l'Europe centrale, de jouer un rôle d'écran entre la capitale et le reste de la péninsule armoricaine - qui dans sa partie intérieure se vide, tandis que la côte sud s'intègre de plus en plus à la Basse-Normandie - plutôt qu'à assumer ses devoirs de solidarité, de partage, d'équilibre, de redistribution à l'égard des départements ou des localités les plus éloignées de « l'onde de choc parisienne », il n'y a qu'un petit pas. Ce pas, on le franchit vite, à Brest, Vannes, Quimper, Morlaix ou Saint-Brieuc.

Métropole régionale, avez-vous dit ? Là est toute la question, les questions. A-t-elle acquis un poids démographique et économique, une influence, une réputation, est-elle animée d'un dynamisme, qui lui permette de soutenir la comparaison avec Grenoble, Strasbourg, Marseille, Lyon ou Toulouse ? A-t-elle suffisamment de ressources propres pour irriguer la constellation des villes et des « pays » alentours ? Traite-t-elle avec des « partenaires » en Bretagne ou avec des « obligés » ?

Rennes élaboré par l'agence d'urbanisme et de développement intercommunal, vont permettre de conforter ces tendances en faisant travailler plus étroitement les chercheurs, les universitaires, les entreprises, les responsables politiques locaux, tous n'ayant qu'une expression à la bouche : « Le tertiaire de haut de gamme ne se développera que par une symbiose entre le monde de la recherche et celui de l'industrie. »

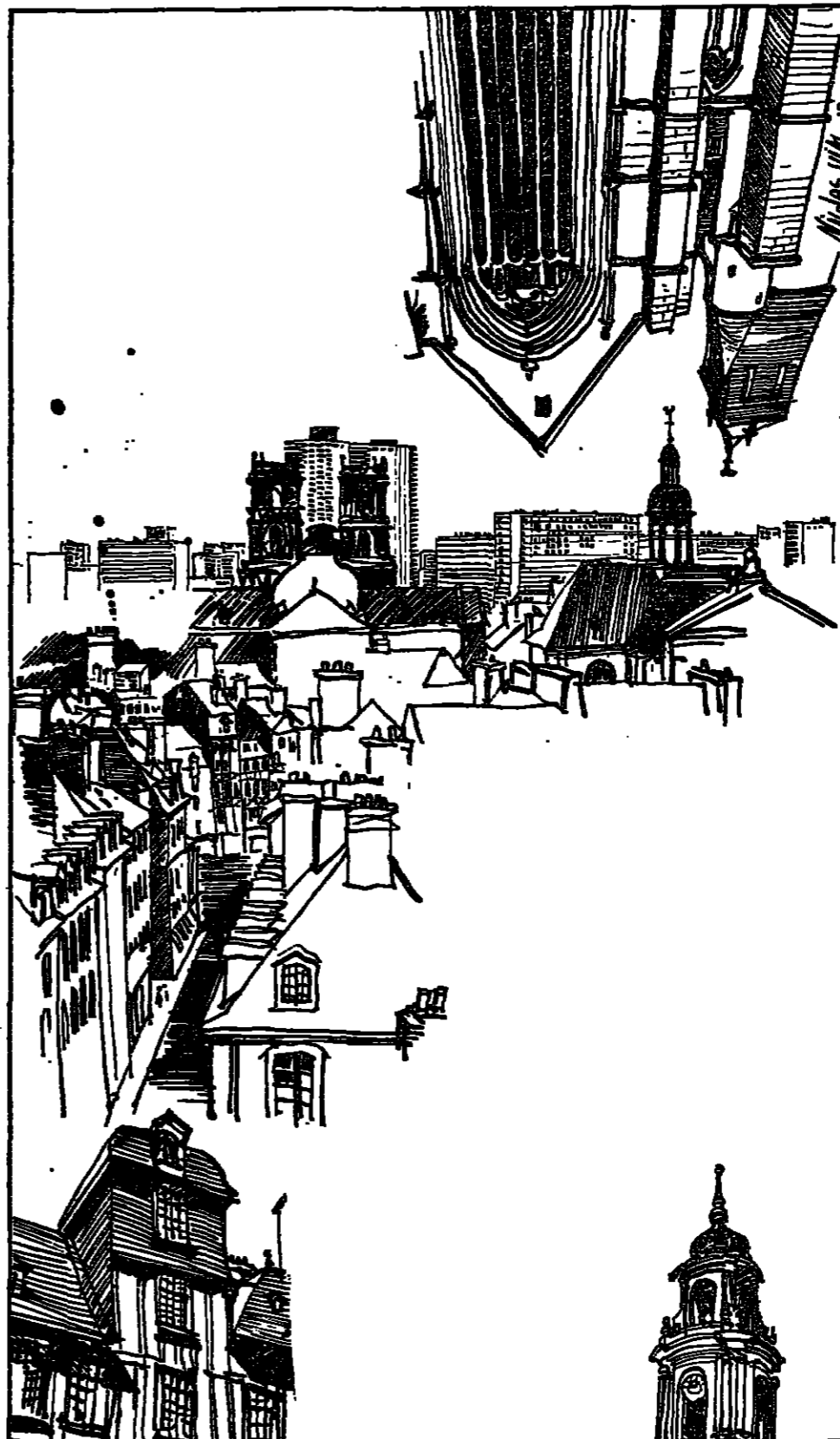
Huit opérations décisives (dont certaines sont déjà largement engagées) ont été sélectionnées à l'horizon 90 : le centre régional de la communication et des technologies de l'audiovisuel, le pôle inter-régional de génie biologique et médical, le réseau productif régional, le pôle microélectronique, le centre des matériaux de construction, le pôle « biotechnologie et chimie fine », le centre de traitement des ouvrages en sciences humaines et sociales, la zone d'innovation et de recherches (ZIRST) de Rennes-Atalante.

Le catalogue est impressionnant et la ZIRST d'Atalante a été lancée il y a quelques jours avec

à Rennes, et les universités et grandes écoles comptent trente-six mille étudiants), que les difficultés rencontrées dans le textile ou l'électronique tendent à se voir contrebalancées par une myriade de PME audacieuses qui éclosent dans la grande banlieue (Châteaubourg, Vitry, Combourg, Verne-sur-Seiche) ou aux portes mêmes de Rennes, que les universitaires « sortent de leur trou » pour lancer des entreprises avec des ingénieurs ou présenter des communications dans les congrès internationaux, comment ne pas répondre : « Oui, Rennes se forge tous les atouts d'une capitale régionale. »

D'autant que dans l'éternelle lutte d'influence qu'elle se livre depuis des générations avec Nantes, Rennes ne manque pas de souligner que l'arrière-pays de sa rivale s'ouvre moins loin puisqu'il est limité par l'Océan, et que les atouts maritimes nantais, précisément, s'amaissent avec des chantiers navals en perte de vitesse et un trafic portuaire qui a de plus en plus tendance à « émigrer » vers Saint-Nazaire.

FRANÇOIS GHOSRICARD.
(Lire la suite page 17.)



NICOLAS VIAL

Dans ce numéro

INVENTER

LES SECRETS DU CCEIT : télévision et télécommunications (page 16).
ATALANTE CITÉ DE LA RECHERCHE : la zone d'innovation de Rennes (page 17).
LA BRETAGNE MANQUERA-T-ELLE DE LAIT ? : les recherches de l'INRA (page 19).
LES BONS USAGES DU CABLE : l'avenir de la télévision locale (page 20).

CONSTRUIRE

COLOMBIA NOUVEAU QUARTIER : le deuxième centre de la ville (page 21).
UNE GARE POUR LE TGV : une occasion de rénovation (page 21).

APPRENDRE

DES UNIVERSITÉS TROP SOLlicitées : pléthore d'étudiants (page 23).
L'ENSEIGNEMENT DE LA TÉLÉMATIQUE : un centre de stage performant (page 23).

VIVRE ENSEMBLE

QUEST-FRANCE, LE JOURNAL : plus de 700 000 exemplaires (page 24).
SPORTS POUR TOUS : les professionnels et les autres (page 24).
UN ENTRETIEN AVEC MGR JULLIEN : l'Eglise dans le courant (page 25).
LA COMMUNAUTÉ SAINT-AUGUSTIN : les laïcs aux avant-postes (page 25).

Courir.



Poulet de Loué, on flashe, on gagne.
Alma, Nicoll, Carrefour, on court, on gagne.

Gagner.



En octobre, 12 MF de new business.
Energie, une nouvelle grande agence dans l'Ouest.

Energie.
Bruno Guérin 99.53.49.49

هكذا من الأصل

INVENTER

RENNES

L'image reine

Le CCETT au carrefour des techniques modernes de communication.

DANS la banlieue de Rennes, à Cesson-Sévigné, une tour porte-antennes coupe le paysage. Au pied de la tour, quel-ques bâtiments. C'est le Centre commun d'études de la télédiffusion et des télécommunications (CCETT), organisme de recherche original dans sa structure, efficace dans son action : le réseau Transpac d'échanges de données, le Vidéotex ANTOPE-Télé, la norme européenne D2-Mac « paquet » de diffusion par satellite sont quelques-uns des résultats dans l'élaboration desquels le CCETT a joué un rôle important, parfois dominant.

Ce n'est pourtant pas un grand centre de recherche. Fondé en 1971, le CCETT compte actuellement quatre cents agents, dont deux cent quarante directement affectés aux études, les autres ayant des fonctions de soutien technique et d'administration. Son effectif est d'ailleurs stabilisé, mais il est situé à la croisée de deux routes largement ouvertes sur l'avenir : celle des télécommunications et celle de la télévision. Il travaille dans des domaines porteurs, à la pointe de plusieurs technologies. Ce sont des atouts importants... encore fallait-il savoir les utiliser.

Un autre atout a été le fait que le CCETT dépend à la fois des gens du téléphone et de ceux de la télévision, de la Direction générale des télécommunications (DGT) et de Télé-

diffusion de France (TDF). Ces deux organismes ne pratiquent pas toujours l'entente cordiale, mais leur collaboration au sein du CCETT a eu des effets heureux. Ainsi ANTOPE utilise une notion de « paquets » que connaissent bien les gens des télécommunications, mais qui était ignorée des spécialistes de la diffusion. En sens inverse, ces derniers ont amené l'optique « services » — mise en chaîne, au niveau fonctionnel, de tous les éléments techniques nécessaires à la satisfaction d'un besoin des utilisateurs, — qui sous-tend l'essentiel des recherches menées au CCETT.

En trois dimensions

Le directeur du CCETT, Jacques Sabatier, fait grand cas de cette influence réciproque et porte une grande attention à ce que toutes les équipes de recherche soient mixtes, comportant des personnels venant des deux origines. Car, pour des raisons administratives, les agents du CCETT — qui a un statut de groupement d'intérêt économique — sont mis à disposition du centre, mais restent statutairement rattachés aux PTT ou à TDF. Actuellement, la répartition est de deux cent trente agents PTT et de cent soixante-dix personnels TDF, mais elle évolue quelque peu en fonction des pro-

grammes. En revanche, le financement des recherches est strictement paritaire. Le budget actuel est de 88 millions de francs.

La mission majeure du CCETT est l'étude des services et des terminaux de la communication audiovisuelle. Les deux tiers des moyens environ y sont affectés. Les autres travaux sont des contributions à l'étude des réseaux de diffusion et de distribution et à celle de la production audiovisuelle. Transversalement à cette répartition, on peut en découper une autre : de l'aval vers l'amont, on trouve d'abord les projets, menés en collaboration avec des partenaires extérieurs, qui visent à l'application pratique d'études antérieures. Exemple : un système d'imagerie médicale mis au point en collaboration avec le Centre hospitalier régional et fortement financé par la région Bretagne.

Viennent ensuite les études de services, commandées en général par une des maisons mères, par exemple le service Atlas de diffusion d'informations graphiques vers les véhicules automobiles. Enfin, de nombreuses études de systèmes comme la synthèse d'image, la distribution par câble, le Minitel du futur, la diffusion directe par satellite, la télévision numérique, la carte à mémoire...

L'image est reine au CCETT et une bonne part des recherches portent sur son traitement. Et s'il faut

mettre un point en exergue, un bon choix est la station Cubi-7 de réalisation d'images de synthèse en trois dimensions. L'objectif que s'étaient donné ses promoteurs était ambitieux : diviser par dix le coût actuel de l'image de synthèse tridimensionnelle pour la télévision, qui est actuellement proche de 30 000 francs par seconde ; permettre aussi une synthèse en temps réel ou proche du temps réel, alors qu'actuellement il faut parfois plusieurs minutes pour calculer une image.

Cela passait par la création de matériels spécialisés, évitant le recours aux gros ordinateurs actuellement chargés du calcul de ces images. La station de travail Cubi-7 comporte ainsi plusieurs éléments : des appareils de saisie en deux et en trois dimensions (ce dernier utilise des microphones directs qui peuvent déterminer précisément la position d'une source sonore) ; un écran de restitution ; une mémoire d'images ; des générateurs réalisant des fonctions spécifiques comme le tracé de traits, la coloration de facettes polygonales, l'élimination des parties cachées... ; enfin, une interface permettant la liaison avec un ordinateur externe.

Deux modes de représentation ont été choisis. Dans l'un, l'objet à représenter est approché par un ensemble de faces polygonales. On produit ainsi des images assez réa-

listes — les limites entre facettes sont éliminées par un lissage de l'image finale — tout en obtenant la possibilité de créer des images en temps réel montrant l'objet sous divers aspects. L'autre approche, plus ambitieuse, utilise la technique de lancer de rayon (ray casting). Mais le calcul de l'image est plus long.

L'alphamosaïque

C'est évidemment à la production télévisée que s'adressent ces recherches. Mais il existe bien d'autres utilisateurs potentiels. Ainsi, la visualisation à trois dimensions de la vascularisation du cerveau facilite la préparation d'une intervention chirurgicale. De même, l'insertion d'un bâtiment projeté dans un paysage permet de juger son effet sur le site.

À côté de ces recherches visant à la fabrication aisée d'images synthétiques de très grande qualité, le CCETT étudie aussi l'image sous un autre angle : la réduction du débit d'information nécessaire à la transmission des images et à son utilisation dans les systèmes de Vidéotex. Des études portent aussi sur le Vidéotex sonore, sur la manière d'associer le son à l'image.

Les images qu'on peut actuellement voir sur Minitel ou dans les magazines ANTOPE sont très som-

mairies. Elles utilisent un mode « alphamosaïque », qui consiste à traiter l'image comme un texte, les caractères étant remplacés par un ensemble de carrés élémentaires, dont l'association constitue le dessin. On peut obtenir plus de finesse avec un mode « géométrique » où le dessin est transmis comme un ensemble de traits, de formes simples (rectangle, cercle) et d'indications de coloration, à charge pour le terminal de reconstituer le dessin à partir de ces données.

Enfin le mode « photographique », le plus ambitieux, permet la visualisation d'images fixes ayant en principe la même qualité que celle donnée par la télévision. Mais la quantité d'information nécessaire dépasserait les capacités de transmission des artères téléphoniques si l'on ne recourait à des techniques de compression des données.

Ce sont ces techniques qui sont étudiées au CCETT, et particulièrement la recherche de l'optimum économique : plus on réduit le débit d'information par l'emploi de techniques sophistiquées, plus la charge de travail devient grande pour le terminal qui doit reconstituer l'image. Une réalisation expérimentale de visualisation photographique est un « trombinoscope » qui pourrait être associé à l'annuaire électronique.

MAURICE ARVONNY.



6 juin 1983, les spationautes Jean-Loup Chrétien, Patrick Baudry et Anatoly Berezouov se posent en catastrophe dans un champ de choux-fleurs à Plouégat-Guernand.

PAS VU A LA TELE

Pascal BAUDRY et Jean-Loup CHRETIEN dans les choux, pas vus à la télé. Vus dans Ouest-France. Pas entendu à la radio le dernier discours de Monsieur le Maire. Imprimé dans Ouest-France. Pas expliquée dans les news la révolution de l'aquaculture dans l'Ouest. Expliquée dans Ouest-France. Pas racontée dans les magazines la prise du premier saumon dans la Laïta. Racontée dans Ouest-France. Ouest-France. Vous y trouverez tout. Des informations internationales, nationales, régionales, locales et quelques autres choses en plus.

Ouest-France. 1^{er} quotidien de France. 38 éditions, 721 404 exemplaires. 216 4212 lecteurs Ouest-France. 3000 correspondants. Pour faire entrer la vie quotidienne dans l'actualité et l'actualité dans la vie quotidienne.

ouest france

Chaque matin à Paris chez 150 marchands de journaux

Deux jumeaux sur l'écran

ILS ont cinq ans, ils sont jumeaux. Ils s'appellent Marion et Nicolas. Leurs bonnes bouilles rondes s'affichent sur l'écran d'un téléviseur. Ils entraînent des enfants d'une école maternelle dans toutes sortes d'aventures réjouissantes : remettre en ordre quatre photographies présentées sur l'écran, reconstituer un puzzle, distinguer « devant » et « derrière », « droite » et « gauche », écrit MARION sur un clavier...

Marion et Nicolas sont les personnages d'un programme d'enseignement assisté par ordinateur destiné aux « grands » de la maternelle, à des enfants, donc, qui ne savent pas encore lire et écrire, mais qu'il faut justement préparer à cet apprentissage, en développant les capacités d'attention, d'observation, de raisonnement, de coordination visuelle et auditive.

Marion et Nicolas s'adressent oralement aux enfants qu'ils guident et les aident par le jeu à développer les facultés dont ils auront ensuite besoin à la grande école.

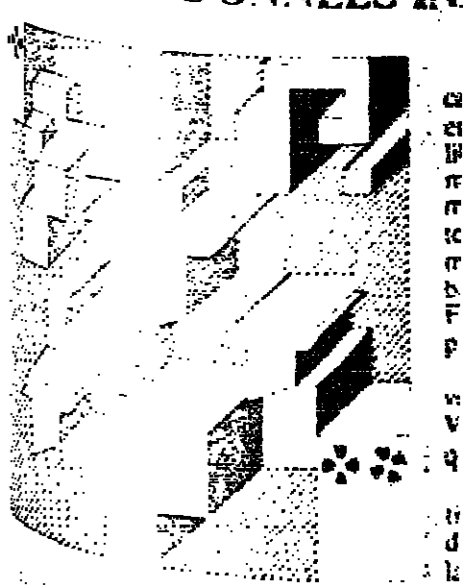
Réalisé en collaboration avec la société DIDAO et l'association IMEDIA, ce logiciel est une première concrétisation des recherches en audiovisio-graphie menées par le CNET. Les images sont constituées de formes géométriques simples, de manière à pouvoir être codées sous une forme assez comprimée pour que l'ensemble du son et de l'image puisse être transmis sur une simple ligne téléphonique.

L'ensemble des textes et images d'un épisode — chacun dure de trente à quarante minutes — est stocké sur un vidéodisque dans un centre serveur. Il est transmis à l'utilisateur, s'affichant par l'intermédiaire d'un terminal de type Minitel sur un écran de téléviseur. En pratique, une liaison à 64 kilobits par seconde est nécessaire, que ne peuvent actuellement obtenir que certains abonnés.

Mais ces liaisons se généraliseront dans les prochaines années, et de toute manière « Marion et Nicolas » doit encore faire l'objet d'expérimentations auprès de classes sélectionnées avant que l'éducation nationale, qui a financé pour une partie les études, ne décide d'utiliser ce programme.

M. A.

RESEAU P...
DONNEES IN...



AU FUTUR

INVENTER

Un quartier pour l'an 2000

Étudier, chercher, innover à Atalante

La proposition faite en janvier 1983 par le premier ministre, Pierre Mauroy, de créer à Rennes une zone d'innovation et de recherche scientifique et technique (ZIRST) répondait non seulement à une volonté politique locale, mais aussi à une prise de conscience tant des industriels que des chercheurs et universitaires de l'impérieuse nécessité de favoriser le transfert des compétences et des connaissances des laboratoires de recherche vers les activités du secteur concurrentiel.

L'adoption, en 1984, par le district urbain d'agglomération, d'un plan de développement sur cinq ans du « pays de Rennes », vint renforcer l'ambition de tirer le meilleur parti des organismes de formation et de recherche scientifiques installés dans la ville depuis une vingtaine d'années.

Les quarante-cinq propositions alors retenues s'articulent autour de trois filières : électronique - informatique - industries de la communication ; santé et environnement ; bio-industries.

La ZIRST Rennes Atalante, inscrite au contrat de plan Etat-région, a fait l'objet, en décembre 1984, d'un contrat particulier associant le département d'Ille-et-Vilaine et le district de Rennes.

Le site choisi, près des buttes de Cosmes-Beaulieu, à l'est de la ville,

s'imposait en raison de la proximité immédiate du campus scientifique et technique de l'université de Rennes-I, de la présence de grandes écoles et instituts (École nationale supérieure de chimie de Rennes, École supérieure d'électricité, Institut national des sciences appliquées, etc.) et de centres de recherches publics ou privés tels que le CCETT, TDF ou Thomson-CSF. La moitié des 2.500 chercheurs et des 36.000 étudiants de Rennes sont réunis à cet endroit.

Au sein de l'association Rennes Atalante, créée en 1984, qui rassemble les représentants des institutions publiques participant au financement de l'opération, des enseignants et des chercheurs du secteur public ou privé et des responsables d'entreprises ou d'organisations professionnelles, trois comités ont été créés : le premier, d'orientation scientifique, animé par l'université ; le second, pour la promotion sous la responsabilité de la Chambre de commerce et de l'industrie ; le troisième, pour l'accueil et les services, conduit par l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR).

L'enjeu de Rennes Atalante est d'attirer de façon sélective des entreprises nouvelles des filières électronique-informatique et des bio-industries, avec une priorité pour les entreprises nouvelles ou celles

qui réalisent leur première implantation dans la région. « Cette opération n'a pas pour objectif de polariser sur Rennes tous les projets d'avenir, mais de permettre par essaimage la fécondation du potentiel régional par les entreprises qui auront réussi les premières phases de leur croissance grâce aux conditions offertes à Rennes », précise René Dabard, directeur de l'École nationale de chimie de Rennes et président de Rennes Atalante.

Maître d'ouvrage, le district de Rennes a confié une mission de coordination à l'AUDIAR, tandis que le Centre de culture scientifique, technique et industrielle se charge de sensibiliser et d'informer le grand public sur le développement des sciences et des techniques.

La direction régionale de TDF, dans ses propres locaux, et la société TITN (Traitement de l'information-techniques nouvelles), dans des bâtiments construits par le district, ont rejoint en 1985 aux ZIRST le CCETT, TRANSPAC et Thomson-Vidéo. Cette année a également vu la création d'un groupement d'intérêt scientifique de l'environnement, d'un laboratoire de recherche de génétique moléculaire et microbiologique, tandis qu'a été mis en place le Centre commun de micro-électronique de l'Ouest avec l'INSA, Supélec et l'université de Rennes-I.

Une première tranche de bâtiments (2.000 m²), construite par la SEMAEB (Société d'économie mixte pour l'aménagement et l'équipement de la Bretagne), est livrée le 15 novembre et accueillera les entreprises retenues par le comité d'agrément qui s'est réuni le 12 novembre. Les sociétés Pharmacia France (fabrication de cathéters implantables, puis création d'un Centre de recherche), Copernique (périphérie télématique), X-COM (micro-électronique et informatique), dont le siège est situé à Meylan, près de Grenoble, mais que ses liens avec le CCETT y conduisent à venir aussi à Rennes, Proxima (logiciel, image Minitel), International Simanco Systems (nouveaux matériaux de construction à partir de l'argile ciment), Gravi-Productions (images de synthèse), Djinniel-Goéland (périphériques vidéotex et Minitel) seront accueillies à partir de décembre 1985 dans des locaux relais.

Des agréments ont aussi été accordés à des sociétés, filiales ou services, qui ont choisi de s'installer dans leurs propres locaux sur la zone Rennes Atalante.

Ainsi le Centre national de formation des usagers de la télématique et la MEGAT (Maintenance, exploitation, gestion et assistance à la télématique), qui dépendent de la direction générale des télécommuni-

cations, Telmat-Capillon (ordinateurs, terminaux et machines de synthèse d'images), la Société d'études des systèmes d'automatisme (logiciels et systèmes pour informatique et télécommunications), le CRIL (conception de logiciel), et la SOREFI, organe financier des caisses d'épargne de Bretagne (traitement de données), s'installeront aussi au cours des prochaines années sur la ZIRST, qui sera équipée d'un réseau de communication « images vidéo » à usage professionnel.

La maison de l'électronique, de l'informatique et de la télématique de l'Ouest (MEITO), cellule d'animation interrégionale (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes), s'installera, en janvier 1986, dans un immeuble situé au centre de la ZIRST et où se trouveront aussi l'Agence pour le développement de la production automatique, l'Agence régionale d'information scientifique et technique, les services administratifs de Rennes Atalante et le Centre d'application de micro-informatique et télématique.

Signe du succès de cet appel aux industries du futur : un second site doublant celui de Beaulieu est envisagé. Situé à l'ouest de Rennes, il devrait accueillir les chercheurs et industriels travaillant sur l'agro-alimentaire et le génie biomédical.

CHRISTIAN TUAL

POINTS

FORTS

DIFFUSER LA SCIENCE

Le Centre de culture scientifique, technique et industrielle a été créé à Rennes en mai 1984 avec l'appui des ministères de la recherche et de l'industrie, de la culture et de l'éducation nationale.

Le centre s'est fixé quatre objectifs : contribuer à la diffusion des connaissances générales sur les sciences et les techniques et leurs implications sur les modes de vie, le progrès économique et l'évolution des sociétés ; faire prendre conscience à ceux qui ont des responsabilités de la nécessité d'inclure des préoccupations de diffusion scientifique et technique dans leur démarche ; organiser la coordination entre tous les organismes publics ou privés œuvrant à la mise en valeur des sciences et des techniques ; aider les milieux de la recherche à mettre en valeur les sciences et techniques qui conditionnent les mutations technologiques et industrielles de Rennes et de sa région. — C. T.

INFORMATIENS SUPÉRIEURS

Inscrit au contrat de plan entre l'Etat et la région, l'Institut de formation supérieure en informatique et communications (IFSIC), qui vient d'accueillir ses premiers étudiants, a pour ambition de faire de Rennes, au sein de l'université, un pôle d'excellence de l'enseignement de l'informatique, semblable à celui constitué par l'Institut de recherche en informatique et systèmes automatisés pour la recherche.

De bac + 3 à bac + 7, l'IFSIC a une double vocation : la formation d'informaticiens professionnels de haut niveau et la diffusion de la culture informatique. Il propose des enseignements en vue de l'obtention d'une licence et d'une maîtrise d'informatique, un diplôme de méthodes informatiques appliquées à la gestion et, dans le troisième cycle, des diplômes d'études approfondies et des diplômes d'études supérieures spécialisées. L'Institut participe aussi à la formation des formateurs du secondaire (lycées et collèges). — C. T.

Entre Paris, Nantes et les autres

(Suite de la page 15.)

Rennes séduit encore puisque les vingt-sept communes du district (qui regroupent trois cent mille habitants) connaissent un taux de croissance de 1 % par an et que le chômage y est plus faible que la moyenne bretonne. La ville a toutefois modéré ses ambitions démographiques, épousant les thèses raisonnables apparues récemment selon lesquelles une « ville gigantesque est une ville funeste ». Quand l'équipe d'Edmond Hervé, originaire des Côtes-du-Nord, arriva en 1977 à la mairie, occupée jusqu'alors par Henri Fréville, elle révisa le schéma directeur, qui prévoyait cinq cent cinquante mille habitants à l'horizon 2010. Quatre cent quarante mille, ce serait bien assez, Rennes opère ? Jamais. Parallèlement, le slogan du jeune homme qui allait quatre ans plus tard entrer dans le gouvernement de Pierre Mauroy (1) mettait l'accent sur la recherche d'une solidarité : « Pour Rennes en Bretagne ».

Huit ans après, Rennes fait-elle cavalier seul ou joue-t-elle correctement le rôle de chef d'orchestre qui s'impose à elle, ou si l'on préfère de « diffuseur » de forces entraînantes ? « On ne peut tout de même pas demander à une ville de se sacrifier pour les autres, surtout en période de crise. Car souvent le choix n'est pas entre Rennes et Morlaix, mais entre Rennes (ou son « pays ») et Grenoble ou Bruxelles. Et puis nous sommes

responsables devant nos électeurs, plaide Jean Normand, adjoint (socialiste) au maire. C'est au conseil régional de faire la police et les arbitrages entre villes. » Il le fait probablement, mais les statistiques disponibles ne permettent pas de connaître, même en grandes masses, l'efficacité des crédits régionaux, département par département ou selon les grandes villes.

Président (CDS) du conseil général d'Ille-et-Vilaine, Pierre Méhaignerie explique : « Bien sûr, Rennes a maintenant l'état d'une métropole, bien qu'il lui manque un pôle d'excellence technologique. Il est sûr aussi qu'il existe entre Rennes et l'extrême-Ouest un fossé psychologique et une disparité réelle. Mais moi, comme maire de Vitré, je ne souffre d'aucun impérialisme rennais, et mon « pays » se nourrit lui-même de son propre dynamisme ».

Pour organiser un aménagement plus équilibré, plus aéré, du territoire départemental, Pierre Méhaignerie propose de renforcer les villes périphériques. Saint-Malo, Fougères, Redon, d'octroyer des primes aux entreprises du secteur tertiaire qui ne s'installent ni à Rennes ni à Vitré, et, enfin, de créer aux quatre points cardinaux, à quelque 25 kilomètres de la rocade de Rennes, des pôles d'attraction qui désengorgeraient la capitale. Enfin, et cette dernière proposition fait l'effet d'une petite

bombe, « si l'on veut que la Bretagne se hisse au niveau de la concurrence européenne, il faut que les trois villes — Rennes, Nantes et Angers — coopèrent davantage et harmonisent leur politique pour être le noyau dur du Grand Ouest de demain », conclut l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing.

Mobilisation culturelle

Claude Champaud, professeur à l'université et conseiller municipal (RPR), en appelle à la géopolitique : « Regardez une carte : Rennes occupe une place « à la parisienne » au centre d'un bassin de cinq millions d'habitants. Elle peut jouer un rôle essentiel de centre de services de haut niveau. Mais il faut pour cela penser aux intérêts des Rennais de demain, pas uniquement aux revendications des Rennais d'aujourd'hui. Qui ne voit qu'avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, le centre de gravité de l'Europe se déplace vers l'Ouest ? ».

« La mobilisation technique est en marche, affirme Edmond Hervé. Pour la mobilisation culturelle, il faut encore faire un gros effort. Quant à la prospective, c'est en période de crise qu'on doit s'y intéresser, même si les gens pensent plutôt au présent ou au lendemain immédiat. »

La prospective ? Sans doute Rennes y pense pour elle-même,

mais il est moins sûr qu'elle y réfléchisse dans l'éventail plus large de la Bretagne ou d'une « fédération » des régions de l'Ouest.

Ecran ? Aimant ? Rennes s'affirme, remporte des succès, cherche à gommer une image trop exclusivement colorée par l'armée, le barreau, l'université, les administrations publiques. Capitale administrative ? Evidemment. Economique, politique, scientifique et culturelle ? Pas encore. Les usines Citroën ne travaillent qu'avec quatre sous-traitants en Bretagne, mais avec une dizaine dans la région... natale. Faudrait-il créer une Bourse des valeurs, installer un grand organisme européen, développer

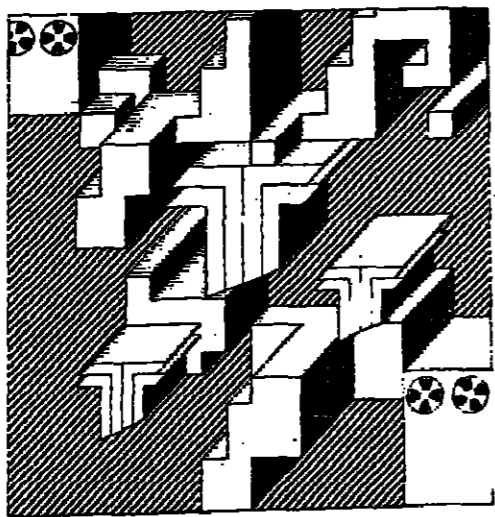
l'aéroport et les lignes internationales, organiser des congrès de haut niveau, améliorer les communications avec les régions limitrophes, tracer une route des estuaires entre Dunkerque, Le Havre, Nantes, Bordeaux, Bilbao ? Sans doute, et vite.

Sinon Rennes risque de rester aux portes de la Bretagne...

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Né en 1942 à La Bouillie (Côtes-du-Nord), Edmond Hervé est diplômé de droit public et de sciences politiques. Il a fait partie de tous les gouvernements désignés par M. Mitterrand depuis mai 1981, d'abord comme ministre de la santé, puis ministre délégué chargé de l'énergie, enfin, poste qu'il occupe aujourd'hui, secrétaire d'Etat à la santé.

TRANSPAC, LE RESEAU PUBLIC DE TRANSMISSION DE DONNEES INFORMATIQUES.



Service public, Transpac s'adresse à toutes les catégories d'utilisateurs : administrations, grandes entreprises, PME, sociétés de services, professions libérales, etc... Il facilite la décentralisation des moyens informatiques de l'entreprise en offrant un moyen simple et peu coûteux d'accéder, à partir de terminaux, à la puissance de traitement et de mémorisation des ordinateurs. Il permet l'accès aux banques de données dont le développement en France est rapide et le recours par les petites entreprises au télétraitement à façon.

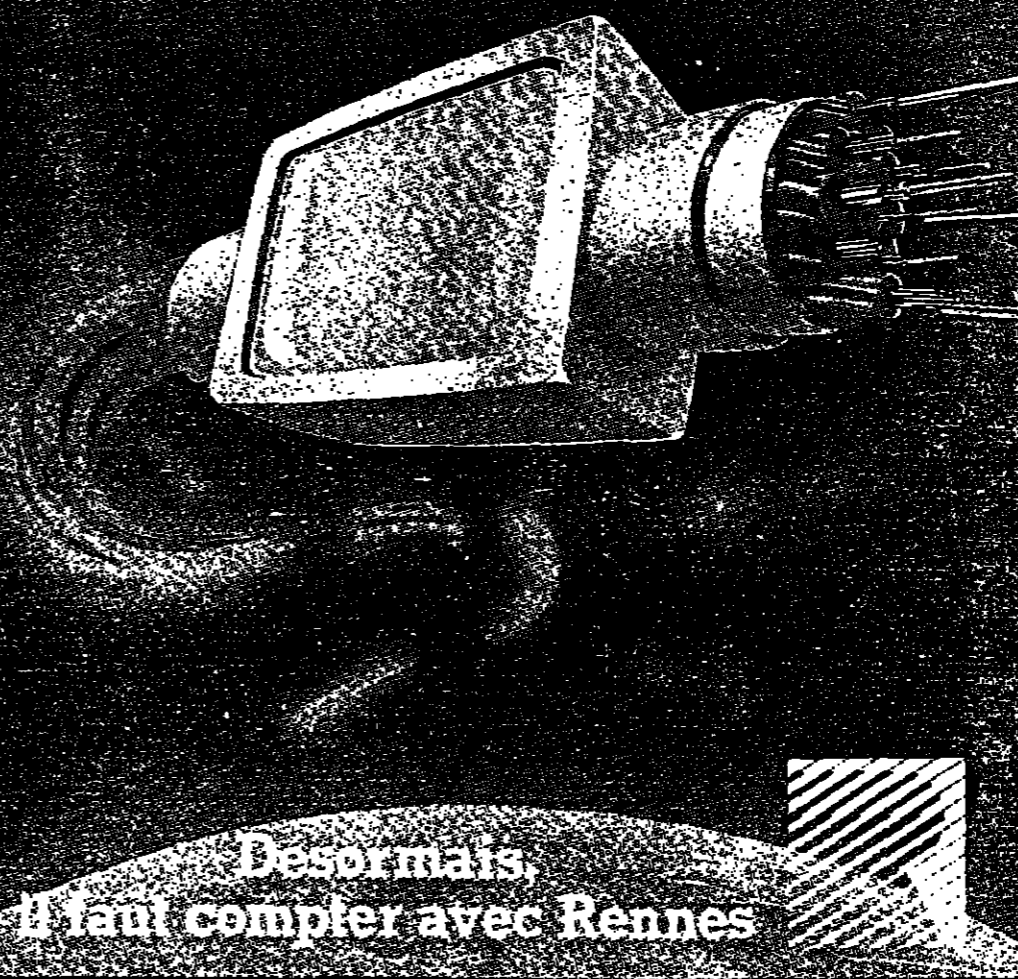
Transpac sert également de support aux nouveaux produits et services des Télécommunications : Vidéotex, Télétex, télécopie, messagerie électronique, terminaux financiers, etc...

La société Transpac est une filiale de la Direction Générale des Télécommunications (Ministère des P.T.T.). Elle est chargée de l'exploitation et de la commercialisation du service Transpac.

Transpac - Tour Maine-Montparnasse - 33, av. du Maine
75785 Paris cedex 15 - Téléphone : 45.38.52.11
Agences régionales : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Rennes.
Etablissement de Rennes Atalante - 5 rue du Chêne Germain
35510 Cosson-Septigné - Tél. 99.28.30.30



Rennes, 1^{re} ville télécâblée



Desormais, il faut compter avec Rennes

Tout d'abord moteur économique, Citroën est devenu un véritable moteur de vie permettant à ces hommes, à ces femmes, de garder leurs racines au pays, à de nombreux villages de continuer de vivre, plus, à prospérer.



Et l'orgueil des Bretons est aujourd'hui récompensé puisque l'on peut parler d'un véhicule Citroën de Bretagne : une sorte de nouveau label de qualité, celui de l'avenir.

récompense puis
Citroën de Bretagne: une sorte de
qualité, celui de l'avenir.

Les chevrons d'orgueil.



RENNES

INVENTER

AU FUTUR

Manque de lait en Bretagne ?

Un formidable réservoir de matières premières

TROP de lait, trop d'excédents ! Il faut réduire, clame la Commission européenne qui, avec l'appui des Etats, a institué les quotas. « Pour un seul composant du lait, une phosphopéptine, qui permet de combattre la décalcification osseuse, la production laitière européenne est insuffisante », affirme Jean-Louis Maubois qui dirige le laboratoire de recherche de technologie laitière de l'INRA à Rennes. Il emploie quarante personnes dont vingt-deux scientifiques et ingénieurs.

Le lait est un formidable réservoir de matières premières, pour l'industrie alimentaire - c'est évident, - mais aussi pour l'industrie pharmaceutique. La région Bretagne ne peut qu'être intéressée, voire irritée par la recherche contemporaine. Elle produit le cinquième du lait français, le dixième de la viande bovine ; elle représente, pour la seule industrie laitière, 15 % du chiffre d'affaires total de cette branche.

La région ne s'y est pas trompée qui finance, pour un tiers, la construction d'un nouveau laboratoire. Une association Bretagne biotechnologies alimentaires (BBA) a été créée en 1983 qui regroupe outre l'INRA, les universités de Rennes et de Brest, l'Ecole de chimie et l'Ecole supérieure d'électricité, à Rennes encore. Le maître enfin, Edmond Hervé, ne dédaigne pas, pour conforter le rôle de technopole de sa ville, réunir et écouter de temps à autre les responsables de ces établissements.

Tout est parti de la technique de l'ultra-filtration, sur laquelle le laboratoire de l'INRA a commencé à travailler en 1967. Le lait, c'est beaucoup d'eau et un peu moins de matières utiles, grasses et azotées. La généralisation des machines à traire et du refroidissement à la ferme ont provoqué une perte de qualité par l'accroissement d'une flore spécifique qui se développe au froid et dans l'humidité. Elle provoque la coagulation du lait, des pertes de rendement en fromagerie de 1 % à 2 %, un goût de rance dans le beurre. D'où une double idée : filtrer à la ferme à l'aide de membranes poreuses qui ne laissent passer que tel ou tel composant utile du lait ; détruire, par la chaleur, la flore néfaste.

Le volume du lait « ultra-filtré » est divisé par deux : la partie utile appelée « retentat » est envoyée à la laiterie, après pasteurisation.

L'autre comprenant de l'eau et le lactose, appelée « perméat », sert à nourrir le bétail (16 litres de ce perméat correspondent à un kilo d'orge).

Le procédé, qui coûterait entre 80 000 et 100 000 francs pour un troupeau de cinquante à cent vaches, a été testé dans quatre exploitations proches de Rennes. Il améliore considérablement la qualité (quinze mille germes par ml pour un ramassage tous les quatre jours au lieu de cent mille, pour un lait ramassé tous les deux jours). Gain qui se traduit, par la longévité des produits frais, par une meilleure productivité et qui débouche sur une utilisation pharmaceutique des composants laitiers.

Autres avantages économiques : sur les coûts du ramassage, divisés par deux, sur les coûts de fabrication puisque le transformateur fabrique deux fois plus de produits avec le même volume. L'agriculteur doit lui aussi s'y retrouver dans la mesure où ces gains sont partagés avec l'industrie. Enfin, le procédé est une réponse au problème des quotas : Bruxelles les a fixés en volume et non en fonction des composants du lait.

Alfa-Laval préfère la Californie

Cette technique mise au point par Jean-Louis Maubois et son équipe, avec des aides de la région, de la CEE, et le concours d'EDF et de la société Alfa-Laval, ne se développe pas en France. Pourquoi ? La multinationale suédoise spécialiste des équipements laitiers préfère faire porter son effort commercial sur les Etats-Unis, la Californie notamment ; Alfa-Laval ne croit pas au dynamisme de la filière laitière française.

L'INRA, qui touche des royalties sur le développement américain, espérait mieux. Nul n'est prophète... à moins qu'une autre société ne s'intéresse à la fabrication des fameuses membranes qui sont au cœur du système. La SFEC, filiale du CEA, qui fabrique déjà des membranes pour l'industrie alimentaire, pourrait être attirée par ce nouveau marché financier. Il est prévu cependant d'installer en 1986, avec une aide communautaire, un centre de collecte groupée à Belle-Ile-en-Mer qui serait équipé en ultra-filtration-thermisation.

Au niveau des entreprises, l'ultra-filtration connaît déjà des débouchés importants. Deux voies existent : la filtration du lacto-sérum qui permet de récupérer et concentrer les protéines et a donné naissance à une industrie où parfois le fromage devient un sous-produit en lieu et place du lacto-sérum, résidu usuel de la fabrication fromagère. La filtration du lait lui-même qui permet une augmentation des rendements en fromagerie.

Du fromage aux médicaments

Ce procédé, par lequel 250 000 tonnes de fromage sont produites dans le monde, rapporte 1 million de francs par an à l'INRA. De petites entreprises se sont créées qui laissent de nouveaux fromages (tel le Pavé d'Affinois dans la région de Lyon). L'utilisation des membranes qui se calcule en surface (100 000 mètres carrés dans l'industrie laitière dont 15 % en France) progresse de 15 % à 20 % par an.

Qui peut le moins peut le plus : depuis une petite dizaine d'années, le laboratoire rennais cherche à lier membranes et biotechnologies. Les membranes, pour isoler tel ou tel segment de protéines dont les propriétés pharmacologiques ont été reconnues ; les biotechnologies, pour repérer telle ou telle enzyme dont la mise en contact avec les protéines entraînera ou accélérera une réaction. Par un procédé de ce type, breveté depuis 1979, Sopharga, filiale de Roussel-Uclaf, a produit plusieurs dizaines de tonnes (le chiffre exact reste secret) d'aliments de réanimation. Un autre brevet, (1980) concerne les phosphopéptines qui ont la particularité d'absorber 20 % de leur poids en minéraux (calcium, fer, oligo-éléments) tout en restant solubles : ce médicament sera un traitement de l'ostéoporose. Ses débouchés tant pour les humains que les animaux sont tels qu'il n'y a pas assez de protéines de lait en Europe.

Les possibilités pharmacochimiques des protéines du lait sont immenses. Certaines agissent comme des neuro-hormones ou sont inductrices de sécrétions neuro-hormonales. Un fragment de caséine, dite Beta, a la même action que la morphine ; d'autres encore agissent comme des hormones de croissance, etc.

L'ultra-filtration est utilisée par d'autres industries : clarification des jus de pomme en vingt minutes au lieu de trois jours, filtration de jus d'algues pour les cosmétiques (société Gofinar à Saint-Malo), extraction du lysozyme des blancs d'œuf, substance utilisée en fromagerie mais aussi dans le traitement des maux de gorge.

Troisième et dernier volet des apports du laboratoire de technologie laitière de Rennes : le génie génétique. Il s'agit cette fois de repérer des gènes, de les insérer dans des bactéries existantes pour le plus grand bien des entreprises laitières. Les bactéries lactiques ont leurs parasites, des virus bactériophages, dont l'action entraîne la perte du produit. On cherchera donc à doter ces bactéries d'un gène de résistance aux bactériophages. Plus tard, il n'est pas interdit d'imaginer l'insertion de gènes producteurs d'arômes, ou de flavéurs.

Les industries laitières de la région, les PME surtout, bénéficient des retombées de ces recherches. Citons en deux : la société Depince à Saint-Brice-en-Cogité (Ille-et-Vilaine) collecte 250 millions de litres, en commercialise 500 et exporte partout dans le monde des protéines purifiées et des caséinates. Elle manque aujourd'hui, dit-on, de matière première... La société Triballat, à Noyal-sur-Vilaine (Ille-et-Vilaine) fabrique des produits laitiers frais classiques mais aussi des composants protéiques pour Roussel-Uclaf.

Sous cet angle, cassée, séquençée, ultra-filtrée ou débouchée selon les termes employés par les chercheurs, la production laitière a encore un bel avenir devant elle. On peut aussi, puisque le lait a tant de vertus, le boire... par.

JACQUES GRALL

LOUIS LE DUFF

Monsieur Brioche

« **L**a richesse de l'entreprise, c'est le contact humain », Louis Le Duff, trente-neuf ans, PDG de La Brioche dorée, compare souvent son entreprise à une équipe de football : « Il faut un meneur de jeu, mais c'est l'action de tous les joueurs qui fait une équipe qui gagne. » Or, précisément, Louis Le Duff est un battant qui gagne. En 1970, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce d'Angers, il part au Canada suivre un programme de MBA (Master in Business Administration) et travaille pendant trois ans dans des chaînes de fast food aux Etats-Unis et au Canada.

De retour en France en 1974, chargé de cours à l'Ecole supérieure de commerce de Rouen et à l'Institut de gestion de Rennes, il crée Restauriel, une société de gestion de restaurants de collectivités qui compte aujourd'hui une quarantaine d'établissements (self-services et cafétéries).

Cent boutiques

L'activité de restauration s'est doublée d'une activité de traiteur dans l'Ouest avec deux cuisines centrales à Brest et à Rennes qui confectionnent des plats cuisinés pour des entreprises ou des grandes magasins. La première Brioche dorée ouvre à Brest en 1978. « Ce n'est ni une boulangerie ni un restaurant, mais un mélange des deux offrant dans un cadre qui se veut agréable un style de repas léger à la Française basé sur la qualité des produits. »

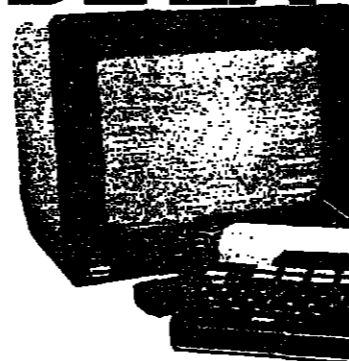
Actuellement on compte cent boutiques Brioche dorée, dont une trentaine à l'étranger (Canada, USA, Japon, Grande-Bretagne, Hollande et Belgique) sous l'enseigne Paris croissant. S'y ajoutant en Ile-et-Vilaine deux usines de fabrication de pains surgelés livrés dans les supermarchés. Au total, 1 150 emplois, dont 55 % d'emplois féminins et un chiffre d'affaires de 450 millions de francs, dont 370 millions pour La Brioche dorée, qui occupe la première place en France dans le secteur de la restauration rapide.

Propriétaire de 90 % des actions de l'entreprise (le solde est détenu par l'Institut de développement des industries alimentaires), Louis Le Duff, qui se veut « artisan dans le produit et industriel dans la gestion » s'est fixé comme objectif deux cent cinquante magasins en 1990. Pour ce faire, il s'appuie sur l'enthousiasme de son « équipe » - sa moyenne d'âge est de vingt-neuf ans, - dont les membres sont depuis deux ans intéressés aux résultats financiers de l'entreprise. Autre point fort, la formation du personnel, permanente et à tous les niveaux, ce qui facilite la promotion interne.

Depuis l'été 1985, Louis Le Duff a lancé une nouvelle gamme de produits, les plats cuisinés diététiques, commercialisés dans les grandes surfaces sous la marque « Claude Léger », qui, comme toutes les affaires du PDG de La Brioche dorée, a son siège social à Rennes.

C. T.

RENNES, CAPITALE DE LA TELEMATIQUE.



La Télématic. Une expérience fantastique pour la Bretagne, mais aussi un marché neuf qu'elle entend promouvoir. Monsieur GERVOIS, Directeur Régional des Télécommunications, l'explique, tout en faisant le bilan de 4 années de pratique télématique.

Depuis 1981, Rennes est la ville pilote de la télématique en France.

Quels enseignements tirez-vous de cette expérience ?

On peut, je crois, établir deux bilans. Un bilan d'ordre strictement statistique et un bilan dynamique, projectif.

Aujourd'hui, plus de 83 000 minitel sont en service en Ile-et-Vilaine dont près de 58 000 dans le district de Rennes, les premiers ayant été distribués en mai 1981. Ce que l'on constate, au vu des chiffres, c'est que 3 ans après, le trafic ne cesse de s'accroître, et surtout de s'accroître plus vite que le parc de minitel.

Qu'est-ce que cela signifie au plan projectif sinon que les utilisateurs sont de plus en plus friands de services télématiques. Il appartient donc à tous les partenaires de les satisfaire. A cet égard, un certain nombre de professionnels se sont regroupés au sein de l'association

« CASTEL » (Club Armorica des Services Télétel), vecteur important de la télématique en Bretagne.

Mais de quels services ?

L'annuaire électronique représente, « seulement » si je puis dire, 1/3 du trafic télétel, soit 2/3 pour tous les autres services. Une idée fait son chemin en Ile-et-Vilaine, celle du « minitel utile ».

Pour l'essentiel, la télématique se développe en Bretagne autour de 7 secteurs d'activités professionnelles : la presse et l'audio-visuel, la Banque, l'Agriculture, la Distribution, la Santé et le Secteur Social, les Collectivités Locales et le Tourisme.

L'accroissement du trafic télématique est le résultat de la progression des demandes d'informations pratiques et professionnelles qui constituent certainement son socle le plus solide : lorsqu'un serveur réussit à rendre un service réel, il devient une nécessité pour l'utilisateur ou l'entreprise cliente.

Le marché s'ouvre donc...

Oui, il s'ouvre, et il s'ouvre à Rennes. Pourquoi à Rennes ? Parce que, en Ile-et-Vilaine et en Bretagne, les usagers savent maintenant tout ce qu'ils peuvent attendre de la télématique. L'ATO (1), EVE (2), les services bancaires, les services intra ou inter entreprises, tout cela s'est mis en place et a été expérimenté ici par des milliers d'abonnés. A Rennes encore, parce qu'il est difficile de trouver meilleure assistance. Le CCETT (3), le CNET (4), la base de données nationales de l'annuaire électronique, inaugurée le 7 mai 1985, le CNFT (5) : tout se passe ici. Dans ce contexte, qu'il s'agisse de mettre en place des applications locales ou nationales, les Télécommunications de Bretagne demeurent un partenaire privilégié pour tous les professionnels qui s'interrogent sur la télématique.

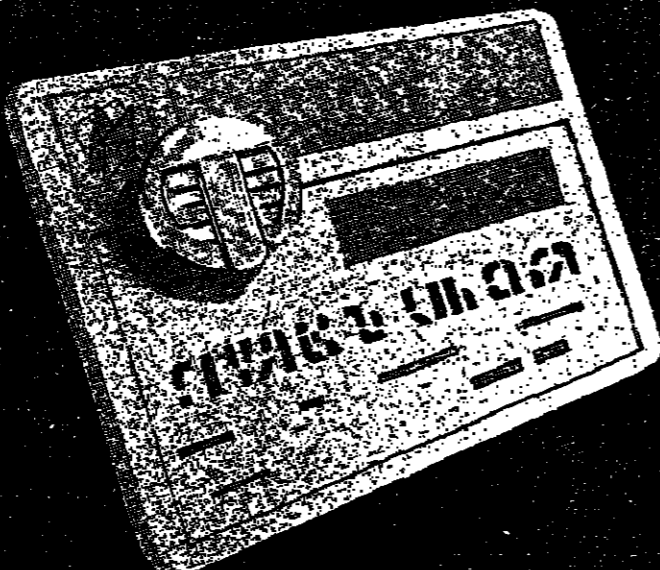
Pour tout renseignement s'adresser : Direction Régionale des Télécommunications - Département Affaires Commerciales et Télématiques - Tél. 99.01.11.11.

(1) Association Télématic de l'Ouest qui regroupe la ville de Rennes, Ouest-France, Havas, le SEMAES et la Caisse d'Allocations Familiales (2) Le journal l'EVENEMENT. (3) Centre Commun d'Etudes Télécommunications Télédiffusion. (4) Centre National d'Etudes des Télécommunications. (5) Centre National de Formation à la Télématique.

TELECOMMUNICATIONS

Direction Régionale des Télécommunications 2, rue de la Malibière - RENNES CEDEX 35032

Les 1ers utilisateurs de la carte à mémoire: les Rennais



Désormais, il faut compter avec Rennes

INVENTER

RENNES

POINTS

FORTS

LA QUALITÉ CHEZ CITROËN

C'est l'entreprise la plus connue de Rennes : 14 000 salariés dans les deux usines de La Barre-Thomas et de La Jais, trente-deux ans d'existence pour la première et vingt-quatre ans pour la seconde.

Outre l'investissement de 400 millions de francs pour le nouvel atelier de câblage, Citroën Rennes, qui depuis plus de vingt ans colle à la région du bassin rennais, dispose d'un ensemble de production très sophistiqué dans lequel l'automatisation puis la robotisation ont fait leur apparition depuis déjà près de vingt ans.

Dernier atout : les cercles de qualité. Mis en place en 1980, ils sont aujourd'hui 220 et impliquent plus de 1 500 salariés qui « planchent » sur les problèmes quotidiens et proposent des solutions réalistes et efficaces, comme en témoigne le fort pourcentage d'idées retenues par l'encadrement et la direction. « En plus du site, nous disposons ici d'un personnel qualifié et particulièrement attaché à l'entreprise », se plaît à souligner Auguste Genovesse, directeur des usines de Rennes, et pour lequel l'implantation à Rennes, décidée pour cause d'aménagement du territoire, a constitué une réelle chance pour la firme du quai Javel. — C. T.

L'ARMEMENT AU BANC D'ESSAI

Le Centre électronique de l'armement (CELAR), installé à 6 kilomètres au sud de Rennes en 1968, est le plus ancien centre de recherche du bassin rennais. Employant quelque 750 personnes, dont 400 scientifiques, il s'est vu confier trois missions : essais des appareils électroniques militaires ; conseil en informatique auprès des autres établissements des armées ; traitement de la répartition des fréquences.

C'EST fixé, c'est signé. Rennes aura quinze canaux de télévision câblée en mars 1987. Martial Gabillard, adjoint au maire chargé du dossier et président de Rennes Citévision, la société locale d'exploitation du câble (SLEC), s'y engage. Le projet rennais impose : en février 1984, Rennes est la première ville à signer un protocole d'accord avec la Mission « TV câble » ; elle est encore la première, le 12 mars dernier, après consensus au sein du conseil municipal, à signer une convention-cadre avec les PTT pour la réalisation effective du câblage de la ville.

Pourtant, Rennes ne sera pas la première à présenter à ses téléspectateurs un lot de programmes câblés. Avant elle, Cergy-Pontoise offrira onze canaux en guise de cadeau de Noël cette année. Paris et Montpellier s'équipent véritablement l'année prochaine.

Pourquoi, cette fois-ci, Rennes n'est-elle pas la première ? « Parce qu'il ne s'agit pas de livrer des demi-prises », explique Jean Salatin et Daniel Delaveau, respectivement directeur et directeur adjoint de la SLEC. Autrement dit, les responsables du projet ne perdent pas de temps, mais prennent leur temps pour lancer, à coup sûr, dès 1986 la commercialisation d'un réseau câblé unifié, entièrement en fibre optique (réseau 1 G), de 22 600 prises, sur lequel la diffusion commencera au printemps 1987. Bon début pour cette ville moyenne de 200 000 habitants qui se fixe, à terme, en 1990 un objectif avoué de 80 000 à

85 000 abonnés (40 000 déjà fin 1987).

L'opération coûte cher : 400 millions de francs sur cinq ans (deux fois le budget de la ville), entièrement financée par la direction générale des télécommunications (DGT), pour la mise en place du réseau. Elle débutera en décembre prochain. Télédiffusion de France (TDF) réalise, de son côté, la tête de réseau. Une bonne part de ces investissements devrait avoir des retombées dans la région Bretagne : la société LTT du groupe Alcatel-Thomson, qui a été choisie par la DGT pour équiper le réseau, fera travailler des usines de Lannion.

Une part de ces investissements aurait dû incomber à la Ville. Le principe de l'« avance remboursable » était même mentionné dans la convention signée en mars dernier. Dans les faits, cette avance s'est transformée en cession de l'ancien réseau coaxial de 1973 de 10 000 prises. Martial Gabillard et son équipe gagnent au change. La DGT, après étude, a jugé le réseau trop déficient et plus coûteux et le remplacera par un réseau fibre optique.

Pour l'exploitation du réseau, la Société locale d'exploitation du câble a été constituée le 5 septembre. Financée conjointement par la Ville de Rennes et la Caisse des dépôts et consignations, la société d'économie mixte a pour nom Rennes Citévision. Son statut sera révisé dans six mois et devrait permettre à la Compagnie générale des eaux (CGE) d'intégrer la SLEC. « Rennes Citévision » devrait alors confier l'exploitation proprement dite, le côté commer-

cial, à une société opératrice d'où se retireraient les élus.

« Le paramètre coût est le plus important », explique Martial Gabillard, qui prône ambition audiovisuelle et le réalisme économique : « Quinze canaux, ce n'est pas rien. C'est une explosion du choix. Mais il est utopique de proposer un abonnement supérieur à 150 F. L'abonnement minimal sera, à Rennes, de 100 F à 110 F. Pas plus.

Pour ce prix-là, Rennes Citévision offrira quinze canaux dont quatre pour les chaînes nationales (TF1, A2, FR3 et Canal Plus), sept à des chaînes retransmises ou captées (par satellite TDF1), trois à des services interactifs (télévidéothèque). Reste un canal local.

Télévision de proximité

C'est la nouveauté, car, sur ce point, l'opinion de Martial Gabillard a changé avec l'annonce des télévisions hertziennes privées. Jusqu'à présent farouche défenseur de projets excluant la programmation locale pour des raisons économiques (le Monde du 12 décembre 1984), il envisage maintenant de « collaborer » avec les télé locales et de « trouver un terrain d'entente ».

L'inquiétude a fait place à la confiance : « On sait de toute façon que le câble gagnera, lance Jean Salatin. Il suffit d'observer les exemples américains ou belges. » Les responsables tiennent donc compte de la nouvelle donne et tentent de se rapprocher

des candidats à la télévision locale (1).

Ceux-ci observent d'ailleurs avec intérêt le développement du câble dans la ville. Pierre Giboire, directeur de Fréquence Ille (la plus importante, et de loin, des radios locales privées sur la région), a déposé un projet au sein du réseau national RATV (Réseau autonome de télévision). Pour lui, le câble est un « débouché intéressant permettant de favoriser l'impact d'une télé locale » qui, de toute manière, ne peut tenir toute seule, pour des raisons économiques. Au carrefour du câble et du faisceau hertzien, il semblerait donc que la télévision locale (« télévision de proximité », selon l'expression de Martial Gabillard) puisse trouver son salut. « Concurrence entre réseau câblé et réseau hertzien : non, conclut l'adjoint au maire, synergie, oui. »

De plus, la télévision hertzienne ne peut offrir la même gamme de produits que le réseau câblé. L'interactivité est déjà au goût du jour avec la télématique (Rennes fut d'ailleurs la première ville à tester l'annuaire électronique), elle le demeure avec le câble. Rennes bénéficie de liens privilégiés avec le CCETT (Centre commun d'études de la télédiffusion et des télécommunications). Trois des quinze canaux devraient être pris par la télévidéothèque (choix d'un film parmi une « bibliothèque » de plusieurs films).

Jean Salatin insiste aussi sur le développement du système américain pay per view, paiement « à la carte », à la consommation de

chaque film (en plus de l'abonnement). Les trois canaux ainsi définis serviraient alors de « terrain expérimental » pour le CCETT et le CNET (Centre national d'études des télécommunications) dans des marchés que l'on connaît encore mal. Mais ces « plus » devraient à terme faire la différence avec la télévision hertzienne, selon les responsables du projet.

En outre, la télévidéothèque, le pay per view, en tant que structures de programmation locale, permettraient à la SLEC d'atteindre le minimum légal de 15 % de programmation locale dans le total de la télédiffusion.

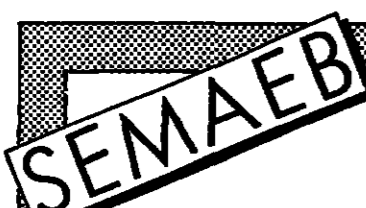
Production nationale


Martial Gabillard ne cache pas enfin que la SLEC, cliente des producteurs, puisse être à la source des initiatives, par ses propositions en matière de production. La Bretagne, selon lui, doit être productrice de programmes pour les réseaux nationaux en exploitant ses ressources locales. La SLEC pourrait ainsi inciter les producteurs à trouver des créneaux spécifiques, techniques ou culturels (exploitation du studio TV numérique de TDF, séries thématiques sur la mer...) afin de ne pas se disperser tous azimuts.

Pour tous ces problèmes, Martial Gabillard envisage de réunir autour d'une même table les présidents de la dizaine de SLEC qui existent en France afin de constituer un véritable « outil de travail et de réflexion commun ».

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Quatre projets de télévision locale ont été actuellement déposés en Ile-et-Vilaine.





LA BRETAGNE CLÉ EN MAIN.

THOMSON, CCETT, CGCT, TRANSPAC, SUPELEC, HEWLETT PACKARD, HYCEL EUROPA, TRIEL, COPERNIQUE, NIXDORF, SCHLUMBERGER, SOFARIS, SERITA... ont choisi de s'implanter sur RENNES ATALANTE, les parcs d'activité du district de Rennes et de la Bretagne, aménagés par la S.E.M.A.E.B. S.E.M.A.E.B. un service complet et à la carte : conception, montage, exécution, location, location vente, vente, livraison clé en main de terrains, ateliers, bureaux.

SEMAEB

TÉLÉPHONE : 99.38.36.38.
L'ENTREPRISE QUI ACCUEILLE LES ENTREPRISES.

PIERRE LEGRIS

Les « plus » de la province

CRÉATEUR mondial d'un record pneumatique instantané, spécialiste en robinetterie et systèmes de raccordement pour fluides, le groupe Legris a son siège social à Rennes depuis 1979.

L'entreprise, créée à Paris en 1848, fut reprise par la famille Legris en 1864. Une première décentralisation a lieu en 1962, lorsque l'usine fabriquant des systèmes de raccordement pour l'industrie quitte le centre de Paris pour s'installer à Ozoir-la-Ferrière, en Seine-et-Marne. Quatre cents personnes y travaillent lorsque l'équipe dirigeante décide d'envisager un déménagement en province. A cette époque, le groupe dispose déjà d'une unité de production à Muzillac, dans le Morbihan.

Pierre Legris, président du conseil d'administration, souhaite alors disposer d'usines à « taille humaine » (de cinquante à cent vingt salariés) « parce que, explique-t-il, la nature des relations au sein de l'entreprise compte de plus en plus dans ses résultats ». Autre argument ayant pesé dans la décision de quitter la région parisienne : « Nous avons pris conscience que le personnel tertiaire de bonne qualité était plus facile à trouver en province qu'à Paris. »

A cette lente évolution sont venues s'ajouter deux raisons économiques. Les salaires un peu moins élevés en Bretagne, d'abord. Ensuite, le groupe Legris devait renouveler ses machines-outils et ne trouvait pas sur place les sources de financement nécessaires. « Entre 1965 et 1975, dit Pierre Legris, nous avons investi tout notre temps et tous nos moyens dans la création de notre réseau international, et notre parc de machines a énormément vieilli. A Rennes, les banques régionales nous ont permis de moderniser. »

A ces facteurs rationnels, il convient d'ajouter l'intervention d'un homme, Claude Champaud, conseil d'entreprise de Legris et, à l'époque, président du comité économique et social de Bretagne, qui a su convaincre les dirigeants du groupe de l'intérêt d'une implantation à Rennes.


Aujourd'hui, la production est répartie sur dix unités, cinq dans l'Ouest, une dans le Jura et quatre à l'étranger (Espagne, Etats-Unis, Japon et Philippines), et l'usine d'Ozoir-la-Ferrière a définitivement fermé ses portes le 31 décembre 1984. Le groupe ne dispose plus en région parisienne, à Mame-la-Vallée, que d'une division commerciale

France qui, elle aussi, sera transférée à Rennes en juin 1987, date à laquelle le siège social aura quitté son actuel emplacement, devenu trop étroit, pour de nouveaux locaux dans le centre de la ville.

Seul exemple de société privée de plus de cinq cents personnes entièrement décentralisée en Bretagne depuis vingt-cinq ans, le groupe Legris représente huit cents emplois, dont trois cents trente à l'étranger, où il réalise 56 % de son chiffre d'affaires. Il possède onze filiales dans son réseau international et dispose dans le monde de sept cent cinquante distributeurs, dont cent vingt aux Etats-Unis.

En 1984, la famille Legris devient minoritaire à l'occasion d'une augmentation de capital qui permet à plus de cent cinquante salariés de l'entreprise de devenir actionnaires. Un an plus tard, au printemps 1985, intervient l'introduction de Legris au second marché de la Bourse de Paris, l'accès à l'épargne publique devant notamment permettre une croissance externe par l'acquisition progressive de petites entreprises fabriquant des produits complémentaires facilement commercialisables par le réseau de distribution Legris.

C. T.



Fréquence ille et moi on s'entend bien.

99,2 FM

1^{re} RADIO DE RENNES - IFOP-SOFRES 6/85 - CONTACTEZ PIERRE GIBOIRE 99.38.10.00

LE FUTUR

Logements

Le quartier Col...

En mars 85...

Le programme...

112 logements...

Les travaux...

TGV,

Train nouveau...

Le projet...

Rénovation...

Le financement...

L'investissement...

AU FUTUR

CONSTRUIRE

Logements pour demain

Le quartier Colombia sort de terre

Le centre commercial de luxe Colombia ouvrira au printemps prochain. Ce sera alors l'aboutissement d'une vaste opération d'urbanisme lancée au début des années 60 et portant, en plein centre de la ville, sur les vingt-deux hectares du quartier du Colombier, nom de l'ancien couvent racheté par l'Etat en 1822 et transformé, dix ans plus tard, en caserne d'artillerie.

Les premières phases du programme se déroulent dans un contexte d'expansion économique et, au fil des ans, des dizaines d'immeubles et une tour abritant des logements de standing, des bureaux et des services administratifs sortent de terre. Le nouveau conseil municipal élu en 1977 décide de redéfinir le programme : il sera moins dense et inclura dans son projet que 30 % des logements à construire seront des logements sociaux.

En mars 83 est posée la première pierre de ce qui sera pendant trente-six mois le plus grand chantier ouvert en France dans le centre d'une ville de province.

Le programme baptisé « Pole O » prévoit, la réalisation de 150 000 mètres carrés de planchers et terrasses reposant sur 480 pieux de 8 à 23 mètres de profondeur.

532 logements dont les premiers sont livrés le 15 novembre, un parking privé de 634 places, un parking public de 1 325 places, 1 000 mètres carrés de bureaux, des équipements socio-culturels, un hectare et demi d'espaces verts sous la forme de jardin suspendus composent cet ensemble dont le cœur s'appelle Colombia : un centre commercial de 11 940 mètres carrés de surface de vente entièrement clos, couvert et climatisé.

Les travaux, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage déléguée de la

société d'économie mixte pour l'équipement et l'aménagement de la Bretagne, ont été effectués par une quarantaine d'entreprises, dont 95 % sont des entreprises locales ou régionales.

Colombia qui accueillera une soixantaine de boutiques autour de la FNAC, Habitat, Sephora, Pier Import et un supermarché avenue, constitue le plus important centre commercial de Bretagne.

Parmi les équipements socio-culturels prévus : un espace des techniques nouvelles de 400 mètres carrés, doté d'équipements vidéo et de micro-ordinateurs, qui sera occupé par une bibliothèque municipale spécialisée dans les livres scientifiques et techniques et par le centre de culture scientifique technique et industrielle où seront présentés les résultats des recherches menées par les industriels et les scientifiques régionaux ou nationaux.

C. T.

Un TGV, une gare

A train nouveau, station nouvelle

L'ARRIVÉE du TGV, qui, en octobre 1989, mettra la capitale bretonne à deux heures de Paris, sera l'occasion d'un profond réaménagement de la gare de Rennes.

Celle-ci, depuis 1887, coupe la ville en deux secteurs. Sur 3 kilomètres, seulement deux passages inférieurs et deux supérieurs permettent de passer du nord au sud. L'arrivée du TGV sera l'occasion d'ouvrir la gare vers le sud, où vit la moitié de la population rennaise.

« Ce projet était dans les cartons de la SNCF depuis quinze ans, et tôt ou tard nous aurions dû le réaliser », dit Claude Boutte, directeur régional de la SNCF, mais la ville a voulu accélérer la réalisation et en étendre l'ambition.

Six équipes d'architectes ont travaillé sur le projet dont le lauréat sera désigné le 6 décembre.

Son coût : 100,6 millions de francs.

Il prévoit donc l'ouverture de la gare au sud, avec la construction d'un parking de 380 places, d'une place piétonne, d'un complexe hôtelier de 80 chambres, de 5 000 m² de bureaux et d'un ensemble de commerces liés à la gare.

Rénovation urbaine

Les parties nord et sud seront reliées par une passerelle bordée de magasins, couverte, et d'un centre d'information. L'objectif est de créer là une véritable « vitrine de la Bretagne ».

Le financement implique la SNCF, l'Etat, la ville, la région et le département, mais déjà des surcoûts sont prévus.

L'aménagement de la nouvelle gare doit être pour la ville le point de départ d'un vaste projet de

renovation urbaine dans les quartiers environnants couvrant plus d'une centaine d'hectares. Les architectes ont d'ailleurs été conviés à réfléchir sur l'avenir du quartier Sainte-Thérèse, zone tampon entre la gare et la ZUP sud. Déjà plusieurs lots voisins de la future gare ont été réservés à cet effet.

Ce programme suscite un intérêt certain parmi les anciens du quartier mais quelque méfiance parmi les nouveaux habitants (cadres, membres des professions libérales, enseignants) de cette partie sud de la ville, qui craignent de perdre un peu de leur tranquillité. Il va falloir étudier sérieusement les conséquences de ce grand aménagement qui sera aussi un grand chambardement.

Le projet de rénovation urbaine ne verra pas le jour avant la fin du siècle, mais il faudra impérativement le réaliser, estiment les responsables de la ville.

C. T.

JEAN PROST

Transports de pointe

CRÉÉ en 1932 à Rennes, où elle a gardé son siège social, la société Prost-Transports est aujourd'hui considérée comme l'une des entreprises de transport routier les plus importantes de France. Elle emploie 1 400 personnes réparties en 39 succursales de Marseille à Lille, de Brest à Strasbourg et de Bruxelles à Bordeaux.

Pendant une vingtaine d'années, son principal et quasi unique client fut la Société économique de Rennes, dont elle approvisionnait les succursales. En 1955, Prost-Transports décide de diversifier et d'élargir sa clientèle en se tournant vers le transport rapide de petits colis. D'où la construction méthodique et très progressive d'un réseau de lignes régulières, d'abord dans l'Ouest, puis, à partir de 1975, dans la France entière. La formule très précise mise au point permet aux 15 000 clients visités chaque jour par les camions Prost de n'avoir affaire qu'à une seule entreprise de transport, de l'expédition à la livraison.

La moitié des 1 400 emplois actuels de la société et les deux tiers des succursales ont été créés depuis la crise. « Malgré la crise, à cause de la crise ? », interroge Jean Prost, président du directoire, qui, avec son frère Michel, dirige l'entreprise, restée à capitaux 100 % familiaux malgré son expansion. « La crise a contraint les industriels et les commerçants à réduire considérablement leurs stocks. Ils ont donc eu besoin d'accélérer et de flexibiliser leurs réapprovisionnements par des livraisons plus rapides et parfaitement régulières. Or notre réseau, à la fois très structuré et très intégré, nous permet de satisfaire ces exigences ».

Prost-Transports a aussi développé au fil des ans une politique

de personnel et de sécurité jugée exemplaire dans la profession. Si les candidats sont nombreux (5 000 candidatures examinées l'an dernier), on n'entre pas facilement dans cette entreprise. Contrepartie de la stricte sélection, des conditions d'emploi et de rémunération nettement plus favorables que celles généralement pratiquées dans ce secteur. S'y ajoutent un programme permanent de formation allant de la télématique à la sécurité routière, de la maintenance à l'information et une volonté concrète d'information, ce qui fait dire à Jean Prost : « Chez nous, l'application des lois Auroux n'a finalement qu'ajouté un peu de formalisme là où les choses se pratiquaient spontanément ».

Des équipes de suggestions pratiques pour l'amélioration du service et de l'efficacité (ESPASE), formées de volontaires, permettent depuis trois ans une réflexion concertée du personnel sur les solutions aux difficultés rencontrées. La plupart des propositions de ces équipes, assez proches des « cercles de qualité », sont retenues et mises en application par la direction ou l'encadrement.

La sélection porte aussi sur le matériel. Ainsi, avant de retenir un modèle qui sera adopté pour une longue période, Prost-Transports achète un ensemble de trois véhicules identiques dans trois ou quatre marques différentes. Testés pendant deux ans, ces véhicules peuvent être modifiés par l'entreprise en fonction de ses besoins spécifiques. Ensuite, seulement, intervient le contrat, assorti d'un cahier des charges très précis sur les caractéristiques des modèles qui seront livrés.

En matière de sécurité et de prévention, Prost-Transports

occupe une place à part et est considérée à juste titre comme une « entreprise phare » tant en France qu'à l'étranger. La politique conduite dans ce domaine lui a permis en dix ans de diviser par 5 le nombre des accidents. Tous les incidents ou accidents sont analysés dans le détail et font l'objet de véritables « autopsies », qui permettent de préciser les facteurs objectifs et de définir les concours de circonstances pouvant conduire à l'accident.

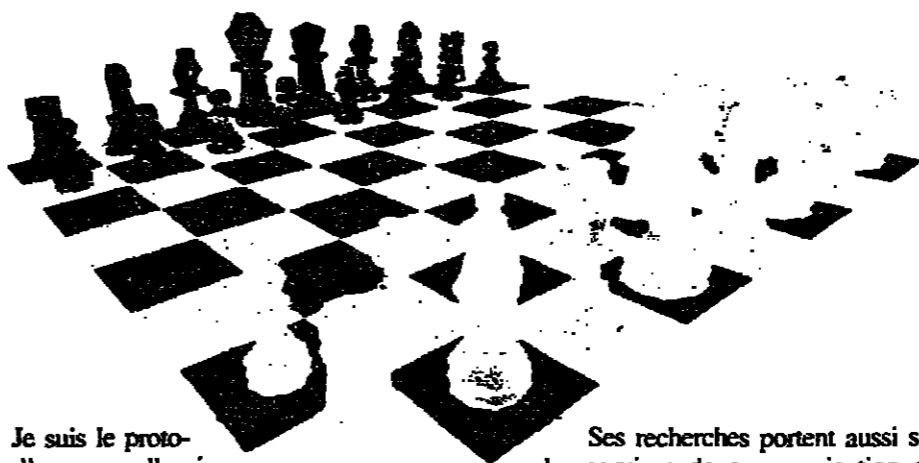
La rigueur de l'hiver dernier a d'ailleurs contribué au renforcement de l'image de marque de cette entreprise à un moment où la fiabilité du transport routier était mise à mal par les conditions météorologiques. Prost-Transports a alors prouvé que ses véhicules pouvaient rouler en toute sécurité sur la neige, les verges ou la glace grâce aux équipements très sophistiqués mis au point au cours des précédentes années.

De sa cabine, le chauffeur peut actionner sur simple pression d'un bouton un dispositif de sablage installé devant les roues motrices. De la même façon, et sans s'arrêter, il déclenche un jeu de chaînes rotatif, qui se placent instantanément sous les roues, tandis qu'un système anti-bloqueur de freins, commandé par l'ordinateur de bord, réduit les risques de dérapage sur chaussée humide ou glissante.

Si l'investissement sécurité-prévention est lourd, il entraîne, à terme, non seulement une amélioration du service offert, mais également une sensible baisse des primes d'assurances et du taux de cotisations accidents du travail et consolide finalement la politique de développement progressif et continu de l'entreprise.

C. T.

EN 3D SAUF DANS LE JOURNAL



Je suis le prototype d'une nouvelle génération d'images : l'image tridimensionnelle. En apparence, je ne diffère pas d'une photographie. Mais savez-vous que vous pouvez me regarder sous tous les angles, vous éloigner, vous rapprocher, et même pénétrer sur l'échiquier et circuler entre les pièces.

Mon créateur, le C.C.E.T.T., a conçu le matériel de pointe et les logiciels qui permettent de produire par synthèse plusieurs dizaines de mes semblables en l'espace d'une d'une seconde.

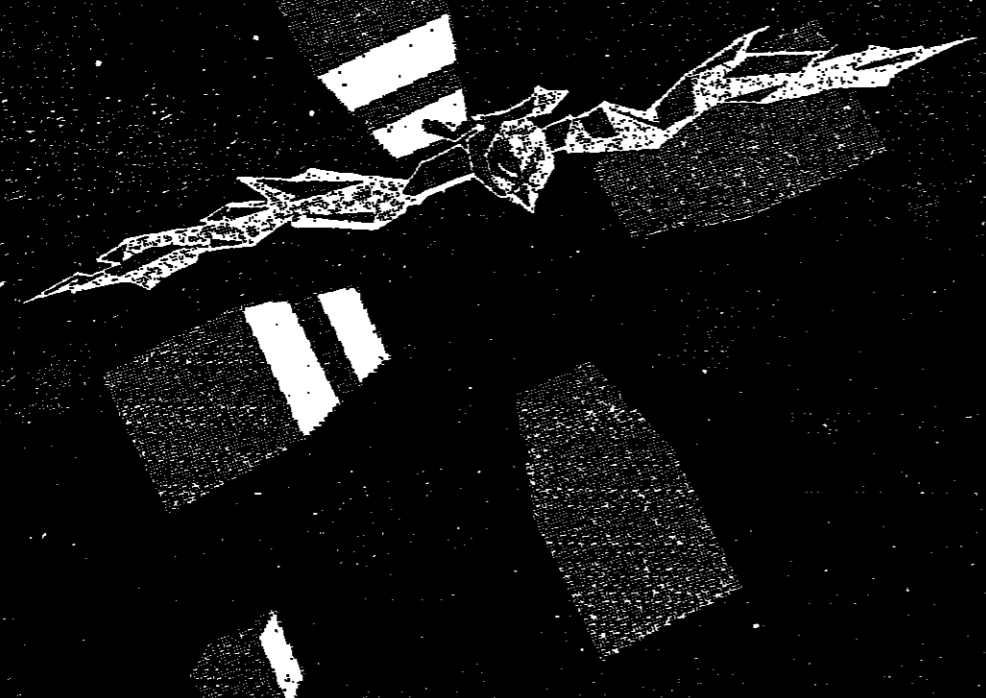
Ses recherches portent aussi sur les services de communication du futur, la diffusion de l'information par voie hertzienne ou par câble et les équipements d'utilisateur.

ANTIOPE, D2 MAC/PAQUET, studio de TV numérique, TRANSPAC, MINTTEL sont, comme moi, des jalons dans le champ de la télématique et de l'audiovisuel, nés des travaux du Centre Commun d'Etudes de Télédiffusion et de Télécommunications.

CCETT
Rue du Clos-Courtel. B.P. 59.
35510 Cesson-Sévigné. Tél. 99.02.41.11.

EN 3D

Télénumérique : les nouvelles images naissent à Rennes



Désormais, il faut compter avec Rennes

tend bien

99,2

RE 99

هكذا من الأصل



ENERGIE Rennes

un simple coup de binou et il embarque pour les seychelles.



20000 pages-écran, 6000 petites annonces, une centaine de services et de magazines différents : sur un simple coup de téléphone, l'Association Télématique de l'Ouest - créée à l'initiative de la Ville de Rennes, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine, de la Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement et l'Équipement de la Bretagne, d'Ouest-France et d'Havas - vous permet de trouver, par Minitel, une place d'équipier pour les Seychelles, de connaître la météo des prochaines heures, de jouer au Casino Royal, de vous renseigner sur les horaires de train, de vendre votre vélo ou d'acheter une auto.

Résultat : en 10 mois
- Plus d'un million d'appels pour les magazines du système kiosque (Tel. 36.15.91.77)
- Plus de 100 000 appels pour les services d'information locale (Tel. 99.32.32.32)

Hit-parade des magazines kiosque (Moyenne quotidienne de janvier à septembre 85)

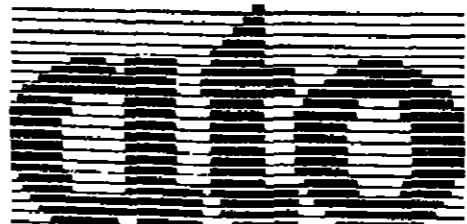
Accès	Contenu	Nombre d'appels par jour
TILT	Jeux	1 100
CIEL	Météo Ouest	1 080
MIMAG	Actualité et annuaire des services télématiques	500
TC	Loisirs, vie pratique	400
OCCAS	Petites annonces	300
TOM	Informations bretonnes	100
VOIL	Loisirs de mer et plaisance (ouvert en septembre 85)	

Origine des appels (De janvier à juin 85) seule période connue		
Grand Ouest	Région parisienne	Reste de la France
47 %	22 %	31 %



ATO. La base de données télématiques la plus diversifiée de France : appelez le 36.15.91.77, branchez votre minitel, tapez TC + envoi : vous saurez tout sur elle et ses résultats.

Ville de Rennes - Caisse Primaire d'Assurance Maladie d'Ille-et-Vilaine - Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement et l'Équipement de la Bretagne - Ouest-France - Havas.



LA PLUS RICHE DES BANQUES
DE DONNÉES TÉLÉMATIQUES

Fring

... les new
... capi
... Bouché, président
... Rennes II, et
... ou d'offrir
... les médias
... (France) : D
... documente le
... maximum d'ac
... tuellement par
... files d'attente
... porte des secr
... l'Université av
... de supple
... Sans moyen
... ne peut être
... l'arrêt : regret
... Bouché en se
... d'Etat sur

Sch

Manifestation
... pendant
... pas grève de
... administratifs
... que les gran
... l'été 1985
... Rennes II. C
... enna une te
... 1985
... 1985 (étudiant
... de plus de 2 y
... l'été (supplé
... pour avoir été
... l'arrêt le pr
... par les deux s
... pour l'été
... sont qu
... les études
... prendre la l
... l'Etat de co
... supplémen
... pour
... l'Université
... Dénat
... l'Université
... l'été
... l'été
... l'été
... l'été

Dem... pour la c

remplir les s

Révision de
... dans le pro
... maison de la
... de la ville
... 1981 à C
... directeur de
... rimes du secon
... vation, les
... de provoque
... public. Mas
... Havard 3
... d'assise sou
... Jean Garrec
... aujourd'hui se
... le pier et d'
... des 1 000 ab
... situation que
... maison de la
... quelques initi
... Festival des
... Chérif Khazn
... un rayonne
... Son successe
... Valentin, la
... La ville et le
... gent un défi
... de France, t
... Paul-Pont, d
... s'efforce d'at
... une nouvele
... plus cohérent
... Autant d
... Debauche en
... dramatique de
... chez la fac
... 1^{er} janvier, à
... maison de la
... dramatique
... son expérience
... culture de M
... par de solid
... et théâtraux
... reste enco
... mentions.
... On sait qu
... les éléments
... les plus orig
... culturelle n
... chorégraphiq
... leau, les Th
... tour et de l'
... équipes cond
... Larou et De
... mineux du r
... Hervé Bordet
... qu'on lui pr
... maison de la
... dramatique
... nom, la Thé
... PIERR

Fringales estudiantines

Des universités trop sollicitées

TRES ancienne ville universitaire, Rennes est habituée aux rentrées estudiantines. Il y a une quinzaine d'années le folklore ou les courses cyclistes humoristiques punctuaient les premiers jours d'octobre. La ville sage se laissait déborder quelques instants par le chaos d'étudiants, à l'époque originaires de tout le Grand Ouest.

En 1985, la situation est bien différente. Si la presse locale rend compte des cortèges estudiantins, c'est pour décrire ces derniers manifestant en ville pour exiger d'être inscrits à l'université. Cette année, les places sont devenues difficiles à conquérir dans les établissements d'enseignement supérieur rennais. L'augmentation du nombre de bacheliers, l'attrait pour les études longues, la faiblesse des offres d'emplois, poussent les jeunes lycéens bretons à poursuivre des études à l'université. Les deux établissements de la ville ne possèdent pas des capacités d'accueil extensibles à l'infini.

A Rennes-I, l'université qui rassemble les disciplines scientifiques, médicales, juridiques et économiques, devant l'afflux des demandes d'inscription, les responsables des différents départements ont tenté de mieux orienter les étudiants. Ils ont expliqué, par exemple, aux titulaires d'un baccalauréat de technicien, série F, qu'ils avaient peu de chances de réussir une première année de maths-physique ou de physique-chimie. Le président de l'université, Jean-Pierre Curtès, estime que c'est une erreur de laisser des jeunes se fourvoyer dans une discipline alors que les places sont limitées.

Appliquant un contrôle des inscriptions plus strict dans les disciplines juridiques et scientifiques, Rennes-I a sauvé pour cette année son potentiel d'encadrement. Il n'en va pas de même dans l'autre université rennaise, I.A., l'augmentation du nombre de jeunes désirant s'inscrire a été importante. « L'an

passé, les nouveaux inscrits étaient 2 570, explique Jean-François Botrel, président de l'université de Rennes-II, et cette année nous arrivons au chiffre de 3 500 sans compter les redoublants et les dossiers de transferts. » Dans cet établissement, à dominante littéraire, les capacités maximum d'accueil ont été très vite atteintes puis dépassées. Devant les files d'attente qui s'allongeaient à la porte des secrétariats, le conseil de l'université avait décidé, début octobre, de suspendre les inscriptions. « Sans moyens supplémentaires, nous ne pouvons accepter près de six cents étudiants supplémentaires », regrette alors le président Botrel en se tournant vers le secrétariat d'Etat aux universités.

Sélection ?

Manifestations d'étudiants, suspension des activités de l'établissement pendant quarante-huit heures, puis grève du zèle des personnels administratifs et de service ont marqué les premières semaines de l'année universitaire 1985 à Rennes II. Cet établissement a connu une croissance très forte, puisque aujourd'hui il compte 12 500 étudiants inscrits, soit 3 900 de plus qu'il y a quatre ans. « Cette subite augmentation des inscriptions nous oblige à nous interroger, reconnaît le président, « et à examiner les deux seules voies qui existent pour l'avenir. Première hypothèse, nous continuons à accepter tous les étudiants, comme d'ailleurs le prescrit la loi, et nous demandons à l'Etat de construire des locaux supplémentaires et de créer de nombreux postes d'enseignants et de non-enseignants. »

« Deuxième solution, nous conservons notre potentiel d'encadrement, mais nous acceptons moins d'étudiants. En clair, cela signifie que nous pratiquons, comme d'autres établissements qui nous entourent, une sélection à l'entrée. »

Cette prise de conscience nouvelle s'accompagne chez quelques enseignants d'une profonde déception. Depuis plusieurs années ils réfléchissent aux moyens d'éviter une diminution trop importante des effectifs lors des premières années de DEUG. Pionniers en la matière, des enseignants de Rennes-II avaient mis en place des « DEUG renoués », essayant de mieux encadrer et orienter les jeunes lycéens.

Après une année d'expérimentation, l'objectif de réduction « de l'évaporation des étudiants de premier cycle » en cours d'année semblait atteint puisque, selon une enquête de l'inspection générale, le pourcentage d'abandons est passé de 25 % à 14 %. Les dynamiques responsables du premier cycle auraient souhaité améliorer ce succès, mais le cœur n'y est plus. « Nous nous sentons trahis, explique un enseignant, lorsque l'on constate que le ministre ne fournit pas les moyens nécessaires à la poursuite d'une réforme. » A Rennes-II, on ne semble pas prêt à suivre le ministre lorsqu'il déclare qu'il faut « accueillir plus d'étudiants ». Amers, des maîtres-assistants regrettent les années consacrées à rénover les méthodes pédagogiques « pour un résultat remis en cause aujourd'hui ». Des professeurs avouent, eux, leur malaise à l'idée de débattre de la sélection.

Autre sujet de mécontentement pour les enseignants de cet établissement littéraire, la faible intensité que les instances régionales accordent à leurs travaux de recherche. « Le conseil régional délaisse totalement la recherche en sciences humaines, estime un enseignant, c'est un domaine considéré comme non rentable. » Les responsables des trente-quatre laboratoires de Rennes-II (dont deux unités CNRS) se sentent légèrement isolés au plan local. Mais cela n'empêche pas les historiens d'organiser des colloques comme celui qui a lieu en septembre sur le thème des résistances

à la révolution ou les géographes de l'équipe de M. Costel d'étudier, grâce à l'imagerie satellitaire, les climats.

Evidemment, les travaux de ces laboratoires font sourire les scientifiques de l'autre université. Sur le campus de Beaulieu, qui joue à la sortie de la ville les universités américaines, vivent un plus grand nombre de chercheurs. En mathématiques, en chimie des matériaux ou encore en biologie, les dix-neuf équipes CNRS de Rennes regroupent plus d'un millier d'enseignants chercheurs qui préparent la production animale de demain ou les futures antennes de télécommunication.

Entre les bâtiments du CCETT, l'école de chimie Supélec, la tour de TDF et les jeunes entreprises de Rennes-Atalante, les universitaires poursuivent leurs expérimentations. Le monde industriel est venu rejoindre celui des chercheurs, ce qui prouve la vitalité et la richesse des travaux effectués à Rennes. « L'environnement économique qui manquait il y a une dizaine d'années commence à se mettre en place », résume M. Raphaël Favier, directeur des relations extérieures de l'université, en soulignant le rôle bénéfique des interactions entre les deux milieux.

La prospérité des scientifiques, leur « gourmandise budgétaire », indisposent leurs collègues. Comme l'explique un juriste, « notre établissement vivait bien jusqu'à la réduction des aides de l'Etat » ; à partir de ce moment, médecins ou économistes ont critiqué les sommes allouées au campus de Beaulieu. A l'occasion de la préparation des nouveaux statuts de l'établissement, les oppositions se sont faites plus vives et la menace de l'écclatement de l'université a été agitée. Crise de croissance ? Quinze ans après sa création, l'université vit de nouveaux moments difficiles.

SERGE BOLLOCH.

Télématique pratique

650 stagiaires retournent à l'école

QUATRE cents stagiaires en 1984, déjà 650 pour 1985 et un objectif de 900 pour 1986, le Centre national de formation aux usages de la télématique (CNFT) créé à Rennes en octobre 1983 par la direction générale des télécommunications, quitte dans deux ans les locaux qu'il occupe dans le centre de la ville pour atteindre à l'horizon 1987 le cap de 2 000 stagiaires par an dans la zone d'innovation et de recherche scientifique et technologique de Rennes-Atalante.

« Notre objectif, explique Jean Montfort, directeur du CNFT, est de répondre à la demande croissante de formation de la part des responsables et utilisateurs de la télématique, en leur proposant un mode de mise en place et un mode d'intégration opérationnelle pour chaque produit et service télématique. »

Pour la DGT, il s'agit, à travers ce centre de formation, de mieux faire connaître les possibilités offertes par les nouveaux produits et services de télécommunications, tant au niveau des services rendus que des coûts.

Initialement, un effort particulier fut fait en direction des PME-PMI, mais deux ans d'expérience ont montré que les grandes entreprises avaient également des besoins de formation pour maîtriser les quelque 40 produits télématiques existants.

Les stages, d'une durée de deux à cinq jours, sont suivis par des groupes de 10 à

12 personnes. 35 % des stagiaires viennent de la région parisienne, 30 % du Sud-Est, 10 % du Sud-Ouest, 10 % du Nord-Est. Si 25 % des stagiaires sont des informaticiens, le CNFT n'entend pas limiter son action auprès des « techniciens » de la télématique et s'ouvre de plus en plus aux décideurs et aux cadres des entreprises. 34,5 % des stagiaires sont des cadres techniques, commerciaux ou administratifs.

Doté d'un matériel très perfectionné, le CNFT compte 12 permanents et dispose d'un portefeuille d'une centaine de vacataires afin de répondre aux besoins spécifiques des stagiaires, dont la moitié ont de trente à trente-neuf ans.

Depuis la création du Centre national de formation, 75 % des stages proposés ont eu pour thème le système Télémat. Le souci d'une formation directement opérationnelle affiché par la DGT a trouvé un écho certain, puisque le CNFT a contribué à la réalisation de plus de 200 services Télémat sur les 1 500 qui existent aujourd'hui.

Désireux de former des formateurs et des chefs de projet, le CNFT élargira l'an prochain son domaine d'activité aux autres produits et services concernant la communication d'entreprise tels que les transmissions de données et réseaux, la bureautique et la messagerie électronique, ou encore les réseaux téléphoniques d'entreprise.

C. T.

Demi-tour pour la culture

Impératif : remplir les salles

A l'époque, la formule avait fait sourire. Que le « M. Culture » de la ville de Rennes se fixe comme premier objectif de « remplir » le théâtre semblait pour le moins incongru. C'était à l'automne 1983, et déjà Martial Gabillard avait appris à mettre un bâton dans une partition trop lyrique. Six ans de pouvoir l'avaient rendu plus pragmatique. Aujourd'hui, à l'heure où la maison de la culture et le centre dramatique national héritent d'un nouveau directeur, et où l'orchestre de la ville perd son chef, on se préoccupe encore beaucoup du taux de remplissage des salles. Question de rentabilité.

Dans l'euphorie de la victoire de 1977 les nouveaux élus de la gauche veulent répandre la culture partout et pour tous. Ils proposent d'implanter au cœur d'une ZUP de 50 000 habitants, sur un terrain triangulaire, un gros équipement que certains voient déjà comme une seconde maison de la culture.

Huit ans après, le Triangle est là, tel une Ferrari qui doit se satisfaire d'un moteur de 2 CV. Le faire tourner à plein régime coûterait trop cher aux finances locales, d'autant plus qu'on lui attribue de multiples fonctions : on veut en faire tout à la fois un équipement de quartier, un centre culturel et un lieu de congrès. Quel avenir pour le Triangle ?

Sous la pression des faits, les socialistes ont été conduits à d'autres demi-tours. Avec l'orchestre de la ville par exemple. Aidés par le ministère de la culture, ils lancent en 1983 une formation à laquelle ils souhaitent donner une vocation régionale, pour peu que les élus bretons y mettent du leur. Mais l'assemblée régionale est dominée par l'opposition, et dans le même temps Martial Gabillard juge que cet orchestre n'a pas fait la percée espérée. Jean-Claude Bernède laissera donc sa baguette de chef à la fin de l'année.

Révision déclinante encore dans le profil dessiné pour la maison de la culture et le théâtre de la ville. En confiant en 1981 à Chérif Khaznadar, déjà directeur de la première, les rênes du second, après sa rénovation, les élus lui demandent de provoquer un brassage du public. Mission impossible.

Revenu à une politique plus classique sous la direction de Jean Garrec, le théâtre peut aujourd'hui se flatter de... faire le plein et d'avoir franchi le cap des 1 000 abonnés. C'est une situation que peut lui envier la maison de la culture. Grâce à quelques initiatives comme le Festival des arts traditionnels, Chérif Khaznadar lui avait donné un rayonnement international. Son successeur, Pierre-Jean Valentin, la laisse en triste état. La ville et le ministère se partagent un déficit de 2,7 millions de francs, tandis que François Paul-Pont, directeur intérimaire, s'efforce d'attirer le public avec une nouvelle programmation, plus cohérente.

Autant dire que Pierre Debauche, en quittant le centre dramatique de Limoges, n'a pas choisi la facilité. A partir du 1^{er} janvier, il dirigera à la fois la maison de la culture et le centre dramatique national. Fort de son expérience à la maison de la culture de Nanterre et soutenu par de solides amitiés chez les « théâtraux » de la région, il reste encore discret sur ses intentions.

On sait qu'il s'appuiera sur les éléments les plus vivants et les plus originaux de la scène culturelle rennaise : le théâtre chorégraphique de Gigi Cadu-jean, les Théâtres de l'Arpentier et de l'Alibi, deux jeunes équipes conduites par Hervé Le Lardoux et Daniel Dupont, et les milieux du rock entraînés par Hervé Bordier. Parmi les projets qu'on lui prête, celui de réunir la maison de la culture et le centre dramatique sous un même nom : le Théâtre de la Vie.

PIERRE FORNEROD.

POINTS

FORTS

ENCHÈRES AUTOMATIQUES

Laboratoire associé au CNRS, l'Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (IRISA), qui vient de fêter son dixième anniversaire, emploie aujourd'hui plus de 110 chercheurs, informaticiens, automaticiens, mathématiciens et physiciens.

Ses recherches portent sur la communication homme-machine et l'intelligence artificielle, la robotique et l'automatisme, les langages et systèmes informatiques, avec toujours le souci de diffuser ses inventions dans le domaine industriel. Ainsi le système « enchère » permettant l'automatisation des ventes aux enchères a-t-il été transféré à une PME de la région, la Société de fabrication et de réalisations électroniques (SOFREL). - C. T.

UNE NOUVELLE FAMILLE DE MATÉRIAUX

A l'heure où recherche, technologie et modernisation du tissu industriel sont devenues les maîtres mots de nombre de discours politiques, les chercheurs du laboratoire de chimie minérale D de l'université de Rennes-I ont toutes les raisons de penser qu'ils vont dans le sens de l'histoire. Aujourd'hui, ils sont en effet au centre d'une compétition internationale sévère visant au développement de verres fluorés découverts en 1976 à Rennes.

Cette nouvelle famille de matériaux est d'autant plus importante que son champ d'application va de la fabrication de revêtements constitués d'une sorte d'email résistant à des atmosphères très corrosives à celle de fibres optiques, de composants optiques travaillant dans l'infrarouge et de barreaux amplificateurs pour certains lasers de puissance. Aussi, une SARL (Le Verre fluoré) a-t-elle été créée en 1977 à Rennes par les chercheurs pour valoriser leurs découvertes et lutter plus efficacement contre la concurrence. - J. F. A.

SI 80 % DE VOTRE PERSONNEL REUSSIT CES TESTS, VOUS POUVEZ VOUS INSTALLER A RENNES ATALANTE

58	12	25	81
CT	DE	VQ	??

REJOIGNEZ C.C.E.T.T., COPERNIQUE, C.N.E.C., C.N.F.T., C.R.I.L., ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE, E.S.E.A.T., GRAVI, G-C.A.M., U.N.S.A., U.R.I.S.A., L.E.R., M.E.G.A.T., PHARMACIA, S.E.M.A., S.E.S.A., S.E.R.I.T.A., SORFEL, SUPELEC, S.Y.S.E.C.A., T.D.F., TELMAT CAPTION, THOMSON VIDEO EQUIPMENT, T.I.T.N., TRANSPAC, X.COM, etc.

RAPPROCHEMENT ENTRE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIES DE HAUTE TECHNOLOGIE. POUR OBTENIR LES REPONSES DU TEST ET POUR TOUS RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES, CONTACTEZ JACQUELINE POUSSIER AU 99.65.58.97.



LEADER RENNES

IE DES BANQ
S TELEMATIQUES

فكرنا من الأصل

VIVRE ENSEMBLE

RENNES

Ouest France, le journal

Le premier quotidien français dans sa ville

SANS Ouest France, Rennes serait orpheline. Depuis quarante ans, le premier quotidien français (721 000 exemplaires vendus chaque jour en 1984) est en effet omniprésent dans le tissu social et culturel de la capitale bretonne. Avec ses 1 823 employés - dont la majeure partie sont installés dans ses locaux modernes de Chantepie, à la périphérie de Rennes - Ouest France représente la seconde entreprise rennaise, juste derrière les usines Citroën (qui regroupent sept fois plus de salariés). Mais le poids du quotidien régional est autrement plus sensible que celui de la firme d'automobiles.

A Rennes, comme dans tout l'ouest de la France, le journal dirigé par M. François-Régis Hutin exerce un rôle de magistrat moral et social. « La devise (Justice et liberté) », fait remarquer celui-ci, qui figure dans la manchette du titre n'est pas laissée par hasard. Nous pensons que la communication est indispensable à la démocratie, et pour nous celle-ci passe par une lutte contre le totalitarisme, pour les communautés et les groupements sociaux ou religieux, pour le respect de la vie et des personnes.

Les lecteurs ne sont pas insensibles à ces prises de position. Et les engagements de Ouest France en faveur de l'abolition de la peine de mort, d'une nécessaire solidarité avec le tiers-monde et de la défense de l'école libre, mais contre l'avortement et la bombe atomique, éveillent un écho favorable auprès de la population sensible au rappel de certaines valeurs.

Quotidien régional de grande qualité ce qui lui assure à la fois un lectorat fidèle et une diffusion en constante augmentation. Ouest France règne à Rennes. Contrairement aux onze autres départements qu'il couvre, où il doit affronter sept quotidiens départementaux ou régionaux différents, dont le principal d'entre eux, le Télégramme de Brest et de l'Ouest, Ouest France bénéficie en effet d'une situation de monopole en Ile-et-Vilaine. A Rennes, ses seuls concurrents sont les quotidiens nationaux. Et, à un degré moindre, deux hebdomadaires locaux, les Nouvelles de Bretagne et Sept jours Petites affiches de Bretagne, dont la diffusion respec-

tive ne dépasse pas 7 000 et 17 000 exemplaires. Cette situation privilégiée permet à Ouest France de manifester dans la capitale bretonne une véritable force tranquille. Ses deux éditions - Rennes-ville-district et Rennes 2, qui arrose la couronne urbaine dans un rayon de trente kilomètres - sont diffusées chaque jour à 70 000 exemplaires, soit plus de la moitié des 135 000 journaux vendus en Ile-et-Vilaine. Ouest France pénètre quotidiennement dans 55,5 % des foyers rennais. Mais la vente du quotidien est bien inférieure à sa lecture : 80 % des Rennais le feuilletent régulièrement. Pas un bistrot, pas un lieu public qui ne dispose d'un exemplaire du journal : celui-ci circule chaque jour entre les mains d'au moins trois ou quatre lecteurs.

Comme

un service public

Cette situation de monopole et ce succès constituent pour les neuf journalistes et la rédaction locale de Ouest France, installée dans le vieil immeuble au bureau lambrissé de la rue du Pré-Botté, lieu de l'ancien siège du quotidien, à la fois un confort intellectuel et une charge lourde. « Ouest France assure une forme de service public », indique Michel Bihan, chef de la rédaction locale de Rennes, « puisque nous sommes le seul quotidien à paraître chaque matin. Mais pour de nombreux responsables politiques ou associatifs, c'est le drame si leur déclaration ou leur annonce ne sont pas publiées ».

Fondé sur un prix de vente modique (3,20 francs), le succès de Ouest France est aussi dû à sa manière de traiter soigneusement le fait divers et de manière approfondie l'information locale. Comme les autres lecteurs du quotidien, 70 % des lecteurs rennais lisent les nouvelles locales en priorité, avant les faits divers et les programmes de télévision. Elle a donc vocation à être « consensuelle » et à s'adresser autant aux étudiants qu'aux commerçants, aux anciens combattants qu'aux rockers, aux ménagères qu'aux hommes politiques. Comme les trente-six autres éditions de Ouest France, les deux éditions ren-

naises jouent à fond la carte de la proximité avec leur public. Les remises de médailles, les goûters d'enfants et les communi-qués n'ont pas disparu. Mais ces thèmes côtoient des rubriques nouvelles qui prennent en compte l'évolution de la ville et de ses habitants. Pionnières lors de la création d'une rubrique de vie politique locale, les deux éditions rennaises continuent à innover. Des rubriques, généralement bimensuelles, sont apparues depuis deux ans relatant les faits et agissements de la capitale bretonne.

Rennes n'est pas seule à évoluer. L'ensemble de l'institution Ouest France est en mouvement. Avec un souci prioritaire : offrir aux lecteurs une information plus rigoureuse et plus proche. Depuis la nomination au poste de PDG de Ouest France de François-Régis Hutin, en novembre 1984, un mini-maelström a saisi le quotidien. De jeunes directeurs départementaux ont été nommés, cinquante journalistes ont changé de rédaction locale. « L'information générale et internationale de Ouest France bénéficie d'une qualité reconnue : il reste à améliorer encore l'information locale », indique Didier Pillet, directeur des informations régionales. Outre une recherche permanente de l'innovation des sujets, des rubriques et de l'écriture locale, la couleur est à l'étude pour les pages intérieures.

Pas de drague télématique

Mais le quotidien n'est pas tout. Ouest France s'est aussi lancé dans la diversification. « Celle-ci doit être complémentaire au quotidien », souligne M. Roger Laval, directeur adjoint. Il s'agit d'être présent en matière de radio, de télévision, de télématique et d'édition. Mais nos efforts sont surtout tendus vers les 800 000 exemplaires de Ouest France dans cinq ans...

En matière de radio, Ouest France est le partenaire privilégié d'Havas, au sein de la Régie onde et fréquence (ROF), qui commercialise les espaces publicitaires de quinze radios locales privées dont Fréquence-Ile, leader à Rennes. En télévision, le quotidien a créé la Société d'études

pour le développement de la communication (SEDECO) confiée à M. Antoine de Tardé, ancien directeur général adjoint de TF 1. « Sa mission », note Charles de Freminville, directeur chargé de la gestion et du développement à Ouest France, consiste pendant deux ans à être « notre tête chercheuse et négociante ». A lui de nous dire s'il faut être présent sur le terrain de la télévision et avec quels partenaires.

La télématique est plus avancée : Ouest France a délégué deux journalistes auprès de l'Association télématique de l'Ouest (ATO), constituée par cinq organismes (dont le quotidien régional), afin de mener des expérimentations grand public. Plusieurs programmes de jeux, de petites annonces et d'informations magazines sur la voie, la météo sont d'ores et déjà accessibles. Mais Ouest France s'est refusé à produire de la « messagerie conviviale » : « Par respect pour ses lecteurs et par refus moral, le journal ne veut pas participer à la drague télématique », pratique par d'autres quotidiens », explique un journaliste. Côté livres, les Editions Ouest France fêtent leurs dix ans d'existence et la parution de huit cents titres, dont cent vingt nouveaux chaque année.

Enfin, Ouest France possède à égalité avec Havas le groupe de journaux gratuits Le Carillon, diffusés sur l'ensemble de l'Ouest à raison de 2,5 millions d'exemplaires par semaine. Mais le quotidien de Chantepie possède aussi à lui seul le groupe IF 78, qui diffuse six journaux gratuits - soit 810 000 exemplaires - dans la région parisienne, ainsi que le groupe Action publicitaire du Centre (APC), qui diffuse 500 000 exemplaires de « gratuits » dans le centre de la France. Enfin, le premier quotidien français a choisi divers partenaires pour l'édition de magazines (ainsi le groupe L'Expansion, qui coédite l'Entreprise). Mais la « grande maison » Ouest France demeure prudente et légaliste. Au rachat de titres à tout va, le quotidien « de la justice et de la liberté » a en effet toujours préféré le partenariat et la presse d'information.

YVES-MARIE LABÉ

Citoyens sportifs

Il y a les professionnels et... tous les autres

SPORT d'élite ou sport de masse, deux notions bien difficiles à accorder, comme on le voit dans la plupart des villes de France. A Rennes, on semble être parvenu à concilier l'inconciliable.

L'office des sports de la ville n'oublie jamais de profiter de la présence des grands du cyclisme, de l'athlétisme ou de la natation pour leur « associer » les obscurs ou les sans-grade qui, dans leur ville, leur quartier ou leur rue, défendent l'esprit du baron de Coubertin.

Lors du Grand Prix cycliste de la ville, qui se déroule au cœur même de la cité, dans les vieilles rues pavées de la capitale bretonne, plus de vingt mille personnes participent à la fête. Tout est gratuit pour les amateurs de cette grande réunion que les plus grands champions n'hésitent pas à honorer de leur présence. Mais les cyclotouristes, licenciés ou non, précèdent toujours les pelotons professionnels pour une randonnée dans la campagne voisine.

La Coupe du soir

« Tout Rennes court », l'autre grand rendez-vous populaire, ne jouit sans doute pas de la renommée nationale si les meilleurs spécialistes kenyans, éthiopiens, belges ou britanniques n'étaient venus apporter leur prestige. Mais ce qui fait l'originalité de cette manifestation, ce sont tous ces élèves des écoles, ces jeunes, ces militaires, ces vétérans, qui foulent ensemble le macadam.

Cette année, ils ont créé la surprise. Jusqu'ici, les organisateurs leur consacraient quelques kilomètres, avant la présentation des champions. « C'est trop peu », déclarent alors tous ces fous de la course à pied. On leur propose 20 kilomètres, de quoi faire reculer sinon les bedonnants, tout au moins les velléitaires. Surprise : pour cette pre-

mière, ils furent 1 280 à répondre présent. Et la majorité d'entre eux terminèrent la course.

« Tout Rennes nage » procède du même esprit. Aux côtés du champion de France Stéphane Caron, les Rennais ont établi le record de France de participation, dans la piscine olympique de Bréguigny, pendant vingt-quatre heures sans interruption.

La Coupe du soir de football est aussi un excellent exemple de participation de non-licenciés aux grandes manifestations sportives. Cela dit, à Rennes, près de 33 000 licences sont délivrées, pour une population de 200 000 habitants, et, estime-t-on, un Rennais sur six fait du sport.

Il ne faut pas oublier non plus l'extraordinaire soutien populaire régional qui se manifeste envers les « Rouges et Noirs » et l'équipe de l'Avenir de Rennes, qui évolue en première division nationale du championnat de basket-ball. Comment s'étonner qu'un premier prix de la ville la plus sportive de France soit venu encourager tous ces efforts en 1982 ?

Sport d'élite soutenu, sport de masse encouragé, initiation quasi gratuite l'été pour les jeunes adeptes du tennis, de la natation ou de l'équitation, Rennes a engagé le pari du sport. Elle accueille tous les deux ans le Festival international du film sportif ; la Fédération nationale française de tir à l'arc y tiendra ses assises ; la Fédération française de natation y fera disparaître les championnats nationaux en mars prochain.

Le premier magistrat de la ville, au demeurant cycliste convaincu, donne dans ce domaine aussi la consigne : « Participez. » Et les Rennais participent de plus en plus, pour l'amour du sport sans doute, mais aussi peut-être pour défendre une certaine idée de leur ville et de leur région.

PIERRE ROMER.

MAGISTERE MODÉLISATION MATHÉMATIQUE ET MÉTHODES INFORMATIQUES

Une formation professionnelle de haut niveau, en trois ans

- pluridisciplinaire : mathématiques, mathématiques appliquées, informatique ;
- en liaison avec l'environnement industriel et économique ;
- au contact des laboratoires de recherche de Rennes-Beaulieu.

Une formation aux techniques de l'Informatique Scientifique

Modélisation mathématique et simulation, analyse numérique, probabilités et statistiques, algorithmique et codage, programmation logique, conception et réalisation de logiciels scientifiques...

Une formation conduisant aux carrières de l'ingénierie mathématique, ou à la préparation d'un Doctorat

Filière à accès limité, elle s'adresse aux titulaires d'un DEUG Sciences et aux élèves des classes préparatoires.

RENSEIGNEMENTS conditions d'accès, études

SECRÉTARIAT DU MAGISTERE, IRMAR

Campus de Beaulieu, 35042 Rennes cedex.

Tél. 99.36.48.15, poste 21.29

INSTITUT DE RECHERCHE MATHÉMATIQUE DE RENNES UNIVERSITÉ DE RENNES I

POINTS FORTS

FAÇADES A NEUF

A Rennes, outre la remise en état d'origine, le confort en plus - de tout un secteur réhabilité dans le centre-ville, la municipalité a décidé de faire appliquer la loi, qui prévoit un ravalement des façades tous les dix ans.

Un arrêté municipal a été pris le 18 novembre 1980, et la ville est divisée en quarante secteurs, ceux du centre étant prioritaires. En cinq ans, les façades de cinq cent vingt-deux immeubles ont été restaurées, ravalement qui s'inscrit dans une plus vaste opération de réappropriation du centre-ville, dont l'aménagement du plateau piétonnier autour de la place de la mairie constitue sans aucun doute l'une des plus belles réussites.

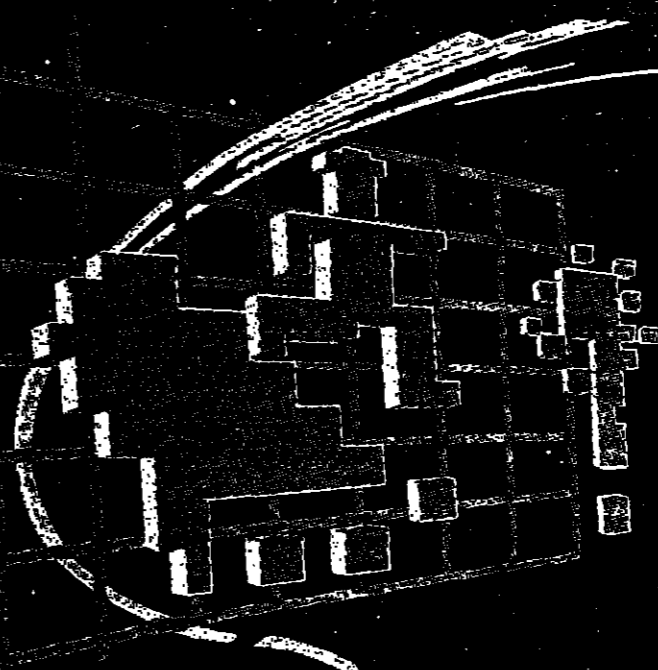
En 1988, l'ensemble du secteur sauvegardé aura vu ses façades blanchies rennais. Fait assez surprenant, les bûches sont infimes : moins de 3 % pour la première campagne. - C. T.

LE JAPONAIS EN PRIMAIRE

Une école primaire de langue et de culture japonaises existe depuis septembre 1985 à Rennes, où des locaux du groupe scolaire Jean-Zay, situés dans le centre-ville, ont été mis à la disposition d'une association regroupant les familles japonaises récemment installées dans la région rennaise.

A l'origine de cette création : l'implantation d'une unité de production Canon à Liffé, et la création de la société Sofradore-Kenwood, à Janzé. Une quarantaine d'enfants fréquentent actuellement cette école. - C. T.

A Rennes, le 1er Festival International des Arts Electroniques



Désormais, il faut compter avec Rennes

LE FUTUR

ne Eglise da

Mer Jullien nous p

« L'urbanisme... l'Eglise... mais pas assez de... présence active... prêtres dans la... communautaire... ZUP et de leur... »

« Dans l'avenir... même de la ville... nous trouvons... souvent croît... recent d'Yves... champ en étant... d'une époque... toute la culture... était réunie... cette commun... dire à nouveau... cela, il faut re... effort. C'est l'au... l'Eglise de Rennes... »

Un peuple

- Vous p... engagé ?

- Je ne suis... pessimiste, mais... peuple breton... racines chrétiennes... de sa culture... mon parti d'Yves... même avec... le sus leur... d'une situation... temps. Nous... Eglise rennaise... des religieux... laquelle le... partie prenante.

- Comment... sauver toute...

- La prise... plus qu'un... rôle d'urbanisme... nous devons... des communautés... il aura à l'égard... l'évêque. Mais... conseil principal... train de mettre... »

- Il colle... plus compliqué...

Rennes... le 1er Festival International des Arts Electroniques

Prix National de l'Innovation Technologique

Desormais, il faut compter avec Rennes

AU FUTUR

VIVRE ENSEMBLE

Une Eglise dans le courant

Mgr Jullien nous parle de ses projets

Mgr Jacques Jullien, cinquante-six ans, a officiellement pris, le 23 octobre, ses fonctions d'archevêque de Rennes. Ce Finistérien né à Brest, ancien curé de la paroisse Saint-Louis de Beauvais, avait été nommé en mai 1984 coadjuteur du cardinal Paul Gouyon, auquel il vient de succéder. Il est président de la commission épiscopale de la famille.

Ancien professeur de théologie morale, sa forte personnalité l'a conduit à prendre des positions remarquées sur les questions de morale conjugale, scientifique et militaire.

« Monseigneur, en prenant vos fonctions d'archevêque de Rennes, avez-vous déjà des projets ?

« L'action de l'évêque dépend de sa connaissance des lieux et des personnes. Je me méfierais beaucoup d'un évêque arrivant dans un diocèse en faisant claquer sa croix et en clamant : « Voici mes projets ! ». Mais cela ne m'empêche pas, bien sûr, d'avoir des convictions.

« Par exemple ?

« Des convictions d'ordre général d'abord, car Rennes n'est pas une île. Son évolution s'inscrit dans celle de la société française et européenne, une société à laquelle se posent des questions radicales - celles du sens de la vie, de l'homme - et où une « deuxième évangélisation » devient une tâche urgente et permanente.

« Pour ce faire, à Rennes, nous sommes confrontés à une crise majeure de notre encadrement. Nous avons plus de mille prêtres il y a trente ans : ils sont aujourd'hui huit cents. De deux cent soixante séminaristes, nous sommes passés dans le même délai à vingt-six !

« L'urbanisation a changé la ville : l'Eglise est encore bien implantée dans le vieux Rennes, mais pas assez dans les nouveaux quartiers périphériques, malgré la présence active et fraternelle des prêtres dans le monde ouvrier, de communautés religieuses dans les ZUP et de bien des laïcs engagés.

« Dans l'environnement rural même de la ville de Rennes, nous nous trouvons face à un appauvrissement croissant. Un livre récent d'Yves Lambert, *Dieu change en Bretagne*, décrit la fin d'une époque de chrétienté où toute la communauté humaine était réunie autour de son recteur. Cette communauté éclatée doit être à nouveau rassemblée. Pour cela, il faut redéployer notre effort. C'est l'une des tâches de l'Eglise de Rennes au futur.

Un peuple de saints

« Vous paraît-elle bien engagée ?

« Je ne suis ni optimiste ni pessimiste, mais j'espère, car ce peuple breton garde de solides racines chrétiennes. C'est un peuple de saints. Je ne prends pas mon parti d'une Eglise qui fonctionne avec moins de prêtres, mais je suis bien obligé de prendre acte d'une situation qui va durer longtemps. Nous devons passer d'une Eglise reposant sur des clercs et des religieux à une Eglise dans laquelle le laïc est davantage partie prenante.

« Comment comptez-vous assurer cette mutation ?

« Le prêtre sera plus mobile, jouant plus qu'aujourd'hui encore un rôle d'animateur de communautés diverses, de « communion des communions ». Pour ce faire, il aura à partager le regard de l'évêque, d'où l'importance du conseil presbytéral que je suis en train de mettre en place.

« Il collaborera avec des laïcs plus compétents et plus formés. Je

suis frappé par le nombre de responsabilités prises à Rennes par les laïcs dans la catéchèse, l'animation liturgique, les mouvements d'action catholique. Ils sont nombreux à suivre des cours de formation à l'association Croire et servir ou au service interdiocésain d'études théologiques.

« Mais je dirais que l'initiation à l'animation de groupe et à la théologie est une chose ; autre chose pour les laïcs est l'enracinement dans une vie de foi et de prière. Nous aurons besoin, demain, de chrétiens solides, et c'est l'une des fonctions à venir des prêtres que de contribuer à cette fidélité des laïcs. Opposer, comme certains le font, prêtres et laïcs en termes de pouvoir, c'est évacuer l'essentiel. Il n'y aura pas de paroisses sans prêtre, même si le prêtre n'y réside plus, car il ne peut pas y avoir de communauté chrétienne sans référence à l'eucharistie et au prêtre, en liaison avec son évêque.

« Rennes change dans son habitat, vous l'avez dit, dans sa population et dans ses activités. Quelle présence l'Eglise entend-elle assurer dans cette ville ?

« Elle doit être présente aux courants nouveaux et tenter de répondre aux questions nouvelles. C'est évident à Rennes, qui est l'une des capitales de l'informatique et de la télécommunication.

« C'est une exigence également par rapport au monde universitaire - trente-huit mille étudiants dans la ville - et à la communauté scientifique. Avec mes collaborateurs, nous avons renforcé l'aumônerie étudiante et lui avons donné une Eglise dans la périphérie de Rennes, près de l'université de Villejean : l'Eglise a besoin d'être visible. C'est même l'un des points de passage obligés de cette confrontation que je souhaite de la culture moderne avec la foi. »

Propos recueillis par HENRI TINGO.

A SAINT-AUGUSTIN

Laïcs aux avant-postes

A Rennes, tout le monde l'appelle « Saint-Au ». On dit aussi « la communauté ». Non par coquetterie de langage, mais parce que le mot « paroisse » évoque un territoire géographiquement limité. Or la réputation de Saint-Augustin lui vaut chaque dimanche de nombreux fidèles d'adoption.

Ils s'ajoutent à ceux du lieu, situé à l'est de la ville, entre l'université des sciences Beaulieu, un quartier pavillonnaire coquet et le ZAC des Longs-Champs. Soit une zone de près de dix mille habitants, typique d'une Rennes en pleine rénovation. A Saint-Augustin, l'Eglise aussi épouse son temps !

Avant 1968, il n'y avait là qu'un campus et des aumôniers d'étudiants. Après, le campus est resté, mais le nombre des aumôniers a fondu. L'un d'eux, Francis Méhaignerie, décide pourtant d'y construire une Eglise et de rassembler autour d'elle une communauté. Avec une option clairement définie : la corresponsabilité des prêtres et des laïcs. Les structures vont apparaître peu à peu vers la fin des années 70.

L'Equipe pastorale est le véritable conseil d'administration de la communauté. Elle comprend trois prêtres, un diacre, un séminariste, deux religieux permanents. Plus une quinzaine de laïcs, élus ou cooptés, représentant les grands services de la paroisse. Premier motif d'étonnement : les vocations ne man-

quent pas. Les mandats sont limités à un ou trois ans et les postes assez aisément pourvus lors d'« assemblées paroissiales », convoquées à intervalles réguliers, véritables instances de concertation et d'orientation.

Mais cette sorte de démocratie directe, encore rare dans l'Eglise, n'est pas le plus important. Il est dans la variété et la vitalité des petits groupes de laïcs qui prennent en charge tous les aspects de l'animation de Saint-Augustin, de l'accueil à la gestion financière, de la préparation au mariage jusqu'à l'accompagnement des malades.

Six « couleurs » liturgiques

Au total, deux cents laïcs sont mobilisés pour un véritable foisonnement d'initiatives et d'activités qui fait dire, à Rennes, qu'« à Saint-Au, il se passe toujours quelque chose ! ». Six équipes liturgiques assurent à tour de rôle, et avec pour chacune une « couleur » différente, les messes du samedi et du dimanche qui, sauf l'été, n'attirent pas moins de mille deux cents fidèles !

Vous voulez faire baptiser votre enfant ? C'est une équipe de laïcs qui se rend chez vous, fait connaissance, vous aide à préparer la célébration du sacrement. Il y a eu une centaine de baptêmes en 1984 et « autant

d'occasions », ajoute un prêtre, Roger Blot, pour des gens qui avaient pris leurs distances avec l'Eglise de renouer avec elle ». C'est également un laïc de la communauté qui, après avoir rendu visite à la famille éprouvée, accompagne le défunt au cimetière.

Plusieurs groupes de prières se relaient dans l'oratoire qui jouxte les nombreuses salles de catéchisme, d'aumônerie, de formation biblique et théologique. Si les mouvements d'action catholique comme tels sont absents, d'autres équipes veulent témoigner de l'ouverture au monde : comme Justice et Paix, instance de sensibilisation aux questions du chômage et du tiers-monde, ou des groupes d'accueil d'étudiants étrangers isolés à Rennes ou de déblocage de fonds d'urgence pour les plus pauvres.

Des actions toutes particulières tentent enfin de répondre aux besoins de formation des jeunes. La paroisse vient même d'agrandir ses locaux pour en abriter quelques-uns.

Que des prêtres et des laïcs travaillent ensemble, c'est possible. La préoccupation du « pouvoir » est moins présente que celle du « service ». « Pas besoin d'aller aux frontières », dit Louis Goulpot, professeur d'université, et secrétaire du bureau de l'Equipe pastorale, l'évangélisation commence à ma porte. »

H. T.

Rennes, créateur du Prix National de la Mutation Technologique

Prix National de la Mutation Technologique

Désormais, il faut compter avec Rennes

"MAITRISER LA TÉLÉMATIQUE... C'EST SIMPLE."

En deux ans, le Centre National de Formation aux usages de la Télématique a formé plus de 1 000 professionnels. Intégrer avec succès la télématique est aujourd'hui une nécessité pour toutes les entreprises.

Pour vous y aider, le CNFT met à votre disposition toute l'expérience et le savoir-faire des Télécommunications. Très proche de l'évolution des technologies et des nouveaux services le CNFT vous fait bénéficier de sa position privilégiée. C'est un atout pour les entreprises. Il vous propose un programme de formations générales et spécifiques parfaitement adaptées à vos projets. Parce qu'il donne les moyens de mettre en œuvre la télématique, il joue un rôle moteur dans le développement

des nouveaux modes de communication. Avec le CNFT, maîtriser la télématique et son évolution, c'est simple...

Pour connaître tous les stages de formation du CNFT, appelez le numéro vert 06 05 02 71 35 ou écrivez le coupon qui suit rempli à l'adresse suivante :

Centre National de Formation aux usages de la Télématique
16, rue de Poincaré, B.P. 1110, 35042 Rennes Cedex

Nom _____

Raison sociale _____

Adresse _____

Tél. _____

NUMERO VERT
06 05 02 71 35

cnft

CENTRE NATIONAL DE FORMATION
AUX USAGES DE LA TÉLÉMATIQUE

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS FORMENT A LA TÉLÉMATIQUE.

TELECOMMUNICATIONS

3500



33. L

Sous couvert d'organisations différentes, les codes gén

32. Société : Malinowski ou les angoisses et les joies d'un ethnologue solitaire

33. Lettres étrangères : le testament de Heinrich Böll

Le Monde DES LIVRES



Femmes et colonies
au service de la publicité

Les amours exotiques
ne sont pas contradictoires
avec des photos
bourgeoises
conformistes...



A la mode
des Européennes.

Une philosophie du chahut

Méditation sur le « chaos » et le « mélange », le dernier livre de Michel Serres nous invite à retrouver les vertus des cinq sens.

AVEZ-VOUS remarqué la laideur de ceux qui savent ? demande, avec un brin de provocation, Michel Serres au troisième chapitre de son dernier livre, *Les Cinq Sens*. Au chapitre deux, l'auteur s'en prend à Socrate, qui, écrit-il, « pensait sans cesse d'être laid ». Il ajoute : « Socrate hideux : quel aveu ! La difformité de cet homme révèle sa philosophie malade. » Malade de quoi ? De s'être enfoncé... dans la « force » du langage, ce langage qui, selon Michel Serres, « anesthésie les cinq sens ».

La vérité est que Socrate « a aimé la mort ». Michel Serres, lui, aime la vie. « A quoi bon penser si on ne sait ni ne peut vivre ? », dit-il. Aussi n'accepte-t-il pas que le savoir s'oppose à la beauté, l'intelligence au sensible, ou l'âme au corps. « Je cherche une science belle », proclame-t-il. Au dualisme cartésien, Michel Serres préfère - toute son œuvre en fait foi, de la série des *Hermès* à *Genèse* et à *Rome*, le *Livre des fondations* - ce qu'il appelle ici « la multiplicité bigarrée », ou, mieux, « la variété universelle ». « Tous les corps réels, écrit-il, sont moirés, mélanges flous et en surface de corps et d'âme ». Et plus loin : « Reste à penser le mélange même. »

Contre la tyrannie du verbe, Michel Serres propose donc d'en revenir aux choses elles-mêmes, de retrouver les vertus des cinq sens, de demander simplement au

langage, provisoirement déchargé des hautes fonctions que lui assignent « les trois pouvoirs de ce jour » - les sciences, les médias et l'administration, - qu'« il célèbre la beauté du monde ».

Et c'est bien à cette célébration, chaleureuse, passionnée, frémissante parfois, que nous convie l'auteur. Son livre n'a pas la forme d'un savant traité de philosophie - ce serait contredire le projet lui-même - mais se lit plutôt comme une succession de récits, de fables, d'apologues, entrecoupés de chants et de récitifs. « Il faut écrire au plus près du buissonnement agité », dit-il.

Bonneurs d'écriture

Ce parti pris produit de réels bonheurs d'écriture qu'il raconte, dès l'ouverture du livre, un incendie à bord d'un bateau, qu'il promène son regard sur la peinture de Bonnard ou sur les tapisseries de la Dame à la licorne, qu'il décrit une matinée à Epidaure ou la saveur d'un yquem de 1947, qu'il évoque Cendrillon et sa pantoufle de vair, Orphée à la recherche d'Eurydice ou encore - dans un texte déjà publié par *Le Monde*, il y a trois ans, parmi *Douze leçons de philosophie* - les pêcheurs hauturiers et leurs cartes marines.

THOMAS FERENCZI
(Lire la suite page 30.)

★ LES CINQ SENS, de Michel Serres. Grasset. 383 p., 115 F.

Quand la civilisation était métisse...

Dans la *Femme au temps des colonies*, deux historiennes resuscitent tout un monde féminin dédaigné ou méconnu.

IL arrive que le hasard médiatique se fasse ouvrier de haute fice et mêle fils blancs et fils noirs pour tisser la tapisserie incongrue (mais édifiante) de l'actualité. Qu'on en juge : dans la soirée du 16 octobre dernier, comme bon nombre de Français, j'assiste à l'« heure de vérité » (?) de M. Le Pen. Grâce à un inconscient bien entraîné à bouter indésirables et fâcheux hors de ses rêves, et je m'éveille, l'esprit frais, au matin du 17, pour ouvrir la *Femme au temps des colonies*, ouvrage récemment paru. Fil blanc.

Quatrième volume d'une collection qui se donne chaque fois pour tâche de réfléchir et d'informer sur la femme dans un temps et un espace bien circonscrits (nous avions déjà apprécié la *Femme au temps des cathédrales*, de Régine Pernoud), ce livre propose, après un exposé rapide sur le phénomène de la colonisation, une analyse exhaustive de la condition féminine alors que « le mythe de la bonne sauvage transformait d'avance toutes les colonisées en paradis du sexe ». Mais, mieux encore, c'est tout un monde féminin dédaigné ou méconnu que resuscite cet ouvrage où se croisent les destins des colonisées et

des colonisatrices, où circulent de grandes et d'humides figures, exploratrices, religieuses, prostituées, aventurières, « maîtresses des choses », etc.

Les sources historiques faisant peu ou prou défaut sur le sujet, dans la zone d'investigation si particulière qu'elles s'étaient désignée, Yvonne Knibiehler et Régine Goutalier précisent d'entrée de jeu que, si elles ont utilisé des études ethnologiques, elles ont dû recourir pour l'essentiel aux récits de vie et aux souvenirs individuels. Et c'est tant mieux pour le lecteur, car ce parti pris oblige à insérer dans l'analyse témoignages concrets,

matériau littéraire (extraits de Loti, Maupassant, Montherlant, et d'autres), bribes de chansons populaires, sans compter quelques anecdotes émouvantes ou savoureuses.

Nous apprenons - ou réapprenons - donc de façon attrayante comment s'installa au dix-huitième siècle « la longue tradition de concubinage presque obligatoire entre Européens et compagnes locales » (là le petit Blanc vivait paisiblement en couple avec sa « ménagère », ailleurs il l'épousait « à la mode du pays » et, dans un cas comme dans l'autre, il lui faisait des enfants).

ANNE BRAGANCE
(Lire la suite page 32.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'inestimable objet de la transmission, de Pierre Legendre
Voleurs de mots, de Michel Schneider

Qu'avons-nous en propre ?

AVEZ-VOUS lu Legendre ? Moi, non, jusqu'à cette semaine. *Le Monde* n'a jamais parlé de lui. On ne l'a pas vu à l'écran, que je sache. Voici pourtant son didème ouvrage. Professeur à l'Ecole pratique des hautes études, il a écrit sur le droit romain, l'administration, la danse, la poésie. Il est lancé dans une série de *Leçons* traitant de la logique, du cinéma, de la psychanalyse, de l'amour politique (7).

Ce Tome IV est le second à paraître, sur les six prévus. Le titre n'évoque rien de net ou profane, sinon des relents de Bachelard ou une thèse sur les P et T en alexandrins (si on compte deux pieds pour si-on). Le sous-titre : *Etude sur le principe généalogique en Occident*, semble plus explicite. Illustré qu'il est par des portraits d'ancêtres ; quoique turcs, paraît-il, on dirait la mère Denis épousant Henri Vincenot !

Il est question de parentés et de parentèles, en effet, mais à peine. L'auteur opère une jonction, rarement tentée avant lui, entre la psychanalyse et la philosophie du droit, entendu comme science du vivant parlant. Son propos central : montrer que si les groupes humains se donnent des institutions et des règles - au cœur desquelles les lois généalogiques -, c'est pour assurer leur reproduction, en nouant ensemble le biologique, le social et l'inconscient.

EN couchant ainsi sur le divan nos inventions juridiques, Pierre Legendre ne cède pas au néoscientisme qui voudrait que Freud ait répondu à tout. Il élucide seulement, et prudemment, la portée clinique que ces inventions ont vocation à masquer. Sous couvert d'organiser le magma familial et de différencier l'individu, les codes généalogiques obé-

sent en secret à notre peur du vide, à notre besoin de Sujet, de père, de Dieu, de Raison.

Pure élucubration institutionnelle sans base biologique, l'interdit de l'inceste apaise l'ignorance où est l'homme de ce qu'il désire exactement, en légitimant certains désirs et pas d'autres. Par la culpabilité, les institutions s'assurent une prise sur le pulsionnel. C'est un arrangement pour nous mettre en règle avec l'énigmatique volonté des dieux, c'est-à-dire la mythologie d'une référence absolue.

Avez-vous songé à ce paradoxe ? La généalogie n'a rien d'un classement naturel ni d'un discours théorique, c'est un effet de langage aléatoire, rien d'autre : or c'est elle qui donne une consistance civile à l'objet mythique et aux groupes humains, incapables de s'autofonder. C'est elle qui dégage des règles de raison, le principe de paternité, et des libertés qui ne vont pas de soi, qui ne se créeraient pas sans elle. L'acquis essentiel de nos sociétés, nous le devons, en somme, à de la poésie !

Autre évidence mal aperçue jusqu'ici et qui saute aux yeux en lisant Pierre Legendre : les juristes, à qui incombait la réflexion sur la Loi, s'en déchargent de plus en plus sur les sciences humaines, voire biologiques, dont rien ne dit qu'elles aient la compétence pour cela ni la vocation...

CHEMIN faisant, l'auteur éclaire quantité de questions connexes : la filiation, les emblèmes, les places du père, de la mère et de l'Ego, les liens entre l'inceste et la Loi, aussi nécessaires qu'injustifiables.

(Lire la suite page 30.)

Françoise MALLÉT-JORIS

de l'Académie Goncourt



Le rire de Laura

roman

« Une des rares romancières chez qui la curiosité pour son époque se nourrit d'une adhésion presque mystique aux manifestations les plus violentes et les plus associées de la vie, de l'amour. »

Bertrand Poirot-Delpech / *Le Monde*

« Il n'y a pas de pardon dans ce livre superbe et prométhéen qui a de surcroît l'insigne mérite de ne pas faire la morale. »

Alain Bosquet / *Le Figaro*

« Intelligent, violent, sensuel et grave, ce roman du renoncement et de la renaissance d'une femme est une pure merveille. »

Sylvie Gendreau / *Madame Figaro*

GALLIMARD *nrf*

DU LIBRAIRE

ROMANS

La tragédie

d'une diva

LINGRID WEBER de Yves-Michel Ergal a cessé de chanter. «Inoubliable» diva, oracle des mélomanes, elle s'est retirée pour ne pas offrir «le spectacle affligeant d'une voix qui se fissure, s'affaiblit, se tue». Parallèlement, une autre voix, souterraine, s'est fait jour en elle : l'écriture. Murée dans son bureau de la rue Guynemer, elle raconte le secret d'une existence dévorée par un monstre nommé génie.

Car la création vocale s'est développée en Ingrid Weber comme un véritable monstre. Au départ pourtant, son talent n'est rien de plus qu'une «prédisposition naturelle». Elevée par une mère éprise d'opéra, sa «vitalité musicale» tient de l'éducation plutôt que du démon. Rien encore ne prédit la «terrible, imposante et monstrueuse dimension» de sa renommée future. C'est à la faveur d'un drame qui surgit ce caractère démesuré. Rescapée d'un accident mortel pour ses parents, la petite Ingrid s'enferme dans la musique de sa voix. Celle-ci enveloppe son chagrin comme la nacre enrobe le grain de sable entré dans l'huître ; et comme le coquillage, Ingrid se ferme au monde. Le don

qu'elle amplifie, parce qu'il naît de l'horreur dans la solitude, prend des proportions monstrueuses.

Progressivement, ce monstre envahit Ingrid Weber. L'écriture d'Yves-Michel Ergal s'enfle comme une partition tragique. Le génie, issu de la mort des parents, tue à son tour la «vraie» Ingrid Weber : celle de chair et de sang. Son corps est réduit au rang de pure «forme vocale». Son esprit, terrassé par la «durée mortelle» du génie, se détruit de l'intérieur. L'extérieur compte à peine, sauf lorsqu'il prend le visage même d'Ingrid : de l'amant qui la torture elle s'exclame : «C'était moi-même !»

Il ne reste plus de place que pour le chant. «Désincarnée, quasi intemporelle», la voix d'Ingrid Weber devient un mythe. La femme se fait «notations d'encre et de papier», elle entre dans la légende. Elle est irréaliste comme les personnages transformés par l'imagination : comme les héroïnes d'opéra qu'elle incarne : Poppée ou Lucrèce Borgia, elle est lointaine comme une déesse, comme une «vierge». Sous la plume d'Yves-Michel Ergal, ses mots portent un mysticisme grandissant ; de «visions» en «délirés» et en extases, l'Autobiographie ressemble par moments à une prière.

Et c'est seulement lorsque cette voix prodigieuse se brise qu'Ingrid (la «vraie» Ingrid) peut à nouveau parler, écrire. Première œuvre d'un tout jeune auteur, cette Autobiographie

phie témoigne de grandes qualités d'écriture. Au travers d'un style envahissant, implacable et glacé, c'est encore une voix qui se fait entendre : celle de Yves-Michel Ergal. — R. R.

★ **L'AUTOBIOGRAPHIE D'INGRID WEBER**, d'Yves-Michel Ergal. L'Autos Asco Éditions : 150 p. ; 68 F.

■ Yves-Michel Ergal a obtenu vendredi 8 novembre le prix du premier roman.

La fantaisie

et la sagesse

de Lorris Murail

Les éditeurs sont des assassins. En publiant presque tous leurs romans la même fatidique première de septembre, ils condamnent la moitié de leurs auteurs — ceux qui savent le moins nager — à disparaître dans la vague.

Il ne faudrait pas que Lorris Murail reste parmi les engloutis. Sa *Blanche-Ébène* est un divertissement merveilleux. Bien sûr, ce garçon de trente-quatre ans, dont c'est le cinquième livre, est, deservi, outre qu'il a débuté dans la science-fiction, par un talent très riche. Son livre n'est pas une de ces petites choses qui flottent sur la surface de la vague, il faut bien deux jours pour

le lire, et s'arrêter de temps en temps à un mot des îles ou d'autrefois.

Mais que demande le lecteur ? Voici un parfait roman d'aventure à la manière des récits de voyage du XIX^e siècle. On est en 1860. La traite des Noirs est interdite, et l'Anglais gendarme les mers. Ce qui n'empêche pas la *Magdeleine* de Nantes de continuer à se livrer clandestinement au commerce triangulaire. Gabriel de Luyk le comprend un peu tard, passager de la dernière heure dont les raisons de mettre cap au sud sont on ne peut plus éloignées de celles des négriers, puisqu'il s'en va voir en Afrique ce que «tous frères» veut dire. Un livre mystérieux lui sert de boussole, où il est question d'une unique race originelle et du moyen de la reconstruire... Car ce récit rebondissant, où ne manque pas une tempête, pas un coup de canon, pas un mirage, pas un potentat carnivore, est aussi un conte philosophique, où la dénonciation de l'absurdité du racisme culmine en la personne ravissante de Blanche-Ébène, fille du roi du lac Janonga, noire albinos de treize ans.

Il y a beaucoup moins de différences entre les races que de ressemblances au sein de l'espèce humaine, dit Lorris Murail : les seules différences qui comptent sont entre des personnes. — L. G.

★ **BLANCHE-ÉBÈNE**, de Lorris Murail. Laffont, 344 p., 89 F.

JEUNESSE

Lire... ou jouer

«**D**ÉSIREZ-VOUS connaître l'histoire des trois alertes petits pois ? Si oui, passez à 4. Si non, passez à 2... » Cette (grave) question posée au lecteur n'est pas tirée d'une des collections de livres-jeu de lecture aléatoire et tactique qui font, depuis peu, une époustouffante percée sur le marché des livres pour la jeunesse. Elle est de... Raymond Queneau (1).

L'idée n'est pas nouvelle, en effet, de faire participer le lecteur à l'action dont il suit les péripéties en lui donnant la possibilité d'entrer dans l'histoire, d'être le « héros » du livre, de se croire libre de « choisir sa propre aventure » qui le mènera « au triomphe ou à la mort » ! Les succès de ces collections, issues du jeu *Dungeons and dragons*, qui nous arrivent de Grande-Bretagne, peut-être amener à s'interroger sur les conséquences de ce raz-de-marée quant au fonctionnement de l'imagination des générations à venir.

En effet, ces volumes d'un nouveau type, qui ressemblent à des livres, qui se vendent sur les mêmes rayonnages que des livres, ne se lisent plus comme des livres ! Le mode d'emploi est simple : « Deux dés, un crayon et une gomme sont les seuls accessoires dont vous aurez besoin pour suivre cette aventure. VOUS seul déciderez de la route à suivre, des risques à courir et des créatures à combattre. Bonne chance ! »

Le lecteur devient joueur. Il a le choix de son personnage et façonne lui-même sa personnalité. Il dispose d'une « feuille d'aventure » dans laquelle il attribue à son héros des « points de vie » (force, courage, chance, magnétisme, endurance, séduction, habileté), recense le « matériel transporté » (épée, fléau, flèche, gourdin, cotte de mailles, etc.) et comptabilise le « détail des combats » pour connaître le nombre de points des adversaires. Car l'action, bien évidemment, réside inmanquablement dans ce qui est considéré comme « l'activité humaine la plus répandue » : le combat.

Chaque titre évoque l'univers fantastique et merveilleux dans lequel se déroule le récit : une quête (initiatique ?) au cours de laquelle le héros accomplira (ou non) sa mission : la *Châtelle du chaos*, le *Fort de la malédiction*, le *Labyrinthe de la mort*, le *Maraïs aux scorpions*, le *Manoir de l'Éter*, la *Galaxie tragique*, l'*Antre des Dragons*, les *Cryptes de la terre*, etc. Tout un programme d'angoisse, de magie, et d'humour aussi, dans un Moyen Âge de convention issu d'une tradition anglo-saxonne. Et le livre-jeu devient le dernier avatar d'un genre littéraire qui va de Walter Scott à Horace Walpole, Ann Radcliffe, E.T.A. Hoffmann (2) et, plus près de nous, Karen Blixen et surtout Tolkien avec *Bilbo le Hobbit*, cette créature minuscule armée d'un anneau magique qui a pour mission de reprendre au dragon le trésor volé...

PARADOXALEMENT, le public français, qui avait reçu avec une certaine réticence les livres de Tolkien ou de Michael Ende, a vu ses enfants se passionner pour ces constructions où l'ordre de lecture varie en fonction des choix du lecteur, et que l'on peut relire presque indéfiniment en changeant d'histoire : « *En marchant sur le sol*

visqueux, vous atteignez la porte et vous tournez la poignée. Elle s'ouvre sur une galerie qui s'élargit à son extrémité. Vous y pénétrez. Rendez-vous au 124. » (Le *Couronne des rois*). Ou bien : « Vous combattez les Arbres-épées... Si vous parvenez à les vaincre, rendez-vous au 362. Dans le cas contraire, votre cadavre leur servira d'engrais. » (Le *Maraïs aux scorpions*).

Jusque-là, les péripéties merveilleuses et fantastiques auxquelles VOUS êtes confronté ont toutes été traduites de l'anglais par Ian Livingstone, Steve Jackson, J.H. Brennan. Mais il paraît qu'on va bientôt voir apparaître des épisodes « made in France ».

Depuis décembre 1983, une vingtaine de « livres dont VOUS êtes le héros » ont paru en « Folio Junior », régulièrement épuisés et réimprimés, tel le *Sorcier de la montagne de feu*, qui a dépassé les 80 000 exemplaires. « Édités pour la jeunesse, ils sont en réalité lus par un public plus large qui est scolaire, du cours moyen jusqu'à l'université », signale M^{me} Caroline Masseron dans un passionnant article de la revue *Pratiques* (3). Les lecteurs plus âgés, masculins d'après nos observations, ne sont habituellement pas des consommateurs de la collection : ce ne sont simplement pas des consommateurs de livres.



Le livre-jeu est-il bon ? Est-il mauvais ?... Incite-t-il à la lecture... ou au jeu ? La question est posée. Certains enseignants conduisent leurs élèves à écrire eux-mêmes pour construire leur propre jeu, leur propre héros, à partir des *Contes populaires italiens* d'Italo Calvino dans une classe de 6^e par exemple.

Écrire pour jouer... Lire pour jouer... Où cela mène-t-il. Parfois au dictionnaire, comme le suggère Raymond Queneau dans son *Conte à votre façon* : « Si vous voulez savoir pour quoi ils s'éveillent d'horreur, consultez le Larousse au mot « ers » et n'en parlez plus. Si vous jugez inutile d'approfondir la question, passez à 12. »

NICOLE ZAND.

★ **LES LIVRES DONT VOUS ÊTES LE HÉROS**. « Folio Junior », Gallimard, 20 titres parus, dont les séries « Sorcellerie », « Loup solitaire », « Loup ardent », « Quête du Graal », 24 F.

★ **Autres collections** : « *Dungeons and dragons* » (Solzer) ; « *Choisis ta propre aventure* » (Ed. du Félican), « *Livre-jeu de science-fiction* » (Laffont).

(1) « Un conte à votre façon » dans *Oulipo. La littérature potentielle*, « Idées », Gallimard, n° 289.

(2) Voir *Romans terrifiants*, présentés par Francis Lacassin. Coll. « Bouquins », Laffont, 1984.

(3) *Pratiques*, revue du Collectif de recherche et d'expérimentation sur l'enseignement du français (CRESEF). « Le livre-jeu dont ILS sont les auteurs », par Caroline Masseron. Numéro 47 consacré à la littérature de jeunesse et à l'école, Septembre 1985. 50 F (Adresse : 8, rue du Patural, 57000 Metz).

Une forme de pensée autre

DANIEL SIBONY



« Le plus déroutant des psychanalystes » *Le Monde*

« Lire du Sibony, ça fait du bien » *Henri Raczymov*

JOUISSANCES DU DIRE

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy

GRASSET



Pierre de Boisdeffre

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE DE LANGUE FRANÇAISE DES ANNÉES 30 AUX ANNÉES 80

★ ROMAN / THÉÂTRE
★ POÉSIE / IDÉES

Une œuvre de référence

« Cette réalité française du monde des livres, Pierre de Boisdeffre nous l'impose avec une compétence, une clarté, une justesse de vue qui, compte tenu de l'ampleur de l'éventail, constituent un exceptionnel document. »

ANDRÉ BRINCOURT - *LE FIGARO*

Perrin



D.H. Lawrence - Mr. Noon

« Je suis certain que les Français seront prêts à reconnaître la grandeur de Lawrence. » ANTHONY BURGESS / *LIBÉRATION*

« Ce roman inédit, riche, plus authentiquement autobiographique, nous éclaire sur la véritable inspiration de Lawrence. » ANDRÉ BRINCOURT / *LE FIGARO*

« Aucun écrivain du XX^e siècle, à l'exception de Colette, n'a parlé de la Femme avec tant de lucidité, de profondeur et de lyrisme. » JEAN-LOUIS CURTIS / *L'EXPRESS*

« Éclatant d'énergie, de brûlerie, de mauvais goût, d'envie de brûler la chandelle par les deux bouts. » PIERRE LEPAPE / *LE MONDE*

« La formidable modernité de Lawrence. Un événement ! » FRANÇOISE DUCOUT / *ELLE*

« Roman de la liberté sexuelle dans le couple et de l'amour total. » FRANÇOISE HAMEL / *MARIE-CLAIRE*

Almann-Lévy

Qu'avons-nous en propre ?

Une philosophie du chahut

B2

DAKAR du 10 au 16 décembre
FOIRE INTERNATIONALE
DU MATÉRIEL DIDACTIQUE
AFRIKAIDAK : route de l'Aéroport
BP 3329 Dakar
Tél. : 23-10-11 - Télex 4

Le quatrième roman d'un écrivain rigoureux et intransigeant, qui se joue de sa culture.

Seuil

Sa langue est une arme, elle fait voler en éclats le canon de la narration linéaire. Lire Pynchon, c'est partir à l'aventure. C'est assener de centarques pour l'inconnu.

Bernard Gavetti
La Moquette

Seuil de l'Éducation
par Michel Cauchy

Collection Fiction 8, dirigée par Denis Roche

Seuil

هكذا من الأصل

● SOCIÉTÉ

Les angoisses et les joies d'un ethnologue solitaire

Le Journal de Bronislaw Malinowski lorsqu'il faisait ses premiers pas sur le terrain.

L'ETHNOLOGIE a d'abord procédé de la fascination et de la frayeur. Les premiers ethnologues sont allés se brûler au danger des sauvages. Journal d'ethnographie, authentique document à la première personne, raconte les premiers pas de Bronislaw Malinowski sur le terrain.

Né à Cracovie en 1884, c'était un personnage excentrique. Sa vocation première fut la physique et les mathématiques, puis la lecture du *Rameau d'Or* de James Frazer le convertit à l'ethnologie. Surpris en Australie par la déclaration de guerre de 1914, il s'arrangea pour se faire attribuer une mission en Nouvelle-Guinée et dans les îles Trobriand. Ces voyages imprévus prolongeront son exil.

Sa biographie en patchwork rappelle celle d'un autre orphelin polonais, Joseph Conrad. Ce dernier, de vingt-sept ans son aîné, avait aussi passé son enfance à Cracovie et, lui aussi, avait opté pour la langue anglaise. Ils deviendront tous les deux de grandes figures de l'ailleur.

Il est bien sûr facile, a posteriori, de montrer que Bronislaw Malinowski est moins un personnage rimbalde, comme le laisse entendre la forte préface de Remo Guidieri, ou « dostoevskien », comme il l'écrivit lui-même, qu'un personnage contradictoire, avec l'intelligence et la superbe en plus. Malinowski partage avec les héros de Conrad un climat qui hésite entre le sublime et le raté.

N'est-ce pas le lot de tout exotisme douloureux, fût-il transcendé par l'art ou par la science ?

« Qu'on extermine les brutes ! »

Bronislaw Malinowski paye de sa personne. Ses séjours dans les îles sont peu nombreux, mais intenses. Il conduit passionnément son travail d'observation, jusqu'à la manie. Jusqu'à l'obsession. Le moindre détail, le moindre mot, sont pour lui des pistes qui aident à déchiffrer l'alphabet secret des sociétés sans écriture. Et c'est au terme d'une incroyable récolte de données qu'il va rédiger quelques livres majeurs : *les Argonautes du Pacifique occidental* (1922), *Trois essais sur la vie sociale des primitifs* (1925-1926), *la Sexualité et sa répression dans les sociétés primitives* (1927), *la Vie sexuelle des sauvages du nord-ouest de la Mélanésie* (1929), *Une théorie scientifique de la culture* (1944), *les Dynamiques de l'évolution culturelle* (1945).

Mais ce bourreau de travail est un angoissé incorrigible. Tout au long de son *Journal* de terrain, il raconte ses insomnies, ses bontés, ses nausées. Il peste contre les indigènes (qui n'ont sans doute pas compris qu'ils étaient nés pour savoir ce que Malinowski pensait d'eux), et il enrage contre ses boys, ingrats, voleurs et menteurs. Tout ce qui le déçoit le réaspère. Il se pique à l'arsenic

pour chasser les amibes et les idées noires. Et se bourse de quinine. Cela n'arrange rien. Il s'empare : « Qu'on extermine les brutes ! », clame-t-il, évoquant les hommes qu'il étudie, même si quelques pages plus haut, prenant les missionnaires pour cible, il écrivait : « Ces gens détruisent la joie de vivre des indigènes ; ils détruisent leur raison d'être psychologique. Et ce qu'ils donnent en retour est parfaitement inaccessible aux sauvages. »

Un travail sur soi

La véhémence de Malinowski s'explique très bien par la volonté d'être à la hauteur, de répondre les problèmes. Le travail de l'ethnologue est aussi un travail sur soi, une « ethno-analyse ». Les mots n'ont pas le même poids sous la plume d'un Malinowski et d'un raciste. Les indigènes sont ici apostrophés comme la part obscure de ce qui en nous-mêmes ne veut pas se dire.

Je ne tiens pas à laver Malinowski de tous ses péchés. Ses états d'âme, son caractère « soupe



Malinowski, pris par lui-même, aux îles Trobriand

au lait », sa tristesse métaphysique, son ambition (« je serai certainement un éminent savant polonais », « je travaille pour l'immortalité ») ne sont pas faits pour séduire. Mais il y a dans son auto-analyse une exigence brutale de vérité. Un « sois-toi-même » et une incessante aspiration à la beauté. Ainsi, page 129 : « Je reste assis sur un banc : les étoiles ; je pense à la réalité objective : les étoiles, la mer ; à l'homme perdu dans la vastitude, le néant de l'univers ; aux moments où l'on s'immerge dans la réalité objective, lorsque le drame de l'univers cesse d'être un spectacle et devient une représentation dont l'on est acteur - ce

sont là les instants de nirvana véritable. »

Journal d'ethnographie peut très bien se lire comme un texte à part. Pas besoin d'être au fait de la kula (troc cérémoniel), de savoir faire la différence entre anthropologie culturelle et anthropologie sociale, ou d'être un expert du complexe matrilinéaire pour se frotter aux soliloques de Malinowski. A la limite, en se débarrassant de tout l'appareil critique et en oubliant le brillant universitaire que deviendra l'auteur, ce texte - fait de brique et de broc - pourrait être tenu pour une fiction qui raconterait les angoisses et les joies d'un ethnologue solitaire...

JACQUES MEUNIER.

★ JOURNAL D'ETHNOGRAPHIE, de Bronislaw Malinowski. Traduit de l'anglais par Tina Jolas, préface de Remo Guidieri, coll. « Recherches anthropologiques », Le Seuil, 304 p., 120 F.

Quand la civilisation était métisse...

(Suite de la page 27.)

« L'opinion publique considérât avec sympathie, presque avec attendrissement, cette coutume qui paraissait inséparable de la colonisation », de sorte que métis, mulâtres, quaternaires, naissaient, croissaient et se multipliaient de génération en génération. Excepté quelques récits tragiques, « beaucoup de commentateurs insistent sur les bienfaits apportés par ce compagnonnage ». Fil blanc.

Le président Léopold Sedar Senghor lui-même entérine magnifiquement cet état de fait en affirmant que « la civilisation est métisse ». Fil blanc double auquel vient s'accrocher intérieurement un fil noir que je suis bien obligée d'identifier, et j'écris au crayon en marge de cette phrase qui mérite méditation : faire lire à Le Pen.

D'ordinaire, la découverte d'un texte est traversée de pensées parasites mais plutôt agréables, on songe à X ou Y qui nous est cher, dont on connaît les goûts et les idées, et l'on écrit mentalement en marge de sa lecture : faire lire à X ou à Y. A ma stupéfaction, je constate que la sympathie et son contraire peuvent provoquer les mêmes effets. Je pourrais, curieuse de voir comment vont s'entremêler désormais fil blanc et fil noir.

Une difficile croisade

Or donc, le statu quo, jusqu'ici plutôt harmonieux, établi entre les colonisateurs et leurs compagnons colonisés va se trouver bientôt bouleversé par « un courant inverse dénonçant vigoureusement le métissage comme source de tous les maux ». La première îre coloniale avait été amoureuse et bon enfant, la seconde, qui coïncide avec le dix-neuvième siècle, développe les grandes théories racistes. Fil noir. M. Le Pen a forcément une lourde ascendance. Les gouvernements réactifs les anciennes prohibitions et tentent d'imposer des mesures coercitives contre les unions mixtes. Ainsi, « un lieutenant gouverneur de Birmanie invitait par une circulaire, au début de ce siècle, ses collaborateurs à s'abstenir de tout rapport avec des femmes indigènes. Ceux-ci parurent obtempérer, mais, à la grande

réunion de Rangoon, deux cheikhs se présentèrent au départ de la course : Governor's Circular et Physical Necessity, et ce fut le second qui gagna. Le fil noir se cabre, peu sensible à cet humour qui m'enchantait.

Cependant, parallèlement à ces mesures séparatistes, se met en place, tout au long du dix-neuvième siècle et jusque dans la moitié du vingtième, une manière d'assistance des peuples colonisés aux peuples colonisés. Une multitude d'ordres religieux sont fondés, qui, avec les meilleures intentions du monde, vont essayer au Maghreb et en Afrique noire, où ils tenteront d'imposer les bienfaits de la civilisation occidentale (hygiène, soins médicaux, embryon d'éducation) en même temps que leurs croyances.

L'administration coloniale a compris qu'elle ne peut faire face aux plus graves problèmes de la colonisation sans la participation des femmes. Des « colonisatrices » apparaissent alors : ce seront d'abord des religieuses, puis des médecins, des enseignantes, qui ne ménageront leur peine ni dans l'action sanitaire ni dans l'action éducative. Elles se dévoueront sans compter pour aider, soigner, catéchiser, et ce avec plus ou moins de succès selon les populations colonisées. Partout, elles devront surmonter la méfiance, voire l'hostilité, et travailler dans les pires conditions. Certes, ce fut là une difficile croisade, même si, au Maroc,

« Lyauté considérait les soins donnés aux femmes et aux enfants comme le plus sûr moyen de pénétration morale, la condition première d'une conquête des cœurs ». En vérité, les « manières de Blancs », leur mépris affiché ou leur ignorance des traditions, des pratiques, des croyances locales, feront le plus souvent obstacle à cette conquête des cœurs.

« Un espoir chevaleresque »

Le défaut d'appréciation des systèmes en place, apparemment primitifs ou archaïques, a entraîné bien des erreurs. En Afrique noire, pour avoir sous-estimé ou négligé le rôle de la femme dans l'économie agricole, la colonisation a dégradé, sinon ruiné, le statut de l'agriculture, l'introduction de techniques et de structures nouvelles s'étant faite, bien sûr, au détriment de la femme et de l'organisation du clan.

Quant à l'ensemble des coutumes privées (polygamie, mariage précoce, soumission absolue de la femme au mari, répudiation, sévices variés), elles indignaient les colonisateurs, qui considéraient « l'espoir chevaleresque de relever la condition de la femme indigène » et d'imposer le modèle de la société européenne. Là encore, ils ont ébranlé l'ancien équilibre et modifié le rapport homme-femme sans le rendre plus satisfaisant.

« Qu'avons-nous apporté ? », se demande, en 1952, Yvonne Pagniez, alors qu'elle parcourt les oasis du Sud algérien et s'émue de l'« infinie misère » qu'elle rencontre. Fil noir, question pour M. Le Pen.

Qui, qu'avons-nous apporté, et surtout qu'avons-nous laissé derrière nous ? Il est évident que le sort des femmes africaines et maghrébines n'était guère enviable avant l'ère coloniale ; mais la présente étude nous montre que, libérées aujourd'hui de la domination étrangère, elles n'en sont pas forcément plus libres et ont à affronter des problèmes d'autant plus complexes. Au vrai, elles restent les diables de la farce, et, si certaines d'entre elles recherchent courageusement une nouvelle « personnalité culturelle », il semble que, pour la majorité, la souffrance et l'oppression se perpétuent bien au-delà des processus de colonisation et de décolonisation.

18 octobre : un fil rouge est venu surjeter les pages de ce livre refermé : Benjamin Moloise a été pendu au Cap, à l'aube. Nous avons vu sa mère, privée de mots par la douleur, ou la révolte. Car il n'y a pas de mots, il n'y a qu'un fils pendu, un fil rouge perdu dans la tapisserie blanche et noire des jours.

ANNE BRAGANCE.

★ LA FEMME AU TEMPS DES COLONIES, d'Yvonne Kabilas et Régine Gauthier. Stock, 340 p., 140 F.

ENEL
Les origines de la Genèse
« L'enseignement des temples de l'Égypte antique »
Collection « La Bibliothèque initiatique »
En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

Tahar Ben Jelloun
L'enfant de sable
Un chant, une Odyssée orientale, un cri infiniment modulé, une passerelle entre des songes...
Michèle Gezier / Télérama
L'ivresse de la parole finit par gagner celui qui l'entend. Voilà sans doute une des clefs de l'enlèvement qui se dégage de *L'enfant de sable*.
Jean Contrucci / Le Provençal
Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun, conte arabe, aussi lumineux, mystérieux, doux, effrayant que mille et une nuits du désert, dit peut-être l'une des mémoires de l'homme.
(79 F) Danièle Brison / Dernières Nouvelles d'Alsace

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-72
- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

- LA VIE DU LIVRE -
Librairies / bibliothèques / expositions
signatures / conférences / soirées / spectacles
catalogues / recherches / avis d'éditeurs
Stages / offres et demandes d'emploi

BALZAC et Co
CATALOGUE n° 14
(avec liste MOYEN AGE - 18° s.)
sur demande.
Librairie NIZET
3, rue des Fossés-Saint-Jacques,
75006 Paris - Tél. : 43-54-82-82.

ÉDITIONS ORIGINALES MODERNES
Dada, Surréalisme
Fantastique.
Catalogue gratuit sur demande.
Tél. : 43-26-42-48.

LES ÉTRANGÈRES
Testament de H...
par le romancier viennois
Son dernier livre : *Testament* (1984) est un roman d'actualité. C'est la fin d'une œuvre, celle d'un homme qui a écrit avec une maîtrise et une rigueur exceptionnelles.

ROBERT LITTEL
SCŒUR
Les Soeurs est diabolique... Littell est un improvisateur doué, le P... des services secrets. E... et la CIA, il conduit propre bal. fort réjouissant.
MICHAEL SORIN "LE MATIN"
"Double intrigue, double suspense qui procurent un plaisir..."
MICHELE HECHTER "LIBÉRATION"
PRESSES DE LA CITÉ

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Le testament de Heinrich Böll

Le dernier livre du romancier vient de paraître en Allemagne : c'est un portrait féroce de la bonne société.

L'ŒUVRE de Heinrich Böll s'achève et elle entre en purgatoire dans le même temps. L'auteur de tant de chefs-d'œuvre vient à peine de nous quitter (1) que commencent les règlements de compte.

Sans doute l'homme, qui dérangeait, parlait sans fard, dénonçait dans les institutions les malfaçons flagrantes, n'avait-il pas été épargné. Menacé de mort, traduit devant les tribunaux, traîné dans la boue par le groupe de presse Springer, il n'avait cessé de se battre. Il avait en lui, au plus profond de son humanisme chrétien dont le parcours fut une ligne droite depuis le national-socialisme jusqu'à la restauration et l'échec de la social-démocratie, après une guerre de six ans, la force et la conviction justifiant chacun de ses actes, chacun de ses écrits, force et conviction partagées par une compagne admirable, Anne-Marie Böll. Après la parution de *Portrait de groupe avec dame*, en 1971, Heinrich Böll fut l'objet des critiques les plus sévères dans son pays. Les œuvres suivantes lui attirèrent la même défaveur. L'entreprise de démolition dure maintenant depuis près de quinze ans. Elle continue, alors que la mort est intervenue et qu'un dernier livre de Böll vient de paraître en Allemagne : elle s'acharne sur un écrivain qui a eu le tort de vivre une « émigration intérieure » et surtout de le dire.

« *Étais-tu Adam ?* » : une œuvre où la place de la femme est primordiale dans n'importe quelle situation historique et sociale, Böll voyant en elle, avant toute chose, le courage, l'abnégation et l'affection.

Son dernier livre - *Frauen vor Flusslandschaft* (*Femmes dans un paysage fluvial*) - donne une dernière fois la parole aux femmes, aux compagnes des hommes, qu'elles soient épouses

ou maîtresses, libres ou liées, ou les deux à la fois. Nous sommes à Bonn, la lugubre capitale de l'Allemagne occidentale : le Parlement fédéral dresse ses étages aux bords du Rhin. Quant aux dames de la bonne société, elles vivent dans des villas dont les terrasses dominent le fleuve ; elles sont plus ou moins proches des hommes qui font de la politique ou déterminent les cours de la Bourse. Le fleuve les attire : il scintille vraiment parfois comme de l'argent.

« *Être seule avec le Rhin et s'enivrer* », dit l'une d'elles, tandis qu'une autre envie les femmes des marins qui, sur leurs cinq péniches, ont l'air si heureuses : elles

ont des fleurs à leurs fenêtres, et leurs maris sont toujours auprès d'elles. Les dames des villas font partie d'un monde que domine la politique, « *dure, sale et nécessaire* » et à vomir ». Toutes les intrigues y sont possibles, toutes les compromissions admises, toutes les manipulations encouragées. Pour le pouvoir et pour l'argent, les hommes obtiennent l'internement psychiatrique de leur femme ou le divorce, ou, mieux encore, son suicide. On utilise des gigolos, voire des prêtres, à des fins sordides.

Elisabeth Blaukrämer, l'une des figures centrales de ce roman, a eu l'audace de parler du passé nazi de certain personnage. Elle sera enfermée dans un hôpital psychiatrique de luxe. N'a-t-elle pas, en outre, reconnu qu'elle avait été, en 1945-1946, la maîtresse d'un Russe et affirmé que son frère et son père n'avaient pas été assassinés par les bolcheviks, mais qu'ils s'étaient perdus ? Son mari veut lui imposer le « divorce religieux ». On explique que le divorce religieux n'existe pas, mais que l'on peut prononcer une annulation de mariage. « *Peu m'im-*

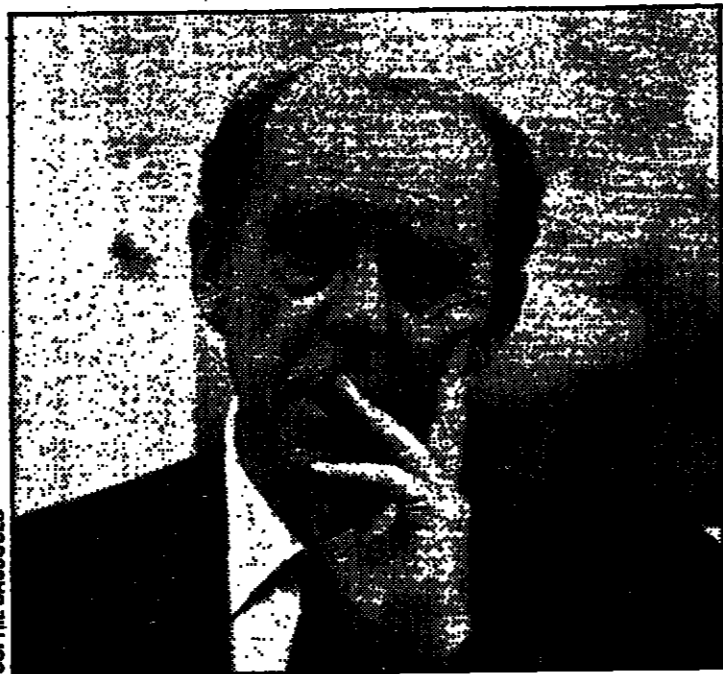
Scandales, suicides, pots-de-vin

Est-elle fautive ? Sûrement pas. Caricaturale ? Certainement. Les scandales récents, en matière d'espionnage - et beaucoup d'autres auparavant (malversations, suicides, pots-de-vin) - permettent de penser qu'il y a dans ce livre un fond d'exactitude. Mais ici encore Böll ne fait pas de procès ; il invente, imagine, met en scène des personnages et des situations. Le sous-titre de l'ouvrage est explicite : *Roman en dialogues et monologues*. Le souci de « théâtraliser », de donner à ces textes le caractère de pièces radiophoniques ne convainc pas techniquement, il est vrai. Böll n'était pas content de son livre. Il voulait en remanier profondément le texte sur épreuves. Il n'a pas pu le faire. La maladie l'a empêché de mener à bien son œuvre.

Ce roman est inachevé, imparfait, fabriqué. Pourtant, il est marqué d'une empreinte qu'aucun autre écrivain allemand de ce demi-siècle n'aura su donner comme Böll : celle de l'authenticité et celle d'une foi torturée, exaspérée, en Dieu.

RENÉ WINTZEN.
★ FRAUEN VOR FLUSSLANDSCHAFT, de Heinrich Böll. Kiepenheuer und Witsch éditeurs, Cologne, 256 p. A paraître en français aux éditions du Seuil.

(1) Heinrich Böll est mort le 16 juillet dernier (voir le Monde du 18 juillet).
(2) Heinrich Böll : *Léon Bloy, au-delà de la littérature*, Le Nouveau Commerce, Paris, automne 1980.



Heinrich Böll : la parole aux femmes une dernière fois.

« Être seule avec le Rhin et s'enivrer »

Romancier réaliste, pessimiste, adversaire d'une société allemande, décomposant l'humanité en gens de bien ou en gens de mal, ne voyant le mal que là où s'exerce l'autorité, le pouvoir et l'argent, Böll serait-il, caricature aidant, le porte-parole des bons sentiments, le défenseur des idées nobles face aux institutions corrompues, qu'il s'agisse de l'État, des partis, des syndicats ou des Églises ? Un Léon Bloy (2), un François Mauriac édulcorés ?

C'est ignorer une œuvre en coup de poing (*Katharina Blum*) ou toute en finesse, en tendresse, en amitié, en générosité (Où

ou maîtresses, libres ou liées, ou les deux à la fois. Nous sommes à Bonn, la lugubre capitale de l'Allemagne occidentale : le Parlement fédéral dresse ses étages aux bords du Rhin. Quant aux dames de la bonne société, elles vivent dans des villas dont les terrasses dominent le fleuve ; elles sont plus ou moins proches des hommes qui font de la politique ou déterminent les cours de la Bourse. Le fleuve les attire : il scintille vraiment parfois comme de l'argent.

« *Être seule avec le Rhin et s'enivrer* », dit l'une d'elles, tandis qu'une autre envie les femmes des marins qui, sur leurs cinq péniches, ont l'air si heureuses : elles

Un monde cruel et fou

Il écrit des nouvelles pendant trente ans
Le Seuil en publie un choix

La nouvelle occupe une place considérable dans l'œuvre de Böll. Toutes les nouvelles écrites par l'écrivain allemand depuis la fin de la guerre représentent près de mille pages imprimées (1). En 1951, pour les *Breches galeuses* (l'un des récits du présent recueil), Böll reçut le prix du « Groupe 47 » ; il y racontait l'histoire de celui qui sait qu'il sera, comme l'était déjà son oncle, le « galeux » de la famille, mais qui sait aussi que le sort, un jour, le comblera de ses faveurs. Les textes de cette époque - les *Aventures d'une musette*, *Une cuitte à Potéck*, *Au bout de la ligne* (l'absurdité des guerres, l'effroyable vulnérabilité de l'homme) - dépeignent une réalité où tout s'apparente à la solitude, à la détresse et, en définitive, à la mort : l'individu est broyé par un monde cruel et fou.

La tendresse
pour les victimes

Plus tard, avec *Des hôtes déconcertants*, Böll cédera à un humour souriant ; puis, avec des nouvelles d'une férocité et d'une amertume poignantes - Comme dans les mauvais romans (la « magouille » en allemand), il va se passer quelque chose (l'activisme industriel et sa déraison), la Gars de Zimpren

(grandeur et décadence des chemins de fer et de l'administration), *Changements à Stasch* (comment faire d'une abbaye bénédictine un centre touristique international), Pas une *Jerme pour Schneck* (le professeur d'université « exploitant » ses étudiants) - l'auteur revient à un pessimisme qui ne l'a jamais quitté ; mais qu'il compense par une grande sollicitude envers les amants, les jeunes, la femme ; et par la tendresse qu'il porte à ceux que la société étouffe et cherche à détruire. C'est le thème de textes comme *la Grimsche*, *le Pain des jeunes années*, *Katharina Blum*, ou *Le train était à l'heure*, qui ne sont, à vrai dire, que de longues nouvelles.

Après la *Mort de Lohengrin* (Seuil 1958) et *Loin de la troupe* (Seuil 1966), ce recueil donne d'excellents exemples de l'œuvre de Böll et de son art de nouvelliste. Il faut ajouter que la traduction de Pierre Gallissaires est fort réussie.

R. W.

★ LE DESTIN D'UNE TASSE SANS ANSE, de Heinrich Böll. Traduit de l'allemand par Pierre Gallissaires, Seuil, 212 p., 75 F.

(1) Heinrich Böll : *Gesammelte Erzählungen*, 2 vol., Kiepenheuer und Witsch, Cologne, 1981.

Le grand roman de l'auteur des *Cosmopolites*.

Jean Blot Tout l'été



Roman

Albin Michel

Une chatte, un caïman et les autres

ROGER HANIN



« Le voyage d'Arsène charrie des mots qui se percutent, s'encastrent, s'attirent et se démolissent. Comme dans l'ivresse. On en ressort groggy et content. » Brigitte Salino / L'Événement du Jeudi

Le Voyage d'ARSÈNE

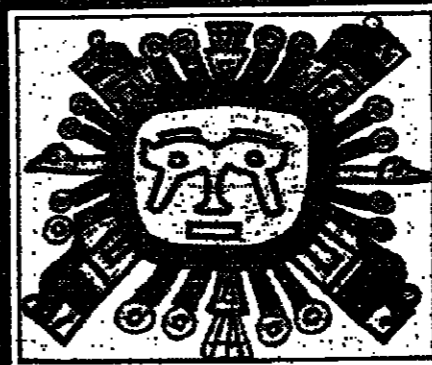
ROMAN

GRASSET

« Un écrivain de talent et de feu. »
MARCEL NIEDERGANG - LE MONDE

Eduardo Galeano

Mémoire du feu
*Les Visages
et les Masques*



Déjà paru

Les naissances

Plon

ROBERT LITTELL

LES SŒURS

« *Les Sœurs* est diaboliquement construit... Littell est un improvisateur doué, le Paganini des services secrets. Entre le KGB et la CIA, il conduit son propre bal, fort réjouissant. »

RAPHAËL SORIN - LE MATIN

« Double intrigue, double suspense qui procurent un rare plaisir. »

MICHELE HECHTER - LIBÉRATION

PRESSES DE LA CITÉ

A CANNES

Un festival et un marché. pour les chorégraphes

[illegible]

MICHEL COURNOT.
★ Fondation Deutsch de la Meurthe,
the, 20 h 45.

A l'Association pour le 60^e anniversaire, 20 h 45.

DATE: 40-53-88-73.

1. *Journal of Management Studies*, 1990, 27, 1, 1-14.

Violent réquisitoire du sénateur Jean Cluzel contre M. Hervé Bourges

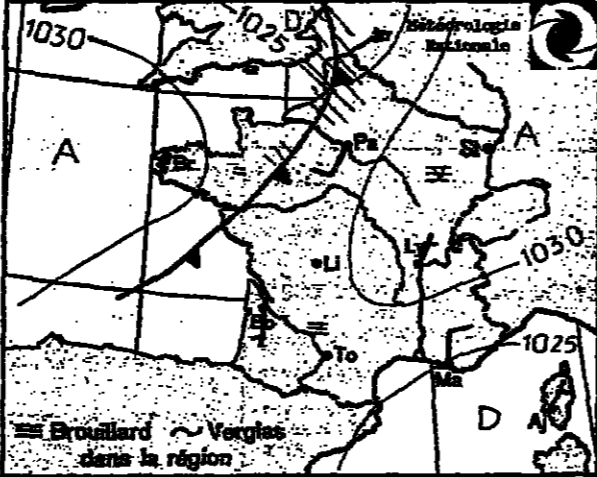
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14-11-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15-11-85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 novembre à 6 heures et le vendredi 15 novembre à 24 heures.

Avec la hausse temporaire du champ de pression au sud, l'instabilité sur les régions de l'est sera rapidement atténuée mais une sérieuse perturbation abordera les régions de l'extrême ouest.

Jusqu'à la fin de la nuit, le temps sera encore humide surtout sur les régions de la moitié nord, sera généralement des brouillards givrants se seront formés au nord de la Loire, mais qui seront plus locaux sur les régions de Sud-Ouest. Le long des frontières du Nord-Est et sur les Vosges on observera encore quelques averses de neige qui seront plus rares au cours de l'après-midi. En Corse également, le temps sera instable mais cette instabilité s'atténuera aussi au cours de la journée. Après la dissipation des brouillards, sur la majeure partie du pays des éclaircies se développeront.

Malgré un fin d'après-midi et en soirée le ciel se couvrant sur la Bretagne, la pluie y fera son apparition mêlée parfois de neige.

Enfin sur les régions du Sud-Est, le ciel, le ciel restera dégagé, mais, le mistral soufflera fort en matinée (avec des pointes pouvant atteindre 70/80 km/h) et s'atténuera dans l'après-midi. Les températures seront négatives le matin (de -4 à 0 degrés dans l'intérieur du Nord au Sud-Ouest jusqu'à -6 à -7 degrés dans le Nord-Est et entre 0 et 4 degrés ailleurs) remonteront l'après-midi entre 2 et 12 degrés du nord au sud.

Situation générale :

Une perturbation peu active traversera vendredi les régions de la moitié nord de la France dans un champ de pression élevé.

Vendredi matin : Une zone de temps couvert accompagnée de quelques

pluies sera située de la Vendée, à l'ouest du Bassin Parisien et au Nord : quelques précipitations neigeuses pourront précéder cette zone avec des formations temporaires de verglas.

As cours de la journée, le temps couvert s'étendra vers l'est et s'étendra en soirée de l'Aquitaine, au Centre et au Nord-Est ; les précipitations, parfois neigeuses, ne seront plus observées que sur l'extrême Nord-Est.

Avant l'arrivée de cette zone maussme, le temps sera clair ou peu nuageux avec des formations locales de banc de brouillard givrants sur l'Aquitaine et les régions de l'Est.

Sur la Bretagne et la Normandie, un temps peu nuageux ou nuageux prédominera.

Les températures minimales seront voisines de -3 à -6 degrés de l'Aquitaine au Nord-Est, 0 à 5 degrés sur le Nord-Ouest, 2 à 4 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures atteindront 8 à 10 degrés près des côtes, 3 à 6 degrés dans l'intérieur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 13 novembre, le second, le minimum de la nuit du 13 novembre au 14 novembre) : Ajaccio, 14 et 10 degrés ; Biarritz, 9 et 1 ; Bordeaux, 8 et -4 ; Brétat, 8 et 6 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 6 et -1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -4 ; Dijon, 4 et 0 ; Dinard, 8 et 5 ; Embrun, 0 et -7 ; Grenoble-St-M-H., 3 et -3 ; Grenoble-St-Croix, 3 et -4 ; La Rochelle, 9 et 1 ; Lille, 8 et 0 ; Limoges, 4 et -3 ; Lorient, 9 et 5 ; Lyon, 4 et -3 ; Marseille-Marianne, 8 et 4 ; Menton, 11 et 5 ; Nancy, 4 et 0 ; Nantes, 9 et 5 ; Nice, 11 et 5 ; Nice-Ville, 11 (max) ; Paris-Montsouris, 7 et 0 ; Paris-Orly, 7 et -3 ; Pau, 8 et -2 ; Perpignan, 9 et 3 ; Rennes, 8 et 5 ; Rouen, 7 et -3 ; Saint-Etienne, 2 et -2 ; Strasbourg, 3 et 0 ; Toulouse, 8 et -4 ; Tours, 7 et -4.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 (max) ; Genève, 1 et -2 ; Lisbonne, 15 et 10 ; Londres, 7 (max) ; Madrid, 2 (min) ; Rome, 21 et 12 ; Stockholm, 2 et -4.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 16 NOVEMBRE
« Promenade en Val-de-Marne : le vieux village d'Ivry », 14 h 30, sortie métro Forest-Cadix.
« Découverte du Centre de l'Europe du thé », sur inscriptions. Tél. : (1) 45-26-26-77.
« De l'hôtel de Sens à l'hôtel de la Brévillière », 15 heures, métro Pont-Marie.
« Le Grand Orient et l'histoire de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (Approche de l'art).
« De l'hôtel Saint-Louis au vieux village de Saint-Laurent », 15 heures, sortie métro Goncourt (G. Bouteau).
« Les salons de la banque Paribas », 14 h 30, 10, rue Louis-le-Grand.
« La messe Carnavalet », 14 h 30, 23, rue Sévigné (Hauts Lieux et Découvertes).
« La Cour de cassation et le palais de justice, un procès de flagrant délit », 14 h 30, métro Cité, sortie Marché-aux-Fleurs (Marion Ragueneau).
« Salons du ministère de la marine », inscriptions 42-60-71-62 (sauf lundi matin), après 18 h 30, 45-48-26-17 (A. Ferrand).
« Sur les pas de Sinoé l'Egyptien, ou la magie blanche du scarabée. Pratique quotidienne de la médecine en Egypte, de la maison de vie aux réceptions rituelles du pharaon », 14 h 30, sortie métro Louvre.
« Rodin et Camille Claudel face à leur siècle », 15 heures, devant entrée 5, rue Thorigny (Ch. Merle).
« Les impressionnistes au musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly.

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30 : « La notion de maléfice, de vénéfice et de bénéfice ».
62, rue Saint-Antoine, hôtel de Sully, 16 h 30 : « Architecture et urbanisme de Paris : de Napoléon III à nos jours ».
Palais de la découverte : « La reconnaissance, insectes, végétaux ».
6, rue René-Villermé, Institut d'études océaniques, 20 heures : « Fêtes océaniques », ballet traditionnel, bal, buffet, livres, disques.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emploi international

(et déplacements d'entre-prise)

SOCIÉTÉ FORESTIÈRE

(exploitation et sciage)

RECHERCHE

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il devra être âgé de 40 ans environ, avoir une bonne formation technique et une expérience de la forêt africaine de plusieurs années.
Il aura des qualités de commandement, de bon gestionnaire et sera familiarisé avec les problèmes de la commercialisation des bois.
Dans un premier temps, ses fonctions consisteront à l'organisation, au contrôle et à la gestion des chantiers. Si complément, il sera appelé à occuper le poste de Directeur Général à partir de 1988.

Avantages sociaux intéressants. Faire offre avec présentations et c.v. manuscrit + photos sous n° 8019 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

emploi régional

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

Région Clermontoise (63)

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

INFORMATIQUE

TECHNIQUE-COMMERCE

Débutez ou quelques années d'expérience.

Adressez votre cv, photo et lettre de motivation à : 63002 CLERMONT-FERRAND, Clémex n° 72450.

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(salaire, 40 000 à 50 000 hab.)

Adressez candidatures et c.v. pour le 22 NOVEMBRE 1985 à M. le Président du SRRM, hôtel de ville de Saint-Nazaire, place François-Bleu, 44600 SAINT-NAZAIRE.

DEMANDES D'EMPLOIS

COMMUNICATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Journaliste Économique et Financier

Études supérieures, 15 ans d'expérience. Finances, Bourse, Industrie.

Rassemblez vos contacts haut niveau. Grandes capacités rédactionnelles. Créatif et discret.

SPECIALISÉ EN COMMUNICATION

(interne, externe, définition de stratégie, réalisation rapports annuels, journaux...)

Proposez vos compétences à entreprises ou agences de communication. Missions acceptées. Étude toutes propositions.

Écrire sous le numéro 6 831 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, PARIS (7^e).

représentation

représentante

55 ans, séduisantes références, cherche place stable, V.P.P. exclusive, région parisienne. Ec. sous le n° 8825 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DUT INFORMATIQUE

ANALYSTE-PROG. Débutez CODOL, base M. PASCAL, B.C.P. J.F. cherche emploi Paris/rég. Déclarez, 37, r. G.-Josselin, 93800 PANTIN.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPORT. - 24 ans. Diplômé de l'Institut supérieur de gestion, MBA, International. Anglais, espagnol courant, bonnes notions japonais et portugais. 1 an expérience marketing et commerce international.

CHERCHE emploi fonction export. France/étranger. (BCO/MS 741.)

CADRE SUPÉRIEUR DE BANQUE. - 52 ans. Sciences Po, Droit, anglais courant. 25 ans responsabilités au plus haut niveau dans banques françaises ou étrangères. Connaissances approfondies des activités financières internationales.

OFFRE collaboration durable ou mission de conseil temporaire de préférence dans domaines finances internationales ou ingénierie financière. Déplacements étranger envisageables. (BCO/AT 742.)

DIRECTEUR EXPORT. - 38 ans. Diplômé Institut supérieur de gestion, MBA, International. Espagnol, bonnes notions allemand. 8 ans expérience exportation biens de consommation haut de gamme. Multinationale + PME.

RECHERCHE poste à responsabilité marketing ou export dans société performante ou avec potentiel à développer. (BCO/JV 743.)

CHARGÉ D'ÉTUDES. - 36 ans. Docteur en économie et finances internationales. Ingénieur en chimie. Bilingue anglais. Stages en statistique. 4 ans expérience chargée d'études. 7 ans expérience commerciale.

ETUDIÉRA toutes propositions d'emploi salarié. Paris/R.P. (BCO/MS 744.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Beaumais, 75436 PARIS CEDEX 08 Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt

TOURNELLES BEAU 2 P 2/3 chambres dans imme. rénové. Px 790 000, 42-88-83-33.

5^e arrdt

F.N. DAME, gd et. ref. n° v. 584 000 F. 43-25-97-15.

RUE DHOMOND

Beau 2 p., cuis., bain, bel imm., asc. 590 000 F. GARDIOL 42-67-22-85.

5^e RUE LAMAR

3 p. 80 m², lv., 2 chbres. 1.300.000 F. 47-08-31-13.

7^e arrdt

UNIVERSITÉ

PLACEMENT EXCEPTIONNEL. Imme. 11 et 87 m², 100.000 F. 45-62-17-17.

10^e arrdt

HOPITAL ST-LOUIS Prés imm. p. de L. Laila asc. 2 p. 11 et 87 m², 100.000 F. 45-62-17-17.

14^e arrdt

N° ALÉSIA IMM. 1930. 3^e et 15^e OPERA. s. d'eau, w.c., 180 000 F. 45-88-49-34.

16^e arrdt

LES HESPERIDES

NEUILLY 2^e et 3^e km. TERR. PARKS 47-05-48-80.

17^e arrdt

VILLIERS, IMM. RÉNOVÉ 32 m², 270 000 F. Direct. pte 42-29-85-08.

19^e arrdt

BUTTES-CHAUMONT - ORTIF Studio 11 et 87 m², 100.000 F. 45-62-17-17.

92

Hauts-de-Seine

MAINTENANCE 24 h 24 à 4 p. Par moyenn 7 000 F le m², park inclus, 47-21-78-78.

94

Val-de-Marne

VINCENNES

2 pièces 36 m², entrée, séjour, chambre, salle d'eau avec douche, w.c., cuisine équipée, chauffage indiv. électrique, 5 minutes bois, 10 minutes MET ou métro, proximité bois. 4^e étage. Charge 200 F/mois. Tél. : 48-08-47-33.

appartements achats

IMMO MARCADET RECH.

en permanence pour clients sérieux apprs. rue surfaces, même à rénover. Paris ou province. Tél. : 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

Pour le personnel et cadres supérieurs importants ou familles de cadres. 2 à 6 p., studios ou pavillons Paris et ses environs. Tél. : 45-04-48-21.

Région parisienne

Journaliste du « Monde » cherche à louer 4 pièces dans Paris ou banlieue Ouest. Ec. sous le n° 8825 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Pour Sds européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-89-88, 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres munis Paris, neoh, du STUDIO au 5 PIÈCES LOYERS GARANTIS par Sds ou Ambassades. 45-25-18-95.

ventes

STRASBOURG

Cie d'assurances tous bureaux grand standing, prox. conseil Europe, 180 m², terrasse. Loyer 800 F HT/m²/an + charges. T. (18) 88-25-30-07.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de sociétés et tous services. 42-55-17-50. Votre siège commercial ou

SIEGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex, CONSTITUTION STES. Prix compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-93-80-50 +

locaux commerciaux

Ventes

A vendre à GENÈVE au cœur du centre SUPERBE ARCADE 300 m² environ pour utilisation seulement. Ec. sous le n° 8825 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

fonds de commerce

Vente Marie du XVIII^e, place commerce, arrêt de bus en face. Boutique tous commerces 35 m², 7 m de façade, 250 m sous plafond, 180 000 F, 1.400 F de loyer, charges comprises. Tél. : 42-29-80-55, 45-06-56-58, 45-11-42-72.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82

loterie nationale					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER					
TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS					
TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	321 341 641 811 14 041	500 F 500 500 1 000 10 000	5	355 1 515	500 F 2 100
2	522 04 522 77 522	500 10 000 10 000	6	5 5 405 34 625	500 400 10 100
3	33 53 0 703 62 953 029 643	200 200 2 000 10 200 4 000 000	7	357 437 5 277 15 047	500 500 2 500 10 000
4	884 784 4 384 5 454 6 584 07 294 47 724 96 704	500 500 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000	8	5 5 505 5 205 30 135	500 200 2 000 30 200
5	5 055	100 500	9	079 079 0 100 331 270	500 500 2 000 1 000 000
0			0	0 100 331 270	2 000 1 000 000

L'OTO					
N° 48					
DU MARCHÉ					
13 NOVEMBRE 1985					
VALIATION JUSQU'AU MARCHÉ APRÈS-MIDI					
TRANCHE CLAUDE MONET					
TIRAGE DU MARCHÉ 13 NOVEMBRE 1985					
85	13	28	31	34	36
	47				48
					94

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE

DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAG ne prévoit aucun cumul (AO du 28/08/85)

Le numéro **335724** gagne

4 000 000,00 F

les numéros
approchant
à la centaine
de mille

0	3	5	7	2	4
1	3	5	7	2	4
2	3	5	7	2	4
4	3	5	7	2	4

5	3	5	7	2	4
6	3	5	7	2	4
7	3	5	7	2	4
8	3	5	7	2	4

gagnent
50 000,00 F

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités
305724	330724	335024	335704	335720
315724	331724	335124	335714	335721
325724	332724	335224	335734	335722
345724	333724	335324	335744	335723
355724	334724	335424	335754	335725
365724	336724	335524	335764	335726
375724	337724	335624	335774	335727
385724	338724	335824	335784	335728
395724	339724	335924	335794	335729

gagnent
10 000,00 F

Tous les billets
se terminant
par

5	7	2	4
7	2	4	
2	4		
4			

gagnent

5 000,00 F
1 000,00 F
200,00 F
100,00 F

85

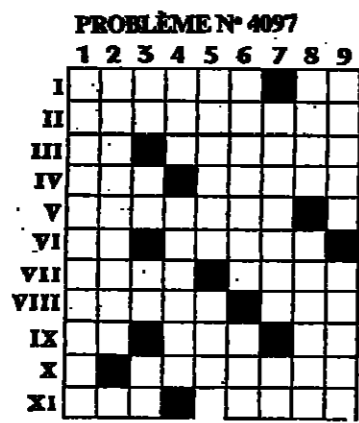
TACOTAG

TIRAGE
DU MERCREDI
13 NOVEMBRE 1985

95

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4097
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I. Un financier n'y va pas, il y vole. Demi-jour. - II. Peut réunir un beo-de-corbeau, une queue-de-rat et un pied-de-biche. - III. Suite alphabétique. Utilisent un système métrique ayant le pied pour base de calcul. - IV. Possessif. Combles ou dégradés. - V. En cette matière, la soie est plus recherchée que le chanvre. - VI. Note. Auxiliaire de forge. - VII. Localité de la presqu'île du Cap-Corse. Excitant ou tranquillisant. - VIII. Politique, elle se limite à des joutes oratoires. Partie d'une Catalane épiscopale. - IX. Préposition. Term à l'œil. Soins qu'un accord réunit. - X. A la tête du patron. - XI. Émission qui pourrait être celle des cinq dernières minutes. Les uns sont habitants, les autres habités.

VERTICALEMENT
1. Modes d'avancement plus rapides à condition d'être poussés. - 2. Air apprécié du haut d'un balcon. - 3. Note. Possessif. Air ou terre. - Tout ce qui se passe est invisible. - 4. Célèbre clochard qui fit chanter

un auteur de Cloches non moins célèbres. Homme de malheur. - 5. A pour mission de louer pour mieux vendre. Terre étrangère. - 6. Sophistes contemporains de Sophocle. Balle perdue. - 7. Qui ont pris le mors aux dents. Nécessaire pour faire fortune. - 8. Avancé dans le temps. Le plus grand date de Louis le Grand. - 9. Hommage rendu à un personnage haut placé. Celles de Jeanette sont plus légères que celle de Figaro.

Solution du problème n° 4096
Horizontalement
I. Radis. Dru. - II. Inanition. - III. Cotisant. - IV. Tuent. - V. Ur. Ironie. - VI. Set. Endos. - VII. Soc. Bat. - VIII. Déferle. - IX. Chevalier. - X. Tourtière. - XI. Ém. Al.

Verticalement
1. Rictus. Acta. - 2. Anoues. Hou! - 3. Data. Te Deum. - 4. Inim. Serré. - 5. Sistr. Fat. - 6. Ta. On. Elle. - 7. Dinanderie. - 8. ROT. Loulera. - 9. Upe. Esterel. - 10. GUY. BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 novembre :
DES ARRÊTÉS
● Autorisant la régie Inter-Océans, la Régie française de publicité et la Société nationale de radio-diffusion et de télévision pour l'outre-mer à participer à l'augmentation de capital de la société International Création Vidéo.
● Relatifs aux budgets du Théâtre national de l'Odéon et du Théâtre national de l'Opéra de Paris pour l'exercice 1985.

EN BREF

EXPOSITION

● **UN NOUVEAU SALON** vient de planter son chapiteau de toile au-dessus des jardins du Ranelagh (y compris quelques massifs de fleurs, une statue et un petit plateau). Une quarantaine d'antiquaires proposent des meubles variés ainsi qu'une belle boiserie de pharmacie, des petits objets cadeaux, des paysages du dix-neuvième, des estampes et des bijoux (jusqu'au 17 novembre).

● **LA BD EN EXPOSITION.** - En collaboration avec Arelis, l'association Trans BD ouvre une galerie de vente d'originaux de sérigraphies et posters encadrés. Cette exposition permanente, au 24, rue de la Butte-aux-Canettes 75013 Paris, sera inaugurée, vendredi 15 novembre, à partir de 18 h 30, par une rencontre avec trois auteurs de BD, Pratt, Modbus et Menara.

● **REGARDS SUR LA FAMINE.** - Une exposition de photographies et de débats marquant le vingtième anniversaire de Frères des hommes et de ses actions d'antipauvreté dans le tiers-monde. Des photographies - Henri Cartier-Bresson, Sebastião Salgado, Gilles Fréard et William Klein, notamment - présentent à travers leurs photos leur regard sur les peuples du Sud, à la Galerie Decol-Delpire, 13, rue de l'Abbaye, à Paris (6^e). Jusqu'au 30 novembre, de 13 heures à 19 heures. Un volontaire de Frères des hommes parlera de la situation économique du Bangladesh, le 21 novembre, à 17 heures, et René Dumont, de l'Afrique, le 22 novembre, à 17 heures.

● Frères des hommes, 20, rue de Belfort, 75006 Paris. Tél. : 39-50-63-75.

LOISIRS

● **NICE MUSCLÉE.** - Pendant cinq jours, des rues de Nice vont être transformées en pistes africaines dans le cadre d'une reconstitution du Paris-Dakar, tandis que, dans le ciel, on verra évoluer une escadrille d'hélicoptères. « Tous pour le sport », tel sera, en effet, le thème du sixième Salon international-musclé, qui se tiendra dans cette ville du 23 au 27 novembre. Plus de quarante fédérations concourront à faire du Palais des expositions « le plus grand des clubs omnisports ». Pour 15 F, on pourra ainsi faire le tour du monde des loisirs et s'offrir un voyage initiatique dans l'un des disciplines sportives présentées dans le cadre de ce salon.

● Salons inter-montagne-loisirs, 44, boulevard de la République, 06100 Nice. Tél. : (16) 93-52-63-81.

STAGE

● **FAMILLE ET TOXICOMANIE.** - L'Union nationale familiale de lutte contre les toxicomanies (UNAFALT) organise, les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre, un stage sur le thème : « Le rôle possible de la famille dans la prévention et la lutte contre la toxicomanie ». Les exposés et débats examineront les responsabilités des parents et les moyens de faire face. Ce colloque intéressera non seulement les parents confrontés au problème de la drogue, mais aussi les médecins psychologues et travailleurs sociaux.

● UNAFALT, 40, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris. Tél. : 45-42-43-74 ou 45-42-43-74.

TOURISME HOTELIER

● **SOIXANTE-DIX KILOGRAMMES DE DOUCEUR.** - L'Office national suisse de tourisme présente, jusqu'au 22 novembre, dans sa vitrine principale, une maquette en sucre pastillage de 70 kilogrammes représentant le Centre international de Gion. La confection de cette œuvre de 180x80x120 centimètres a nécessité deux cents heures de travail.

● Le centre de Gion regroupe des sociétés privées spécialisées dans le tourisme et l'hôtellerie (en particulier la formation professionnelle).

● 11 bis, rue Scriba, 75009 Paris.

LE CARNET DU Monde

Naissances

● **Chère et Jean-François CARMINATI,** Severa, ont le joie d'annoncer la naissance de **Philippe,** le 11 novembre 1985 à Paris.

Décès

● **M. René POIRIER,** M. et M^{me} Jean-Marie Poirier et leurs fils François et Thomas, Isabelle et Florence, ont le deuil de faire part du décès de **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

● **M. René POIRIER,** né Jeanne Melot, ancien élève de l'École normale supérieure de Sévres, agrégé de l'université, vice-président honoraire de l'Union de la vieillesse des prisonniers, décédé le 11 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Monaco. Villorosa.

● **M. Clémence Grenierboley,** son épouse, et la famille rappellent au pieux souvenir de ceux qui l'ont connu la mémoire de **M. Jean GRENIERBOLEY,** professeur agrégé de médecine, officier d'académie, décédé le 15 novembre 1984.

Avis de messes

● La messe annuelle à la mémoire des anciens élèves décédés des Ecoles des mines de Paris, Saint-Etienne et Nancy sera célébrée le dimanche 17 novembre à 11 h 30, en la chapelle Notre-Dame-sous-Terre du collège Stanislas, 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, par Michel Carles, SSCC (Saint-Etienne 1971).

Communications diverses

● La vente annuelle de l'Association des Français libres au profit de ses œuvres sociales se déroulera le jeudi 28 novembre de 14 h à 19 h 30 et les vendredis 29, samedi 30 et dimanche 1^{er} décembre de 10 heures à 19 h 30 dans le grand hall de Radio-France, premier étage, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Elle sera inaugurée le jeudi 28 novembre à 15 heures par le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération et président de l'Association.

● Vingt-deux stands sont à la disposition du public, dont huit représentent des pays étrangers : Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Norvège, Pologne, Tunisie et Union soviétique et quatorze représentent notre production régionale et artisanale dans toute sa diversité.

● Durant cette kermesse internationale, beaucoup d'amis et compagnons d'armes se retrouvent avec le plus grand plaisir.

Soutenances de thèses

● **DOCTORATS D'ÉTAT**
- Université de Paris-VII, vendredi 22 novembre à 9 heures, Institut de géographie petit amphithéâtre, M. Bruno Lara : « Dimensions et espaces des Caraïbes dans une perspective globale (Caraïbes insulaires et Caraïbes continentales) : problématique d'une histoire en construction ».

● Université de Paris-VII, vendredi 22 novembre à 15 heures, Institut Charles-V, salle B 14, M^{me} Agnès Abou Zaid : « La magie divine au Liban ».

● Université de Paris-VII, Institut Charles-V, vendredi 22 novembre à 14 heures, M. Noël-Jacques Guenzler : « La tradition du conte de langue malgache à Mayotte ».

● Pour le huitième anniversaire du décès de **professeur Georges FRIEDMANN,** son épouse, prie tous ceux qui l'ont connu de se joindre à elle pour une pensée émue.

● Le 15 novembre 1979, décédé subitement **Sandra HIPSZMAN.**

Anniversaires

● **A l'occasion de l'inauguration officielle de TSAVTA BERNARD LAZARE** Samedi 16 novembre, à 20 h 30 : Soirée inaugurale, en présence de nombreuses personnalités. Dimanche 17 novembre, de 10 h 30 à 13 heures : Table ronde, animée par Yvan Lové. - Entrée sur invitation.

● **« La communauté - Le sionisme - Israël »** André Joffe, MAPAM en Europe ; Gilbert Djan, C.M.J. ; Maurice Chiché, FSF ; Albert Najman, FSJ ; Israël Peled, OSM ; Michel Topol, A.J. ; un représentant du CRIF, et David Fuchs et Pierre Metzger, du cercle Bernard Lazare.

● **TSAVTA BERNARD LAZARE :** 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-88-13.

Publicité

● **A l'occasion de l'inauguration officielle de TSAVTA BERNARD LAZARE** Samedi 16 novembre, à 20 h 30 : Soirée inaugurale, en présence de nombreuses personnalités. Dimanche 17 novembre, de 10 h 30 à 13 heures : Table ronde, animée par Yvan Lové. - Entrée sur invitation.

● **« La communauté - Le sionisme - Israël »** André Joffe, MAPAM en Europe ; Gilbert Djan, C.M.J. ; Maurice Chiché, FSF ; Albert Najman, FSJ ; Israël Peled, OSM ; Michel Topol, A.J. ; un représentant du CRIF, et David Fuchs et Pierre Metzger, du cercle Bernard Lazare.

● **TSAVTA BERNARD LAZARE :** 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-88-13.

S.C.P.

● **M^{re} B. CHAMBELLAND et D. GIAFFERI** Commissaires-priseurs associés 117, rue Saint-Lazare, 75008 Paris - Tél. : (142) 84-05-26 et **M^{re} GODEAU** Commissaire-priseur 32, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. : (147) 70-76-88

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

le vendredi 22 novembre 1985 à 14 heures

HOTEL DROUOT - 9, rue Drouot, 75009 Paris - Salle 14

IMPORTANT ENSEMBLE DE DESSINS ANCIENS

JEAN-DOMINIQUE TIEPOLO - FEDERICO ZUCCARO - MICHEL DORIGNY
SIMON VOUEY - JACQUES STELLA - CLAUDE GILLOT - JACQUES RIGAUD - JACQUES DE LAJOU
JEAN-BAPTISTE OUDRY - PHILIPPE MERCIER - EDMOND BOUCHARDON - LAURENT DE LA HYRE
PIERRE SUBLEYRAS - GIOVANNI BATTISTA GAULI - DE BACCIO - LORENZO TIEPOLO (attribué à)
JACQUES-LOUIS DAVID - FRANCESCO BARBIERI dit LE GUERCHIN (attribué à)

ENSEMBLE DE BRONZES ET DE MARBRES XVII^e SIÈCLE

MEUBLES DES XVII^e et XVIII^e SIÈCLES

Exposition : le jeudi 21 novembre de 11 h à 18 h et le vendredi 22 novembre de 11 h à 12 h

Experts : M. Bruno de BAYSER, 69, rue Saint-Anne, 75002 PARIS. Tél. : (147) 03-48-87. MM. PRAOURN et LEFUEL et M. Christian GALANTARIS.

nouveau drouot
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Télécopie : Drouot 642280
Informations téléphoniques permanentes : 47-76-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * après le matin de la vente.

SAMEDI 16 NOVEMBRE
● S. 12 - Titres. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
● S. 13 - Tapis, 16 h. - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.

LUNDI 19 NOVEMBRE
● S. 2 - Bijoux. - M^{re} GROS, DELETTREZ.
● S. 5 - Mises, obj. mob. du 19^e s. - M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN, DEJANVY.
● S. 6 - Art nouveau, art déco. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Camard expert.
● S. 7 - Objets d'art. - M^{re} BONDU.
● S. 14 - Bois meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
● S. 15 - Bâteliers, mobilier de style. - M^{re} OGER, DUMONT.
● S. 16 - Table modernes. - M^{re} ROBERT.

MARDI 20 NOVEMBRE
● S. 8 - Porcelaines, dentelles, jouets céramiques. - M^{re} DEURBERGUE.
● S. 10 - Bijoux, meubles. - M^{re} RENAUD.

MERCREDI 21 NOVEMBRE
● S. 3 - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger expert.
● S. 4 - Dessins et tableaux modernes. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M.M. Péclet et de Lovenacourt, Marchéaux.
● S. 5-6 - Précieuses livres du 15^e et 16^e s. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, M^{re} Vidal-Mégret expert.
● S. 7 - Très imp. tabl. anc. - M^{re} BRIEST.
● S. 14 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.
● S. 15 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.

JEUDI 22 NOVEMBRE
● S. 8 - Livres anciens et modernes sur l'escrime et le duel. - M^{re} FERRI.
● S. 9 - Grands vins. - M^{re} DEURBERGUE.

VENDREDI 23 NOVEMBRE
● S. 1 - Dessins et tableaux anciens. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M.M. Herdobaute et Latrelle, Ryan, de Beyer expert.
● S. 3 - Antiquités préhispaniques et du Pérou. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon.
● S. 4 - Gravures, tabl. 19^e s. obj. d'art, meubles anciens et de style. - M^{re} AUDAR, GODEAU, SOLANET.
● S. 7 - Précieuses autographes. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Castaing, Marjorie Castaing, M.M. Guérin et Courvoisier. Expo librairie Charavay, 3, rue de Furstenberg, 75006 PARIS. Tél. : 43-54-99-89 et 46-53-16-19.
● S. 13 - Objets d'art et d'ameublement. - M^{re} PESCHETEAU, RADIN, FERRIER.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAR, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BRIEST, 24, avenue Maitland (75008), 42-68-11-30.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-30-15-94.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50.
FERRI, 53, rue Vintimille (75002), 42-33-11-04.
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hyppolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-RADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Saint-Etienne (75009), 47-70-89-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batellière (75009), 47-70-48-65.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

STERN
GRAVEUR
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42-36-34-48 - 45-08-86-45

France réduit
L'Assemblée nationale a voté le 19 octobre et la loi relative à la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1986, prévoit une réduction de 15,1 % de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette réduction s'applique à l'ensemble des revenus des particuliers, y compris les revenus du capital. Elle est destinée à alléger la charge fiscale des Français et à stimuler l'économie.

Un législateur
Le législateur a voté le 19 octobre la loi relative à la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1986, prévoit une réduction de 15,1 % de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette réduction s'applique à l'ensemble des revenus des particuliers, y compris les revenus du capital. Elle est destinée à alléger la charge fiscale des Français et à stimuler l'économie.

IZACH DE BEER
mais la dé

EN
Sary
des fat

Après Ann
Zurich, Tils
Paris, que le
Sary a été
son action.

Le 14 novemb
est à 10 h
82 % de
sur les bil
le groupe s
rang mondial.
et Péclet
ce résultat
grand public
d'effort de 1
100 (54 milli
ron).

Sary, que
autre d'au
années, et
sans faille.
De forme
tant du p
l'étranger)
péclet, le p
de ses bil
de France
15,1 % de
quelques
récompens
parties de
démontre
par l'effort
pour le j
Anglais, t
vraie réalis
du dernier
culminant
l'effort d'
des profits
aux péclet
attribuer
Sary a pr
le corps.

Le 14 nov
et spécialement
à seule pro
pour phar
groupe m
dans presq
spécialisé
appareils TV.

مكتبة الأصل

Monde

... LE MONDE - Vendredi 15 novembre 1985 - Page 39

économie

La France réduit ses achats de charbon sud-africain

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a annoncé le 13 novembre à l'Assemblée nationale de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud. Mettant en avant l'exécution du poète noir Moleiso (le Monde du 19 octobre) et les mesures prises par Pretoria contre les moyens d'information, M. Fabius a demandé à EDF et à CDF-Energie de ne pas renouveler leurs contrats d'approvisionnement charbonnier. Il

répondait ainsi au vœu exprimé la veille par M. Georges Sarre, député socialiste. « Je pense que certains objecteront que l'Afrique du Sud n'est pas le seul pays qui viole les Droits de l'Homme », a souligné le premier ministre. « C'est naturellement vrai. Mais elle est le pays qui proclame l'apartheid. Et si de telles mesures ne sont pas entièrement efficaces, rien ne serait pire que l'indifférence. L'apartheid a

la couleur du sang. La France est le pays des Droits de l'Homme. Il faut savoir faire des choix. »

M. Zach de Beer, directeur général de l'Anglo American et l'un de ces dirigeants industriels sud-africains qui luttent contre l'apartheid, a estimé — dans un entretien accordé au Monde — cette décision « navrante ».

Un léger sacrifice financier

L'Afrique du Sud, premier fournisseur de charbon de la France, avec un cinquième des importations, régressera l'an prochain au quatrième ou au cinquième rang. La décision de M. Fabius, a priori spectaculaire, n'est toutefois ni une surprise ni une audace et ne représente tout au plus qu'un sacrifice financier léger.

Depuis six mois, les pressions se multipliaient afin d'obtenir l'arrêt des importations de houille sud-africaine. Outre la CGT, dont les militants n'ont cessé, depuis l'été, de voter des résolutions pour exiger des centrales ou des cargos, la CDFI avait également pris position en ce sens, de même que plusieurs élus de la gauche. Le 5 septembre dernier, l'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière), qui a le monopole de l'importation de charbon en France, avait même été victime d'un attentat revendiqué par Action directe en raison de ses relations avec Pretoria.

Aussi tous les milieux intéressés étaient-ils prêts à cette décision. Dès le début de l'année, l'ATIC soulignait la « fragilité politique » des contrats sud-africains et s'était employée à négocier des accords de remplacement, notamment avec la Colombie. « Le gouvernement avait déjà donné des consignes. Il a repoussé cette décision le plus tard

possible. Il était sur l'obstacle », dit-on dans l'industrie charbonnière.

L'arrêt partiel des achats de charbon sud-africain ne présente de plus aucun risque pour l'approvisionnement du pays. Le marché international est, comme l'ensemble des marchés de l'énergie, très largement excédentaire, et la France n'aura aucune peine à trouver d'autres fournisseurs. Le commerce charbonnier ne représente qu'environ 10 % d'une production mondiale qui ne cesse d'augmenter, et dont les réserves couvrent deux cent quarante années de consommation au rythme actuel. Outre les grands producteurs traditionnels (Etats-Unis, URSS, Pologne, Afrique du Sud, Allemagne fédérale, Canada), de nouveaux venus, comme l'Australie, dont la production devrait augmenter des deux tiers d'ici à 1990, ou la Colombie, qui triplera son rythme d'extraction de 1985 à 1989, viennent ajouter à l'aisance du marché.

La relative stabilité des cours depuis plusieurs années, en dépit d'accidents répétés, comme la crise polonaise ou la grève des mineurs britanniques, en est la meilleure preuve. Conséquence de cette situation : la disparition progressive des contrats de fourniture à très long terme (dix ou quinze ans) au profit de contrats plus souples et plus courts (deux ou trois ans), voire des

ventes « spot », c'est-à-dire par cargaison, lesquels représentent désormais 10 % à 20 % des échanges.

La seule conséquence pratique de la décision du premier ministre sera de renchérir le coût des importations françaises. Le charbon sud-africain, vendu pour l'essentiel en rands, était devenu moitié moins cher que la plupart des charbons concurrents, en raison de la chute de la devise sud-africaine (le rand, qui valait environ 1 dollar au début de 1983, ne vaut plus que 0,39 dollar actuellement).

Le sacrifice ainsi consenti à la défense des droits de l'homme restera limité. Les quantités réellement remises en cause sont en effet modestes. Seuls les contrats qui arrivaient à expiration à la fin de cette année et devaient être renouvelés sont touchés.

Des importations qui devaient diminuer

Ils représentaient certes jusqu'ici un peu moins de 4 millions de tonnes par an (3,5 millions pour EDF et 0,38 million pour CDF-Energie, filiale des Charbonnages de France), soit environ les quatre cinquièmes des achats français de charbon sud-africain et 17 % environ des importations totales françaises. Mais il était prévu de longue date que le plus gros de ces deux

contrats, celui conclu pour EDF, devait passer en 1986 de 3,5 à 1 million de tonnes par an, l'établissement ayant de moins en moins de besoin à mesure que le parc de centrales nucléaires remplace les centrales traditionnelles au fuel ou au charbon. De toutes façons, les importations en provenance d'Afrique du Sud devaient donc fortement diminuer l'an prochain, passant de 5 millions de tonnes en 1985 à environ 3 millions de tonnes. La décision de M. Fabius les fera tomber à un peu moins de 2 millions de tonnes.

Le non-renouvellement des contrats venus à expiration ne représentera donc pour Pretoria qu'un manque à gagner limité (de 1,5 million de tonnes environ, soit 3 % de ses exportations) par rapport à ce qui était prévu. Pour les acheteurs français, le coût de cette décision est estimé par les pouvoirs publics à une centaine de millions de francs. Il est cependant extrêmement difficile à calculer, puisqu'on ne connaît de façon précise ni le prix des achats de remplacement ni celui auquel auraient été renoués les contrats remis en cause. Seule certitude : le surcoût sera limité, l'essentiel des nouvelles fournitures devant provenir d'Australie et de Colombie, en vertu d'un contrat négocié depuis un an à des prix compétitifs et sur le point d'être définitivement signé.

VÉRONIQUE MAURIS.

M. ZACH DE BEER : les sanctions économiques sont positives mais la décision française est navrante

« Une décision navrante. En frappant l'industrie charbonnière sud-africaine à un moment où les marchés de substitution ne sont pas aisés à trouver, le gouvernement français risque de provoquer des pertes d'emplois et une montée du chômage. D'aggraver encore le ressentiment de la population blanche, et par là même les troubles. » Cette réaction n'émane pas d'un inconditionnel de la politique d'apartheid. M. Zach de Beer, directeur général de la puissante Anglo American, de passage à Paris, n'est-il pas de ces patrons sud-africains qui n'ont pas hésité à la fin de l'été à rencontrer les dirigeants du Congrès national africain (ANC) interdit.

Il considère même comme « positives » les sanctions imposées par la CEE et auxquelles les Britanniques se sont finalement ralliés. Plus symboliques que « destructrices », elles constituent à ses yeux un appui précieux pour les tenants d'un abandon du système de la ségrégation raciale. Comme un nombre grandissant de dirigeants, M. de Beer espère, en jouant avec doigté des pressions internes, mais aussi internationales, que le gouvernement Botha à accélérer le processus « trop lent » de réformes pourtant vitales.

« Nous n'avons pas le choix. Il nous faut prendre des risques ou nous condamner au désastre. » Un constat qui reflète la préoccupation croissante des milieux d'affaires face à la dégradation constante de la situation, mais qui exclut toute issue facile. La thérapie préconisée par M. de Beer n'est pas exempte de dangers.

Instaurer un dialogue entre le gouvernement et des dirigeants noirs représentatifs, crédibles auprès de leur communauté, exige une discrétion « diplomatique de la navette » entre les deux parties. « Je pense que certains s'y emploient actuellement. » Mais, avant même d'envisager la possibilité de discussions directes, le président de la République sud-africaine devra « en termes

convaincants annoncer son intention d'entamer sans délai des négociations avec les dirigeants noirs pour parvenir à un partage du pouvoir ».

On n'en est pas encore là. Ancien député, membre fondateur de ce qui est devenu le Parti fédéral progressiste (PFP), M. de Beer a suffisamment gardé la fibre politique pour en être conscient et rappeler la montée en force des extrémistes de tout bord, chez les Noirs poussés au désespoir comme chez les Afrikaners tentés par la politique du bu-

ker et hostiles aux réformes, pourtant timides, menées par le chef de l'Etat.

Plaidier dans un tel climat pour un retour à la confiance dans l'économie sud-africaine peut paraître surréaliste. M. de Beer n'y manque pourtant pas. « Notre économie est fondamentalement forte. Ses structures sont solides, ses gestionnaires sont bons. Ce n'est pas la faillite qui est à craindre, mais une croissance trop lente pour assurer une amélioration des conditions de vie des plus défavorisés ». Simple habileté poli-

tique pour décourager les partisans occidentaux d'un durcissement des sanctions contre Pretoria ? Pragmatisme politique et économique ? Profession de foi anti-apartheid ? Un peu des trois sans doute.

« Au détriment des pauvres »

A l'appui de son analyse, M. de Beer lance quelques chiffres : la croissance de l'Afrique du Sud, plus de 5 % par an entre 1964 et 1974, a été assurée par un effort d'investissement réalisé grâce à une poussée de 10 % l'an des investissements étrangers. Durant les dix années suivantes, l'absence d'entrée nette de capitaux extérieurs a obligé Pretoria à tirer sur ses réserves pour maintenir une expansion ramenée à quelque 2 %, un rythme inférieur à la croissance démographique.

« Nous pouvons nous en tirer sans les investisseurs étrangers. Au détriment des plus pauvres. » A Paris aujourd'hui, comme à Londres hier, M. de Beer martèlera ces propos. Trouvera-t-il un écho auprès de ses interlocuteurs ? Poussés par des opinions publiques de plus en plus hostiles au régime de Pretoria, les industriels et surtout les banques occidentales, américaines en tête, réagissent à l'encontre des palliatifs pouvant être assimilés à un quelconque soutien.

La prochaine réunion sur la dette sud-africaine pourrait le confirmer le 26 novembre prochain. Les créanciers de l'Afrique du Sud pourraient alors se résigner à prolonger au-delà du 1^{er} janvier le moratoire décrété le 1^{er} septembre dernier pour quatre mois par Pretoria plutôt que d'annoncer un rééchelonnement en bon et due forme. La dette à court terme — quelque 14 milliards de dollars — est trop lourde pour un pays dont les réserves ont fondu.

Chacun en est persuadé tout en excitant une rupture des discussions dommageables pour tous. A leur façon, les banques cherchent comme les hommes politiques à saisir jusqu'où elles peuvent aller trop loin. Une question d'équilibre à trouver mois après mois entre des pressions indispensables et un point de rupture catastrophique. Une course contre la montre surtout où se joue l'avenir d'un pays dont la richesse et la situation stratégique ne peuvent laisser indifférents ni les pays occidentaux ni les milieux d'affaires sud-africains.

Comme le reconnaît M. de Beer, pour les dirigeants les plus progressistes de pays, il s'agit d'associer les Noirs au pouvoir suffisamment vite pour éviter une radicalisation de ceux qui, comme les dirigeants de l'ANC, envisagent une économie mixte passant par la nationalisation des mines et des banques.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

REPÈRES

Dollar : pratiquement inchangé à 7,96 F

Les cours du dollar n'ont pratiquement pas varié, jeudi 14 novembre, sur les marchés des changes, se maintenant à 7,96 F et 2,6125 DM, contre 7,95 F et 2,6150 DM la veille. A New-York, ils s'élevaient à 7,99 F et 2,6230 DM, mais la possibilité d'une baisse prochaine des taux américains s'accompagnant, les cours sont revenus à leur niveau antérieur, sauf à Tokyo, où le « billet vert » a continué à s'affaiblir à 203,75 yens, contre 205 yens. A Paris, l'afflux des devises se poursuit, et la Banque de France achète pour éviter que le deutschemark ne glisse au-dessous de 3,0470 F.

Salaire horaire ouvrier : vers une hausse de 1,2 % au troisième trimestre

Selon les premières estimations encore provisoires, le taux de salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans aurait augmenté de 1,2 % au troisième trimestre 1985, contre + 1,7 % au deuxième trimestre, + 1,4 % au premier trimestre et 1 % au troisième trimestre 1984. Le mouvement de déclassification salariale n'est pas arrêté, mais la hausse serait ainsi plus forte que ce qui était attendu. D'autre part, l'augmentation du salaire horaire au troisième trimestre aurait ainsi opéré un net décrochage avec le glissement des prix, qui n'a été, durant cette même période, que de 0,6 %. Sur ce même troisième trimestre, l'indice brut des effectifs salariés aurait enregistré une baisse de 0,2 %.

AFFAIRES

POUR RATTRAPER LE RETARD DANS LES CIRCUITS INTÉGRÉS

Thomson rachète une partie de l'américain Mostek

M. Jacques Noël, le P-DG de Thomson Composants, a signé à New-York, le mercredi 13 novembre, avec les dirigeants du groupe américain United Technologies (UT), le rachat de différents actifs de sa filiale Mostek tombée en faillite le mois dernier.

Pour 71 millions de dollars, soit 570 millions de francs, le groupe français reprend l'usine du Texas (Dallas) de Mostek, et les droits sur son catalogue (brevets et licences). Le sort de l'usine de Malaisie (assemblage et test) ne semble pas réglé mais Thomson était candidat. En revanche, la troisième unité du groupe, située en Irlande, n'est pas reprise. En outre, la nouvelle équipe Mostek, qui sera formée dans l'ensemble américain de Thomson Composants, recevra pendant cinq ans l'assistance technique du laboratoire de recherche de United Technologies. Au total, Thomson reprend mille des quelques trois mille cinq cents employés de Mostek.

Thomson par cette opération entre de plain-pied aux Etats-Unis, premier marché mondial et surtout le creuset où se développent les innovations technologiques. La philosophie est « d'acquiescer simultanément et rapidement des actifs très performants et une gamme de produits complémentaires aux nôtres, comme des puces pour les télécoms, des micro-processeurs, des mémoires », nous a expliqué M. Noël. L'abandon de Mostek par UT constituait en somme une occasion à saisir pour sauter une étape et atteindre une taille internationale dans ce secteur où Thomson, après avoir traîné les pieds dans les années 70, a décidé de passer à l'offensive.

Le pari de l'opération est néanmoins double. Mostek est d'abord surtout réputé pour ses fabrications de mémoires (60 % de ses ventes). Or ce marché est « massacré » par Japonais qui y cassent les prix. Mostek a perdu 215 millions de dollars depuis le début de l'année ; véritable gouffre qui a conduit son actionnaire à jeter l'éponge. Thomson fera-t-il mieux ?

« Nous n'avons pas l'intention de faire 60 % de nos ventes dans les mémoires », explique M. Noël, qui devra donc conduire un basculement du catalogue vers des produits à meilleure valeur ajoutée et moins exposés. Le premier pari est donc de mener vite cette redéfinition de la stratégie pour ne pas perdre trop d'argent. Thomson est optimiste : « cette opération ne changera notre objectif de retour global à l'équilibre de nos composants en 1987 ».

Le second pari est en partie contradictoire. S'il s'agit de renforcer la stratégie il faut aussi éviter d'effrayer les équipes actuelles d'ingénieurs. Une société de circuits intégrés n'est rien sans cette « matière grise » délicate, toujours prête à quitter l'entreprise pour la concurrence. Or, les groupes européens qui ont ainsi racheté des firmes américaines (Schlumberger avec Fairchild par exemple) n'ont pas toujours su s'y prendre. A Thomson de prouver le contraire.

Difficile pari donc, mais louable pari. En matière de circuits intégrés la France, faute d'ambition, a accumulé un retard considérable. Thomson est cette fois-ci décidé. Il faut le féliciter de prendre des risques, invulnérable dans cette industrie.

E. L. B.

EN BOURSE

Sanyo : la plus forte productivité des fabricants nippons d'électronique

Après Amsterdam, Francfort, Zurich, Bâle et Genève, c'est Paris que le groupe japonais Sanyo a choisi pour y introduire ses actions.

L'événement aura lieu le 14 novembre sur le marché officiel. Il fera date. Avec plus de 82 % de ses activités orientées sur les biens de consommation, le groupe se place au troisième rang mondial derrière Matsushita et Philips comme fabricant de matériels électroniques pour le grand public avec un chiffre d'affaire de 1420,7 milliards de yens (54 milliards de francs environ).

Sanyo peut s'enorgueillir en outre d'avoir connu ces dernières années une croissance presque sans faille. De 1973 à 1984, la firme a multiplié par 7,2 le montant de ses ventes (par 9 à l'étranger) et, au cours de cette période, la progression annuelle de ses bénéfices (11,67 milliards de francs environ) a été de 15,1 % en moyenne. Certes, quelques dérapages ont été récemment enregistrés de fait de pertes de changes et d'un alourdissement des frais occasionnés par l'effort promotionnel exagéré pour les Jeux olympiques de Los Angeles. Mais elles ont été très vite maîtrisées, et les résultats du dernier exercice ont été particulièrement brillants avec un chiffre d'affaires net de 28 % et des profits supérieurs de 29 % aux précédents. A quoi faut-il attribuer ces performances ? Sanyo a pris l'électronique à bras le corps.

Les d'une PME créée en 1947 et spécialisée à l'époque dans la seule production de dynamo pour phares de bicyclettes, le groupe est aujourd'hui présent dans presque toutes les spécialités : magnétoscopes, appareils TV, montres-bracelets,

téléphones sans fils, micro-ordinateurs, calculateurs, piles, matériels hi-fi, électroménager, etc... Surtout Sanyo s'est tout de suite lancé à l'assaut des marchés étrangers d'où il tire environ 67 % de son chiffre d'affaires. Il est installé dans soixante-deux pays.

Mais M. Satochi lui, vice-président directeur général, un ancien d'entrée de jeu, ne verse pas dans un optimisme béat. Dans le nouvel environnement créé par la baisse du dollar, la hausse corrélatrice du yen et, d'une façon générale le ralentissement de la croissance économique, la lutte va devenir serrée. Les résultats pour 1985 seront moins brillants, mais pour faire face, le groupe a mis sur pied un plan à long terme visant à rendre sa gestion encore plus efficace et décide de créer son propre réseau d'informations, afin de connaître instantanément l'état de ses stocks : apprécier la situation exacte de l'offre et de la demande, avoir accès aux dernières données technologiques, enfin organiser au mieux ses services après ventes.

Qu'en pense la Bourse de Tokyo ? Les « Tokkin », ces fameux fonds de placement en vogue depuis dix-huit mois et qui sont à l'origine de l'explosion des cours au Kabuto-Cho, paraissent avoir un œil critique pour Sanyo. L'action se négocie au alentours de 420 yens non loin de ses plus bas niveaux de l'année (406 yens) et à distance respectable du cours record de 730 yens atteint en 1981. Si le rapport cours-bénéfice est attrayant (moins de 11), le rendement de l'action, sur la base du dividende 1984 (6,4 yens) est très faible (1,6 %).

L'alimentation du marché parisien se fera par voie d'arbitrage.

Louez plus vite
et encore moins cher
avec nos cartes
"Elite" ou "Abonné"
- 5 % à - 15 %
sur vos locations *

80 stations en France et étranger
Renseignez-vous
Central Réservation (1) 43 46 11 50

Louez vite
MATTEI
LOCATION DE VEHICULES
Le grand loueur économique
TOURISME - UTILITAIRES
PARIS : 105, rue de Bercy - 75012 - (1) 43 46 11 50
PARIS : 102, rue Ordener - 75016 - (1) 42 64 32 90
MARSEILLE : 111/121, av. du Prado - 13006 - 91 79 90 10
LYON : 100, rue Pasteur - 69007 - 78 72 83 85
NICE : 15, rue Hainy - 06000 - 93 87 14 22
Sur prix journée + Kms uniquement
Les forfaits et options ne sont pas remboursés

فكرنا من الأصل

MATIÈRES PREMIÈRES ÉTRANGER

LA CRISE DE L'ÉTAIN

Les banques font pression sur les producteurs

De notre correspondant

Londres. — La réouverture du marché de l'étain — prévue pour le lundi 18 novembre — devrait être reportée afin de laisser au Conseil international de l'étain (CIE) le temps de se réorganiser ou tout au moins de mettre au point un projet de solution à la crise, ce qu'il ne semble pas encore être en mesure de faire.

La Bourse des métaux de Londres paraît avoir été obligée de considérer cet ajournement à la suite de la décision prise par les principaux créanciers du CIE, un groupe de seize banques qui vient de faire des

propositions assorties de menaces de poursuites judiciaires afin d'amener les vingt-deux gouvernements membres du Conseil à s'entendre et suivre leur avis. Ces banques se déclarent prêtes à étendre leurs crédits au Conseil jusqu'à concurrence de 900 millions de livres pendant trois ans et peut-être plus, à condition que les gouvernements ou leurs banques centrales apportent leur garantie. Ce que plusieurs pays continuent de refuser pour le moment.

Cette offre couvre les 352 millions de livres de dettes contractées par le Conseil au moment où le marché a cessé, le 24 octobre dernier. Au cas où leur proposition serait rejetée, les créanciers se disent disposés à entamer une action en justice, non seulement contre le Conseil lui-même, mais aussi, au besoin, contre les gouvernements en cause pour tenter de rentrer dans leurs fonds.

Le Conseil devait se réunir ce jeudi 14 novembre à Londres, mais, à la veille de cette réunion, il semblait improbable qu'il puisse d'ores et déjà répondre à cette sollicitation ou donner une indication à ce sujet. D'autre part, la confusion règne toujours quant à l'élaboration d'une réforme de l'institution et l'établissement de nouveaux cours.

EN APPROUVANT LE PRINCIPE D'UN RELÈVEMENT DU PLAFOND DE LA DETTE PUBLIQUE

Le Congrès américain évite au pays de se retrouver en état de cessation de paiement

A la dernière minute, le Congrès américain devait éviter aux États-Unis de se trouver, pour la première fois de leur histoire, en état de cessation de paiement. Après un véritable feuilleton à épisodes et rebondissements, la Chambre des représentants puis le Sénat ont approuvé le principe d'un relèvement du plafond de la dette publique, actuellement de 1324 milliards de dollars. Une ultime navette, ce jeudi 14 novembre, devait permettre de trouver un accord définitif sur la base d'une hausse de 80 milliards. Un sauvetage très provisoire (puisque le gouvernement n'est pas assuré de faire face à ses obligations jusqu'en 13 décembre prochain), qui remet à des jours meilleurs une solution à long terme.

La Maison Blanche souhaitait en effet que les parlementaires s'entendent sur la base de la proposition « Gramm-Rudman », du nom de deux sénateurs républicains favorables au relèvement du plafond de la dette à 2000 milliards de dollars contre l'assurance d'un retour à l'équilibre budgétaire d'ici à 1991. L'administration Reagan n'a pas caché sa déception devant l'incapacité des parlementaires à s'entendre sur cette proposition. Le chef de

l'exécutif avait en effet profité du lien ainsi créé pour refuser le projet de budget présenté par la Chambre des représentants, qui, plus draconien que celui du Sénat, l'aurait contraint à comprimer sévèrement les crédits du Pentagone.

Déjà, le président Reagan n'a pourtant pas annoncé clairement ses intentions, et l'idée d'un veto semblait écartée, tant l'urgence d'un relèvement du plafond de la dette apparaît évidente à chacun. Le directeur du budget, M. James Miller, et le secrétaire au Trésor, M. James Baker, ont ainsi reconnu qu'il valait mieux une issue provisoire qu'une situation de défaut de paiement.

Réaction similaire de la part des auteurs de la proposition « Gramm-Rudman », convaincus de la nécessité d'une solution même boiteuse, qui évite aux États-Unis de se retrouver en état de faillite à quelques jours de la rencontre Reagan-Gorbatchev. Les débats budgétaires pouront reprendre alors leur cours tortueux. Mais le chef de la Maison Blanche aura, entre-temps, perdu un atout de taille pour obtenir du Congrès la loi de finances qu'il souhaite.

Les Etats-Unis démangés par la réforme monétaire

(Suite de la première page.)

C'est ainsi que le président du grand groupe Du Pont, M. Edward Jefferson, a déclaré qu'une hausse du dollar de quelques points peut, en l'espace de quelques jours, neutraliser les progrès de productivité d'une année entière.

En ce qui concerne l'évolution à envisager, aucun consensus ne s'est dégagé et, du reste, les organisateurs ne s'y attendaient pas.

Pour sa part, M. Kemp n'a pas caché qu'il était partisan du rattachement du dollar à l'or. L'étalon-or serait non seulement la seule façon de corriger les déséquilibres du système monétaire, mais servirait les intérêts de millions de travailleurs et d'épargnants en abaissant les taux d'intérêt et, d'une façon générale, en assurant une base solide au développement des échanges tant nationaux qu'internationaux.

L'intervention de M. Alan Greenspan a également été très remarquée. L'ancien conseiller des présidents Nixon, Ford et Reagan, et, lui aussi, vanté le mérite d'un retour à l'étalon-or, tout en soulignant l'extrême difficulté, à la fois pour des raisons politiques et à cause de l'accumulation des dettes à travers le monde. Mais M. Greenspan a noté que la fin de l'instabilité ferait, du même coup, disparaître un grand nombre de transactions spéculatives.

Autre partisan de la même solution, M. Lewis Lehrman, de l'association républicaine Citoyens pour l'Amérique et économiste, a dénoncé le rôle de réserve internationale du dollar, qui constitue un encouragement

permanent au déficit budgétaire américain (parce que les banques étrangères placent en bons du Trésor américain leurs réserves en dollars).

M. Jacques Attali n'a pas été seul à proposer la création de ce qu'il a appelé des zones de référence dont le but serait de faire varier entre des marges de fluctuation le dollar, l'ECU et le yen. Plusieurs universitaires anglosaxons, dont le professeur anglais John Williamson et le professeur canadien Robert Mundell, qui jouissent l'un et l'autre d'une grande influence et auxquels on peut, du reste, attribuer la paternité de cette idée, l'ont développée devant la tribune, le professeur Mundell combinant la création d'un tel système avec un retour progressif à l'étalon-or.

Les plus réticents ont été, et de très loin, les Allemands et les Japonais, dont les représentants ont fait valoir les avantages d'un système d'un taux de change flottant. Le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, semble encore hanté par le souvenir des années 70, pendant lesquelles la Bundesbank a dû absorber des milliards de dollars pour soutenir la devise américaine, ce qui constituait une grave menace d'inflation pour l'Allemagne.

Personne ne peut encore savoir quelles seront les suites de cette réunion. Une chose en tout cas est certaine, les Américains ont pris au sérieux la menace d'une crise monétaire et financière. C'est certainement de Washington que les initiatives viendront désormais pour entamer un processus de réforme.

PAUL FABRA.

ASSURANCES

LIBÉRATION DES TARIFS AUTOMOBILE ET MULTIRISQUE HABITATION

A partir du 1^{er} janvier 1986, les compagnies d'assurances seront totalement libres de fixer leurs tarifs d'assurance automobile et multirisque habitation, a annoncé, ce mercredi 13 novembre, le ministre de l'économie et des finances. Jusque-là, le ministre fixait chaque année une norme pour les hausses de tarifs, que les compagnies étaient invitées à suivre, chaque augmentation dépassant cette norme devant être justifiée. L'an prochain, le ministre ne fixera aucune orientation, les compagnies établiront donc leurs tarifs « sous leur responsabilité ». A l'occasion de cette libération, la Rue de Rivoli a demandé aux sociétés de « veiller à assurer une transparence toute particulière de leurs tarifs et de leur évolution », et rappelle aux assurés qu'ils ont le « droit de réviser leur contrat d'assurance dans un délai de quinze jours à compter de leur appel de prime, lorsque celui-ci comporte une augmentation du tarif hors taxes ou des franchises ».

[En 1985, les compagnies d'assurance automobile ont relevé leurs tarifs de 4 %, alors que la norme recommandée par la Rue de Rivoli à la fin de 1984 pour l'exercice suivant était de 6,5 %. Certaines compagnies, notamment les AGF, qui n'avaient pas relevé leurs tarifs en 1985, et FUA, ont d'ores et déjà fait connaître qu'elles ne majoraient pas leurs tarifs « au 1^{er} janvier 1986 », ce qui n'aurait pas des conséquences ultérieures. Il est vrai que les résultats de la branche automobile sont redevenus positifs en 1983 et 1984 après cinq ans de pertes.]

Ce n'est pas le cas pour l'assurance multirisque habitation (incendie, vol, dégâts des eaux, responsabilité civile), toujours déficitaire, notamment en ce qui concerne le risque vol, très mauvais en raison de l'augmentation de la petite et moyenne délinquance, et en 1985 certains tarifs ont pu être majorés de 10 % à 15 % et même davantage, en fonction de la situation propre des compagnies.

Il convient de rappeler enfin, que les primes d'assurance n'entraînent pas dans l'impôt des prix. M. Bérégovoy n'a court pas de risque en ce domaine. — F. R.]

ENTREPRISES

Electronic : rapprochement entre les Allemands Bleupunkt et Grundig

Les deux constructeurs allemands de matériels de consommation électronique, Bleupunkt et Grundig, ont décidé de coordonner leurs productions. Bleupunkt, filiale du groupe Bosch, va acquérir 20 % du capital de Grundig et abandonner ses fabrications de téléviseurs (environ cinq cent mille appareils, soit 260 millions de deutschemarks par an) au profit de son partenaire, qui, en échange, fera passer ses usines d'autoradio (80 à 100 millions de deutschemarks de ventes).

Cette opération, qui reste soumise à l'approbation de l'Office fédéral des cartels, constitue la dernière étape de la restructuration de l'électronique grand public allemande mise à mal par la concurrence japonaise. Bleupunkt, le dernier indépendant, est désormais, partie prenante de la grande Philips, qui, avec 31,6 % de Grundig, contrôle cette société.

En définitive, les firmes d'outre-Rhin auront été reprises, soit par la Française Thomson (Téléfunken, Saba...), soit par la Néerlandaise Philips. Bleupunkt devrait atteindre, cette année, un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de deutschemarks, avec dix mille employés. Grundig, avec des ventes de 2,85 milliards de deutschemarks, lors de son dernier exercice clos le 31 mars, et des pertes de 185 millions de deutschemarks, espère redevenir bénéficiaire vers la fin de 1986.

Poste : les services de course internationale ouverts à la concurrence en France

M. Louis Mexandeau, ministre délégué aux PTT, a fait savoir à la Commission européenne, en réponse à la demande de celle-ci, que l'activité de courrier international pouvait, désormais, s'exercer librement en France. Jusque-là, seuls Paris et la Petite-Couronne étaient ouverts au monopole des PTT.

Pour se préparer à cette concurrence, jugée inévitable, les PTT ont créé, en septembre dernier, la Société française de messageries internationales (SFMI), en association avec TAT (Transport aérien transatlantique), qui en détient 34 %. Cogecor, le holding qui regroupe les filiales des PTT, détient 66 % de la SFMI, qui sera opérationnelle au premier semestre 1986. Actuellement, c'est le service Postexudex International qui assure, dans le cadre des PTT, ce type d'activité, qui devrait progressivement être repris par la SFMI et dont le taux de croissance est évalué à 30 % par an.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

GRANDE-BRETAGNE

La production industrielle britannique est au plus haut. — Après des mois décevants, la production industrielle a progressé de 1,5 % en septembre, franchissant ainsi les sommets atteints à la veille de la récession, en juillet 1979. Les progrès du mois dernier sont toutefois imputables au phénomène de rattrapage dans l'industrie charbonnière après la longue grève des mineurs et à la reprise de la production pétrolière en mer du Nord à l'issue des grands travaux de maintenance réalisés au cours de l'été. Pour l'ensemble du troisième trimestre, la production industrielle britannique reste inférieure de 0,5 % à celle du trimestre précédent.

Transports

Pratt et Whitney devra réparer un millier de moteurs. — Le bureau national de la sécurité des transports américains vient de demander le remplacement d'une pièce du compresseur des réacteurs Pratt et Whitney JT8D-7. La rupture de cette pièce a été la cause de l'accident du DC-9 qui s'est écrasé, le 6 septembre, à Milwaukee (États-Unis), tuant trente et une personnes. Le constructeur devra modifier un millier de moteurs de ce type toujours en service sur des Boeing-727 et 737, ainsi que sur des Douglas DC-9 et MD-80.

Les consommateurs réclament une baisse des tarifs aériens européens. — Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a demandé, le 12 novembre, à la commission de la CEE, d'intervenir pour faire appliquer les règles de la libre concurrence en matière de tarifs aériens. Le BEUC, qui rassemble les associations de consommateurs des pays membres de la CEE, dénonce les réticences de l'Association de transport aérien international (IATA) et de l'Association des compagnies européennes (AEA). Selon lui, celles-ci baissent leurs tarifs seulement sur certaines destinations touristiques, et elles apportent de multiples restrictions aux tarifs spéciaux les moins onéreux.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La Société des rédacteurs du Monde est convoquée le MARDI 19 NOVEMBRE à 15 heures à une assemblée générale extraordinaire au siège du journal, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORDRE DU JOUR

- Agrément à une augmentation de capital à soumettre par la Société des lecteurs du Monde.
- Le même jour, au même endroit, se tiendra une assemblée générale ordinaire risant extraordinairement. Ordre du jour : Adoption des nouveaux statuts de la SARL le Monde.
- Questions diverses.

EN GRANDE-BRETAGNE AUSSI...

Des mesures d'aide à l'exportation sont adoptées

La France a quelque raison de se plaindre d'être considérée comme un « bouc émissaire » par l'administration Reagan. Alors que le ministre français du commerce extérieur et du redéploiement industriel, M^{me} Edith Cresson, stigmatisait l'attitude « gesticulatoire » des Américains qui ont annoncé l'attribution de crédits fortement bonifiés afin d'aider leurs industriels à exporter des marchés sur lesquels des Français sont bien placés, les Britanniques à leur tour annonçaient la couleur.

L'homologue de M^{me} Cresson, M. Leon Brittan, a présenté, à la Chambre des communes, la riposte mise au point par le gouvernement en accord avec l'appareil bancaire. Ce plan permettra aux exportateurs britanniques de bénéficier de crédits à long terme et à faible taux d'intérêt pour le financement de « soldes » projets à l'étranger.

En outre, le ministère de l'aide au développement augmentera la part de son budget réservée à la subvention des exportations dans le tiers-monde de près de 30 % en trois ans. Au total, la valeur des exportations subventionnées devrait être portée de 250 millions de livres actuellement à 500 millions (1).

Ces offensives et contre-offensives peuvent apparaître malsaines. Mais à Washington un objectif prioritaire demeure : freiner les tendances protectionnistes du Congrès qui viennent d'être à nouveau illustrées par le vote, au Sénat, d'un projet de loi réduisant de 30 % les importations de textiles provenant de Hongkong, de Taiwan et de Corée du Sud et gelant les achats provenant de neuf autres grands producteurs, en majorité asiatiques.

(1) Un livre vaut environ 11,50 francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-11	7,975	7,965	+ 65	+ 88	+ 145	+ 175
DM	7,774	7,730	+ 9	+ 29	+ 42	+ 77
Yen (100)	3,914	3,903	+ 32	+ 45	+ 69	+ 82
DM	3,943	3,932	+ 118	+ 121	+ 230	+ 248
FR (100)	2,709	2,703	+ 68	+ 77	+ 146	+ 161
ES	15,875	15,865	+ 66	+ 116	+ 174	+ 274
ES (100)	3,719	3,716	+ 175	+ 191	+ 339	+ 353
L (100)	4,591	4,577	+ 186	+ 192	+ 352	+ 366
C	11,338	11,322	+ 219	+ 181	+ 448	+ 382

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-11	7 7/8	8 1/8	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/8	8 1/4	8 1/8
DM	4 3/4	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 11/16	4 11/16	4 3/4	4 7/8
Yen (100)	5 3/4	5 7/8	5 1/2	5 15/16	5 13/16	5 13/16	5 7/8	5 7/8
FR (100)	3	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
ES	0 1/2	1 1/2	3 3/16	3 5/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16
L (100)	12	14	13 3/8	14	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8
C	11 1/4	11 1/4	11 3/8	11 1/2	11 3/8	11 3/8	11 1/2	11 1/2
Résumé	9	9 1/4	9	9 3/8	9 3/8	9 1/2	10 1/4	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fia de manière par une grande banque de la place.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

282, rue Saint-Martin - 75141 Paris


INSTITUT FRANÇAIS D'INGENIERIE

Cycle de formation continue de CHARGÉ D'AFFAIRES A L'EXPORTATION

Documentation à adresser à :

Nom :

Adresse :



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONAL
OUVERT N° 9169.AY/MF

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel à la concurrence internationale ouvert pour la fourniture de :
— PALAN A AIR.

Cet appel à la concurrence s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :
Entreprise nationale des travaux aux puits - ENTP.
16, route de Meftah Oued Smar, El-Harrach, Alger-Algérie.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONAL OUVERT N° 9169.AY/MF ».

« CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR. »

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de la parution de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de cent quatre-vingts jours après la date de clôture de cet appel.

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

La course de l'en

SOCIAL

Valse-hésitation sur l'aménagement du temps de travail

La course de lenteur de M. Fabius

Il est décidément bien difficile, à quatre mois des élections législatives, de faire bouger le jeu social. La journée du 13 novembre est à cet égard exemplaire. Des militants de la CGT ont occupé des locaux de directions départementales du travail - une centaine à Créteil et à Roubaix, 80 à Douai, 60 à Lille et à Valenciennes, 40 à Dunkerque - pour protester notamment contre l'avant-projet de loi de M. Michel Delebarre sur l'aménagement du temps de travail (le Monde du 9 novembre). Le ministre du travail était qualifié au passage de « représentant syndical du CNPF... ». Dérivatives manifestations, alors que le gouvernement n'a toujours pas arrêté sa position définitive sur ce texte.

Cependant, si le gouvernement veut avancer avant la fin de la législature sur l'aménagement du temps de travail, il faut impérativement que l'avant-projet soit adopté par le conseil des ministres du 20 novembre, ce qui suppose qu'il soit déposé au Conseil d'Etat pour avis le 15 novembre au soir, une consultation officielle des partenaires sociaux ayant naturellement eu lieu auparavant. Il faut donc aller très vite, alors que M. Fabius, informé du refus de FO depuis la fin de la semaine dernière, semble s'engager dans une course de lenteur.

Le premier ministre a tous les éléments pour décider, mais il prolonge le sur-place, se contentant d'annoncer, le 13 novembre, sur TF1, qu'il « va falloir que Michel Delebarre et moi tranchions à la fin de cette semaine ». « La législation du travail, a-t-il souligné, n'est plus adap-

tée à la donne moderne des entreprises. Beaucoup d'entreprises passent des accords en marge du droit. C'est dangereux. Il ne faut pas modifier la législation de manière à ce que ce soit la porte ouverte à la déréglementation. Ce serait l'anarchie. » Un raisonnement qui montre que le premier ministre est sensible à la fois à l'argumentation de M. Delebarre et à celle de M. Bergeron. Marier les deux n'est pas aisé. Il faut choisir.

Lorsque le refus de FO a été connu (le Monde du 10-11 novembre) sur un texte en quatre articles qui doit notamment aboutir à une révision de l'article L.212-8 sur la modulation de la durée hebdomadaire, tout laissait penser que le projet serait abandonné car le premier ministre avait souhaité qu'il fasse l'objet d'un consensus minimal : FO et la CFDT d'un côté, le CNPF de l'autre.

La fronde de certains responsables socialistes au début de cette semaine, doutant de l'opportunité d'un tel texte, politiquement parlant, « c'est plus un âne qui ne veut pas avancer qu'un cheval qui rue », commente-t-on ironiquement dans certains cabinets ministériels - allait dans le même sens. De plus, le CNPF juge les « contreparties » (une durée moyenne hebdomadaire de 38 heures sur l'année, une réduction de 130 à 80 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) un peu trop lourdes. Et même la CFDT qui soutient le texte demande quelques modifications : une heure au moins de réduction de la durée légale ou conventionnelle,

une justification économique de la nécessité de recourir à la modulation.

M. Fabius a surpris en n'enterrant pas immédiatement ce texte. Mais il ne l'a pas pour autant sauvé. M. Delebarre fait pourtant un bel effort de médiation. En déclarant le 10 novembre au grand jury RTL-le Monde que « ce n'est pas un secrétaire confédéral de telle ou telle formation syndicale que se dessinent la politique sociale de ce pays ou d'éventuelles décisions », le ministre du travail a la fois lancé un avertissement à FO et adressé un bon conseil à M. Fabius. Ne donnez pas l'impression, lui a-t-il dit en substance, que vous capitulez devant une organisation syndicale au risque de vous réintégrer dans un certain immobilisme pré-décretal.

M. Delebarre, décidément très désireux de voir aboutir son projet, a utilisé une autre carte. Comme la répétée le 13 novembre à l'Assemblée nationale, le but essentiel de ce texte est de relancer la négociation dans les branches d'activité afin de mieux encadrer le mouvement, « dégraisser » dans les entreprises. Il ne s'agit pas, pour lui, de pousser à la déréglementation mais de favoriser une régulation contractuelle... dans le sens de la souplesse. M. Bergeron n'a-t-il pas déclaré lui-même le 12 novembre : « Le projet de loi ne répond rien. Il ouvre de théoriques perspectives de négociation ». Perspectives qui lui semblent limitées. Mais qui ne peuvent justifier un blocage social alors que, dans ce domaine, c'est encore l'immobilisme qui recule le plus de dangers.

MICHEL NOBLECOURT.

VINGT MILLE « TUC » AU SERVICE DES PERSONNES AGÉES

« Tuciste »... et après

M. Laurent Fabius a indiqué, le 13 novembre sur TF1, que si les maires et les associations en font la demande, il va être possible de mettre vingt mille jeunes TUC au service des personnes âgées. La veille à Poitiers, plusieurs centaines de jeunes « tucistes » s'étaient interrogés sur leur avenir à la sortie de ces TUC.

De notre envoyée spéciale

Poitiers. - Elle ressemble à une poupée de chiffon, Marielle, avec son visage tracé au compas et sa tignasse de laine blonde. Elle était « mauvaise en math, mauvaise en français » et on l'a orientée vers l'école hôtelière. Cela « ne lui plaisait pas ». Coup de « chance », il y a un an on lui propose un TUC. Deuxième chance, elle crée à Paris, avec trois autres « tucistes » une entreprise qui construit des jeux de société géants : Les « Jeux des sept lieux ». Sourire réjoui : « J'étais au chômage. A vingt ans je crée mon entreprise, c'est grisant ».

Il y avait quelques centaines de tucistes réunis le mardi 12 novembre, à Poitiers, pour participer à un colloque organisé par la ville sur le thème : « Les TUC, et après ? ». Après avoir partagé leurs expériences, ils ont visité une soixantaine de stands tenus par les interlocuteurs des jeunes qui souhaitent créer leur entreprise : l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche), le Centre d'information sur les innovations sociales, les asso-

ciations de préretraités, les boutiques des gestionnaires, l'ANACE (l'Agence nationale pour la création d'entreprises) etc.

Au fil des débats, il apparaissait que si les TUC « ont permis aux jeunes de sortir de leur situation d'exclusion », s'ils ont fait, grâce à ces stages, « leur première expérience professionnelle », les moins de vingt-cinq ans n'ont pas bénéficié comme ils l'espéraient souvent d'une réelle formation qui leur permettrait de faire leur entrée dans le monde du travail. A cet égard la formation en alternance offre une nouvelle possibilité aux jeunes qui sortent du dispositif TUC.

Combien sont-ils ceux qui souhaitent créer leur entreprise après leur stage ? 1 ou 2 %, estime M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale et du développement local, qui présidait la rencontre. Ils créent surtout des entreprises dans le secteur sanitaire et social, dans l'informatique, le second œuvre, les loisirs, la culture, l'environnement.

Même si le secrétaire d'Etat met à leur disposition 90 millions de francs du Fonds d'initiatives jeunes, ils rencontrent bien des difficultés. Aussi les entreprises intermédiaires (aidées par les pouvoirs publics durant les premières années de leur existence puisqu'elles s'adressent à des jeunes en difficulté) jouent-elles fréquemment un rôle de nursery. C'est le cas pour les « Jeux des sept lieux » qui attendent les fonds nécessaires pour devenir une SA ou une SARL.

Même constat à Amiens pour l'ASPIC (Association-Formation-Production des ateliers et services de Picardie) qui a réuni 53 000 F pour créer une entreprise destinée à porter des repas aux personnes âgées. Pour l'animateur de l'ASPIC, « il est important d'avoir de bonnes relations avec les partenaires de l'économie traditionnelle, même si nous ne parlons pas le même langage ». Ainsi est-ce la chambre de commerce d'Amiens qui a fait l'étude de marché de l'entreprise.

D'autre part, si les jeunes rendent des services sociaux, « non marchands », une nouvelle analyse économique s'impose : « Nous voulons négocier avec la municipalité une participation aux frais de repas. La collectivité doit faire une étude économique : vaut-il mieux par exemple hospitaliser les personnes âgées ou les aider à rester chez elles ? ». Les jeunes créateurs d'entreprise doivent donc être « armés » par l'économie locale. C'est pourquoi M. Gatel a signé mardi une « convention partenariale » avec le maire de Poitiers, M. Jacques Santrot (PS). Les banques, l'agence de développement régional, les entreprises du secteur, les élus, les maires de quartier, ont intérêt à voir le tissu économique local se renfortifier. L'Etat apporte 400 000 francs, les autres partenaires, la même somme. L'économie locale, a affirmé M. Gatel, ne sera « ni marginale, ni assistée, ni alternative... ». Mais quel est le prix de la solidarité qu'elle devra assumer ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS

D'OUVERTURE D'ENQUÊTES D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

COMMUNES DE LA GARENNE-COLOMBES ET COURBEVOIE

AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE L'EMBRANCHEMENT
INTERSECTION DES CHEMINS DEPARTEMENTAUX
N° 11 ET 106 AVEC LA ROUTE NATIONALE N° 308

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 26-9-1985, il a été prescrit pour le compte du département des Hauts-de-Seine des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire concernant le projet susvisé.

Un exemplaire des dossiers concernant ces enquêtes sera déposé pendant 32 jours consécutifs du 12 novembre 1985 au 13 décembre 1985 inclus, à la mairie de LA GARENNE-COLOMBES où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 8 h 15 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45, le samedi matin de 8 h 30 à 12 h.

Un exemplaire du dossier d'enquête sur l'utilité publique concernant l'étude d'aménagement sera également déposé, pendant la même période, à la mairie de COURBEVOIE où le public pourra le consulter, aux heures susvisées du lundi au vendredi : le matin, de 8 h à 12 h 15 - l'après-midi, de 13 h 15 à 16 h.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront, de même les adresser soit à MM. les Maires de LA GARENNE-COLOMBES et COURBEVOIE, soit à M. Pierre DUTEUR, directeur départemental des enquêtes d'utilité publique, 24-26, boulevard des Frères-Voisins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, nommé commissaire-enquêteur.

A l'issue de ces enquêtes les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie de COURBEVOIE et LA GARENNE-COLOMBES et à la Préfecture des Hauts-de-Seine - Direction départementale de l'équipement - service public - ouvert à 10 heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application des articles R 114 et R 112 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

CROCODILES NUCLÉAIRES

Un député belge au Parlement européen a récemment adressé au commissaire chargé de l'environnement une question écrite intitulée : « Élevage de crocodiles dans le Vaucluse ». M. Luc Boyal de Ryke s'inquiète du projet de création à Bollène (Vaucluse), dans la vallée du Rhône, d'un élevage de quelque dix mille crocodiles, afin d'utiliser l'eau chaude rejetée par la centrale nucléaire de Tricastin.

Ce projet, autorisé par la municipalité, préoccupe l'honorable parlementaire à deux titres. Un : les « dangers » et « la contamination nucléaire » découlant, pour les hommes, de l'achat et d'objets de peaux réalisés au départ de cet élevage. En clair le risque de voir proliférer sur bras des élégantes des sacs à main radioactifs. Deux : les risques d'échappement éventuels de crocodiles dans les environs, « après adaptation à leur nouveau biotope ». Le député belge rappelle à ce propos le précédent désastreux de l'introduction en 1928 en Europe du Nord de rats musqués américains.

Dans sa réponse, le commissaire européen affirme que l'eau des piscines dans lesquelles seront élevés les sauriens « nucléaires » ne présente aucun risque de contamination.

TRANSPORTS

Divergence entre les routiers et la Commission de Bruxelles

Les ministres des transports de la Communauté européenne, réunis les 14 et 15 novembre à Bruxelles, tentent de mettre sur pied une politique réellement commune. Condamnés le 22 mai dernier pour carence par la Cour de justice de Luxembourg, il leur faut mettre les bouchées doubles pour appliquer un traité de Rome ignoré du monde des transports. Cela n'ira pas sans mal, tant les intérêts de la Commission et des professionnels sont divergents, même dans le domaine du transport routier où la libéralisation est nettement plus avancée que dans le transport aérien.

On ne se sait pas assez : le transport routier international de marchandises entre les Dix vit sous un régime de grande liberté. Les prix pratiqués sont pratiquement dispensés de se référer à une tarification officielle. De même, est permise la vieille règle qui voulait que les transporteurs de deux pays se partagent à égalité leur trafic de marchandises. Aujourd'hui, les camions français transportent seulement un tiers des produits échangés entre la France et les Pays-Bas. En revanche, ils acheminent 60 % envi-

ron des marchandises transportées entre la France et l'Italie.

La Commission de Bruxelles ne se satisfait pas de cet acquis. Elle voudrait qu'il y ait plus de liberté dans les transports intérieurs pour qu'on s'achemine le plus vite possible vers un seul marché. A l'heure actuelle, chacun des Etats membres interdit aux transporteurs routiers qui ne sont pas ses ressortissants d'opérer sur son marché intérieur. La Commission propose de permettre, à partir du 1^{er} janvier 1987, aux transporteurs non-résidents d'effectuer, à chaque voyage, deux transports dans un autre pays que le leur. Le « cabotage » serait enfin ouvert aux étrangers.

Cette tendance libérale de la Commission de Bruxelles ne plaît pas du tout aux transporteurs routiers. Ceux-ci jugent que la libéralisation doit être beaucoup plus progressive et surtout qu'elle doit s'accompagner de l'élaboration d'une politique des transports digne de ce nom. « Le rapport présenté le 31 août devant le Parlement de Strasbourg par M. Georgios Anastopoulos estime que libéralisation et harmonisation des réglemen-

tations doivent aller de pair », déclare M. Hubert Ghignoni, président du comité de liaison des transporteurs routiers des Dix. « Nous ne faisons pas de l'harmonisation un préalable, mais un complément indispensable. Comment oublier que l'organisation du transport routier diffère dans chaque pays ? (...) On retrouve la même anarchie dans les conditions d'exploitation : les Britanniques ne dépassent pas 38 tonnes pour les essieux moteurs, quand le reste de la Communauté est à 40 tonnes. Les taxes sur les véhicules varient de un à trois selon les pays. Seules la France et la République fédérale d'Allemagne contrôlent le temps de conduite des chauffeurs. (...) Ce serait une démission de la part de la Commission de se soucier seulement de libéralisation ».

Cette querelle vient à point nommé pour les ministres, qui n'ont jamais montré beaucoup d'enthousiasme pour l'ouverture « technique » de leurs frontières. Selon toute vraisemblance, ils joueront les arbitres impartiaux, tout en essayant de donner satisfaction aux professionnels qui figurent au nombre de leurs électeurs...

Al. F.



الجزائر - ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIES

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE
N° 9171.AY/MF

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel à la concurrence internationale ouvert pour la fourniture de :

- EXENTRIC CASING ROLLER.

Cet appel à la concurrence s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits - ENTP.
18, route de Meftah Oued Smar, El-Harrach, Alger-Algérie.

Direction des approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis contre la somme de 400 D.A.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE OUVERT N° 9171.AY/MF ».

« CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR. »
La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de la parution de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de cent quatre-vingts jours après la date de clôture de cet appel.



الجزائر - ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIES

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE
OUVERT N° 9181.AY/MF

L'entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP) lance un avis d'appel à la concurrence internationale ouvert pour la fourniture de :

- LOT N° 1 : WIRE LINE GUIDE ROLLER.
- LOT N° 2 : HYDRAULIC SPINNER FOR D.P., D.C. ET KELLY.
- LOT N° 3 : ELEVATOR DRILL COLLARS.
- LOT N° 4 : TONG TORQUE ASSEMBLY.
- LOT N° 5 : CLÉ DE SERRAGE HYDRAULIQUE.

Cet appel à la concurrence s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits - ENTP.
18, route de Meftah Oued Smar, El-Harrach, Alger-Algérie.

Direction des approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis contre la somme de 400 D.A.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE OUVERT N° 9181.AY/MF ».

« CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR. »
La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de la parution de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée de cent quatre-vingts jours après la date de clôture de cet appel.

هكذا من الأصل

ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS
AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 9038-A4/MEC

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture de matériel suivant :

Lot n° 1. Boîte ALLISON modèle CLT 5860 - 4 parts number 6837218, quantité 02.
Boîte ALLISON, modèle CLT 5860 - 4 parts number 6837453, quantité 01.

Lot n° 2. Pont jumelé complet pour trailer CABOT 750 (D4640), réf. : 130-048-90, équipé avec 1 pont D4640, réf. : JRPX562 ; 1 pont D4640, réf. : JFPX343.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400 DA à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits, 16, route de Meftah-Oued-Smar El-Harrach, Alger, Algérie - Direction des approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements, à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête portera la mention « Avis d'appel à la concurrence ouvert national et international n° 9038-A4/MEC », « Confidentiel », à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard quarante-cinq jours après la parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de la clôture de cet avis d'appel à la concurrence.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

La Compagnie générale des eaux vient de publier le tableau d'activité et de résultat relatif au premier semestre 1985. Ce tableau fait ressortir pour ce semestre un chiffre de 3,07 milliards de francs. Ce montant n'est pas comparable à celui indiqué il y a un an pour le premier semestre 1984, en raison de la modification intervenue le 1^{er} janvier 1985 dans l'organisation de la distribution d'eau à Paris, désormais assurée sur la rive droite de la Seine par la Compagnie des eaux de Paris, filiale de la Compagnie. En données comparables, le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 fait apparaître une augmentation de 8,3 %.

Le résultat d'exploitation s'élève à 126,7 millions de francs, soit une progression supérieure de 2,3 % à celle du premier semestre 1984 (après une augmentation globale de 7,1 % de l'ensemble des dotations aux amortissements et provisions). Comme prévu, l'aggravation des contraintes tarifaires et l'abaissement des charges (électricité, réparations, etc.) résultant de la période du gel exceptionnel du début de l'année, ont entraîné un pincement sensible des marges. Mais l'accroissement d'activité résultant des succès commerciaux de l'hiver 1984-1985 (Montpellier, Sète...) et la poursuite des efforts de productivité ont permis de limiter l'incidence négative de ces éléments extérieurs.

Le résultat net du semestre, après prise en compte de la charge d'impôt sur les sociétés et de la participation des salariés, s'élève à 100,6 millions de francs. Il marque une progression de 8,9 % sur celui du premier semestre 1984.

Le second semestre qui correspond dans sa majeure partie à la période la plus favorable de l'année pour les consommations d'eau et qui bénéficie de produits financiers spécifiques, devrait permettre de confirmer, et peut-être d'améliorer un peu, cette évolution.

Au niveau du groupe les comptes consolidés de l'exercice agrègent les comptes de plus de 400 sociétés dans un périmètre de consolidation voisin de celui de l'année 1984. L'exercice qui peut être tracé actuellement se situe dans la ligne des prévisions faites à l'assemblée générale de juin dernier.

Dans le domaine de la distribution d'eau, l'évolution reste convergente malgré diverses difficultés. L'activité commerciale est restée vive pour les autres sociétés de distribution d'eau du groupe ; elles ont connu un certain nombre de nouveaux succès (Marnes-la-Vallée, Saint-Malo...).

Dans le domaine de la gestion thermique, les efforts sont poursuivis pour élargir la gamme de nos prestations. La conjoncture actuelle se caractérise par des déplacements relatifs des coûts des diverses ressources énergétiques. Elle rend plus nécessaire l'intervention de sociétés susceptibles de les associer. La Compagnie Générale de Chauffage a développé son activité, notamment dans le domaine de la bi-énergie industrielle et des réseaux de chaleur (Dunkerque).

Pour nos entreprises de travaux, la mauvaise conjoncture due à la récession des investissements publics est durement ressentie par certaines d'entre elles, notamment dans le domaine du traitement des eaux. Cependant, les activités de la SADE conservent un niveau honorable et l'engouement semble confirmer son redressement, tandis que le groupe d'entreprises d'installations électriques organisé autour de GTTE développe encore ses activités et devrait maintenir le niveau de ses résultats. Un pôle important de difficultés existe dans le secteur de la maison individuelle, où le groupe Maison Pléiades, en pleine restructuration, subit les conséquences de la mauvaise conjoncture et de sa médiocre campagne commerciale de 1984, et a constaté au cours du premier semestre de 1985 une perte importante. Le groupe Campenon Bernard résiste honorablement dans une situation difficile due à la pénurie du marché français des travaux publics et à l'ampleur de la compétition au plan international. Le développement des activités de Campenon Bernard Construction et, dans le secteur de la promotion et de l'ingénierie, de SARI et SEERI, reste de son côté satisfaisant.

A l'étranger, la progression de nos activités traditionnelles reste assez soutenue, et les résultats d'Anjou International devraient être en assez sensible augmentation. Un certain nombre de succès sont par ailleurs enregistrés : la filiale américaine de Sétan a rétabli sa situation ; le groupe Monteny a relevé aux Etats-Unis le contrat de gestion de la plus importante usine mondiale d'incinération de déchets ménagers (Miami) ; la Compagnie Européenne de Chauffage négocie la prise en charge d'une importante usine de valorisation des déchets ménagers à l'étranger, etc.

Seul événement défavorable survenu à la fin de l'année, la part du groupe dans les résultats consolidés pourrait progresser de 1984 à 1985 suivant un taux un peu supérieur à celui de l'inflation.

(Publicité)

FEMMES EXPATRIÉES

de Brigitte PESKINE et Micheline ABERGEL.
«...Les plus pénalisées au cours de ces transhumances semblent être les femmes. Elles souffrent d'un environnement naturel, une profession et quelquefois toute une vie pour un mari qui, lui, y trouve très vite son compte...»
Minou AZOULAY, Nouvelles littéraires.
«...C'est la vraie vie ! Le Point.
«...Ce sentiment d'être un paquet n'a guère besoin d'émotions ; il suffit de penser aux femmes de militaires ou d'instituteurs. Exotisme ou banalité hexagonale, le déracinement...»
Kate BREEN, Marie-Claire.
UN LIVRE POUR TOUTES LES FEMMES
En vente à la FNAC dans votre librairie ou chez l'éditeur :
L.E.P. INTERNATIONAL EDITIONS, 116, avenue des Champs-Élysées. Tél. : 563-17-27
Prix public : 90 F + 20 F frais d'expédition.
Pour le Japon : Tokuma-Shinsho Ltd 1-15-5 Kohoku-ku T22 Yokohama



MESSIEURS
ne perdez plus vos cheveux
Le centre de régénération cellulaire
DOMINIQUE LAVIGNE
vous apporte la solution

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 831, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris - 42.60.28.02
Séances : mardi du lundi au vendredi - 14 h - 19 h - 19 h - 20 h - 21 h - 22 h - 23 h - 24 h - 25 h - 26 h - 27 h - 28 h - 29 h - 30 h - 31 h - 32 h - 33 h - 34 h - 35 h - 36 h - 37 h - 38 h - 39 h - 40 h - 41 h - 42 h - 43 h - 44 h - 45 h - 46 h - 47 h - 48 h - 49 h - 50 h - 51 h - 52 h - 53 h - 54 h - 55 h - 56 h - 57 h - 58 h - 59 h - 60 h - 61 h - 62 h - 63 h - 64 h - 65 h - 66 h - 67 h - 68 h - 69 h - 70 h - 71 h - 72 h - 73 h - 74 h - 75 h - 76 h - 77 h - 78 h - 79 h - 80 h - 81 h - 82 h - 83 h - 84 h - 85 h - 86 h - 87 h - 88 h - 89 h - 90 h - 91 h - 92 h - 93 h - 94 h - 95 h - 96 h - 97 h - 98 h - 99 h - 100 h - 101 h - 102 h - 103 h - 104 h - 105 h - 106 h - 107 h - 108 h - 109 h - 110 h - 111 h - 112 h - 113 h - 114 h - 115 h - 116 h - 117 h - 118 h - 119 h - 120 h - 121 h - 122 h - 123 h - 124 h - 125 h - 126 h - 127 h - 128 h - 129 h - 130 h - 131 h - 132 h - 133 h - 134 h - 135 h - 136 h - 137 h - 138 h - 139 h - 140 h - 141 h - 142 h - 143 h - 144 h - 145 h - 146 h - 147 h - 148 h - 149 h - 150 h - 151 h - 152 h - 153 h - 154 h - 155 h - 156 h - 157 h - 158 h - 159 h - 160 h - 161 h - 162 h - 163 h - 164 h - 165 h - 166 h - 167 h - 168 h - 169 h - 170 h - 171 h - 172 h - 173 h - 174 h - 175 h - 176 h - 177 h - 178 h - 179 h - 180 h - 181 h - 182 h - 183 h - 184 h - 185 h - 186 h - 187 h - 188 h - 189 h - 190 h - 191 h - 192 h - 193 h - 194 h - 195 h - 196 h - 197 h - 198 h - 199 h - 200 h - 201 h - 202 h - 203 h - 204 h - 205 h - 206 h - 207 h - 208 h - 209 h - 210 h - 211 h - 212 h - 213 h - 214 h - 215 h - 216 h - 217 h - 218 h - 219 h - 220 h - 221 h - 222 h - 223 h - 224 h - 225 h - 226 h - 227 h - 228 h - 229 h - 230 h - 231 h - 232 h - 233 h - 234 h - 235 h - 236 h - 237 h - 238 h - 239 h - 240 h - 241 h - 242 h - 243 h - 244 h - 245 h - 246 h - 247 h - 248 h - 249 h - 250 h - 251 h - 252 h - 253 h - 254 h - 255 h - 256 h - 257 h - 258 h - 259 h - 260 h - 261 h - 262 h - 263 h - 264 h - 265 h - 266 h - 267 h - 268 h - 269 h - 270 h - 271 h - 272 h - 273 h - 274 h - 275 h - 276 h - 277 h - 278 h - 279 h - 280 h - 281 h - 282 h - 283 h - 284 h - 285 h - 286 h - 287 h - 288 h - 289 h - 290 h - 291 h - 292 h - 293 h - 294 h - 295 h - 296 h - 297 h - 298 h - 299 h - 300 h - 301 h - 302 h - 303 h - 304 h - 305 h - 306 h - 307 h - 308 h - 309 h - 310 h - 311 h - 312 h - 313 h - 314 h - 315 h - 316 h - 317 h - 318 h - 319 h - 320 h - 321 h - 322 h - 323 h - 324 h - 325 h - 326 h - 327 h - 328 h - 329 h - 330 h - 331 h - 332 h - 333 h - 334 h - 335 h - 336 h - 337 h - 338 h - 339 h - 340 h - 341 h - 342 h - 343 h - 344 h - 345 h - 346 h - 347 h - 348 h - 349 h - 350 h - 351 h - 352 h - 353 h - 354 h - 355 h - 356 h - 357 h - 358 h - 359 h - 360 h - 361 h - 362 h - 363 h - 364 h - 365 h - 366 h - 367 h - 368 h - 369 h - 370 h - 371 h - 372 h - 373 h - 374 h - 375 h - 376 h - 377 h - 378 h - 379 h - 380 h - 381 h - 382 h - 383 h - 384 h - 385 h - 386 h - 387 h - 388 h - 389 h - 390 h - 391 h - 392 h - 393 h - 394 h - 395 h - 396 h - 397 h - 398 h - 399 h - 400 h - 401 h - 402 h - 403 h - 404 h - 405 h - 406 h - 407 h - 408 h - 409 h - 410 h - 411 h - 412 h - 413 h - 414 h - 415 h - 416 h - 417 h - 418 h - 419 h - 420 h - 421 h - 422 h - 423 h - 424 h - 425 h - 426 h - 427 h - 428 h - 429 h - 430 h - 431 h - 432 h - 433 h - 434 h - 435 h - 436 h - 437 h - 438 h - 439 h - 440 h - 441 h - 442 h - 443 h - 444 h - 445 h - 446 h - 447 h - 448 h - 449 h - 450 h - 451 h - 452 h - 453 h - 454 h - 455 h - 456 h - 457 h - 458 h - 459 h - 460 h - 461 h - 462 h - 463 h - 464 h - 465 h - 466 h - 467 h - 468 h - 469 h - 470 h - 471 h - 472 h - 473 h - 474 h - 475 h - 476 h - 477 h - 478 h - 479 h - 480 h - 481 h - 482 h - 483 h - 484 h - 485 h - 486 h - 487 h - 488 h - 489 h - 490 h - 491 h - 492 h - 493 h - 494 h - 495 h - 496 h - 497 h - 498 h - 499 h - 500 h - 501 h - 502 h - 503 h - 504 h - 505 h - 506 h - 507 h - 508 h - 509 h - 510 h - 511 h - 512 h - 513 h - 514 h - 515 h - 516 h - 517 h - 518 h - 519 h - 520 h - 521 h - 522 h - 523 h - 524 h - 525 h - 526 h - 527 h - 528 h - 529 h - 530 h - 531 h - 532 h - 533 h - 534 h - 535 h - 536 h - 537 h - 538 h - 539 h - 540 h - 541 h - 542 h - 543 h - 544 h - 545 h - 546 h - 547 h - 548 h - 549 h - 550 h - 551 h - 552 h - 553 h - 554 h - 555 h - 556 h - 557 h - 558 h - 559 h - 560 h - 561 h - 562 h - 563 h - 564 h - 565 h - 566 h - 567 h - 568 h - 569 h - 570 h - 571 h - 572 h - 573 h - 574 h - 575 h - 576 h - 577 h - 578 h - 579 h - 580 h - 581 h - 582 h - 583 h - 584 h - 585 h - 586 h - 587 h - 588 h - 589 h - 590 h - 591 h - 592 h - 593 h - 594 h - 595 h - 596 h - 597 h - 598 h - 599 h - 600 h - 601 h - 602 h - 603 h - 604 h - 605 h - 606 h - 607 h - 608 h - 609 h - 610 h - 611 h - 612 h - 613 h - 614 h - 615 h - 616 h - 617 h - 618 h - 619 h - 620 h - 621 h - 622 h - 623 h - 624 h - 625 h - 626 h - 627 h - 628 h - 629 h - 630 h - 631 h - 632 h - 633 h - 634 h - 635 h - 636 h - 637 h - 638 h - 639 h - 640 h - 641 h - 642 h - 643 h - 644 h - 645 h - 646 h - 647 h - 648 h - 649 h - 650 h - 651 h - 652 h - 653 h - 654 h - 655 h - 656 h - 657 h - 658 h - 659 h - 660 h - 661 h - 662 h - 663 h - 664 h - 665 h - 666 h - 667 h - 668 h - 669 h - 670 h - 671 h - 672 h - 673 h - 674 h - 675 h - 676 h - 677 h - 678 h - 679 h - 680 h - 681 h - 682 h - 683 h - 684 h - 685 h - 686 h - 687 h - 688 h - 689 h - 690 h - 691 h - 692 h - 693 h - 694 h - 695 h - 696 h - 697 h - 698 h - 699 h - 700 h - 701 h - 702 h - 703 h - 704 h - 705 h - 706 h - 707 h - 708 h - 709 h - 710 h - 711 h - 712 h - 713 h - 714 h - 715 h - 716 h - 717 h - 718 h - 719 h - 720 h - 721 h - 722 h - 723 h - 724 h - 725 h - 726 h - 727 h - 728 h - 729 h - 730 h - 731 h - 732 h - 733 h - 734 h - 735 h - 736 h - 737 h - 738 h - 739 h - 740 h - 741 h - 742 h - 743 h - 744 h - 745 h - 746 h - 747 h - 748 h - 749 h - 750 h - 751 h - 752 h - 753 h - 754 h - 755 h - 756 h - 757 h - 758 h - 759 h - 760 h - 761 h - 762 h - 763 h - 764 h - 765 h - 766 h - 767 h - 768 h - 769 h - 770 h - 771 h - 772 h - 773 h - 774 h - 775 h - 776 h - 777 h - 778 h - 779 h - 780 h - 781 h - 782 h - 783 h - 784 h - 785 h - 786 h - 787 h - 788 h - 789 h - 790 h - 791 h - 792 h - 793 h - 794 h - 795 h - 796 h - 797 h - 798 h - 799 h - 800 h - 801 h - 802 h - 803 h - 804 h - 805 h - 806 h - 807 h - 808 h - 809 h - 810 h - 811 h - 812 h - 813 h - 814 h - 815 h - 816 h - 817 h - 818 h - 819 h - 820 h - 821 h - 822 h - 823 h - 824 h - 825 h - 826 h - 827 h - 828 h - 829 h - 830 h - 831 h - 832 h - 833 h - 834 h - 835 h - 836 h - 837 h - 838 h - 839 h - 840 h - 841 h - 842 h - 843 h - 844 h - 845 h - 846 h - 847 h - 848 h - 849 h - 850 h - 851 h - 852 h - 853 h - 854 h - 855 h - 856 h - 857 h - 858 h - 859 h - 860 h - 861 h - 862 h - 863 h - 864 h - 865 h - 866 h - 867 h - 868 h - 869 h - 870 h - 871 h - 872 h - 873 h - 874 h - 875 h - 876 h - 877 h - 878 h - 879 h - 880 h - 881 h - 882 h - 883 h - 884 h - 885 h - 886 h - 887 h - 888 h - 889 h - 890 h - 891 h - 892 h - 893 h - 894 h - 895 h - 896 h - 897 h - 898 h - 899 h - 900 h - 901 h - 902 h - 903 h - 904 h - 905 h - 906 h - 907 h - 908 h - 909 h - 910 h - 911 h - 912 h - 913 h - 914 h - 915 h - 916 h - 917 h - 918 h - 919 h - 920 h - 921 h - 922 h - 923 h - 924 h - 925 h - 926 h - 927 h - 928 h - 929 h - 930 h - 931 h - 932 h - 933 h - 934 h - 935 h - 936 h - 937 h - 938 h - 939 h - 940 h - 941 h - 942 h - 943 h - 944 h - 945 h - 946 h - 947 h - 948 h - 949 h - 950 h - 951 h - 952 h - 953 h - 954 h - 955 h - 956 h - 957 h - 958 h - 959 h - 960 h - 961 h - 962 h - 963 h - 964 h - 965 h - 966 h - 967 h - 968 h - 969 h - 970 h - 971 h - 972 h - 973 h - 974 h - 975 h - 976 h - 977 h - 978 h - 979 h - 980 h - 981 h - 982 h - 983 h - 984 h - 985 h - 986 h - 987 h - 988 h - 989 h - 990 h - 991 h - 992 h - 993 h - 994 h - 995 h - 996 h - 997 h - 998 h - 999 h - 1000 h - 1001 h - 1002 h - 1003 h - 1004 h - 1005 h - 1006 h - 1007 h - 1008 h - 1009 h - 1010 h - 1011 h - 1012 h - 1013 h - 1014 h - 1015 h - 1016 h - 1017 h - 1018 h - 1019 h - 1020 h - 1021 h - 1022 h - 1023 h - 1024 h - 1025 h - 1026 h - 1027 h - 1028 h - 1029 h - 1030 h - 1031 h - 1032 h - 1033 h - 1034 h - 1035 h - 1036 h - 1037 h - 1038 h - 1039 h - 1040 h - 1041 h - 1042 h - 1043 h - 1044 h - 1045 h - 1046 h - 1047 h - 1048 h - 1049 h - 1050 h - 1051 h - 1052 h - 1053 h - 1054 h - 1055 h - 1056 h - 1057 h - 1058 h - 1059 h - 1060 h - 1061 h - 1062 h - 1063 h - 1064 h - 1065 h - 1066 h - 1067 h - 1068 h - 1069 h - 1070 h - 1071 h - 1072 h - 1073 h - 1074 h - 1075 h - 1076 h - 1077 h - 1078 h - 1079 h - 1080 h - 1081 h - 1082 h - 1083 h - 1084 h - 1085 h - 1086 h - 1087 h - 1088 h - 1089 h - 1090 h - 1091 h - 1092 h - 1093 h - 1094 h - 1095 h - 1096 h - 1097 h - 1098 h - 1099 h - 1100 h - 1101 h - 1102 h - 1103 h - 1104 h - 1105 h - 1106 h - 1107 h - 1108 h - 1109 h - 1110 h - 1111 h - 1112 h - 1113 h - 1114 h - 1115 h - 1116 h - 1117 h - 1118 h - 1119 h - 1120 h - 1121 h - 1122 h - 1123 h - 1124 h - 1125 h - 1126 h - 1127 h - 1128 h - 1129 h - 1130 h - 1131 h - 1132 h - 1133 h - 1134 h - 1135 h - 1136 h - 1137 h - 1138 h - 1139 h - 1140 h - 1141 h - 1142 h - 1143 h - 1144 h - 1145 h - 1146 h - 1147 h - 1148 h - 1149 h - 1150 h - 1151 h - 1152 h - 1153 h - 1154 h - 1155 h - 1156 h - 1157 h - 1158 h - 1159 h - 1160 h - 1161 h - 1162 h - 1163 h - 1164 h - 1165 h - 1166 h - 1167 h - 1168 h - 1169 h - 1170 h - 1171 h - 1172 h - 1173 h - 1174 h - 1175 h - 1176 h - 1177 h - 1178 h - 1179 h - 1180 h - 1181 h - 1182 h - 1183 h - 1184 h - 1185 h - 1186 h - 1187 h - 1188 h - 1189 h - 1190 h - 1191 h - 1192 h - 1193 h - 1194 h - 1195 h - 1196 h - 1197 h - 1198 h - 1199 h - 1200 h - 1201 h - 1202 h - 1203 h - 1204 h - 1205 h - 1206 h - 1207 h - 1208 h - 1209 h - 1210 h - 1211 h - 1212 h - 1213 h - 1214 h - 1215 h - 1216 h - 1217 h - 1218 h - 1219 h - 1220 h - 1221 h - 1222 h - 1223 h - 1224 h - 1225 h - 1226 h - 1227 h - 1228 h - 1229 h - 1230 h - 1231 h - 1232 h - 1233 h - 1234 h - 1235 h - 1236 h - 1237 h - 1238 h - 1239 h - 1240 h - 1241 h - 1242 h - 1243 h - 1244 h - 1245 h - 1246 h - 1247 h - 1248 h - 1249 h - 1250 h - 1251 h - 1252 h - 1253 h - 1254 h - 1255 h - 1256 h - 1257 h - 1258 h - 1259 h - 1260 h - 1261 h - 1262 h - 1263 h - 1264 h - 1265 h - 1266 h - 1267 h - 1268 h - 1269 h - 1270 h - 1271 h - 1272 h - 1273 h - 1274 h - 1275 h - 1276 h - 1277 h - 1278 h - 1279 h - 1280 h - 1281 h - 1282 h - 1283 h - 1284 h - 1285 h - 1286 h - 1287 h - 1288 h - 1289 h - 1290 h - 1291 h - 1292 h - 1293 h - 1294 h - 1295 h - 1296 h - 1297 h - 1298 h - 1299 h - 1300 h - 1301 h - 1302 h - 1303 h - 1304 h - 1305 h - 1306 h - 1307 h - 1308 h - 1309 h - 1310 h - 1311 h - 1312 h - 1313 h - 1314 h - 1315 h - 1316 h - 1317 h - 1318 h - 1319 h - 1320 h - 1321 h - 1322 h - 1323 h - 1324 h - 1325 h - 1326 h - 1327 h - 1328 h - 1329 h - 1330 h - 1331 h - 1332 h - 1333 h - 1334 h - 1335 h - 1336 h - 1337 h - 1338 h - 1339 h - 1340 h - 1341 h - 1342 h - 1343 h - 1344 h - 1345 h - 1346 h - 1347 h - 1348 h - 1349 h - 1350 h - 1351 h - 1352 h - 1353 h - 1354 h - 1355 h - 1356 h - 1357 h - 1358 h - 1359 h - 1360 h - 1361 h - 1362 h - 1363 h - 1364 h - 1365 h - 1366 h - 1367 h - 1368 h - 1369 h - 1370 h - 1371 h - 1372 h - 1373 h - 1374 h - 1375 h - 1376 h - 1377 h - 1378 h - 1379 h - 1380 h - 1381 h - 1382 h - 1383 h - 1384 h - 1385 h - 1386 h - 1387 h - 1388 h - 1389 h - 1390 h - 1391 h - 1392 h - 1393 h - 1394 h - 1395 h - 1396 h - 1397 h - 1398 h - 1399 h - 1400 h - 1401 h - 1402 h - 1403 h - 1404 h - 1405 h - 1406 h - 1407 h - 1408 h - 1409 h - 1410 h - 1411 h - 1412 h - 1413 h - 1414 h - 1415 h - 1416 h - 1417 h - 1418 h - 1419 h - 1420 h - 1421 h - 1422 h - 1423 h - 1424 h - 1425 h - 1426 h - 1427 h - 1428 h - 1429 h - 1430 h - 1431 h - 1432 h - 1433 h - 1434 h - 1435 h - 1436 h - 1437 h - 1438 h - 1439 h - 1440 h - 1441 h - 1442 h - 1443 h - 1444 h - 1445 h - 1446 h - 1447 h - 1448 h - 1449 h - 1450 h - 1451 h - 1452 h - 1453 h - 1454 h - 1455 h - 1456 h - 1457 h - 1458 h - 1459 h - 1460 h - 1461 h - 1462 h - 1463 h - 1464 h - 1465 h - 1466 h - 1467 h - 1468 h - 1469 h - 1470 h - 1471 h - 1472 h - 1473 h - 1474 h - 1475 h - 1476 h - 1477 h - 1478 h - 1479 h - 1480 h - 1481 h - 1482 h - 1483 h - 1484 h - 1485 h - 1486 h - 1487 h - 1488 h - 1489 h - 1490 h - 1491 h - 1492 h - 1493 h - 1494 h - 1495 h - 1496 h - 1497 h - 1498 h - 1499 h - 1500 h - 1501 h - 1502 h - 1503 h - 1504 h - 1505 h - 1506 h - 1507 h - 1508 h - 1509 h - 1510 h - 1511 h - 1512 h - 1513 h - 1514 h - 1515 h - 1516 h - 1517 h - 1518 h - 1519 h - 1520 h - 1521 h - 1522 h - 1523 h - 1524 h - 1525 h - 1526 h - 1527 h - 1528 h - 1529 h - 1530 h - 1531 h - 1532 h - 1533 h - 1534 h -

LES SOCIÉTÉS

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 novembre

Encore bien disposée

L'excitation observée en début de semaine rue Vivienne est un peu retombée mercredi. La Bourse n'en est pas moins restée bien disposée. La demande s'est faite plus sélective mais a essentiellement porté sur les valeurs de très bonne qualité, comme Carrefour, L'Oréal, Peugeot encore un peu (au plus haut de l'année), CSF (+ 3 %) très entourée, Lafarge, Roussel-Uclaf, Redoute, B. Schindler, Sanofi, Pernod et bien d'autres. Bref, à la clôture, l'indice composite a enregistré une nouvelle avance de 0,7 %.

De l'avis des spécialistes, il était impossible que le marché continue de monter à la cadence de mardi. Mais beaucoup ont été étonnés, et ravies en même temps, de voir avec quelle facilité la Bourse avait l'air de dévaler les ventes bénéficiaires. Pour plaisanter, un habitué disait : « les professionnels vendent, les étrangers achètent ». Il n'était certainement pas loin de la vérité.

Un fait est certain : la campagne des CEA et des SICAV-Monrey est ouverte et même bien ouverte. Avec les capitaux venus d'ailleurs et sortis maintenant du bas de laine des Français, la Bourse n'est pas menacée par une nouvelle pénurie de liquidités.

Sur le marché obligataire, la demande s'est réveillée en fin de matinée sur les emprunts d'Etat. L'intérêt s'est aussi concentré sur les TMO à minimum élevé et sur les fiscalités (valeurs à crédit d'impôt). En revanche, les autres TMO et les TRA ont été délaissés.

La devise-titre s'est traitée entre 7,95 F et 7,96 F (contre 7,99 F - 8,02 F).

L'or est remonté à Londres 323,10 dollars l'once contre 323,10 dollars, mais a baissé à Paris avec le lingot à 83 250 F (- 350 F) et le napoléon à 520 F (- 1 F).

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

La pluie de records s'est arrêtée de tomber mercredi à Wall Street. Des ventes bénéficiaires se sont produites. D'abord bien absorbées, elles ont ensuite un peu pesé sur les cours, mais pas trop, un mouvement de reprise ayant ensuite permis au marché de regagner, et même au-delà, le terrain perdu. Mais cette dernière a été de courte durée, et, à la clôture, l'indice des Industriels s'est établi à 1 427,15, soit à 5,84 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été bien illusoire au résultat. Sur 2 010 valeurs traitées, 990 ont baissé, 561 ont remonté et 459 n'ont pas varié. La Bourse aurait pu faire mieux. Mais l'annonce par la Réserve fédérale d'un gel du crédit a été la cause d'un gonflement du crédit à la consommation au septembre (+ 2,4 %) en rythme annuel, a douché le marché obligataire et, par réaction, le « parquet » a suivi.

D'une façon générale, le sentiment était toujours excellent autour du Big Board. Les professionnels jugeaient cette consolidation salutaire après sept semaines de hausse, durant lesquelles le « Dow » s'est adjugé plus de 130 points. Beaucoup d'investisseurs, néanmoins, ont la politique que la Réserve fédérale voudrait mener en matière de crédit. Y aura-t-il ou non une baisse du taux de l'emprunt ? De la réponse à cette question dépendra l'attitude que les investisseurs adopteront ces prochains jours.

L'activité a sensiblement diminué (109,69 millions de titres échangés, contre 170,50 millions la veille), témoignant de l'atténuation générale.

VALEURS	Cours de 12 nov.	Cours de 13 nov.
Alcoa	24 1/2	23 3/4
A.T.T.	47 7/8	48 1/2
Boeing	81	81 1/4
Chrysler	81	81 1/4
Eastman Kodak	46 5/8	46 1/2
Exxon	54 1/8	53 3/4
General Electric	63 1/4	63 3/8
General Motors	non coté	non coté
IBM	161 1/2	161 1/2
Johnson & Johnson	27 1/2	27 3/4
Merck	31 3/8	31 1/4
McDonald	35 1/8	35 1/8
Procter & Gamble	38 5/8	38 3/8
Union Carbide	58 1/4	58 3/4
U.S. Steel	28 7/8	28 3/4
Xerox Corp.	58 1/2	58 1/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DARTY : PLUS RENTABLE QUE MOI TU MEURES. — Pour le premier semestre, le groupe annonce un bénéfice consolidé de 118,15 millions de francs (+ 38,4 %) pour un chiffre d'affaires de 1,79 milliard de francs (+ 15,4 %). Sur le marché de l'électroménager, le fabricant de la marque Darty a enregistré, durant le semestre, l'activité a augmenté de 14 %, avec une marge brute représentant 23,2 % des ventes. Bref, le résultat courant, au 30 juin, progresse de 46,7 %, à 136,74. Du coup, le PDG du groupe révisé en hausse l'estimation du bénéfice net consolidé pour l'exercice entier, dont le montant, sans accroche, devrait progresser de 20 % (131,4 millions de francs pour 1984).

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 28 déc. 1983)

Valeurs françaises... 12 nov. 123,3
Valeurs étrangères... 95,9

COTE DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 = 31 déc. 1983)

Indice général... 13 nov. 231
Indice des valeurs... 14 nov. 231

Taux du marché monétaire
Bilan fin de 14 semaines... 91,8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen)... 205,05 204,13

SODEXHO : LE TEMPS SE COULE. — Pour l'exercice clos le 31 août dernier, le bénéfice net baisse de 21 %, à 92 millions de francs. En fait, le recul est sans importance (- 3,8 %), ce qui résulte d'un report de provision d'environ 20 millions de francs sur le Moyen-Orient, où l'activité du groupe s'est effondrée. Le président Belloc se montre prudent pour l'exercice en cours. Mais avec une situation financière saine (700 millions de francs de disponibilités), le groupe a, selon lui, les moyens de reprendre son expansion. La progression du chiffre d'affaires serait environ de 25 % (4,28 milliards de francs au 31 août dernier).

VOLKSWAGEN : LE VENT EN POUE. — Le premier constructeur automobile allemand annonce, pour le troisième trimestre, une progression de 24 % de ses résultats, dont le montant atteint 143 millions de deutschemarks. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net s'élève à 424 millions de deutschemarks (contre une perte de 47 millions au 30 septembre 1984). Pour l'exercice 1985 en entier, les analystes tablent sur 550 à 600 millions de deutschemarks de profits (contre 228 millions) et un chiffre d'affaires de 52 milliards de deutschemarks (+ 13,9 %).

BOURSE DE PARIS Comptant 13 NOVEMBRE

VALEURS	% de variation	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28,80	0,382	1060	1040	Ultramar	405	405	Hoguard	161	161
5 %	47,10	0,918	88 50	87 50	U.C. Industrielle	300	293	Orcl	701	708
3 % amort. 45-54	72,1	0,863	344 20	344 20	U.C. Calédon N.V.	74	74	C.M.E.	700	708
7 % 1973	122,53	4,219	2875	3080	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
8,50 % 78/86	47,78	3,358	536	577	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
10,50 % 78/84	100,38	2,101	600	600	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
12,25 % 80/80	105,65	5,953	1810	1820	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
13,50 % 80/87	106,30	1,096	105 80	105 80	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
13,50 % 81/88	108,60	1,148	301	317	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
16,75 % 81/87	110,54	2,383	325	325	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
16,25 % 82/90	118,10	1,137	426	420	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
19 % fin 82	118,90	6,908	2020	1985	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
E.D.F. 7,8 % 81	118,90	12,442	181	187 20	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
E.D.F. 14,5 % 80-82	107,20	0,402	15150	14650	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
Ch. France 3 %	165	4,125	280	270	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
Ch. France 5 %	101 55	4,125	440	457 80	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
Ch. France 7 %	101 55	4,125	740	738	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289
Ch. France 8 %	101 55	4,125	440	440 50	U.C. P.	1318	1318	C. Dreyfus	283	289

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Aden	138 50	138 50	Aden	138 50	138 50
Aden	24 20	24 20	Aden	24 20	24 20
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410
Aden	410	410	Aden	410	410

COTE DES CHANGES				MARCHÉ LIBRE DE L'AFR			
				AUX GUICHETS		MONNAIES ET DEVISES	
				COURS	COURS	COURS	COURS
				préc.	13/11/11	préc.	13/11/11
1180	S.F.M.	1385	1386	-0.53			
1300	S.F.M.	80.40	80.40	0.00			
1310	S.F.M.	448	447	-0.22			
1320	S.F.M.	830	825	-0.60			
1330	S.F.M.	830	825	-0.60			
1340	S.F.M.	448	447	-0.22			
1350	S.F.M.	280	280	0.00			
1360	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1370	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1380	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1390	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1400	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1410	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1420	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1430	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1440	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1450	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1460	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1470	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1480	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1490	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1500	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1510	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1520	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1530	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1540	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1550	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1560	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1570	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1580	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1590	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1600	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1610	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1620	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1630	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1640	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1650	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1660	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1670	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1680	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1690	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1700	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1710	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1720	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1730	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1740	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1750	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1760	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1770	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1780	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1790	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1800	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1810	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1820	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1830	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1840	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1850	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1860	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1870	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1880	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1890	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1900	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1910	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1920	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1930	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1940	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1950	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1960	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1970	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1980	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
1990	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2000	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2010	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2020	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2030	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2040	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2050	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2060	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2070	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2080	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2090	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2100	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2110	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2120	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2130	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2140	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2150	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2160	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2170	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2180	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2190	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2200	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2210	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2220	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2230	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2240	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2250	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2260	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2270	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2280	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2290	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2300	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2310	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2320	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2330	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2340	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2350	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2360	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2370	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2380	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2390	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2400	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2410	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2420	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2430	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2440	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2450	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2460	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2470	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2480	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2490	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2500	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2510	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2520	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2530	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2540	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2550	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2560	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2570	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2580	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2590	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2600	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2610	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2620	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2630	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2640	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2650	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2660	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2670	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2680	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2690	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2700	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2710	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2720	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2730	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2740	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2750	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2760	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2770	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2780	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2790	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2800	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2810	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2820	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2830	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2840	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2850	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2860	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2870	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2880	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2890	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2900	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2910	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2920	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2930	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2940	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2950	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2960	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2970	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2980	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
2990	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3000	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3010	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3020	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3030	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3040	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3050	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3060	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3070	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3080	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3090	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3100	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3110	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3120	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3130	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3140	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3150	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3160	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3170	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3180	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3190	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3200	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3210	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3220	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3230	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3240	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3250	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3260	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3270	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3280	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3290	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3300	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3310	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3320	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3330	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3340	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3350	S.F.M.	1380	1378	-0.19			
3360	S.F.M.						

